

CONVENTION COLLECTIVE 2023-2028

ENTRE

D'UNE PART,

**LE COMITÉ PATRONAL DE NÉGOCIATION
POUR LES CENTRES DE SERVICES SCOLAIRES FRANCOPHONES (CPNCF)**

ET

D'AUTRE PART,

**LA FÉDÉRATION DES EMPLOYÉES ET EMPLOYÉS
DE SERVICES PUBLICS INC. (CSN)**

**POUR LE COMPTE DES SYNDICATS D'EMPLOYÉES ET D'EMPLOYÉS
DE SOUTIEN DES CENTRES DE SERVICES SCOLAIRES FRANCOPHONES
DU QUÉBEC QU'ELLE REPRÉSENTE**

**DANS LE CADRE DE LA LOI SUR LE RÉGIME DE NÉGOCIATION
DES CONVENTIONS COLLECTIVES
DANS LES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC
(RLRQ, CHAPITRE R-8.2)**

Réalisé par le Comité patronal de négociation
pour les centres de services scolaires francophones (CPNCF)
Juin 2024

TABLE DES MATIÈRES

		Page
CHAPITRE 1-0.00	BUT DE LA CONVENTION, DÉFINITIONS ET PRINCIPES GÉNÉRAUX	1
1-1.00	But de la convention	1
1-2.00	Définitions.....	1
1-3.00	Principes généraux.....	8
CHAPITRE 2-0.00	CHAMP D'APPLICATION ET RECONNAISSANCE	9
2-1.00	Champ d'application	9
2-2.00	Reconnaissance	14
2-3.00	Dispositions relatives à la liste de priorité d'embauche	15
CHAPITRE 3-0.00	PRÉROGATIVES SYNDICALES	16
3-1.00	Représentations syndicales	16
3-2.00	Réunion de comités paritaires	17
3-3.00	Libérations et congés sans traitement pour activités syndicales	18
3-4.00	Affichage	19
3-5.00	Assemblées syndicales et utilisation des locaux du centre de services aux fins syndicales	20
3-6.00	Retenue syndicale	21
3-7.00	Régime syndical	22
3-8.00	Documentation	22
CHAPITRE 4-0.00	COMITÉ DES RELATIONS DU TRAVAIL, CONSEIL D'ÉTABLISSEMENT ET COMITÉ EHDAA	25
4-1.00	Comité des relations du travail.....	25
4-2.00	Conseil d'établissement	26
4-3.00	Comité EHDAA.....	27

CHAPITRE 5-0.00	SÉCURITÉ SOCIALE.....	28
5-1.00	Congés spéciaux et congés pour responsabilités familiales.....	28
5-2.00	Jours chômés et payés.....	32
5-3.00	Régimes d'assurance vie, maladie et salaire	34
	Section I Dispositions générales.....	34
	Section II Régime uniforme d'assurance vie.....	39
	Section III Régime d'assurance maladie de base	39
	Section IV Assurance salaire	41
5-4.00	Droits parentaux	53
	Section I Dispositions générales.....	53
	Section II Congé de maternité	54
	Section III Congés spéciaux à l'occasion de la grossesse et de l'allaitement.....	63
	Section IV Autres congés parentaux.....	65
5-5.00	Participation aux affaires publiques	78
5-6.00	Vacances.....	79
5-7.00	Formation, perfectionnement, encadrement des stagiaires et insertion professionnelle	84
5-8.00	Responsabilité civile	87
5-9.00	Accident du travail et maladie professionnelle	88
5-10.00	Congé sans traitement.....	93
5-11.00	Congé autofinancé.....	95
CHAPITRE 6-0.00	RÉMUNÉRATION	97
6-1.00	Règles de classement	97
6-2.00	Détermination de l'échelon	100
6-3.00	Traitements et échelles de traitement	106
6-4.00	Personne salariée hors taux ou hors échelle	109
6-5.00	Frais de voyage et de déplacement	110

6-6.00	Primes	111
6-7.00	Disparités régionales	116
6-8.00	Location et prêt de salles	124
6-9.00	Versement de la rémunération.....	125
CHAPITRE 7-0.00 MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET SÉCURITÉ D'EMPLOI.....		128
7-1.00	Mouvements de personnel.....	128
	Section I Dispositions générales.....	128
	Section II Comblement d'un poste et d'un surcroît de travail	130
	Section III Comblement d'un poste et d'un surcroît de travail (Secteur de l'adaptation scolaire).....	135
	Section IV Comblement d'un poste, d'un surcroît de travail et d'un ajout d'heures (Secteur des services de garde et des milieux scolaires).....	137
7-2.00	Mise à pied temporaire	139
7-3.00	Sécurité d'emploi	142
	Section I Dispositions générales.....	142
	Section II Sécurité d'emploi pour les personnes salariées régulières (Secteur général)	143
	Section III Sécurité d'emploi pour les personnes salariées régulières (Secteur de l'adaptation scolaire)	150
	Section IV Sécurité d'emploi pour les personnes salariées régulières (Secteur des services de garde et des milieux scolaires).....	157
	Section V Mesures visant à réduire les mises en disponibilité	162
	Section VI Droits et obligations de la personne salariée	163
	Section VII Obligations du centre de services	166
	Section VIII Bureau national de placement	168
7-4.00	Incapacité partielle.....	168
7-5.00	Travail à forfait.....	170
CHAPITRE 8-0.00 CONDITIONS DE TRAVAIL.....		172
8-1.00	Ancienneté	172

8-2.00	Semaine et heures de travail	175
8-3.00	Heures supplémentaires.....	179
8-4.00	Mesures disciplinaires	181
8-5.00	Santé et sécurité.....	183
8-6.00	Vêtements et uniformes.....	185
8-7.00	Changements technologiques	185
8-8.00	Changements informatiques	187
CHAPITRE 9-0.00 RÈGLEMENT DES GRIEFS ET ARBITRAGE		188
9-1.00	Procédure de règlement des griefs	188
9-2.00	Arbitrage.....	190
9-3.00	Arbitrage accéléré.....	196
9-4.00	Arbitrage sans procureur	198
9-5.00	Médiation arbitrale	199
9-6.00	Mésentente.....	199
CHAPITRE 10-0.00 DISPOSITIONS DIVERSES		200
10-1.00	Contributions à une caisse d'épargne ou d'économie, à Fondation (Fonds de développement de la CSN pour la coopération et l'emploi) et à Bâtirente	200
10-2.00	Adaptation locale de la convention	201
10-3.00	Interprétation des textes	203
10-4.00	Entrée en vigueur de la convention.....	203
10-5.00	Respect des droits et libertés de la personne	205
10-6.00	Annexes	205
10-7.00	Diffusion de la convention.....	205
10-8.00	Harcèlement	205

ANNEXES

	Page
Annexe 1	Taux et échelles de traitement horaires.....208
Annexe 2	Dispositions particulières au Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM).....238
Annexe 3	Structure salariale pour les secteurs de la santé et des services sociaux, des centres de services scolaires et des commissions scolaires et des collèges241
Annexe 4	Rangement des corps ou des classes d'emplois - centres de services scolaires et commissions scolaires.....246
Annexe 5	Emplois-remorques, centres de services scolaires et commissions scolaires.....250
Annexe 6	Frais de déménagement251
Annexe 7	Régime de congé autofinancé.....254
Annexe 8	Modalités d'application du programme de mise à la retraite de façon progressive261
Annexe 9	Programme de réduction du temps de travail264
Annexe 10	Libérations syndicales aux fins de préparation et de négociation de la prochaine convention collective.....266
Annexe 11	Classement de certaines personnes salariées267
Annexe 12	Griefs et arbitrage avant la date d'entrée en vigueur de la convention268
Annexe 13	Relocalisation.....269
Annexe 14	Conditions de travail particulières au Centre de services scolaire Harricana270
Annexe 15	Conditions de travail particulières au Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM).....271
Annexe 16	Lettre d'entente relative à la création d'un comité de travail portant sur les droits parentaux.....273
Annexe 17	Lettre d'entente relative aux responsabilités familiales274
Annexe 18	Centres de services scolaires par région.....275
Annexe 19	Liste des organismes dont la loi prévoit au 1 ^{er} septembre 2011 que les conditions de travail ou les normes et barèmes de rémunération de leurs salariés sont déterminés par le gouvernement ou déterminés selon les conditions définies par le gouvernement277
Annexe 20	Lettre d'entente relative à la prime d'attraction et de rétention visant à contrer la pénurie versée à certains titres d'emplois d'ouvriers spécialisés279
Annexe 21	Lettre d'entente concernant le rôle du Greffe des tribunaux d'arbitrage du secteur de l'éducation (Greffe)283

Annexe 22	Formation et perfectionnement.....	284
Annexe 23	Lettre d'entente relative à la santé globale des personnes salariées	285
Annexe 24	Accusation de nature criminelle en matière d'inconduite sexuelle	286
Annexe 25	Insertion professionnelle	287
Annexe 26	Programme d'horaire comprimé pour les personnes salariées de la catégorie des emplois de soutien manuel.....	288
Annexe 27	Formation concernant la prévention de la violence et de l'intimidation	290
Annexe 28	Postes volants.....	291
Annexe 29	Déploiement de 4 000 équivalents à temps complet (ETC) en soutien en classe au préscolaire 5 ans et au primaire	292
Annexe 30	Lettre d'intention relative au Régime de retraite du personnel employé du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) pour les personnes visées par ce régime en vertu de la Loi sur le RREGOP	295
Annexe 31	Lettre d'entente relative à la création d'un comité de travail sur le financement de la caisse des participants du Régime de retraite du personnel employé du gouvernement et des organismes publics (RREGOP)	296
Annexe 32	Mesures transitoires.....	297

CHAPITRE 1-0.00 BUT DE LA CONVENTION, DÉFINITIONS ET PRINCIPES GÉNÉRAUX

1-1.00 BUT DE LA CONVENTION

1-1.01

La convention a pour but d'établir des rapports ordonnés entre les parties, de déterminer les conditions de travail ainsi que d'établir des mécanismes appropriés pour le règlement des difficultés qui peuvent survenir.

1-2.00 DÉFINITIONS

À moins que le contexte ne s'y oppose, aux fins d'application de la convention, les mots, termes et expressions dont la signification est ci-après déterminée ont le sens et l'application qui leur sont respectivement assignés.

1-2.01 Ancienneté

Ancienneté telle que définie à l'article 8-1.00.

1-2.02 Année financière

Période s'étendant du 1^{er} juillet d'une année au 30 juin de l'année suivante.

1-2.03 Bureau national de placement

Bureau de placement formé de la Fédération des centres de services scolaires du Québec et du Ministère.

1-2.04 Centre

Un centre d'éducation des adultes ou de formation professionnelle sous juridiction du centre de services.

1-2.05 Centre de services

Le centre de services scolaire lié par la convention. L'expression « centre de services » remplace l'expression « commission » tel que stipulé par la Loi sur l'instruction publique (RLRQ, chapitre I-13.3).

1-2.06 Classe d'emplois

L'une des classes d'emplois dont les titres apparaissent aux échelles de traitement aux annexes 1 et 2 de la convention et celles qui pourraient éventuellement être créées, conformément à la clause 6-1.14.

1-2.07 Conjointe ou conjoint

On entend par conjointes ou conjoints les personnes :

- a) qui sont mariées ou unies civilement et cohabitent;
- b) qui vivent maritalement et sont les père et mère d'un même enfant;
- c) de sexe différent ou de même sexe qui vivent maritalement depuis au moins un an;

sous réserve que la dissolution du mariage ou de l'union civile par divorce ou annulation fait perdre ce statut de conjointe ou conjoint de même que la séparation de fait depuis plus de 3 mois dans le cas de personnes qui vivent maritalement.

1-2.08 Convention

La présente convention collective.

1-2.09 Fédération

La Fédération des centres de services scolaires du Québec (FCSSQ).

1-2.10 Grief

Toute mécontente relative à l'interprétation ou à l'application de la convention.

1-2.11 Mécontente

Tout désaccord entre les parties, autre qu'un grief au sens de la convention, et autre qu'un différend au sens du Code du travail (RLRQ, chapitre C-27).

1-2.12 Ministère

Le ministère de l'Éducation (MEQ).

1-2.13 Mutation

Mouvement d'une personne salariée à un autre poste à l'intérieur de la même classe d'emplois ou à une autre classe d'emplois, dont le maximum de l'échelle de traitement est identique ou, s'il s'agit de classes d'emplois comportant un taux de traitement unique, dont le taux est identique.

1-2.14 Parties négociantes à l'échelle nationale

- a) Partie patronale

Le Comité patronal de négociation pour les centres de services scolaires francophones (CPNCF)

b) Partie syndicale

La Fédération des employées et employés de services publics Inc. (CSN)

1-2.15 Période d'essai

Période d'emploi à laquelle une personne, autre qu'une personne salariée temporaire, nouvellement embauchée est soumise pour devenir une personne salariée régulière. Cette période est de 60 jours effectivement travaillés. Cependant, cette période est de 90 jours effectivement travaillés pour les personnes salariées détenant l'un des postes du personnel de la sous-catégorie des emplois de soutien technique.

La personne salariée détenant un poste dont la semaine régulière de travail comporte un nombre d'heures moindre que celui prévu à la clause 8-2.01 est soumise à une période d'essai d'une durée équivalente à celle prévue ci-dessus, selon le cas, ou à une période d'essai d'une durée de 9 mois consécutifs, soit la moindre de ces 2 périodes.

Toute absence pendant la période d'essai s'ajoute à cette période.

Le centre de services peut prolonger de 30 jours effectivement travaillés la période d'essai d'une personne salariée, en lui fournissant au préalable et par écrit, les éléments qui sont sujets à amélioration. Le centre de services informe le syndicat, par écrit, de la prolongation de la période d'essai.

Lorsqu'une personne salariée temporaire remplaçante obtient, dans le cadre des dispositions de l'article 7-1.00, le poste où elle a effectué un remplacement, sans qu'il n'y ait eu interruption entre le moment de son remplacement et celui où le poste est devenu définitivement vacant, le temps travaillé pendant la période de remplacement est soustrait de la période d'essai pour devenir une personne salariée régulière. Toutefois, en aucun cas la période d'essai de la personne salariée en cause ne peut être inférieure à 20 jours effectivement travaillés comme personne salariée à l'essai.

Durant sa période d'essai, la personne salariée peut postuler un poste. Cependant, la personne salariée à l'essai devra avoir complété avec succès sa période d'essai avant que sa nomination à son nouveau poste puisse prendre effet.

1-2.16 Personne salariée

Les expressions « personne salariée », « les personnes salariées », « toute personne salariée », autant au singulier qu'au pluriel, signifient et comprennent les personnes salariées ci-après définies et à qui une ou plusieurs dispositions de la convention s'appliquent, conformément à l'article 2-1.00.

1-2.17 Personne salariée à l'essai

La personne salariée embauchée qui n'a pas complété la période d'essai prévue à la clause 1-2.15 pour devenir une personne salariée régulière.

1-2.18 Personne salariée permanente

Statut acquis par la personne salariée régulière qui a complété 2 années¹ au centre de services dans un poste considéré pour la permanence, qu'elle ait été couverte ou non par le certificat d'accréditation, et ce, depuis son embauche au centre de services. À moins de stipulations expresses à l'effet contraire, la durée de toute absence pendant laquelle le traitement n'a pas été maintenu et de toute mise à pied temporaire qui surviennent pendant cette période s'y ajoute.

Par exception aux dispositions qui précèdent, le service actif de la personne salariée régulière dans un poste non considéré pour la permanence est compté aux fins de l'acquisition de la permanence lorsque celle-ci obtient un poste considéré pour la permanence, dans la mesure où il n'y a pas eu rupture de son lien d'emploi; cependant, lorsque la clause 7-1.07 s'applique, la permanence ne peut être acquise avant la fin de la période d'adaptation prévue à cette clause.

La personne salariée permanente qui choisit un poste non considéré pour la permanence en application de la clause 7-1.11 voit son statut de personne salariée permanente suspendu ainsi que les bénéfices qui y sont inhérents, et ce, jusqu'à ce qu'elle redevienne titulaire d'un poste considéré pour la permanence.

1-2.19 Personne salariée régulière

- a) La personne salariée ayant complété la période d'essai prévue à la clause 1-2.15.
- b) La personne salariée qui, au service du centre de services ou des commissions scolaires (institutions) auquel ou auxquelles celui-ci succède, avait acquis le statut de personne salariée régulière ou l'équivalent.

1-2.20 Personne salariée temporaire

- a) La personne salariée qui est embauchée comme telle pour effectuer un travail déterminé lors d'un surcroît temporaire de travail ou d'un événement imprévu pour une période n'excédant pas 20 semaines, à moins d'entente écrite avec le syndicat.

¹ Sans égard au nombre d'heures prévu au poste considéré pour la permanence détenu par la personne salariée, sous réserve du 2^e alinéa de la présente clause.

À défaut d'entente, la personne salariée dont la période d'embauche excède la période définie à l'alinéa précédent obtient le statut de personne salariée régulière. Le centre de services crée alors un poste¹ qu'il détermine et cette personne salariée est automatiquement candidate sur le poste, affiché conformément à la clause 7-1.11. Sa candidature est considérée à l'étape prévue au sous-paragraphe a) du paragraphe B) de la clause 7-1.11. Si cette personne salariée n'obtient pas le poste concerné, elle est mise à pied dès qu'il est comblé. Si cette personne salariée obtient le poste, la période reconnue aux fins de l'acquisition de la permanence débute après la période définie au 1^{er} alinéa, s'il s'agit d'un poste considéré pour la permanence.

La personne salariée temporaire qui est mise à pied est inscrite à la liste de priorité d'embauche dans la mesure où elle répond aux conditions prévues à cette liste.

- b) Malgré ce qui précède, le centre de services peut embaucher une personne salariée temporaire pour remplacer une personne salariée absente pendant la durée de cette absence.

La personne salariée temporaire est mise à pied lorsque la personne salariée remplacée reprend son poste ou que le poste devient définitivement vacant ou est aboli et elle est inscrite à la liste de priorité d'embauche dans la mesure où elle répond aux conditions prévues à cette liste.

- c) La personne salariée qui est embauchée comme telle pour effectuer un travail déterminé lors d'un projet particulier.

1-2.21 Personne salariée travaillant dans le secteur de l'adaptation scolaire

La personne salariée qui est embauchée comme telle pour effectuer un travail déterminé dans une des classes d'emplois suivantes : préposée ou préposé aux élèves handicapés, technicienne ou technicien en écriture braille, technicienne ou technicien en éducation spécialisée et technicienne-interprète ou technicien-interprète.

1-2.22 Personne salariée travaillant dans le secteur des services de garde et des milieux scolaires

La personne salariée qui est embauchée comme telle pour effectuer un travail déterminé dans une des classes d'emplois suivantes : technicienne ou technicien en service de garde et en milieu scolaire, éducatrice ou éducateur en milieu scolaire, classe principale et éducatrice ou éducateur en milieu scolaire.

¹ Le poste ainsi créé est considéré pour la permanence si la semaine régulière de travail de la personne salariée temporaire était de 20 heures et plus pour le personnel de soutien technique et paratechnique et le personnel de soutien administratif, et de 22 heures 10 minutes et plus pour le personnel de soutien manuel. Autrement, le poste ainsi créé est non considéré pour la permanence.

1-2.23 Plan de classification

Le Plan de classification des emplois de soutien, préparé par la partie patronale négociante à l'échelle nationale, après consultation de la partie syndicale négociante à l'échelle nationale, pour « les catégories des emplois de soutien technique et paratechnique, de soutien administratif et de soutien manuel », édition du 8 février 2024 ainsi que l'annexe concernant les emplois exclusifs à certains centres de services scolaires, édition du 3 mai 2000, et toutes modifications ou nouvelles classes d'emplois qui pourraient être ajoutées pendant la durée de la convention.

1-2.24 Poste

Affectation particulière d'une personne salariée pour l'accomplissement des tâches que le centre de services lui assigne, étant précisé que, sous réserve des dispositions de l'article 7-3.00, toute personne salariée détient un poste, à l'exception des personnes salariées temporaires.

1-2.25 Poste considéré pour la permanence

Poste dont la semaine régulière de travail est de 20 heures et plus pour le personnel de soutien technique et paratechnique et le personnel de soutien administratif.

Poste dont la semaine régulière de travail est de 22 heures 10 minutes et plus pour le personnel de soutien manuel.

1-2.26 Poste non considéré pour la permanence

Poste dont la semaine régulière de travail est de moins de 20 heures pour le personnel de soutien technique et paratechnique et le personnel de soutien administratif.

Poste dont la semaine régulière de travail est de moins de 22 heures 10 minutes pour le personnel de soutien manuel.

Le centre de services ne peut diviser un poste, autre qu'un poste non considéré pour la permanence, en plusieurs postes non considérés pour la permanence, à moins d'entente écrite avec le syndicat.

1-2.27 Poste particulier

- a) Affectation particulière d'une personne salariée pour l'accomplissement de ses tâches dans le cadre d'un projet particulier à caractère temporaire pour une période ou des périodes n'excédant pas 36 mois à compter de la date du début du projet, à moins d'entente avec le syndicat.

Lorsque le centre de services poursuit le projet au-delà de cette période maximale, et ce, sans qu'il y ait eu entente avec le syndicat, il crée alors un poste. Le poste ainsi créé doit être un poste considéré pour la permanence si la semaine régulière de travail de la personne salariée était de 20 heures et plus¹. Autrement, le poste ainsi créé est non considéré pour la permanence. Il est affiché, conformément à la clause 7-1.11.

La personne salariée temporaire qui occupe ce poste particulier obtient le statut de personne salariée régulière. Elle est automatiquement candidate à ce poste. Sa candidature est considérée à l'étape prévue au sous-paragraphe a) du paragraphe B) de la clause 7-1.11. Si cette personne salariée n'obtient pas le poste concerné, elle est, dès qu'il est comblé, mise à pied. Si cette personne salariée obtient le poste, la période reconnue aux fins de l'acquisition de la permanence débute après la période définie au 1^{er} alinéa, s'il s'agit d'un poste considéré pour la permanence.

La personne salariée régulière qui occupe ce poste particulier est toujours titulaire de son poste, sous réserve de l'article 7-3.00. Lorsque son poste particulier prend fin, elle reprend le poste qu'elle détient.

Avant de procéder à la création d'un projet particulier, le centre de services doit consulter préalablement le syndicat. Cet avis doit comporter les éléments suivants :

- la nature du projet;
- la durée du projet et, pendant celle-ci, les périodes au cours desquelles la personne salariée sera requise;
- les effectifs qui seront requis pour le projet;
- la source de financement qui permet la réalisation de ce projet.

b) Affectation particulière d'une personne salariée à un autre besoin convenu par le centre de services et le syndicat.

1-2.28 Promotion

Mouvement d'une personne salariée à un autre poste d'une autre classe d'emplois dont le maximum de l'échelle de traitement est supérieur à celui de la classe d'emplois qu'elle quitte ou, s'il s'agit de classes d'emplois comportant un taux de traitement unique, dont le taux est supérieur à celui de la classe d'emplois qu'elle quitte.

1-2.29 Rétrogradation

Mouvement d'une personne salariée à un autre poste d'une autre classe d'emplois dont le maximum de l'échelle de traitement est inférieur à celui de la classe d'emplois qu'elle quitte ou, s'il s'agit de classes d'emplois comportant un taux de traitement unique, dont le taux est inférieur à celui de la classe d'emplois qu'elle quitte.

¹ Pour le personnel de soutien manuel, lire 22 heures 10 minutes et plus.

1-2.30 Secteur de l'éducation

Les centres de services scolaires, les commissions scolaires et les collèges, au sens de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (RLRQ, chapitre R-8.2).

1-2.31 Secteurs public et parapublic

Les centres de services scolaires, les commissions scolaires, les collèges et les établissements, tels que définis à la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (RLRQ, chapitre R-8.2), de même que la fonction publique.

1-2.32 Service actif

Période de temps pendant laquelle la personne salariée a vu son traitement maintenu ou a effectivement travaillé pour le compte du centre de services ou des commissions (institutions) auquel ou auxquelles celui-ci succède, depuis sa dernière embauche. Une personne salariée acquiert une année de service actif si son traitement a été maintenu ou si elle a effectivement travaillé pendant 260 jours.

1-2.33 Syndicat

Le syndicat à qui s'applique la convention.

1-2.34 Traitement

Le montant versé à une personne salariée, conformément aux dispositions des articles 6-1.00, 6-2.00, 6-3.00 et 6-4.00, à l'exclusion de tout montant forfaitaire, sauf ceux prévus aux clauses 6-2.16, 6-2.18, 7-3.21, 7-3.34 et 7-3.42.

1-3.00 PRINCIPES GÉNÉRAUX

1-3.01

Le centre de services reconnaît l'importance du personnel de soutien, son rôle essentiel dans les activités quotidiennes des écoles et des centres et son apport significatif en regard de la qualité des services offerts aux élèves.

1-3.02

Le centre de services et le syndicat reconnaissent l'importance que l'exercice des fonctions des personnes salariées se réalise dans un contexte sécuritaire, exempt de toute forme de violence.

CHAPITRE 2-0.00 CHAMP D'APPLICATION ET RECONNAISSANCE

2-1.00 CHAMP D'APPLICATION¹

2-1.01

La convention s'applique à toutes les personnes salariées, salariées au sens du Code du travail (RLRQ, chapitre C-27), couvertes par le certificat d'accréditation, sous réserve des applications partielles suivantes :

A) Pour la personne salariée à l'essai

Sous réserve du paragraphe D), la personne salariée à l'essai est couverte par les clauses de la convention, sauf celles concernant le droit à la procédure de règlement des griefs et à l'arbitrage en cas de congédiement; dans ce cas, le centre de services donne à cette personne salariée un avis d'une durée au moins égale à celle d'une période de paie.

B) Pour la personne salariée temporaire

- 1) La personne salariée temporaire ne bénéficie de la convention que relativement aux avantages suivants :

Article 1-1.00	But de la convention
Article 1-2.00	Définitions (pour les dispositions pertinentes à son statut)
Article 1-3.00	Principes généraux
Article 2-1.00	Champ d'application (pour les dispositions pertinentes à son statut)
Article 2-2.00	Reconnaissance
Article 2-3.00	Dispositions relatives à la liste de priorité d'embauche
Article 3-4.00	Affichage
Article 3-5.00	Assemblées syndicales et utilisation des locaux du centre de services aux fins syndicales
Article 3-6.00	Retenue syndicale
Article 3-7.00	Régime syndical
Article 3-8.00	Documentation
Article 4-1.00	Comité des relations du travail
Article 4-2.00	Conseil d'établissement
Article 4-3.00	Comité EHDAA
Article 5-7.00	Formation, perfectionnement, encadrement des stagiaires et insertion professionnelle
Article 5-8.00	Responsabilité civile
Clause 5-9.18	Lésion professionnelle
Article 6-1.00	Règles de classement
Article 6-2.00	Détermination de l'échelon
Article 6-3.00	Traitements et échelles de traitement
Article 6-4.00	Personne salariée hors taux ou hors échelle
Article 6-5.00	Frais de voyage et de déplacement

¹ Jusqu'au 30 juin 2024, l'article 2-1.00 de la convention collective 2020-2023 s'applique.

Article 6-6.00	Primes
Clauses 6-7.01 à 6-7.05	Disparités régionales (pour les dispositions pertinentes à son statut)
Article 6-8.00	Location et prêt de salles
Article 6-9.00	Versement de la rémunération
Article 7-1.00	Mouvements de personnel (en ce qui concerne ses droits à titre de personne candidate à un poste, à un surcroît de travail ou à un poste particulier)
Clause 8-1.10	Ancienneté de la personne salariée temporaire
Article 8-2.00	Semaine et heures de travail
Article 8-3.00	Heures supplémentaires
Article 8-5.00	Santé et sécurité
Article 8-6.00	Vêtements et uniformes
Article 9-1.00	Procédure de règlement des griefs
Article 9-2.00	Arbitrage
Article 9-3.00	Arbitrage accéléré
Article 9-4.00	Arbitrage sans procureur
Article 9-5.00	Médiation arbitrale
Article 9-6.00	Mésentente
Article 10-2.00	Adaptation locale de la convention
Article 10-3.00	Interprétation des textes
Article 10-4.00	Entrée en vigueur de la convention
Article 10-5.00	Respect des droits et libertés de la personne
Article 10-6.00	Annexes
Article 10-7.00	Diffusion de la convention
Article 10-8.00	Harcèlement
Annexe 1	Taux et échelles de traitement horaires
Annexe 2	Dispositions particulières au Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM)
Annexe 3	Structure salariale pour les secteurs de la santé et des services sociaux, des centres de services scolaires et des commissions scolaires et des collèges
Annexe 4	Rangement des titres d'emplois
Annexe 5	Emplois-remorques
Annexe 11	Classement de certaines personnes salariées
Annexe 12	Griefs et arbitrage avant la date d'entrée en vigueur de la convention
Annexe 14	Conditions particulières au Centre de services scolaire Harricana
Annexe 15 par. 1) et 2)	Conditions de travail particulières au Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM) (pour les dispositions pertinentes à son statut)
Annexe 17	Lettre d'entente relative aux responsabilités familiales
Annexe 20	Lettre d'entente relative à la prime d'attraction et de rétention visant à contrer la pénurie versée à certains titres d'emploi d'ouvriers spécialisés

La personne salariée temporaire voit son taux de traitement majoré de 12,13 % pour tenir lieu des avantages sociaux prévus aux articles 5-1.00, 5-2.00 et 5-3.00.

La personne salariée temporaire voit son taux de traitement majoré pour tenir lieu des vacances prévues à l'article 5-6.00, lequel est établi selon son ancienneté au 30 juin de l'année d'acquisition. Conformément au barème ci-dessous, ce taux est calculé sur la base de son traitement et versé à chaque période de paie.

Ancienneté au 30 juin de l'année d'acquisition	Taux (%)
Moins de 15 ans :	8,77 %
15 ans :	9,25 %
16 ans :	9,73 %
17 ans :	10,22 %
18 ans :	10,71 %
19 ans et plus :	11,21 %

- 2) La personne salariée temporaire embauchée pour une durée préalablement déterminée de 6 mois et plus et dont la semaine régulière de travail est de 20 heures et plus¹ bénéficie, en plus², des avantages suivants :

Article 3-1.00	Représentations syndicales
Article 3-2.00	Réunion de comités paritaires
Clause 3-3.05	Libération pour activités syndicales locales
Clause 3-3.06	Libération pour activités syndicales extérieures
Clause 3-3.07	Modalités de remboursement
Article 5-1.00	Congés spéciaux et congés pour responsabilités familiales
Article 5-2.00	Jours chômés et payés
Article 5-3.00	Régimes d'assurance vie, maladie et salaire
Article 5-4.00	Droits parentaux (selon les modalités prévues au troisième alinéa du présent sous-paragraphe)
Article 5-6.00	Vacances
Article 5-9.00	Accident du travail et maladie professionnelle (sauf les clauses 5-9.12 à 5-9.15)
Annexe 15 par. 3)	Conditions de travail particulières au Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM) (dispositions pertinentes à son statut)

¹ Pour le personnel de soutien manuel, lire 22 heures 10 minutes et plus.

² Cette personne salariée n'a toutefois pas droit à la majoration de traitement prévue au 2^e alinéa du sous-paragraphe 1) du paragraphe B) de la clause 2-1.01, visant à compenser les avantages sociaux prévus aux articles 5-1.00, 5-2.00 et 5-3.00, ni à la majoration de traitement prévue au 3^e alinéa du sous-paragraphe 1) du paragraphe B) de la clause 2-1.01, visant à compenser les vacances.

Cette personne salariée continue de bénéficier du régime d'assurance maladie de base et des régimes complémentaires déterminés par le comité paritaire d'assurance pour une période additionnelle de 10 jours suivant la mise à pied. Le centre de services perçoit la prime exigible préalablement à la mise à pied, selon les modalités convenues par le comité paritaire d'assurance.

Au cours de sa période de travail, la personne salariée bénéficie de l'article 5-4.00 selon les modalités suivantes :

- a) le congé de maternité de la personne salariée admissible à des prestations du Régime québécois d'assurance parentale est d'une durée de 21 semaines. Toutefois, pour avoir droit à l'indemnité prévue à la clause 5-4.12, la personne salariée doit avoir travaillé au moins 20 semaines au centre de services au cours des 12 mois précédant le congé.

Le congé de maternité de la personne salariée admissible à des prestations du Régime d'assurance-emploi est d'une durée de 20 semaines. Toutefois, pour avoir droit à l'indemnité prévue à la clause 5-4.13, la personne salariée doit avoir travaillé au moins 20 semaines au centre de services au cours des 12 mois précédant le congé.

Le congé de maternité de la personne salariée qui n'est pas admissible à l'un ou l'autre des régimes est d'une durée de 20 semaines. Toutefois, pour avoir droit à l'indemnité prévue à la clause 5-4.14, la personne salariée doit avoir travaillé au moins 20 semaines au centre de services au cours des 12 mois précédant le congé.

Pour le congé de paternité ou d'adoption, la personne salariée qui n'a pas travaillé au moins 20 semaines au centre de services n'a pas droit à l'indemnité prévue aux clauses 5-4.30, 5-4.32, 5-4.42 et 5-4.44;

- b) la personne salariée n'a pas droit au congé sans traitement et au congé partiel sans traitement en prolongation du congé de maternité, du congé de paternité ou du congé d'adoption, à l'exception du congé prévu au paragraphe b) de la clause 5-4.50;
- c) pour la personne salariée visée au présent sous-paragraphe qui n'a pas travaillé 6 mois depuis son embauche, les congés spéciaux prévus à la clause 5-4.21 sont sans traitement, sous réserve de l'exception faite pour les 5 jours avec maintien du traitement visés au paragraphe c) de la clause 5-4.21;
- d) le traitement hebdomadaire de la personne salariée est le traitement hebdomadaire moyen des 5 derniers mois. La période de mise à pied temporaire ne compte pas dans le calcul du traitement moyen;
- e) au retour du congé de maternité ou d'adoption, la personne salariée reprend son affectation si celle-ci existe encore.

- 3) Les bénéfices de la personne salariée temporaire remplaçante ayant bénéficié des avantages prévus au sous-paragraphe 2) du paragraphe B) sont maintenus lors d'un retour au travail dans un même poste à la suite d'un ralentissement cyclique.
- 4) La personne salariée régulière mise à pied qui est rappelée pour effectuer un surcroît de travail ou un remplacement temporaire reçoit, pendant cette période d'embauche, les avantages prévus au paragraphe B) de la présente clause. Cette période n'est pas considérée aux fins de l'acquisition de la permanence.

C) Pour la personne salariée dont la semaine régulière de travail comporte un nombre d'heures moindre que celui prévu à la clause 8-2.01

À moins de stipulations expresses à l'effet contraire, les avantages et les bénéfices applicables sont ajustés au prorata des heures régulières travaillées par rapport à celles prévues à la clause 8-2.01.

D) Pour la personne salariée détenant un poste non considéré pour la permanence

La personne salariée qui détient un poste non considéré pour la permanence voit son taux de traitement majoré de 12,13 % pour tenir lieu des avantages sociaux prévus aux articles 5-1.00, 5-2.00 et 5-3.00.

Cette personne salariée voit son taux de traitement majoré pour tenir lieu des vacances prévues à l'article 5-6.00, lequel est établi selon son ancienneté au 30 juin de l'année d'acquisition. Conformément au barème ci-dessous, ce taux est calculé sur la base de son traitement et versé à chaque période de paie.

Ancienneté au 30 juin de l'année d'acquisition	Taux (%)
Moins de 15 ans :	8,77 %
15 ans :	9,25 %
16 ans :	9,73 %
17 ans :	10,22 %
18 ans :	10,71 %
19 ans et plus :	11,21 %

Cette personne salariée bénéficie des droits parentaux conformément à l'article 5-4.00 selon les modalités qui lui sont applicables.

E) Pour la personne salariée occupant un poste particulier

- 1) La personne salariée régulière qui occupe un poste particulier continue de détenir un poste, conformément à l'article 7-3.00, et est couverte par les clauses de la convention. Cette période est considérée aux fins de l'acquisition de la permanence, conformément à la clause 1-2.18, en fonction du poste qu'elle détient. Toutefois, la personne salariée est assujettie aux particularités du poste particulier qu'elle occupe quant aux articles 7-2.00 et 8-2.00.

- 2) La personne salariée temporaire qui occupe un poste particulier bénéficie des conditions de travail prévues au paragraphe B) de la présente clause.

2-1.02

Sauf dans le cas d'une personne salariée de soutien en disponibilité couverte ou non par le certificat d'accréditation, une personne, recevant un traitement du centre de services et à qui ne s'applique pas la convention, n'accomplit normalement pas le travail d'une personne salariée régie par la convention.

L'utilisation des services de bénévoles, de stagiaires ou le recours à des organismes sans but lucratif ne peut avoir pour effet d'entraîner la mise à pied temporaire, la mise en disponibilité, la rétrogradation, la réduction d'heures ou l'abolition de postes d'une personne salariée régulière.

Lorsque le centre de services procède à l'accueil de stagiaires, il doit en informer préalablement le syndicat. La supervision de stagiaires par une personne salariée se fait sur une base volontaire.

2-2.00 RECONNAISSANCE

2-2.01

Le centre de services reconnaît le syndicat comme seul représentant et mandataire des personnes salariées visées par la convention concernant l'application des matières relatives aux conditions de travail.

2-2.02

Les parties négociantes à l'échelle nationale ont le droit de traiter de questions relatives à l'interprétation et à l'application de la convention.

Dans le cas où un grief de même nature est logé dans plusieurs centres de services scolaires, les parties négociantes à l'échelle nationale doivent, à la demande de l'un d'eux, se rencontrer pour en traiter dans les 60 jours de la demande.

Les parties négociantes à l'échelle nationale n'ont pas droit au grief ni à l'arbitrage, sauf si autrement prévu.

2-2.03

Pour être valide, toute entente individuelle, postérieure à la date d'entrée en vigueur de la convention, entre une personne salariée et le centre de services, touchant des conditions de travail différentes de celles qui y sont prévues, doit recevoir l'approbation par écrit du syndicat.

2-2.04

Les parties négociantes à l'échelle nationale se rencontreront de temps à autre pour discuter de toute question relative aux conditions de travail des personnes salariées et adopter les solutions appropriées. Toute solution acceptée par écrit par les parties négociantes à l'échelle nationale peut avoir pour effet de soustraire ou modifier une des dispositions de la convention ou d'en ajouter une ou plusieurs autres. Cependant, toute solution ainsi acceptée n'est applicable qu'avec le consentement écrit du centre de services et du syndicat. Ces dispositions ne doivent pas être interprétées comme constituant une révision de la convention pouvant conduire à un différend au sens donné à ce mot par la convention et le Code du travail (RLRQ, chapitre C-27).

2-3.00 DISPOSITIONS RELATIVES À LA LISTE DE PRIORITÉ D'EMBAUCHE

Cette matière est l'objet de stipulations négociées et agréées à l'échelle locale ou régionale, conformément à la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (RLRQ, chapitre R-8.2).

CHAPITRE 3-0.00 PRÉROGATIVES SYNDICALES

3-1.00 REPRÉSENTATIONS SYNDICALES

Personne déléguée syndicale

3-1.01

Le syndicat peut nommer une personne salariée par établissement de travail ou par service, lorsque plusieurs services sont concentrés dans le même établissement, comme personne déléguée syndicale, dont les fonctions consistent à rencontrer toute personne salariée du même établissement ou service qui a un problème concernant ses conditions de travail pouvant donner naissance à un grief.

Pour ce motif, la personne salariée et la personne déléguée peuvent interrompre temporairement leur travail, sans perte de traitement ni remboursement, après avoir obtenu l'autorisation de leurs supérieurs immédiats en indiquant la durée probable de leur absence. Cette autorisation ne peut être refusée sans motif valable.

Cependant, dans le cas où il y a 3 personnes salariées ou moins d'une unité de négociation dans un même établissement, le syndicat peut nommer une personne déléguée pour un groupe de personnes salariées compris dans son champ d'action, lequel ne doit pas excéder un rayon de 3 kilomètres.

Personne représentante syndicale

3-1.02

Le syndicat dépose une liste des personnes représentantes syndicales, personnes salariées du centre de services, dont la fonction consiste à assister une personne salariée après la formulation d'un grief afin de recueillir, s'il y a lieu, les renseignements nécessaires à une rencontre dans le cadre de la clause 9-1.03.

Une personne représentante syndicale peut, dans l'exercice de ses fonctions, interrompre temporairement son travail pendant un temps limité, sans perte de traitement ni remboursement, après avoir obtenu la permission de sa supérieure ou son supérieur immédiat. Cette permission ne peut être refusée sans motif valable.

Elle peut également s'absenter de son travail, sans perte de traitement ni remboursement, si sa présence est requise pour rencontrer la personne représentante du centre de services afin de voir à l'application de la clause 9-1.01, après avoir informé sa supérieure ou son supérieur immédiat du nom de la personne représentante avec qui elle a rendez-vous.

Un maximum de 3 personnes représentantes syndicales bénéficient en même temps d'une libération en vertu de la présente clause, y inclus toute libération aux fins de l'article 9-1.00. Les membres du comité de griefs peuvent être accompagnés d'une personne conseillère syndicale lors d'une rencontre prévue à la clause 9-1.03.

3-1.03

Le syndicat fournit au centre de services le nom et le champ d'action de chaque personne déléguée syndicale et des personnes représentantes syndicales dans les 15 jours de leur nomination et l'informe de toute modification.

3-1.04

La personne conseillère syndicale peut participer aux rencontres des comités paritaires prévus à la convention, moyennant un préavis de 24 heures. Exceptionnellement, le délai de préavis peut être moindre.

3-2.00 RÉUNION DE COMITÉS PARITAIRES**3-2.01**

Toute personne représentante du syndicat nommée sur un comité paritaire prévu à la convention peut s'absenter de son travail, sans perte de traitement ni remboursement, afin d'assister aux réunions de ce comité ou pour effectuer un travail requis par les parties au comité.

3-2.02

Toute personne représentante du syndicat nommée sur un comité paritaire non prévu à la convention et dont la formation est acceptée par le centre de services et le syndicat, ou par les parties négociantes à l'échelle nationale, peut s'absenter de son travail, sans perte de traitement ni remboursement, afin d'assister aux réunions de ce comité ou pour effectuer un travail requis par les parties au comité.

3-2.03

La personne représentante du syndicat nommée sur un comité paritaire est remboursée de ses dépenses par la partie qu'elle représente, sauf si autrement prévu. De ce fait, elle n'a droit à aucune rémunération additionnelle.

3-2.04

La personne représentante du syndicat doit informer à l'avance sa supérieure ou son supérieur immédiat du nom du comité auquel elle est appelée à participer et de la durée prévue de la réunion.

3-2.05

Toute personne représentante du syndicat peut s'absenter de son travail, sans perte de traitement ni remboursement, aux fins de la rencontre entre le centre de services et le syndicat dans le cadre de la clause 9-1.03 de la convention.

3-2.06

Les personnes salariées membres du comité exécutif du secteur soutien scolaire FEESP-CSN sont libérées, sans perte de traitement ni remboursement, pour participer aux rencontres conjointes prévues à l'article 2-2.00 et aux clauses 6-1.10 et 6-1.14. Un maximum de 3 personnes salariées bénéficient en même temps d'une libération en vertu de la présente clause.

3-3.00 LIBÉRATIONS ET CONGÉS SANS TRAITEMENT POUR ACTIVITÉS SYNDICALES

3-3.01

À la demande écrite du syndicat, adressée au moins 15 jours à l'avance, le centre de services libère une personne salariée aux fins d'activités syndicales à temps complet et pour une période ininterrompue variant de un à 12 mois, renouvelable selon la même procédure.

À la demande écrite du syndicat, adressée au moins 15 jours à l'avance, le centre de services accorde à une personne salariée aux fins d'activités syndicales un congé sans traitement à temps complet pour une période ininterrompue variant de un à 12 mois, renouvelable selon la même procédure. Dans un tel cas, l'article 5-10.00 s'applique.

La libération ou le congé sans traitement prévu à la présente clause peut être à temps partiel avec l'accord du centre de services et selon les mêmes modalités.

3-3.02

Le syndicat ou la personne salariée doit aviser le centre de services au moins 15 jours avant le retour de la personne salariée au travail et cette dernière reprend le poste qu'elle détenait à son départ, le tout sous réserve des dispositions de l'article 7-3.00.

3-3.03

La personne salariée libérée en vertu de la clause 3-3.01 conserve son traitement (y compris les primes applicables, s'il y a lieu) et les avantages sociaux de même que les droits et privilèges que lui confère la convention.

3-3.04

Dans le cas de libérations accordées en vertu du 1^{er} alinéa de la clause 3-3.01, le syndicat rembourse trimestriellement au centre de services le traitement ainsi qu'un montant correspondant à 22 %¹ du traitement pour tenir compte d'avantages sociaux², et ce, dans les 30 jours de la production par le centre de services d'un état de compte à cet effet.

¹ Toutefois, pour les jours chômés et payés et les vacances de la personne salariée libérée, pour une libération ininterrompue de 12 mois, à temps complet, le syndicat ne rembourse que 22 % du traitement, et ce, pour un nombre maximal de 13 jours chômés et payés et de 20 jours de vacances.

² Les avantages sociaux existants ou à venir.

Dans le cas d'une libération à temps partiel prévue à la clause 3-3.01, le centre de services et le syndicat conviennent de la somme à être remboursée.

3-3.05

À la demande écrite du syndicat au centre de services au moins 2 jours ouvrables avant le début de l'absence, le centre de services libère, aux fins d'activités syndicales locales, pour un minimum d'une demi-journée, toute personne salariée ainsi requise par le syndicat.

3-3.06

À la demande écrite du syndicat au centre de services au moins 2 jours ouvrables avant le début de l'absence, le centre de services libère, pour un minimum d'une demi-journée, toute personne salariée ainsi requise pour assister aux réunions officielles des organismes syndicaux suivants :

- Comité exécutif de la CSN, Bureau confédéral, Conseil confédéral, Congrès confédéral, Bureau fédéral, Conseil fédéral, Congrès fédéral, Conseil central (comité exécutif, conseil syndical, assemblée générale, congrès), Comité de coordination du secteur public et parapublic, Conseil du secteur public, Comité exécutif de la FEESP, Comité exécutif du secteur soutien scolaire, Conseil du secteur soutien scolaire.

Une personne salariée obtient aussi selon les mêmes modalités une libération pour assister aux réunions de formation syndicale données sous la responsabilité d'un des organismes ci-dessus prévus.

Dans le cas d'une personne salariée désignée pour participer à un comité de travail sous la responsabilité d'un des organismes ci-dessus prévus, le centre de services ne peut refuser une libération sans motif valable.

3-3.07

La personne salariée libérée en vertu des clauses 3-3.05 et 3-3.06 conserve son traitement (y compris les primes applicables, s'il y a lieu) et les avantages sociaux de même que les droits et privilèges que lui confère la convention.

Le syndicat rembourse trimestriellement au centre de services toute somme versée à cette personne salariée à titre de traitement seulement (y compris les primes applicables, s'il y a lieu), et ce, dans les 30 jours de la production par le centre de services d'un état de compte à cet effet comprenant la date et la durée de chaque absence.

Les parties peuvent convenir de modalités différentes de remboursement des libérations syndicales (y compris le non-remboursement, s'il y a lieu).

3-4.00 AFFICHAGE

3-4.01

Le centre de services met à la disposition des syndicats des tableaux d'affichage placés en évidence dans ses immeubles, écoles ou centres.

3-4.02

Le syndicat peut afficher sur ces tableaux un avis de convocation d'assemblée ou tout autre document de nature syndicale émanant du syndicat, pourvu qu'il soit signé par une personne représentante du syndicat et qu'une copie conforme soit remise à la personne désignée par le centre de services.

3-4.03

Le syndicat qui bénéficiait, à la date d'entrée en vigueur de la convention, du service de courrier interne du centre de services aux fins de distribution de documents syndicaux auprès de ses membres continue d'en bénéficier.

Dans les autres cas, le centre de services et le syndicat peuvent convenir de l'utilisation de ce service par le syndicat.

3-5.00 ASSEMBLÉES SYNDICALES ET UTILISATION DES LOCAUX DU CENTRE DE SERVICES AUX FINS SYNDICALES**3-5.01**

Toute assemblée syndicale doit se tenir en dehors des heures régulières de travail du groupe de personnes salariées visé.

À la demande écrite du syndicat, et après avoir obtenu l'autorisation expresse du centre de services, une assemblée syndicale peut avoir lieu durant les heures régulières de travail des personnes salariées, et ce, sans perte de traitement ni remboursement.

3-5.02

Après entente avec le centre de services ou la personne qu'il désigne, une personne salariée devant normalement travailler pendant la durée d'une assemblée de son syndicat, peut s'absenter de son travail pour y assister à la condition de reprendre les heures de travail équivalentes à la durée de son absence, et ce, en plus du nombre d'heures de sa semaine régulière de travail ou de sa journée régulière de travail ou en dehors des heures prévues par son horaire. De ce fait, cette personne salariée n'a droit à aucune rémunération supplémentaire.

3-5.03

À la demande écrite du syndicat, le centre de services fournit gratuitement dans un de ses immeubles, en autant que disponible, un local convenable aux fins d'assemblées syndicales concernant les membres de l'unité de négociation. La demande doit parvenir au centre de services 48 heures à l'avance. Le syndicat a la responsabilité de prendre les dispositions pour que le local ainsi utilisé soit laissé tel que pris.

3-5.04

Le centre de services qui le fait déjà continue de fournir au syndicat un local aux fins de secrétariat, et ce, aux mêmes conditions. Si ce local est retiré, le centre de services s'engage à en fournir un autre, et ce, aux mêmes conditions.

Dans les autres cas, le centre de services fournit un local disponible, s'il en est, aux fins de secrétariat syndical à l'usage exclusif ou non du syndicat, accessible en tout temps, et ce, selon les modalités et les conditions à être convenues entre le centre de services et le syndicat.

L'usage de ce local peut être retiré pour des raisons de nécessité administrative ou pédagogique moyennant un préavis raisonnable au syndicat de la part du centre de services. Dans un tel cas, le centre de services fournit un autre local disponible, s'il en est.

3-6.00 RETENUE SYNDICALE

3-6.01

Toute personne salariée se voit déduire, à chaque période de paie, une somme équivalant à la cotisation fixée par règlement ou résolution du syndicat. Dans le cas d'une personne salariée embauchée après l'entrée en vigueur de la convention, le centre de services déduit cette cotisation ainsi que le droit d'entrée dès la première période de paie.

3-6.02

Tout changement de la cotisation syndicale prend effet au plus tard dans les 30 jours suivant la réception par le centre de services d'une copie d'un règlement ou d'une résolution à cet effet. La modification de la cotisation est possible 2 fois dans la même année financière. Toute autre modification doit préalablement faire l'objet d'une entente entre le syndicat et le centre de services.

3-6.03

Le centre de services fait remise au syndicat, à tous les mois, des cotisations perçues le mois précédent ainsi que la liste des noms des personnes salariées cotisées et du montant de la cotisation de chacune. Dans le cas où la cotisation constitue un pourcentage des gains de la personne salariée, le centre de services fournit également le total des gains cotisables pour la personne salariée en cause. Dans le cas où le centre de services fournit la liste des noms par ordre alphabétique ou fait remise des cotisations plus fréquemment, il continue de le faire.

Le centre de services peut toutefois faire remise de ces cotisations à chaque période de paie, et ce, après entente avec le syndicat.

Dans les 60 jours de la fin de l'année fiscale, le centre de services fournit au syndicat le cumulatif des gains cotisables ainsi que le cumulatif de la cotisation perçue.

3-6.04

Le syndicat s'engage à prendre fait et cause et à indemniser le centre de services contre toute réclamation qui pourrait être faite par une ou plusieurs personnes salariées au sujet des sommes retenues sur leur traitement, en vertu des dispositions du présent article.

3-7.00 RÉGIME SYNDICAL

3-7.01

Les personnes salariées membres du syndicat à la date d'entrée en vigueur de la convention et celles qui le deviennent par la suite doivent le demeurer, sous réserve des dispositions de la clause 3-7.03.

3-7.02

La personne salariée embauchée après la date d'entrée en vigueur de la convention doit devenir membre du syndicat, sous réserve des dispositions de la clause 3-7.03.

3-7.03

Le fait d'être refusée, d'être expulsée du syndicat n'affecte en aucune façon le lien d'emploi entre la personne salariée et le centre de services.

3-7.04

Aux fins d'application du présent article, le centre de services remet à la personne salariée, embauchée après la date d'entrée en vigueur de la convention, un formulaire d'adhésion au syndicat, conformément au régime syndical prévu ci-dessus. Cette personne salariée complète ce formulaire dès son embauche et le remet au syndicat par l'entremise du centre de services. Le centre de services doit remettre ce formulaire au syndicat dans les 10 jours de l'embauche de la personne salariée. Le syndicat fournit ce formulaire au centre de services.

3-8.00 DOCUMENTATION

3-8.01

En plus de la documentation qui doit être transmise, conformément aux autres dispositions de la convention, le centre de services et le syndicat conviennent de transmettre la documentation prévue au présent article.

Le centre de services et le syndicat conviennent de diminuer la documentation papier en favorisant les moyens électroniques par des sites sécurisés lorsque cela s'applique, tout en laissant au centre de services le choix de continuer à transmettre certaines informations en format papier.

Le centre de services peut mettre en place, à même son site Web, un espace réservé au syndicat par lequel il diffuse l'information relative à ses membres et il peut introduire la tenue de conférences téléphoniques et de visioconférences.

3-8.02

Au plus tard le 30 novembre de chaque année, le centre de services fournit au syndicat la liste complète des personnes salariées à qui s'applique la convention en indiquant pour chacune : son nom et son prénom, son statut (à l'essai, régulier permanent, régulier, temporaire), le poste ou le poste particulier occupé, la classe d'emplois et le traitement, sa date de naissance, son adresse de domicile, son numéro de téléphone et son matricule, le tout tel que porté à sa connaissance ainsi que tout autre renseignement précédemment fourni. Le centre de services continue de fournir la liste des personnes salariées par ordre alphabétique s'il le faisait avant la date d'entrée en vigueur de la convention.

3-8.03

Le centre de services fournit mensuellement les renseignements suivants :

- a) le nom des nouvelles personnes salariées, leur date d'embauche et les renseignements prévus à la clause 3-8.02;
- b) le nom des personnes qui quittent l'emploi et la date de leur départ;
- c) le nom des personnes salariées qui ont changé de poste, le titre du nouveau poste et la date du changement;
- d) les changements d'adresse et de numéro de téléphone portés à sa connaissance.

3-8.04

Le centre de services transmet simultanément au syndicat une copie de toute directive adressée à une personne salariée, à un groupe de personnes salariées ou à l'ensemble des personnes salariées à qui s'applique la convention.

3-8.05

Le centre de services transmet au syndicat, dans les 15 jours de leur adoption, une copie de tous les règlements ou résolutions concernant une personne salariée, un groupe de personnes salariées ou l'ensemble des personnes salariées à qui s'applique la convention.

Dans le cas où cette pratique existe déjà ou dans le cas où cette pratique existe à l'égard d'un autre groupe de personnes salariées de soutien, professionnelles ou professionnels ou enseignantes ou enseignants syndiqués, le centre de services transmet au syndicat une copie de tous les procès-verbaux du conseil d'administration, approuvés comme document public.

3-8.06

Le syndicat fournit au centre de services dans les 15 jours de leur nomination le nom de ses personnes représentantes, ainsi que le nom des personnes salariées qui occupent une fonction syndicale à l'intérieur des organismes syndicaux (CSN, FEESP, Secteur soutien scolaire, Conseil central) et le titre de leur fonction, le nom du comité dont elles font partie, s'il y a lieu, et l'avis de tout changement.

3-8.07

Le centre de services transmet au syndicat le nom des personnes salariées qui obtiennent un congé sans traitement de plus d'un mois ou un congé de maternité et indique la durée prévue de cette absence. Le syndicat est informé de toute prolongation.

Le centre de services informe également le syndicat, en même temps qu'il en avise la personne salariée concernée, de toute coupure de traitement ou prestation reliée à l'application de la convention.

CHAPITRE 4-0.00 COMITÉ DES RELATIONS DU TRAVAIL, CONSEIL D'ÉTABLISSEMENT ET COMITÉ EHDAA

4-1.00 COMITÉ DES RELATIONS DU TRAVAIL

4-1.01

Dans les 30 jours de la demande écrite du centre de services ou du syndicat, les parties forment un comité consultatif appelé « Comité des relations du travail ».

4-1.02

Ce comité est paritaire et composé d'au plus 3 personnes représentantes syndicales et de 3 personnes représentantes du centre de services.

4-1.03

Le comité établit ses propres règles de procédure et fixe la fréquence de ses rencontres.

4-1.04

À la demande d'une des parties, le comité étudie toute question ayant trait aux conditions de travail des personnes salariées ainsi que tout autre sujet qui lui est référé explicitement par la convention, dont les suivants :

1) Organisation du travail

Le comité s'engage à analyser l'organisation du travail afin d'améliorer la qualité du travail et des emplois en :

- a) répertoriant en entretien ménager et physique les différentes problématiques en tenant compte de la configuration physique des immeubles, des plans d'entretien ou de rénovation et du contexte budgétaire;
- b) analysant la nature des emplois en vue de créer des postes considérés pour la permanence ou, à défaut, non considérés pour la permanence en fusionnant, si possible, différents besoins compatibles;
- c) analysant les enjeux soulevés en lien avec la charge de travail, de même qu'en identifiant des pistes de solution, et ce, à partir de l'information disponible et en respect des obligations légales relatives à la confidentialité.

2) Travail à forfait

Les parties reconnaissent l'importance d'étudier des alternatives favorisant la réduction du travail à forfait ou évitant le recours à la sous-traitance, notamment en :

- a) considérant la qualité des services, la qualité de vie au travail, l'amélioration des relations du travail et les impératifs budgétaires;

- b) étudiant les motifs au soutien de l'attribution du travail à forfait à caractère continu et recherchant, notamment par la révision des processus de travail, par l'aménagement des conditions de travail ou par tout autre élément qu'il convient, des alternatives privilégiant l'exécution des travaux par des personnes salariées régulières qui sont soumises au centre de services avant qu'il ne prenne sa décision;
- c) convenant des informations nécessaires à la réalisation de ses travaux et d'un échéancier de travail.

Les autres délais de la convention qui ne peuvent être respectés en raison de cette démarche ne peuvent être invoqués à l'encontre du centre de services.

4-1.05

À une réunion du comité des relations du travail, les personnes représentantes du syndicat peuvent obtenir des personnes représentantes du centre de services des explications relatives à une décision du centre de services touchant directement ou indirectement les personnes salariées couvertes par la convention.

4-1.06

À la demande écrite du syndicat, le comité des relations du travail est aboli, étant précisé que l'abolition du comité a pour effet de libérer le centre de services de ses obligations de consulter le comité.

4-2.00 CONSEIL D'ÉTABLISSEMENT

4-2.01

Chaque année, au cours du mois de septembre, la directrice ou le directeur de l'école convoque les membres du personnel de soutien, conformément aux dispositions de la Loi sur l'instruction publique (RLRQ, chapitre I-13.3), aux fins de l'élection de leurs personnes représentantes.

4-2.02

Aux 2 ans, la directrice ou le directeur du centre convoque les membres du personnel de soutien, conformément aux dispositions de la Loi sur l'instruction publique (RLRQ, chapitre I-13.3), aux fins de l'élection de leurs personnes représentantes.

4-2.03

Le centre de services et le syndicat peuvent convenir de modalités additionnelles quant à l'élection des personnes représentantes du personnel de soutien au sein des conseils d'établissement.

4-2.04

À la suite de l'élection des personnes représentantes du personnel de soutien au sein des conseils d'établissement, le centre de services informe le syndicat du nom de ces personnes.

4-3.00 COMITÉ EHDAA**4-3.01**

Le syndicat désigne, parmi les personnes salariées concernées, une personne représentante au comité consultatif des services aux élèves handicapés et aux élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage prévu à la Loi sur l'instruction publique (RLRQ, chapitre I-13.3).

4-3.02

À la suite de la désignation de la personne représentante, le syndicat avise le centre de services du nom de cette personne.

4-3.03

À l'invitation du centre de services, le syndicat désigne, parmi les personnes salariées concernées, une personne représentante au comité relatif aux élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage au sein de l'école.

La personne salariée désignée peut s'absenter de son travail pour assister aux rencontres de ce comité mentionné à l'alinéa précédent, et ce, sans perte de traitement y compris les primes applicables ni remboursement par le syndicat.

CHAPITRE 5-0.00 SÉCURITÉ SOCIALE

5-1.00 CONGÉS SPÉCIAUX ET CONGÉS POUR RESPONSABILITÉS FAMILIALES

Congés spéciaux

5-1.01

Le centre de services permet à une personne salariée de s'absenter, sans perte de traitement, à l'occasion des événements suivants :

- a) son mariage ou son union civile : un maximum de 7 jours consécutifs ouvrables ou non, y compris le jour de l'événement;
- b) le mariage ou l'union civile de ses père, mère, fils, fille, frère, sœur : le jour de l'événement;
- c) le décès de sa conjointe ou de son conjoint, de son fils ou de sa fille, du fils ou de la fille de sa conjointe ou de son conjoint habitant sous le même toit : un maximum de 7 jours consécutifs ouvrables ou non, à compter de la date du décès¹ ou à l'inclusion du jour de la cérémonie soulignant le décès, au choix de la personne salariée. Si la personne salariée prend son congé à compter de la date du décès, elle peut conserver une seule de ces journées afin d'assister à une cérémonie ultérieure soulignant le décès;
- d) le décès de ses père, mère, frère, sœur : un maximum de 5 jours consécutifs ouvrables ou non, à compter de la date du décès¹ ou à l'inclusion du jour de la cérémonie soulignant le décès, au choix de la personne salariée. Si la personne salariée prend son congé à compter de la date du décès, elle peut conserver une seule de ces journées afin d'assister à une cérémonie ultérieure soulignant le décès;
- e) le décès de ses beau-père, belle-mère, beau-frère, belle-sœur, gendre, bru, grand-père, grand-mère, petit-fils, petite-fille, l'enfant mineur de sa conjointe ou de son conjoint lorsque l'enfant n'habite pas sous le même toit : un maximum de 3 jours consécutifs ouvrables ou non, à compter de la date du décès¹ ou à l'inclusion du jour de la cérémonie soulignant le décès, au choix de la personne salariée. Si la personne salariée prend son congé à compter de la date du décès, elle peut conserver une seule de ces journées afin d'assister à une cérémonie ultérieure soulignant le décès.

La personne salariée ne peut bénéficier de ces congés que si le lien existe encore par le mariage, l'union civile ou l'union de fait au moment de la demande de congé.

En cas du décès de l'enfant de sa conjointe ou de son conjoint lorsque l'enfant n'habite pas sous le même toit, la personne salariée doit pouvoir bénéficier d'un minimum de 2 jours de congé sans perte de traitement, de suppléments ou de primes pour disparités régionales conformément à la Loi sur les normes du travail (RLRQ, chapitre N-1.1);

¹ L'obligation que le congé se prenne à compter de la date du décès ne s'applique pas lorsque la personne salariée a complété sa journée de travail. Dans un tel cas, le congé débute à compter du lendemain de la date du décès.

- f) le décès de l'ex-conjointe ou de l'ex-conjoint : le jour de la cérémonie soulignant le décès, si un enfant est issu de l'union et est encore d'âge mineur et si elle assiste à la cérémonie soulignant le décès;
- g) le changement de domicile : la journée du déménagement; cependant, une personne salariée n'a pas droit à plus d'une journée de congé par année;
- h) un maximum de 3 jours ouvrables par année pour couvrir tout autre événement de force majeure (désastre, feu, inondation) qui oblige une personne salariée à s'absenter de son travail ou toute autre raison qui oblige la personne salariée à s'absenter de son travail et sur laquelle le centre de services et le syndicat conviennent d'accorder une permission d'absence sans perte de traitement.

Dans le cas où une des personnes visées aux paragraphes c), d) et e) de la présente clause est dans un processus de fin de vie et d'aide médicale à mourir au sens de la Loi concernant les soins de fin de vie (RLRQ, chapitre S-32.0001), la personne salariée qui en fait la demande bénéficie du congé à compter du jour précédent celui du décès. Dans ce cas, la personne salariée en avise par écrit le centre de services le plus tôt possible.

5-1.02

La personne salariée n'a droit à un permis d'absence, sans perte de traitement, dans les cas visés aux paragraphes c), d) et e) de la clause 5-1.01, que si elle assiste à la cérémonie soulignant le décès du défunt; si elle y assiste et si la cérémonie soulignant le décès a lieu à plus de 240 kilomètres du lieu de la résidence de la personne salariée, celle-ci a droit à un jour additionnel.

Si l'événement a lieu à plus de 480 kilomètres du lieu de résidence de la personne salariée et si elle y assiste, celle-ci a droit à 2 jours additionnels.

La personne salariée travaillant dans un centre de services situé à l'est de Tadoussac ou à l'est de Trois-Pistoles a droit à un jour additionnel si elle doit traverser le fleuve et qu'elle utilise un traversier pour son déplacement afin d'assister à la cérémonie soulignant le décès.

5-1.03

Dans tous les cas, la personne salariée doit prévenir sa supérieure ou son supérieur immédiat et produire, sur demande écrite, dans la mesure du possible la preuve ou l'attestation de ces faits.

5-1.04

La personne salariée, appelée comme témoin dans une cause où elle n'est pas partie ou comme juré, bénéficie d'un congé sans perte de traitement. Cependant, elle doit remettre au centre de services, sur réception, l'indemnité de traitement qu'elle reçoit à titre de salaire de par ses fonctions de juré ou de témoin.

5-1.05

En outre, le centre de services, sur demande, permet à une personne salariée de s'absenter, sans perte de traitement, durant le temps où :

- a) la personne salariée subit des examens officiels d'admission ou de contrôle dans une institution de formation reconnue par le Ministère;
- b) la personne salariée, sur l'ordre du directeur de la santé publique, est mise en quarantaine dans son logement à la suite d'une maladie contagieuse affectant une personne habitant dans le même logement;
- c) la personne salariée, à la demande expresse du centre de services, subit un examen médical supplémentaire à celui exigé, conformément à la loi.

5-1.06

Dans les 45 jours de l'entrée en vigueur de la convention, le centre de services doit établir une politique applicable à l'ensemble des catégories de personnel concernant les fermetures d'établissements reliées aux intempéries et aux tempêtes de neige, et ce, après consultation du syndicat. Cette politique devient applicable à compter de la 15^e journée suivant l'expiration du délai ci-dessus prévu.

Le centre de services peut à son choix reconduire pour la durée de la convention la politique en vigueur à la date d'entrée en vigueur de la convention, auquel cas l'alinéa précédent ne s'applique pas.

Dans le cadre des dispositions qui précèdent, le centre de services doit s'assurer que l'ensemble des groupes de salariées et salariés au centre de services doivent être traités de façon comparable et non discriminatoire.

Cette politique devra prévoir des modalités spécifiques de compensation pour la personne salariée tenue de se présenter au travail alors que le groupe de personnes salariées auquel elle appartient n'a pas à se présenter.

Malgré les dispositions du 1^{er} alinéa de la présente clause, le centre de services maintient la politique applicable à l'ensemble du personnel de soutien en vigueur à la date d'entrée en vigueur de la convention concernant les fermetures d'établissements reliées aux tempêtes de neige, si le syndicat en exprime le choix dans les 120 jours de cette date.

5-1.07

Le centre de services peut aussi permettre à une personne salariée de s'absenter, sans perte de traitement, pour tout autre motif non prévu au présent article et qu'il juge valable.

5-1.08

Dans les 120 jours de l'entrée en vigueur de la convention, le syndicat peut choisir de renoncer aux régimes de congés spéciaux ci-dessus décrits et reconduire le régime décrit à l'article 5-1.00 de la convention collective 1975-1979 à l'exception de sa clause 5-1.07. Cette reconduction comprend également les arrangements locaux qui avaient été conclus, conformément à la clause 5-1.07 de cet article. Tant que le syndicat n'a pas fait connaître son choix au centre de services, les dispositions de l'article 5-1.00 de la convention collective 1975-1979 à l'exception de sa clause 5-1.07 continuent de s'appliquer.

L'alinéa précédent s'applique pour le centre de services où ce régime (1975-1979) a été maintenu au cours de la convention collective 2020-2023.

Malgré les dispositions du 1^{er} alinéa, la clause 5-1.06 prévue au présent article s'applique indépendamment du choix exercé par le syndicat en vertu de la présente clause.

Congés pour responsabilités familiales**5-1.09**

La personne salariée peut s'absenter du travail, sans traitement, jusqu'à concurrence de 10 jours par année pour remplir des obligations reliées à la garde, à la santé ou à l'éducation de son enfant ou de l'enfant de sa conjointe ou son conjoint ou en raison de l'état de santé d'un parent ou de toute personne pour laquelle la personne salariée agit comme proche aidant, tel qu'attesté par une professionnelle ou un professionnel œuvrant dans le milieu de la santé et des services sociaux régi par le Code des professions (RLRQ, chapitre C-26).

Pour l'application de la présente clause, la notion de parent est celle définie à l'article 79.6.1 de la Loi sur les normes du travail (RLRQ, chapitre N-1.1)¹.

Ce congé doit être pris par demi-journée ou par journée complète.

Dans tous les cas, la personne salariée doit prévenir sa supérieure ou son supérieur immédiat et produire, sur demande écrite, dans la mesure du possible, la preuve ou l'attestation de ces obligations.

Toutefois, à la demande écrite de la personne salariée, les jours utilisés pour ces absences sont déduits de la banque annuelle des congés de maladie de la personne salariée prévue à la clause 5-3.39, et ce, jusqu'à concurrence de 6 jours.

La présente clause ne peut avoir pour effet d'accorder à la personne salariée un nombre de jours d'absence supérieur à 10 par année conformément à l'article 79.7 de la Loi sur les normes du travail (RLRQ, chapitre N-1.1) et à la convention.

¹ L'hyperlien suivant permet d'accéder à l'article de loi pertinent en date de la signature de la convention : http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/showdoc/cs/n-1.1#se:79_6_1

5-1.10

La personne salariée peut obtenir un congé sans traitement pour l'un des motifs prévus aux articles 79.8 à 79.12 de la Loi sur les normes du travail (RLRQ, chapitre N-1.1) et selon les modalités qui sont prévues aux articles 79.13 à 79.16 de cette même loi. La personne salariée doit informer le centre de services des motifs du congé le plus tôt possible et fournir la preuve justifiant le congé.

5-1.11

Au cours du congé sans traitement prévu à la clause 5-1.10, la personne salariée accumule son ancienneté ainsi que son expérience et continue de participer au régime d'assurance maladie de base qui lui est applicable en versant sa quote-part des primes. La personne salariée peut continuer à participer aux autres régimes complémentaires d'assurance qui lui sont applicables en faisant la demande au début du congé et en versant la totalité des primes.

5-1.12

À l'expiration du congé sans traitement prévu à la clause 5-1.10, la personne salariée reprend son poste ou, le cas échéant, le poste qu'elle aurait obtenu conformément aux dispositions de la convention. Dans l'éventualité où le poste aurait été aboli, ou en cas de déplacement, la personne salariée a droit aux avantages dont elle aurait bénéficié si elle avait alors été au travail.

De même, au retour de ce congé, la personne salariée ne détenant pas de poste reprend l'affectation qu'elle occupait au moment de son départ si la durée prévue de cette affectation se poursuit après la fin de ce congé. Si l'affectation est terminée, la personne salariée a droit à toute autre affectation selon les dispositions de la convention.

5-2.00 JOURS CHÔMÉS ET PAYÉS**5-2.01**

Les personnes salariées bénéficient de 13 jours chômés et payés garantis, sans perte de traitement, au cours de chaque année financière.

Le centre de services et le syndicat conviennent des modalités d'application de l'ajustement au prorata prévu au paragraphe C) de la clause 2-1.01.

5-2.02

Ces jours sont ceux énumérés ci-après. Toutefois, avant le 1^{er} juillet de chaque année, après entente avec le syndicat ou l'ensemble des syndicats concernés (personnel de soutien), la répartition de ces jours chômés et payés peut être modifiée :

- | | |
|----------------------------------|--------------------------------------|
| - 1 ^{er} janvier | - 1 ^{er} lundi de septembre |
| - 2 janvier | - 2 ^e lundi d'octobre |
| - Vendredi saint | - 24 décembre |
| - Lundi de Pâques | - 25 décembre |
| - le lundi qui précède le 25 mai | - 26 décembre |
| - 24 juin | - 31 décembre |
| - 1 ^{er} juillet | |

5-2.03

Dans le cas où la convention collective antérieure ou un règlement ou une résolution du centre de services, en vigueur au cours de l'année 1975-1976, prévoyait un régime de jours chômés et payés dont l'application pour une des années financières de la convention aurait permis un nombre de jours chômés et payés supérieur à celui prévu annuellement au 1^{er} alinéa de la clause 5-2.01, le nombre de jours chômés et payés prévu au 1^{er} alinéa de la clause 5-2.01 est augmenté, selon l'année en cause, de la différence entre le nombre de jours chômés et payés obtenu par application de l'ancien régime pour l'année en cause et celui prévu au 1^{er} alinéa de la clause 5-2.01. Dans le cas où cet ancien régime prévoyait un nombre de jours différent pour certains groupes de personnes salariées, le nombre de jours chômés et payés de la clause 5-2.01 est augmenté pour chacun des groupes de personnes salariées en cause du nombre de jours supplémentaires prévu à l'ancien régime pour ce groupe de personnes salariées.

Ces jours chômés et payés supplémentaires sont fixés par le centre de services après consultation du syndicat. La fixation de ces jours doit tenir compte des contraintes liées au calendrier scolaire. Le centre de services et le syndicat peuvent néanmoins convenir d'autres modalités concernant la fixation de ces jours chômés et payés supplémentaires.

5-2.04

Si ce jour chômé et payé coïncide avec un samedi ou un dimanche, il est déplacé après consultation du syndicat au jour ouvrable qui précède ou qui suit.

5-2.05

Si pour une personne salariée un jour chômé et payé coïncide, soit avec ses vacances, soit avec son congé hebdomadaire, cette dernière reçoit, en remplacement, un congé d'une durée équivalente pris à un moment qui convient à la personne salariée et au centre de services.

5-2.06

Dans le cas où un jour chômé et payé survient pendant la période d'invalidité d'une personne salariée, cette dernière a droit en plus de sa prestation d'invalidité à la différence entre son plein traitement et cette prestation, et ce, pour ce jour chômé et payé.

5-3.00 RÉGIMES D'ASSURANCE VIE, MALADIE ET SALAIRE

Section I Dispositions générales

5-3.01

Toute personne salariée est admissible à participer aux régimes d'assurance en cas de décès, de maladie ou d'invalidité à compter de l'entrée en vigueur des régimes ci-après décrits si elle est en service à cette date, sinon à compter de son entrée en service au centre de services, et jusqu'à la date de sa retraite. Le centre de services verse la contribution au régime d'assurance maladie de base payable pour toute personne salariée.

Toute contribution de la personne salariée aux régimes d'assurance prévus au présent article est déduite de la paie de la personne salariée.

La personne salariée affectée temporairement à un poste non couvert par la convention continue de bénéficiaire, pendant cette affectation provisoire, des régimes d'assurance prévus au présent chapitre.

5-3.02

Aux fins des présentes, on entend par personne à charge :

- a) conjointe ou conjoint tel que défini à la clause 1-2.07;
- b) enfant à charge : une ou un enfant de la personne salariée, de sa conjointe ou son conjoint ou des 2, non marié ou non lié par une union civile et résidant ou domicilié au Canada, qui dépend de la personne salariée pour son soutien et est âgé de moins de 18 ans; ou s'il fréquente à temps complet, à titre d'étudiante ou d'étudiant dûment inscrit, une maison d'enseignement reconnue, est âgé de 25 ans ou moins ou quel que soit son âge, une ou un enfant qui a été frappé d'invalidité totale avant son 18^e anniversaire de naissance ou une ou un étudiant frappé d'invalidité totale entre l'âge de 18 et 25 ans et est demeuré continuellement invalide depuis cette date;
- c) personne atteinte d'une déficience fonctionnelle : une personne majeure, sans conjointe ou conjoint, atteinte d'une déficience fonctionnelle définie dans le Règlement sur le régime général d'assurance médicaments (RLRQ, chapitre A-29.01, r. 4) et survenue avant qu'elle n'ait atteint l'âge de 18 ans, qui ne reçoit aucune prestation en vertu d'un programme d'aide de dernier recours prévu à la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles (RLRQ, chapitre A-13.1.1), domiciliée chez une personne salariée qui exercerait l'autorité parentale si elle était mineure.

5-3.03

Par invalidité, on entend un état d'incapacité résultant d'une maladie, y compris un accident ou un accident du travail si la clause 5-9.10 s'applique, nécessitant des soins médicaux de même qu'une intervention chirurgicale directement reliée à la planification familiale, cet état d'incapacité rendant la personne salariée totalement incapable d'accomplir les tâches habituelles de son emploi ou de tout autre emploi analogue et comportant une rémunération similaire qui lui est offert par le centre de services.

La personne salariée est considérée en invalidité pendant la période visée par l'application des dispositions du paragraphe B) de la clause 5-3.31.

5-3.04

Une période d'invalidité est toute période continue d'invalidité ou une suite de périodes successives séparées par moins de 32¹ jours de travail effectif à temps complet ou de disponibilité pour un travail à temps complet à moins que la personne salariée n'établisse, à la satisfaction du centre de services ou de sa ou son représentant, qu'une période subséquente est attribuable à une maladie ou à un accident complètement étranger à la cause de l'invalidité précédente.

5-3.05

Une période d'invalidité résultant de maladie ou blessure qui a volontairement été causée par la personne salariée elle-même, d'alcoolisme ou de toxicomanie, de participation active à une émeute, à une insurrection ou à des actes criminels ou de service dans les forces armées, n'est pas reconnue comme une période d'invalidité aux fins des présentes.

Malgré ce qui précède, dans le cas d'alcoolisme ou de toxicomanie, est reconnue comme période d'invalidité, aux fins des présentes, la période d'invalidité pendant laquelle la personne salariée reçoit des traitements ou soins médicaux en vue de sa réhabilitation.

5-3.06

Le régime d'assurance vie s'applique à compter de l'entrée en vigueur de la convention.

Le régime d'assurance maladie s'applique à compter de la date prévue par le comité paritaire d'assurance. Jusqu'à cette date, le régime d'assurance maladie applicable avant l'entrée en vigueur de la convention continue de s'appliquer.

Le régime d'assurance salaire s'applique à compter de l'entrée en vigueur de la convention.

5-3.07

Toute modification au régime d'assurance maladie ou aux régimes complémentaires entre en vigueur à la date prévue par le comité paritaire d'assurance.

5-3.08

En contrepartie de la contribution du centre de services aux prestations d'assurance prévues ci-après, la totalité du rabais consenti par Emploi et Développement social Canada, dans le cas d'un régime enregistré, est acquise au centre de services.

¹ Lire « 8 jours » au lieu de « 32 jours » si la période continue d'invalidité qui précède son retour au travail est égale ou inférieure à 3 mois de calendrier.

Comité paritaire d'assurance

5-3.09

Les parties négociantes à l'échelle nationale conviennent de former avec diligence, si ce n'est déjà fait, un comité paritaire d'assurance unique de 6 personnes responsables de l'établissement et de l'application du régime d'assurance maladie de base et des régimes complémentaires prévus aux présentes. Le comité se met à l'œuvre dès sa formation.

5-3.10

Le comité choisit hors de ses membres une présidente ou un président au plus tard dans les 20 jours suivant sa formation, mais pas plus tard que 40 jours après l'entrée en vigueur de la convention, à défaut, cette présidente ou ce président est choisi dans les 20 jours suivants par la présidente ou le président du Tribunal administratif du travail. Cette présidente ou ce président est de préférence une ou un actuaire, domicilié et résidant au Québec depuis au moins 3 ans ou, à défaut, une personne ayant des qualifications équivalentes.

5-3.11

Les parties négociantes à l'échelle nationale disposent chacune d'un vote. La présidente ou le président dispose d'un vote qu'elle ou qu'il doit exprimer uniquement en cas d'égalité des voix. Sous réserve des autres recours de chacune des parties, celles-ci renoncent expressément à contester toute décision du comité ou de sa présidente ou de son président devant le tribunal d'arbitrage.

5-3.12

Le comité paritaire peut établir un ou plusieurs régimes complémentaires et le coût de ces régimes est entièrement à la charge des personnes participantes. Le centre de services facilite toutefois la mise en place et l'application de ces régimes selon ce qui est prévu ci-après, notamment en effectuant la retenue des cotisations requises. Le nombre de régimes complémentaires établis ne peut dépasser 4. À moins d'en avoir été exempté en vertu de la clause 5-3.28, la participation à un régime complémentaire suppose la participation au régime d'assurance maladie de base, sauf qu'une certaine protection d'assurance vie peut néanmoins être maintenue pour les personnes retraitées.

5-3.13

Le comité paritaire peut choisir de se regrouper avec d'autres comités paritaires d'assurance prévus dans d'autres conventions collectives et opérer comme un seul comité paritaire. Il est alors entendu que le mandat du comité est celui défini ci-dessus. En outre, sous réserve de la clause 5-3.12, les personnes salariées, couvertes par ces comités, constituent un seul groupe. Un comité paritaire, qui a choisi de se regrouper, ne peut se retirer du groupe qu'à un anniversaire du contrat d'assurance, à la condition de fournir un préavis écrit de 90 jours aux autres comités paritaires d'assurance.

En cas de désaccord entre les parties négociantes à l'échelle nationale sur le fait pour le comité de se regrouper, la présidente ou le président doit s'abstenir de voter et le statu quo est maintenu.

5-3.14

Les régimes complémentaires, qui peuvent être institués par un comité paritaire, peuvent comporter, en combinaison avec des prestations d'assurance maladie, des prestations d'assurance vie et d'assurance salaire.

Les prestations d'assurance salaire complémentaires doivent répondre aux exigences suivantes :

- le délai de carence ne peut être inférieur à 6 mois ni à la période correspondant à l'épuisement de la banque de congés de maladie de la personne salariée, le cas échéant;
- la prestation de base ne peut être supérieure à 85 % du traitement que recevrait la personne salariée si elle était en service au moment où débute le paiement de la prestation de base. Par la suite, au choix du comité, la prestation de base peut être ajustée d'un pourcentage n'excédant pas 8 % par année. Cette prestation comprend toute prestation que la personne salariée peut recevoir de toute autre source à l'exception de sources personnelles;
- les prestations d'assurance salaire payées, en vertu du régime d'assurance salaire prévu ci-après, se soustraient du montant prévu par le régime complémentaire.

5-3.15

Le comité doit déterminer les dispositions du régime d'assurance maladie de base et des régimes complémentaires et, le cas échéant, préparer un cahier des charges et obtenir un ou des contrats d'assurance groupe couvrant l'ensemble des personnes participantes aux régimes. À cette fin, le comité peut procéder par appel d'offres à toutes les compagnies d'assurance ayant leur siège social au Québec ou selon toute autre méthode qu'il détermine. Le contrat doit comporter une disposition spécifique quant à la réduction de prime qui est effectuée, si les médicaments prescrits par une ou un médecin cessent d'être considérés comme des dépenses admissibles donnant droit à un remboursement, en vertu du régime d'assurance maladie de base.

Dans le cadre de l'établissement et de l'application du régime d'assurance maladie de base et des régimes complémentaires prévus aux présentes, le comité paritaire d'assurance s'assure de la conformité entre le contenu du ou des contrats d'assurance groupe et les dispositions de la convention.

5-3.16

Le comité doit procéder à une analyse comparative des soumissions reçues, le cas échéant, et après avoir arrêté son choix, transmettre à chacune des parties tant le rapport de l'analyse que l'exposé des motifs qui militent en faveur de son choix. L'assureur choisi peut être un assureur seul ou un groupe d'assureurs agissant comme un assureur seul.

Le cahier des charges doit stipuler que le comité peut obtenir de l'assureur un état détaillé des opérations effectuées en vertu du contrat, diverses compilations statistiques et tous les renseignements nécessaires à la vérification du calcul de la rétention.

Le comité doit aussi pouvoir obtenir de l'assureur, moyennant des frais raisonnables qui s'ajoutent à ceux prévus par la formule de rétention, tout état ou compilation statistique additionnels utiles et pertinents que peut lui demander une partie négociante à l'échelle nationale. Le comité fournit à chaque partie négociante à l'échelle nationale une copie des renseignements ainsi obtenus.

5-3.17

De plus, advenant qu'un assureur choisi par le comité modifie en tout temps les bases de calcul de sa rétention, le comité peut décider de procéder à un nouveau choix; si l'assureur cesse de se conformer au cahier des charges ou encore modifie substantiellement son tarif ou les bases de calcul de sa rétention, le comité est tenu de procéder à un nouveau choix. Une modification est substantielle si elle modifie la position relative de l'assureur choisi par rapport aux soumissions fournies par les autres assureurs.

5-3.18

Tout contrat doit être émis conjointement au nom des parties constituant le comité et comporter, entre autres, les stipulations suivantes :

- a) une garantie que ni les facteurs de la formule de rétention ni le tarif selon lesquels les primes sont calculées ne peuvent être majorés avant le 1^{er} janvier qui suit la fin de la 1^{re} année complète d'assurance, ni plus fréquemment qu'à tous les 12 mois par la suite;
- b) l'excédent des primes sur les indemnités ou remboursement payé aux personnes assurées doit être remboursé annuellement par l'assureur à titre de dividendes ou de ristournes, après déduction des montants convenus suivant la formule de rétention préétablie pour contingence, administration, réserves, taxes et profits;
- c) la prime pour une période est établie selon le tarif qui est applicable à la personne participante au 1^{er} jour de la période;
- d) aucune prime n'est payable pour une période au 1^{er} jour de laquelle la personne salariée n'est pas une participante; de même, la pleine prime est payable pour une période au cours de laquelle la personne salariée cesse d'être une participante.

5-3.19

Le comité confie à la partie patronale négociante à l'échelle nationale l'exécution des travaux requis pour la mise en marche et l'application du régime d'assurance maladie de base et des régimes complémentaires; ces travaux sont effectués selon les directives du comité.

La partie patronale négociante à l'échelle nationale a droit au remboursement des coûts encourus comme prévus ci-après.

5-3.20

Les dividendes ou ristournes payables, résultant de l'expérience favorable des régimes, constituent des fonds confiés à la gestion du comité. Les honoraires, y compris les honoraires de la présidente ou du président du comité, frais ou déboursés encourus pour la mise en marche et l'application des régimes, constituent une première charge sur ces fonds, étant précisé que les frais remboursables ne comprennent pas les dépenses de fonctionnement du centre de services. Le solde des fonds d'un régime est utilisé par le comité paritaire, pour accorder un congé de prime pour une période, pour faire face à des augmentations de taux de primes ou pour améliorer les régimes déjà existants.

5-3.21

Les membres du comité n'ont droit à aucun remboursement de dépenses ni à aucune rémunération pour leurs services à ce titre, mais leur employeur leur verse néanmoins leur traitement.

Section II Régime uniforme d'assurance vie**5-3.22**

Toute personne salariée bénéficie, sans contribution de sa part, d'une prestation en cas de décès au montant de 6 400 \$. Ce montant est réduit de 50 % pour les personnes salariées dont les heures de travail hebdomadaires sont moindres que 70 % de la durée de la semaine régulière de travail prévue à la clause 8-2.01.

5-3.23

Les dispositions de la clause 26 de l'annexe C de la convention collective 1971-1975 continuent de s'appliquer aux personnes salariées qui en bénéficient à la date d'entrée en vigueur de la convention, et ce, pour la durée de la convention.

Section III Régime d'assurance maladie de base**5-3.24**

Le régime de base couvre, suivant les modalités arrêtées par le comité paritaire d'assurance, les médicaments vendus par une pharmacienne ou un pharmacien licencié ou une ou un médecin dûment autorisé, sur ordonnance d'une ou d'un médecin ou d'une ou d'un dentiste, de même qu'à l'option du comité paritaire, le transport en ambulance, les frais hospitaliers et médicaux non autrement remboursables, alors que la personne salariée assurée est temporairement à l'extérieur du Canada et que sa condition nécessite son hospitalisation en dehors du Canada, les frais d'achat d'un membre artificiel pour une perte survenue en cours d'assurance et autres fournitures et services prescrits par la ou le médecin traitant et nécessaires au traitement de la maladie.

5-3.25

La contribution du centre de services au régime d'assurance maladie de base, quant à toute personne salariée, ne peut excéder le moindre des montants suivants :

	Périodes	Contribution à compter du 1 ^{er} avril 2023	Contribution à compter du 1 ^{er} avril 2024
a) Personne participante assurée pour elle-même et ses personnes à charge :	14 jours	20,97 \$	32,41 \$
	annuelle	545,70 \$	845,70 \$
b) Personne participante assurée seule :	14 jours	8,40 \$	14,12 \$
	annuelle	218,40 \$	368,40 \$
c) Le montant maximal de la couverture au régime de base d'assurance maladie de la personne participante assurée.			

5-3.26

Advenant l'extension aux médicaments de la couverture du Régime d'assurance maladie du Québec, les montants prévus à la clause 5-3.25 sont diminués des $\frac{2}{3}$ des primes annuelles d'assurance médicaments incluses dans le régime d'assurance maladie de base et le solde non requis des primes du régime d'assurance maladie de base peut être utilisé jusqu'à l'expiration de la convention à titre de contribution patronale aux régimes complémentaires prévus ci-dessus, sous réserve que le centre de services ne peut être appelé à verser un montant supérieur à celui versé par la personne participante elle-même.

Il est entendu que les régimes complémentaires existant à la date de l'extension peuvent être modifiés en conséquence et qu'au besoin de nouveaux régimes complémentaires peuvent être mis en vigueur, dans le respect du maximum prévu à la clause 5-3.12 comprenant ou non le solde des prestations du régime de base.

5-3.27

Les prestations d'assurance maladie sont réductibles des prestations payables, en vertu de tout autre régime public ou privé, individuel ou collectif.

5-3.28

La participation au régime d'assurance maladie de base est obligatoire mais une personne salariée peut, moyennant un préavis écrit à son centre de services, refuser ou cesser de participer au régime d'assurance maladie, à condition qu'elle établisse qu'elle-même et ses personnes à charge sont assurées en vertu d'un régime d'assurance groupe comportant des prestations similaires à titre de personne à charge au sens de la clause 5-3.02. En aucun cas, les dispositions du présent alinéa ne peuvent obliger une personne salariée à souscrire à 2 régimes différents comportant des prestations similaires : il importe à la personne salariée de l'établir à son centre de services.

5-3.29

Une personne salariée qui a refusé ou cessé de participer au régime peut y devenir admissible aux conditions suivantes :

- a) elle doit établir à la satisfaction de l'assureur :
 - i) qu'antérieurement, elle était assurée, à titre de personne à charge au sens de la clause 5-3.02 ou autrement, en vertu du présent régime d'assurance groupe ou de tout autre régime accordant une protection similaire;
 - ii) qu'il est devenu impossible qu'elle continue à être ainsi assurée;
 - iii) qu'elle présente sa demande dans les 30 jours suivant la cessation de son assurance;
- b) sous réserve du paragraphe a) précédent, l'assurance prend effet le 1^{er} jour de la période de paie au cours de laquelle la demande parvient à l'assureur;
- c) dans le cas d'une personne qui, antérieurement à sa demande, n'était pas assurée en vertu du présent régime d'assurance groupe, l'assureur n'est pas responsable du paiement de prestations qui pourraient être payables par l'assureur précédent en vertu d'une clause de prolongation, de conversion ou autrement.

5-3.30

Il est loisible au comité de convenir du maintien d'année en année, avec les modifications appropriées, de la couverture du régime de base des personnes retraitées sans contribution du centre de services et pourvu que :

- la cotisation des personnes salariées pour le régime de base et la cotisation correspondante du centre de services soient établies en excluant tout coût résultant de l'extension aux personnes retraitées;
- les déboursés, cotisations et ristournes pour les personnes retraitées soient comptabilisés séparément et que toute cotisation additionnelle payable par les personnes salariées, eu égard à l'extension du régime aux personnes retraitées, soit clairement identifiée comme telle.

Section IV Assurance salaire**5-3.31**

- A) Sous réserve des autres dispositions de la convention, une personne salariée a droit, pour toute période d'invalidité durant laquelle elle est absente du travail :
 - i) jusqu'à concurrence du moindre du nombre de jours de congé de maladie accumulés à son crédit ou de la durée de sa semaine régulière de travail : au paiement d'une prestation d'un montant égal au traitement qu'elle recevrait si elle était au travail;

- ii) à compter de l'arrêt du paiement de la prestation prévue au sous-paragraphe i), le cas échéant, mais jamais avant l'expiration d'un délai de carence de la durée de sa semaine régulière de travail depuis le début de la période d'invalidité et jusqu'à concurrence de 52 semaines à compter du début de la période d'invalidité : au paiement d'une prestation d'un montant égal à 85 % de son traitement;
- iii) à compter de l'expiration de la période précitée de 52 semaines, jusqu'à concurrence d'une période additionnelle de 52 semaines : au paiement d'une prestation d'un montant égal à $66 \frac{2}{3}$ % de son traitement.

Le traitement de la personne salariée, aux fins du calcul de la prestation, est le taux de traitement qu'elle recevrait si elle était au travail incluant également les primes pour disparités régionales (isolement, éloignement, rétention), conformément au chapitre 6-0.00, de même que les primes prévues à l'article 6-6.00 et les montants forfaitaires qui sont payables lors d'autres absences prévues à la convention collective, à l'exception des primes d'inconvénient. Ces primes et montants forfaitaires doivent revêtir un caractère annuel ou régulier ou être payables en raison d'un travail effectué de manière principale et habituelle.

Malgré ce qui précède, une personne salariée n'a pas droit au paiement de prestations d'assurance salaire durant sa mise à pied temporaire effectuée en vertu de l'article 7-2.00. Toutefois, cette période de mise à pied temporaire n'est pas considérée dans le calcul des périodes prévues aux sous-paragraphe ii) et iii) du présent paragraphe.

- B) Pendant la période d'invalidité, le centre de services peut autoriser une personne salariée détenant ou occupant un poste considéré pour la permanence absente depuis au moins 12 semaines à effectuer un retour progressif au travail. La période d'invalidité déjà commencée se poursuit alors sans toutefois avoir pour effet de prolonger la période maximale de 104 semaines de prestations. Dans ce cas :
- 1) la demande de la personne salariée est accompagnée d'une attestation de sa ou de son médecin traitant à l'effet qu'un retour progressif peut s'effectuer; le centre de services fait parvenir une copie de la demande au syndicat, et ce, dès sa réception;
 - 2) l'attestation médicale ne doit contenir aucune restriction quant à l'exécution des fonctions reliées au poste;
 - 3) la période du retour progressif et sa répartition sont convenues entre le centre de services et la personne salariée, cette période ne pouvant excéder 12 semaines consécutives;
 - 4) ce retour progressif s'effectue sur le poste détenu ou occupé par la personne salariée;
 - 5) durant cette période de retour progressif, la personne salariée a droit, d'une part, à son traitement pour la proportion du temps travaillé et, d'autre part, à la prestation qui lui est applicable pour la proportion du temps non travaillé;
 - 6) à la fin de la période convenue de retour progressif, la personne salariée reprend son travail pour la durée de sa semaine régulière de travail.

Lorsque le centre de services refuse d'autoriser un retour progressif, il transmet par écrit le motif du refus à la personne salariée.

Le centre de services et la personne salariée peuvent convenir exceptionnellement d'un retour progressif avant la 13^e semaine selon les modalités prévues à la présente clause.

Le centre de services ou la personne salariée peut mettre fin au retour progressif avant la fin de la période convenue. Dès lors, la personne salariée demeure invalide ou reprend son travail pour la durée de sa semaine régulière de travail.

À l'expiration de la période initialement fixée pour le retour progressif, si la personne salariée est incapable d'effectuer un retour au travail pour la durée de sa semaine régulière de travail, le centre de services et la personne salariée peuvent convenir d'une autre période de retour progressif en respectant les autres conditions prévues à la présente clause. À défaut d'entente, la personne salariée reprend définitivement son travail pour la durée de sa semaine régulière de travail ou poursuit sa période d'invalidité.

Les dispositions du présent paragraphe B) s'appliquent à la personne salariée dont l'invalidité est en cours à la date d'entrée en vigueur de la convention.

- C) Pendant une période d'invalidité, afin de favoriser la réintégration au travail d'une personne salariée, sur recommandation écrite de la ou du médecin traitant, le centre de services et la personne salariée peuvent convenir d'une affectation temporaire à une classe d'emplois compatible avec ses qualifications, son expérience et ses limitations. L'affectation temporaire ne peut causer le déplacement ou la fin d'emploi d'une personne salariée.

Le centre de services informe le syndicat des tâches qui sont offertes à la personne salariée. En tout temps, la personne salariée peut exiger que cesse l'affectation temporaire sur présentation d'un avis de la ou du médecin traitant. Dès lors, la personne salariée demeure invalide ou reprend son travail pour la durée de sa semaine régulière de travail.

Au cours de cette affectation temporaire, la personne salariée est réputée invalide. Cependant, pour le temps travaillé, elle reçoit son traitement ou celui de la classe d'emplois de l'affectation temporaire si celle-ci est supérieure à la sienne. Pour le temps non travaillé, elle reçoit des prestations d'assurance salaire calculées en fonction de l'affectation qu'elle détient.

À moins d'entente entre le centre de services et la personne salariée, la durée de cette affectation temporaire ne peut être supérieure à 12 semaines. La période d'invalidité déjà commencée se poursuit alors sans toutefois avoir pour effet de prolonger la période maximale de 104 semaines de prestations. Une affectation temporaire n'a pas pour effet d'empêcher une personne salariée de bénéficier des dispositions encadrant le retour progressif prévu au paragraphe B) de la présente clause.

5-3.32

Tant que des prestations demeurent payables, y compris le délai de carence, le cas échéant, la personne salariée invalide continue de participer au Régime de retraite du personnel employé du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou, le cas échéant, au Régime de retraite des enseignants (RRE) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) et de bénéficier des régimes d'assurance. Toutefois, elle doit verser les cotisations requises, sauf qu'à compter de l'arrêt du paiement de la prestation prévue au sous-paragraphe i) du paragraphe A) de la clause 5-3.31 ou au sous-paragraphe i) du paragraphe b) de la clause 5-3.46 de la convention, elle bénéficie de l'exonération de ses cotisations à son régime de retraite (RREGOP, RRE, RRF) sans perdre ses droits. Les dispositions relatives à l'exonération de ces cotisations font partie intégrante des dispositions des régimes de retraite et le coût en résultant est partagé comme celui de toute autre prestation. Sous réserve des dispositions de la convention, le paiement des prestations ne doit pas être interprété comme conférant à la ou au prestataire le statut de personne salariée ni comme ajoutant à ses droits en tant que tel, en ce qui a trait notamment à l'accumulation des jours de maladie.

5-3.33

Les prestations d'assurance salaire versées en vertu de la clause 5-3.31 ou du paragraphe b) de la clause 5-3.46, selon le cas, sont réduites du montant initial de toute prestation de base d'invalidité payée à la personne salariée en vertu d'une loi provinciale ou fédérale à l'exception de la Loi sur l'assurance-emploi (L.C. 1996, ch. 23) sans égard aux augmentations ultérieures des prestations de base résultant de l'indexation.

Lorsqu'il s'agit d'une prestation d'invalidité payée par la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), la détermination du revenu brut imposable de la personne salariée s'effectue de la façon suivante : le centre de services effectue l'équivalent de toutes les déductions requises par la loi, de la prestation de base d'assurance salaire; la prestation nette ainsi obtenue est réduite de la prestation reçue de la SAAQ et la différence est ramenée à un revenu brut imposable à partir duquel le centre de services effectue toutes les déductions, contributions et cotisations requises par la loi et la convention.

Le centre de services déduit $\frac{1}{10}$ de jour de la banque de congés de maladie par jour utilisé en vertu du sous-paragraphe i) du paragraphe A) de la clause 5-3.31 lorsque la personne salariée reçoit des prestations de la SAAQ.

À compter de la 61^e journée du début d'une invalidité, la personne salariée présumée admissible à une prestation d'invalidité prévue à une loi provinciale ou fédérale, à l'exception de la Loi sur l'assurance-emploi (L.C. 1996, ch. 23), doit, à la demande écrite du centre de services accompagnée des formulaires appropriés, en faire la demande et se soumettre aux obligations qui en découlent. Cependant, la réduction de la prestation prévue à la clause 5-3.31 n'est effectuée qu'à compter du moment où la personne salariée est reconnue admissible et commence effectivement à toucher cette prestation prévue à la loi. Dans le cas où la prestation prévue à une loi est accordée rétroactivement à la 1^{re} journée d'invalidité, la personne salariée s'engage à rembourser au centre de services, le cas échéant, la portion de la prestation prévue à la clause 5-3.31, et ce, en application du 1^{er} alinéa de la présente clause.

Toute personne salariée bénéficiaire d'une prestation d'invalidité payée en vertu d'une loi provinciale ou d'une loi fédérale à l'exception de la Loi sur l'assurance-emploi (L.C. 1996, ch. 23) doit, pour avoir droit à ses prestations d'assurance salaire en vertu de la clause 5-3.31 ou du paragraphe b) de la clause 5-3.46, selon le cas, informer le centre de services du montant de la prestation hebdomadaire d'invalidité qui lui est payée. Elle doit, en outre, autoriser par écrit le centre de services à obtenir les renseignements nécessaires auprès des organismes, notamment de la SAAQ ou de Retraite Québec, qui administrent un régime de prestations d'invalidité dont elle est bénéficiaire.

5-3.34

Le paiement de la prestation cesse au plus tard au moment où la personne salariée prend sa retraite. Le montant de la prestation se fractionne, le cas échéant, à raison de $\frac{1}{5}$ du montant prévu pour une semaine complète par jour ouvrable d'invalidité au cours de la semaine normale de travail.

5-3.35

Aucune prestation n'est payable durant une grève ou un lock-out, sauf pour une période d'invalidité ayant commencé auparavant et pour laquelle un certificat médical est remis au centre de services.

5-3.36

Le versement des prestations payables, tant à titre de jours de maladie qu'à titre d'assurance salaire, est effectué directement par le centre de services sous réserve de la présentation par la personne salariée des pièces justificatives exigibles, en vertu de la clause 5-3.37.

5-3.37

Le centre de services peut exiger de la part de la personne salariée absente, pour cause d'invalidité, une attestation écrite pour les absences de moins de 4 jours ou un certificat médical attestant de la nature et de la durée de l'invalidité. Cependant, ce certificat est aux frais du centre de services si la personne salariée est absente durant moins de 4 jours; le centre de services peut également faire examiner la personne salariée relativement à toute absence, le coût de l'examen de même que les frais de transport de la personne salariée, lorsque l'examen l'oblige à se déplacer à plus de 50 kilomètres du lieu de travail habituel, sont à la charge du centre de services. Lorsque le centre de services décide de contester le certificat médical de la ou du médecin traitant, il dispose d'un délai de 10 jours ouvrables pour en informer la personne salariée. Ce délai débute à compter du moment où l'autorité désignée par le centre de services reçoit le certificat médical comportant les informations demandées.

À son retour au travail, l'autorité désignée par le centre de services peut exiger d'une personne salariée qu'elle soit soumise à un examen médical dans le but d'établir si elle est suffisamment rétablie pour reprendre son travail. En cas de désaccord entre la ou le médecin de la personne salariée et celle ou celui du centre de services, le syndicat ou le centre de services peut demander qu'une ou un 3^e médecin tranche le litige. Dans ce cas, les 2 médecins désignent la ou le 3^e médecin.

À la suite de l'application de l'alinéa précédent, le coût de l'examen de même que les frais de transport de la personne salariée, lorsque l'examen l'oblige à se déplacer à plus de 50 kilomètres du lieu de travail habituel, sont à la charge du centre de services.

Le centre de services ou l'autorité désignée par lui doit traiter les certificats médicaux ou les résultats d'examens médicaux de façon confidentielle.

5-3.38

S'il y a refus de paiement, en raison de l'inexistence ou de la cessation présumée de l'invalidité, la personne salariée peut demander par écrit au centre de services qu'une ou un 3^e médecin tranche le litige. Le cas échéant, les 2 médecins désignent la ou le 3^e médecin. À défaut d'entente sur la nomination d'une ou d'un 3^e médecin dans les 30 jours de la décision du centre de services, un grief peut être soumis conformément aux dispositions du chapitre 9-0.00 et, dans ce cas, celui-ci est fixé en priorité lors de la confection du rôle d'arbitrage.

5-3.39

Le 1^{er} juillet de chaque année, le centre de services crédite à toute personne salariée couverte par le régime prévu à la clause 5-3.31, 7 jours de congé de maladie, sauf pour la 1^{re} année de service de la personne salariée pour laquelle le crédit est de 13 jours. Ce crédit additionnel de 6 jours ne s'applique pas dans le cas d'une personne salariée relocalisée en vertu de l'article 7-3.00.

Les 7 jours ainsi accordés sont non cumulatifs mais monnayables au 30 juin de chaque année selon le taux de traitement en vigueur à cette date, lorsque non utilisés au cours de l'année. Les 6 jours additionnels accordés pour la 1^{re} année de service ne sont ni monnayables ni remboursables en aucun cas.

La personne salariée, qui a 13 jours ou moins de congés de maladie accumulés à son crédit au 1^{er} juin, peut, en avisant par écrit le centre de services avant cette date, choisir de ne pas monnayer le solde au 30 juin des 7 jours accordés en vertu du 1^{er} alinéa de la présente clause et non utilisés à cette date. La personne salariée ayant fait ce choix ajoute le solde au 30 juin de ces 7 jours, qui deviennent non monnayables, à ses jours de congé de maladie déjà accumulés.

Le centre de services dispose d'une période de 15 jours à compter du 30 juin pour monnayer le solde des 7 jours. La personne salariée peut, en avisant par écrit le centre de services, demander que le solde de ses jours monnayables soit ajouté à ses vacances annuelles.

La personne salariée dont la semaine régulière de travail comporte un nombre d'heures moindre que celui prévu à la clause 8-2.01 qui obtient un poste dont la semaine régulière de travail est celle prévue à la clause 8-2.01 voit à la date de l'occurrence du fait sa banque de jours non monnayables comblée jusqu'à concurrence de 6.

5-3.40

Si une personne salariée devient couverte par le présent article, au cours d'une année financière, ou si elle quitte son emploi en cours d'année, le nombre de jours crédités pour l'année en cause est réduit au prorata du nombre de mois complets de service.

Aux fins d'application de la présente clause, mois complet de service signifie un mois au cours duquel la personne salariée est en service actif pour la moitié ou plus du nombre de jours ouvrables du mois. Le nombre de jours ouvrables du mois correspond au nombre de jours ouvrables du poste qu'elle occupe.

Le crédit additionnel de 6 jours non monnayables de la 1^{re} année de service est accordé sans égard à la date d'entrée en service de la personne salariée en cause.

Si une personne salariée a utilisé, conformément à la convention, une partie ou la totalité des jours de congé de maladie que le centre de services lui a crédités au 1^{er} juillet d'une année, aucune réclamation ne sera effectuée à la suite de l'application de la présente clause.

Par exception aux dispositions qui précèdent, le nombre de jours crédités en vertu de la clause 5-3.39 n'est pas réduit à la suite d'une mise à pied temporaire effectuée en vertu de l'article 7-2.00.

5-3.41

Les invalidités en cours de paiement à la date d'entrée en vigueur de la convention demeurent couvertes selon le régime applicable en vertu de la convention collective 2020-2023, étant précisé que la personne salariée en cause ne peut bénéficier d'une nouvelle période d'invalidité à moins qu'elle ne satisfasse aux exigences de la clause 5-3.04.

5-3.42

- a) La personne salariée qui, au 30 juin 2023, est régie par les dispositions du paragraphe .36 b) de l'annexe C de la convention collective 1971-1975, le demeure. Toutefois, lorsqu'elle renonce à ce régime, elle conserve le droit au remboursement de la valeur des jours monnayables accumulés au 30 juin 2023, conformément aux dispositions des conventions collectives applicables antérieurement à la convention collective 1971-1975 ou d'un règlement du centre de services ayant le même effet, étant précisé que, même si aucun nouveau jour n'est crédité, le pourcentage des jours monnayables est déterminé en tenant compte des années de service tant avant qu'après le 30 juin 2023.

Cette valeur est déterminée selon le traitement au 30 juin 2023 et porte intérêt au taux de 5 % composé annuellement, et ce, à compter du 1^{er} juillet 2023. Ces dispositions n'ont toutefois pas pour effet de modifier la valeur déjà arrêtée des jours de congé de maladie monnayables dont la valeur a été déterminée en vertu d'une convention collective antérieure ou d'un règlement du centre de services ayant le même effet.

- b) La personne salariée qui, au 30 juin 2020, est régie par les dispositions du paragraphe .36 b) de l'annexe C de la convention collective 1971-1975, le demeure. Toutefois, lorsqu'elle renonce à ce régime, elle conserve le droit au remboursement de la valeur des jours monnayables accumulés au 30 juin 2020, conformément aux dispositions des conventions collectives applicables antérieurement à la convention collective 1971-1975 ou d'un règlement du centre de services ayant le même effet, étant précisé que, même si aucun nouveau jour n'est crédité, le pourcentage des jours monnayables est déterminé en tenant compte des années de service tant avant qu'après le 30 juin 2020.

Cette valeur est déterminée selon le traitement au 30 juin 2020 et porte intérêt au taux de 5 % composé annuellement, et ce, à compter du 1^{er} juillet 2020. Ces dispositions n'ont toutefois pas pour effet de modifier la valeur déjà arrêtée des jours de congé de maladie monnayables dont la valeur a été déterminée en vertu d'une convention collective antérieure ou d'un règlement du centre de services ayant le même effet.

- c) La personne salariée qui, au 30 juin 2015, est régie par les dispositions du paragraphe .36 b) de l'annexe C de la convention collective 1971-1975, le demeure. Toutefois, lorsqu'elle renonce à ce régime, elle conserve le droit au remboursement de la valeur des jours monnayables accumulés au 30 juin 2015, conformément aux dispositions des conventions collectives applicables antérieurement à la convention collective 1971-1975 ou d'un règlement du centre de services ayant le même effet, étant précisé que, même si aucun nouveau jour n'est crédité, le pourcentage des jours monnayables est déterminé en tenant compte des années de service tant avant qu'après le 30 juin 2015.

Cette valeur est déterminée selon le traitement au 30 juin 2015 et porte intérêt au taux de 5 % composé annuellement, et ce, à compter du 1^{er} juillet 2015. Ces dispositions n'ont toutefois pas pour effet de modifier la valeur déjà arrêtée des jours de congé de maladie monnayables dont la valeur a été déterminée en vertu d'une convention collective antérieure ou d'un règlement du centre de services ayant le même effet.

- d) La personne salariée qui, au 30 juin 2010, est régie par les dispositions du paragraphe .36 b) de l'annexe C de la convention collective 1971-1975, le demeure. Toutefois, lorsqu'elle renonce à ce régime, elle conserve le droit au remboursement de la valeur des jours monnayables accumulés au 30 juin 2010, conformément aux dispositions des conventions collectives applicables antérieurement à la convention collective 1971-1975 ou d'un règlement du centre de services ayant le même effet, étant précisé que, même si aucun nouveau jour n'est crédité, le pourcentage des jours monnayables est déterminé en tenant compte des années de service tant avant qu'après le 30 juin 2010.

Cette valeur est déterminée selon le traitement au 30 juin 2010 et porte intérêt au taux de 5 % composé annuellement, et ce, à compter du 1^{er} juillet 2010. Ces dispositions n'ont toutefois pas pour effet de modifier la valeur déjà arrêtée des jours de congé de maladie monnayables dont la valeur a été déterminée en vertu d'une convention collective antérieure ou d'un règlement du centre de services ayant le même effet.

- e) La personne salariée qui, au 30 juin 2006, est régie par les dispositions du paragraphe .36 b) de l'annexe C de la convention collective 1971-1975, et qui renonce au 30 juin 2006 à ces régimes en vertu de la clause 5-3.46, conserve le droit au remboursement de la valeur des jours monnayables accumulés au 30 juin 2006, conformément aux dispositions des conventions collectives applicables antérieurement à la convention collective 1971-1975 ou d'un règlement du centre de services ayant le même effet, étant précisé que, même si aucun nouveau jour n'est crédité, le pourcentage des jours monnayables est déterminé en tenant compte des années de service tant avant qu'après le 30 juin 2006.

Cette valeur est déterminée selon le traitement au 30 juin 2006 et porte intérêt au taux de 5 % composé annuellement, et ce, à compter du 1^{er} juillet 2006. Ces dispositions n'ont toutefois pas pour effet de modifier la valeur déjà arrêtée des jours de congé de maladie monnayables dont la valeur a été déterminée en vertu d'une convention collective antérieure ou d'un règlement du centre de services ayant le même effet.

- f) La personne salariée qui bénéficiait jusqu'au 30 juin 2000, de jours de congé de maladie monnayables, conserve le droit au remboursement de la valeur des jours monnayables accumulés au 30 juin 2000, conformément aux dispositions des conventions collectives applicables antérieurement à la convention collective 1971-1975 ou d'un règlement du centre de services ayant le même effet, étant précisé que, même si aucun nouveau jour n'est crédité, le pourcentage des jours monnayables est déterminé en tenant compte des années de service tant avant qu'après le 30 juin 2000.

Cette valeur est déterminée selon le traitement au 30 juin 2000 et porte intérêt au taux de 5 % composé annuellement, et ce, à compter du 1^{er} juillet 2000. Ces dispositions n'ont toutefois pas pour effet de modifier la valeur déjà arrêtée des jours de congé de maladie monnayables dont la valeur a été déterminée en vertu d'une convention collective antérieure ou d'un règlement du centre de services ayant le même effet.

- g) La personne salariée qui bénéficiait jusqu'au 30 juin 1996¹, de jours de congé de maladie monnayables, conserve le droit au remboursement de la valeur des jours monnayables accumulés au 30 juin 1996¹, conformément aux dispositions des conventions collectives applicables antérieurement à la convention collective 1971-1975 ou d'un règlement du centre de services ayant le même effet, étant précisé que, même si aucun nouveau jour n'est crédité, le pourcentage des jours monnayables est déterminé en tenant compte des années de service tant avant qu'après le 30 juin 1996¹.

Cette valeur est déterminée selon le traitement au 30 juin 1996¹ et porte intérêt au taux de 5 % composé annuellement, et ce, à compter du 1^{er} juillet 1996². Ces dispositions n'ont toutefois pas pour effet de modifier la valeur déjà arrêtée des jours de congé de maladie monnayables dont la valeur a été déterminée en vertu d'une convention collective antérieure ou d'un règlement du centre de services ayant le même effet.

^{1 et 2} Lire soit le 31 décembre 1993 avec le 1^{er} juillet 1994, le 30 juin 1987 avec le 1^{er} juillet 1987, le 30 juin 1983 avec le 1^{er} juillet 1983, le 30 juin 1980 avec le 1^{er} juillet 1980, le 30 juin 1976 et 1^{er} juillet 1976.

- h) La personne salariée qui bénéficiait jusqu'au 31 décembre 1993¹, de jours de congé de maladie monnayables, conserve le droit au remboursement de la valeur des jours monnayables accumulés au 30 juin 1994¹, conformément aux dispositions des conventions collectives applicables antérieurement à la convention collective 1971-1975 ou d'un règlement du centre de services ayant le même effet, étant précisé que, même si aucun nouveau jour n'est crédité, le pourcentage des jours monnayables est déterminé en tenant compte des années de service tant avant qu'après le 30 juin 1994¹.

Cette valeur est déterminée selon le traitement au 30 juin 1994¹ et porte intérêt au taux de 5 % composé annuellement, et ce, à compter du 1^{er} juillet 1994². Ces dispositions n'ont toutefois pas pour effet de modifier la valeur déjà arrêtée des jours de congé de maladie monnayables dont la valeur a été déterminée en vertu d'une convention collective antérieure ou d'un règlement du centre de services ayant le même effet.

- i) La personne salariée qui bénéficiait jusqu'au 30 juin 1973, de jours de congé de maladie monnayables, conserve le droit au remboursement de la valeur des jours monnayables accumulés au 1^{er} juillet 1973, en conformité des dispositions des conventions collectives antérieurement applicables ou d'un règlement du centre de services ayant le même effet, étant précisé que, même si aucun nouveau jour n'est crédité, le pourcentage des jours monnayables est déterminé en tenant compte des années de service tant avant qu'après le 1^{er} juillet 1973.

Cette valeur est déterminée selon le traitement au 1^{er} juillet 1973 et porte intérêt au taux de 5 % composé annuellement, et ce, à compter de cette date. Ces dispositions n'ont toutefois pas pour effet de modifier la valeur déjà arrêtée des jours de congé de maladie monnayables dont la valeur a été déterminée en vertu d'une convention collective antérieure ou d'un règlement du centre de services ayant le même effet.

5-3.43

La valeur des jours monnayables au crédit d'une personne salariée peut être utilisée pour acquitter le coût du rachat d'années de service antérieures, comme prévu dans les dispositions relatives aux régimes de retraite.

^{1 et 2} Lire soit le 30 juin 1987 avec le 1^{er} juillet 1987, le 30 juin 1983 avec le 1^{er} juillet 1983, le 30 juin 1980 avec le 1^{er} juillet 1980, le 30 juin 1976 et le 1^{er} juillet 1976.

Les jours de congé de maladie monnayables au crédit d'une personne salariée selon la clause 5-3.42 peuvent également être utilisés à raison de un jour par jour, pour d'autres fins que celles prévues au présent article lorsque les conventions collectives antérieures prévoyaient une telle utilisation. De même, ces jours de congé de maladie monnayables au crédit d'une personne salariée peuvent également être utilisés à raison de un jour par jour, pour d'autres fins que la maladie, à savoir : pour couvrir les prolongations du congé accordées en vertu de l'article 5-4.00 ou pour prolonger le congé pour invalidité de la personne salariée après expiration des bénéfices prévus au sous-paragraphe iii) du paragraphe A) de la clause 5-3.31 ou pour un congé de préretraite. La personne salariée peut également utiliser ses jours de congé de maladie non monnayables à son crédit, à raison de un jour par jour pour prolonger son congé pour invalidité après expiration des bénéfices prévus au sous-paragraphe iii) du paragraphe A) de la clause 5-3.31. De plus, ces jours peuvent également être utilisés pour couvrir les prolongations du congé accordées en vertu de l'article 5-4.00.

Les jours de congé de maladie monnayables selon la clause 5-3.42 de même que les jours de congé de maladie non monnayables au crédit d'une personne salariée ayant 30 années d'ancienneté ou plus peuvent également être utilisés à raison de un jour par jour, jusqu'à concurrence de 10 jours par année, pour ajouter aux vacances de la personne salariée en cause. Les dispositions du présent alinéa couvrent également la personne salariée ayant 55 ans d'âge même si elle n'a pas les 30 années d'ancienneté requises.

La personne salariée qui prend sa retraite ou qui obtient un congé de préretraite après l'âge de 62 ans peut, avant son départ, utiliser par anticipation à titre de congé avec traitement, le nombre de jours qu'elle aurait pu utiliser en vertu de l'alinéa précédent, si elle était demeurée à l'emploi du centre de services jusqu'à l'âge de 65 ans. Le total des jours qui peuvent être ainsi anticipés est de 20 jours.

Les jours de congé de maladie monnayables au crédit de la personne salariée au 30 juin des années 1973, 1976, 1980, 1983, 1987, 1990, 1995, 2000, 2006, 2011, selon le cas, sont réputés utilisés à celle de ces dates qui lui est applicable, lorsque utilisés tant en vertu de la présente clause qu'en vertu des autres dispositions du présent article.

5-3.44

Les jours de congé de maladie au crédit d'une personne salariée demeurent à son crédit et les jours utilisés sont soustraits du total accumulé. L'utilisation des jours de congé de maladie se fait dans l'ordre suivant :

- 1) les jours monnayables crédités en vertu de la clause 5-3.39;
- 2) après épuisement des jours mentionnés au paragraphe précédent, les autres jours monnayables au crédit de la personne salariée;
- 3) après épuisement des jours mentionnés aux 2 paragraphes précédents, les jours non monnayables au crédit de la personne salariée.

5-3.45

Sous réserve des dispositions de l'alinéa qui suit, toute personne salariée en service au centre de services peut utiliser, jusqu'à 2 jours par année pour affaires personnelles moyennant un préavis au centre de services d'au moins 24 heures.

Les jours ainsi utilisés sont déduits du crédit de 7 jours monnayables obtenus par application du 1^{er} alinéa de la clause 5-3.39, et après épuisement de ces jours, ils sont déduits des autres jours monnayables au crédit de la personne salariée.

Le congé pour affaires personnelles doit être pris par demi-journée ou par journée complète.

Régime particulier**5-3.46**

- a) La personne salariée qui, au 30 juin 2023, est régie par les dispositions du paragraphe .36 b) de l'annexe C de la convention collective 1971-1975, peut choisir, de bénéficier des dispositions du régime d'assurance salaire décrit au paragraphe A) de la clause 5-3.31. À cette fin, cette personne salariée doit, avant le 30 juin 2023, aviser le centre de services par écrit qu'elle opte pour le régime d'assurance salaire décrit au paragraphe A) de la clause 5-3.31, en complétant un avis de transfert de régime d'assurance salaire.
- b) Toute personne salariée qui continue à être couverte par le régime décrit à la présente clause et qui change d'employeur est considérée comme une nouvelle personne salariée et devient une participante au régime décrit à la clause 5-3.31. Cependant, le fait pour une personne salariée d'être transférée dans un autre centre de services scolaire à la suite d'une fusion, d'une annexion ou d'un regroupement ne constitue pas un nouvel engagement aux fins du présent paragraphe b).

La personne salariée qui a ainsi renoncé au régime prévu au paragraphe A) de la clause 5-3.31 continue d'accumuler des jours de congé de maladie au taux prévu au paragraphe .36 b) de l'annexe C de la convention collective 1971-1975.

Sous réserve des autres dispositions de la convention, cette personne salariée a droit, pour toute période d'invalidité durant laquelle elle est absente de son travail, au lieu des prestations prévues au paragraphe A) de la clause 5-3.31 :

- i) jusqu'à concurrence du nombre de jours de congé de maladie accumulés à son crédit : au paiement d'une prestation équivalente au traitement qu'elle recevrait si elle était au travail;
- ii) à compter de l'épuisement des jours de congé de maladie accumulés, le cas échéant, mais jamais avant l'expiration d'un délai de carence de 5 jours ouvrables depuis le début de la période d'invalidité et jusqu'à concurrence de 52 semaines : au paiement d'une prestation d'un montant égal à 40 \$ par semaine plus 60 % de son traitement en excédent de ce montant mais pas moins de 66 ²/₃ % de son traitement;
- iii) à compter de l'expiration de la période précitée de 52 semaines, jusqu'à concurrence d'une période additionnelle de 52 semaines : au paiement d'une prestation d'un montant égal à 75 % du montant déterminé pour la période précitée.

Le traitement de la personne salariée, aux fins du calcul de la prestation, est le taux de traitement applicable à la personne salariée à la date où commence le paiement de la prestation visée au sous-paragraphe ii) ci-dessus.

Les clauses 5-3.39, 5-3.40, 5-3.42 et 5-3.45 ne s'appliquent pas dans le cas d'une personne salariée qui a ainsi renoncé au régime prévu au paragraphe A) de la clause 5-3.31.

5-3.47

La personne salariée couverte par un régime particulier, qui n'utilise pas au complet ses jours de congé de maladie au cours d'une année financière accumule sans limite les jours non utilisés, sauf pour les régimes comportant une limite, celle-ci étant maintenue telle quelle.

État de la caisse de congés de maladie

5-3.48

Le centre de services établit l'état de la caisse de congés de maladie de la personne salariée le 30 juin de chaque année et le lui communique dans les 60 jours de calendrier qui suivent.

5-4.00 DROITS PARENTAUX¹

Section I Dispositions générales

5-4.01

Les indemnités du congé de maternité, du congé de paternité ou du congé pour adoption sont uniquement versées à titre de supplément aux prestations d'assurance parentale ou aux prestations d'assurance-emploi, selon le cas, ou dans les cas prévus ci-après, à titre de paiements durant une période d'absence pour laquelle le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) et le Régime d'assurance-emploi (RAE) ne s'appliquent pas.

Les indemnités du congé de maternité, du congé de paternité ou du congé pour adoption ne sont toutefois versées que durant les semaines où la personne salariée reçoit, ou recevrait si elle en faisait la demande, des prestations d'assurance parentale ou des prestations d'assurance-emploi.

Dans le cas où la personne salariée partage avec sa conjointe ou son conjoint les prestations d'adoption ou parentales prévues par le RQAP et par le RAE, l'indemnité n'est versée que si la personne salariée reçoit effectivement une prestation d'un de ces régimes pendant le congé de maternité prévu à la clause 5-4.05, le congé de paternité prévu à la clause 5-4.24 ou le congé pour adoption prévu à la clause 5-4.36.

¹ La personne salariée en congé de maternité, de paternité ou pour adoption avant la date de la signature de la convention demeure couverte par les dispositions de l'article 5-4.00 de la convention collective précédente.

5-4.02

Lorsque les parents sont tous deux de sexe féminin, les indemnités et avantages octroyés au père sont alors octroyés à celle des deux mères qui n'a pas donné naissance à l'enfant.

5-4.03

Le centre de services ne rembourse pas à la personne salariée les sommes qui pourraient être exigées d'elle par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale en vertu de l'application de la Loi sur l'assurance parentale (RLRQ, chapitre A-29.011).

De même, le centre de services ne rembourse pas à la personne salariée les sommes qui pourraient être exigées d'elle par Emploi et Développement social Canada, en vertu de la Loi sur l'assurance-emploi (L.C. 1996, ch. 23).

Le traitement hebdomadaire de base¹, le traitement hebdomadaire de base¹ différé et les indemnités de départ ne sont ni augmentés ni diminués par les versements reçus en vertu du Régime québécois d'assurance parentale ou du Régime d'assurance-emploi.

5-4.04

À moins de stipulations expresses à l'effet contraire, le présent article ne peut avoir pour effet de conférer à la personne salariée un avantage, monétaire ou non monétaire, dont elle n'aurait pas bénéficié si elle était restée au travail.

Section II Congé de maternité**5-4.05**

A) Le congé de maternité de la personne salariée enceinte qui est admissible au Régime québécois d'assurance parentale est d'une durée de 21 semaines qui, sous réserve des clauses 5-4.07 et 5-4.08, doivent être consécutives.

Le congé de maternité de la personne salariée enceinte qui est admissible au Régime d'assurance-emploi est d'une durée de 20 semaines qui, sous réserve des clauses 5-4.07 et 5-4.08, doivent être consécutives.

Le congé de maternité de la personne salariée enceinte qui n'est pas admissible à l'un ou l'autre de ces régimes est d'une durée de 20 semaines qui, sous réserve des clauses 5-4.07 et 5-4.08, doivent être consécutives.

¹ Aux seules fins du présent article, on entend par « traitement hebdomadaire de base », le traitement régulier de la personne salariée incluant le supplément régulier de traitement pour une semaine de travail régulièrement majorée ainsi que les primes de responsabilité à l'exclusion des autres, sans aucune rémunération additionnelle même pour les heures supplémentaires.

- B) La personne salariée qui devient enceinte alors qu'elle bénéficie d'un congé sans traitement ou d'un congé sans traitement à temps partiel prévu par le présent article a aussi droit à un congé de maternité et aux indemnités prévues à la clause 5-4.12, 5-4.13 ou 5-4.14, selon le cas.
- C) La personne salariée dont la conjointe décède se voit transférer le résidu du congé de maternité et bénéficie des droits et indemnités s'y rattachant.
- D) La personne salariée a également droit à un congé de maternité dans le cas d'une interruption de grossesse à compter du début de la 20^e semaine précédant la date prévue de l'accouchement.

5-4.06

La répartition du congé de maternité, avant et après l'accouchement, appartient à la personne salariée et comprend le jour de l'accouchement. Toutefois, pour la personne salariée admissible au Régime québécois d'assurance parentale (RQAP), ce congé est simultané à la période de versement des prestations accordées en vertu de la Loi sur l'assurance parentale (RLRQ, chapitre A-29.011) et doit débuter au plus tard la semaine suivant le début du versement des prestations accordées en vertu du RQAP.

5-4.07 Suspension du congé de maternité

Lorsqu'elle est suffisamment rétablie de son accouchement et que son enfant n'est pas en mesure de quitter l'établissement de santé, la personne salariée peut suspendre son congé de maternité en retournant au travail. Il est complété lorsque l'enfant intègre la résidence familiale.

La personne salariée dont l'enfant est hospitalisé dans les 15 jours de sa naissance a également ce droit.

Malgré ce qui précède, lorsque l'enfant est hospitalisé au cours du congé de maternité après la période mentionnée au 2^e alinéa, celui-ci peut être suspendu, après entente avec l'employeur, pendant la durée de cette hospitalisation.

5-4.08 Fractionnement du congé de maternité

Sur demande de la personne salariée, le congé de maternité peut être fractionné en semaines si son enfant est hospitalisé ou pour une situation, autre qu'une maladie reliée à la grossesse, visée aux articles 79.1 et 79.8 à 79.12 de la Loi sur les normes du travail (RLRQ, chapitre N-1.1).

Le nombre maximal de semaines pendant lequel le congé de maternité peut être suspendu est équivalent au nombre de semaines que dure l'hospitalisation de l'enfant. Pour les autres possibilités de fractionnement, le nombre maximal de semaines de suspension est celui prévu à la Loi sur les normes du travail (RLRQ, chapitre N-1.1) pour une telle situation.

Durant une telle suspension, la personne salariée est considérée en congé sans traitement et ne reçoit du centre de services ni indemnité, ni prestation. La personne salariée bénéficie des avantages prévus à la clause 5-4.51 durant cette suspension.

5-4.09

Lors de la reprise du congé de maternité suspendu ou fractionné en vertu des clauses 5-4.07 et 5-4.08, le centre de services verse à la personne salariée l'indemnité à laquelle elle aurait alors eu droit si elle ne s'était pas prévalu d'une telle suspension ou d'un tel fractionnement, et ce, pour le nombre de semaines qui reste à courir en vertu de la clause 5-4.12, 5-4.13 ou 5-4.14 selon le cas, sous réserve de la clause 5-4.01.

5-4.10 Prolongation du congé de maternité

Si la naissance a lieu après la date prévue, la personne salariée a droit à une prolongation de son congé de maternité égale à la période de retard, sauf si elle dispose déjà d'une période d'au moins 2 semaines de congé de maternité après la naissance.

La personne salariée peut bénéficier d'une prolongation du congé de maternité si l'état de santé de son enfant ou si l'état de santé de la personne salariée l'exige. La durée de cette prolongation est celle qui est indiquée au certificat médical qui doit être fourni par la personne salariée.

Durant ces prolongations, la personne salariée est considérée en congé sans traitement et ne reçoit du centre de services ni indemnité, ni prestation. Durant ces périodes, la personne salariée est visée par la clause 5-4.16 pendant les 6 premières semaines et par la clause 5-4.51, par la suite.

5-4.11 Préavis

Pour obtenir le congé de maternité, la personne salariée doit donner un préavis écrit au centre de services au moins 2 semaines avant la date du départ. Ce préavis doit être accompagné d'un certificat médical ou d'un rapport écrit signé par une sage-femme, attestant de la grossesse et de la date prévue pour la naissance.

Le délai de présentation du préavis peut être moindre si un certificat médical atteste que la personne salariée doit quitter son poste plus tôt que prévu. En cas d'imprévu, la personne salariée est exemptée de la formalité du préavis, sous réserve de la production au centre de services d'un certificat médical attestant qu'elle devait quitter son emploi sans délai.

5-4.12 Cas admissibles au Régime québécois d'assurance parentale (RQAP)

- A) La personne salariée qui a accumulé 20 semaines de service¹ et qui est admissible à des prestations en vertu du RQAP, reçoit, pendant les 21 semaines de son congé de maternité, une indemnité calculée selon la formule suivante² :

1^o en additionnant :

- a) le montant représentant 100 % du traitement hebdomadaire de base de la personne salariée jusqu'à concurrence de 225 \$;
- b) et le montant représentant 88 % de la différence entre le traitement hebdomadaire de base de la personne salariée et le montant établi au précédent paragraphe a);

2^o et en soustrayant de cette somme le montant des prestations de maternité ou parentales qu'elle reçoit ou qu'elle recevrait si elle en faisait la demande, du RQAP.

Cette indemnité se calcule à partir des prestations du RQAP qu'une personne salariée a droit de recevoir sans tenir compte des montants soustraits de telles prestations en raison des remboursements de prestations, des intérêts, des pénalités et autres montants recouvrables en vertu de la Loi sur l'assurance parentale (RLRQ, chapitre A-29.011).

Toutefois, si une modification est apportée au montant de la prestation versée par le RQAP à la suite d'une modification des informations fournies par le centre de services, celui-ci corrige le montant de l'indemnité en conséquence.

Lorsque la personne salariée travaille pour plus d'un employeur, l'indemnité est égale à la différence entre le montant établi au sous-paragraphe 1^o du paragraphe A) et le montant des prestations du RQAP correspondant à la proportion du traitement hebdomadaire de base que le centre de services lui verse par rapport à la somme des traitements hebdomadaires de base versés par l'ensemble des employeurs. À cette fin, la personne salariée produit à chacun des employeurs un état des traitements hebdomadaires versés par chacun de ceux-ci en même temps que le montant des prestations qui lui sont payables en application de la Loi sur l'assurance parentale (RLRQ, chapitre A-29.011).

- B) Le centre de services ne peut compenser, par l'indemnité qu'il verse à la personne salariée en congé de maternité, la diminution des prestations du RQAP attribuable au traitement gagné auprès d'un autre employeur.

¹ La personne salariée absente accumule du service si son absence est autorisée, notamment pour invalidité, et comporte une prestation ou une rémunération.

² Cette formule a été utilisée pour tenir compte du fait, notamment, que la personne salariée bénéficie en pareille situation d'une exonération des cotisations aux régimes de retraite, au RQAP et au Régime d'assurance-emploi.

Malgré les dispositions de l'alinéa précédent, le centre de services effectue cette compensation si la personne salariée démontre que le traitement gagné chez un autre employeur est un traitement habituel, au moyen d'une lettre à cet effet de l'employeur qui le verse. Si la personne salariée démontre au centre de services qu'une partie seulement du traitement versé par cet autre employeur est habituelle, la compensation est limitée à cette partie.

L'employeur qui verse le traitement habituel prévu à l'alinéa précédent, doit, à la demande de la personne salariée, lui produire cette lettre.

- C) Le total des montants reçus par la personne salariée durant son congé de maternité, en prestations du Régime québécois d'assurance parentale, indemnité et traitement, ne peut cependant excéder le montant brut établi au sous-paragraphe 1^o du paragraphe A). La formule doit être appliquée sur la somme des traitements hebdomadaires de base reçus de son employeur prévue au paragraphe A) ou, le cas échéant, de ses employeurs.

5-4.13 Cas admissibles au Régime d'assurance-emploi (RAE) mais non admissibles au Régime québécois d'assurance parentale (RQAP)

La personne salariée qui a accumulé 20 semaines de service¹ et qui est admissible au RAE sans être admissible au RQAP a droit de recevoir pendant les 20 semaines de son congé de maternité, une indemnité calculée selon la formule suivante :

- A) pour chacune des semaines du délai de carence prévu au RAE : une indemnité calculée de la façon suivante² :

en additionnant :

- a) le montant représentant 100 % du traitement hebdomadaire de base de la personne salariée jusqu'à concurrence de 225 \$;
- b) et le montant représentant 88 % de la différence entre le traitement hebdomadaire de base de la personne salariée et le montant établi au précédent paragraphe a).

- B) pour chacune des semaines qui suivent la période prévue au paragraphe A), une indemnité calculée selon la formule suivante :

1^o en additionnant :

- a) le montant représentant 100 % du traitement hebdomadaire de base de la personne salariée jusqu'à concurrence de 225 \$;

¹ La personne salariée absente accumule du service si son absence est autorisée, notamment pour invalidité, et comporte une prestation ou une rémunération.

² Cette formule a été utilisée pour tenir compte du fait, notamment, que la personne salariée bénéficie en pareille situation d'une exonération des cotisations aux régimes de retraite, au RQAP et au RAE.

- b) et le montant représentant 88 % de la différence entre le traitement hebdomadaire de base de la personne salariée et le montant établi au précédent paragraphe a);

2^o et en soustrayant de cette somme le montant des prestations de maternité ou parentales qu'elle reçoit, ou qu'elle recevrait si elle en faisait la demande, du RAE.

Cette indemnité se calcule à partir des prestations d'assurance-emploi qu'une personne salariée a droit de recevoir sans tenir compte des montants soustraits de telles prestations en raison des remboursements de prestations, des intérêts, des pénalités et autres montants recouvrables en vertu du RAE.

Toutefois, si une modification est apportée au montant de la prestation versée par le RAE à la suite d'une modification des informations fournies par le centre de services, celui-ci corrige le montant de l'indemnité en conséquence.

Lorsque la personne salariée travaille pour plus d'un employeur, l'indemnité est égale à la différence entre le montant établi au sous-paragraphe 1^o du paragraphe B) et le montant de prestation d'assurance-emploi correspondant à la proportion du traitement hebdomadaire de base que le centre de services lui verse par rapport à la somme des traitements hebdomadaires de base versés par l'ensemble des employeurs. À cette fin, la personne salariée produit à chacun des employeurs un état des traitements hebdomadaires versés par chacun de ceux-ci en même temps que le montant de son taux de prestations que lui verse Emploi et Développement social Canada (EDSC).

De plus, si EDSC réduit le nombre de semaines de prestations d'assurance-emploi auxquelles la personne salariée aurait eu autrement droit si elle n'avait bénéficié de prestations d'assurance-emploi avant son congé de maternité, la personne salariée continue de recevoir, pour une période équivalant aux semaines soustraites par EDSC, l'indemnité prévue par le 1^{er} alinéa du présent paragraphe B) comme si elle avait, durant cette période, bénéficié de prestations d'assurance-emploi;

- C) Les paragraphes B) et C) de la clause 5-4.12 s'appliquent à la présente clause en faisant les adaptations nécessaires.

5-4.14 Cas non admissibles au Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) et au Régime d'assurance-emploi (RAE)

La personne salariée non admissible au bénéfice des prestations du RQAP et du RAE est également exclue du bénéfice de toute indemnité prévue aux clauses 5-4.12 et 5-4.13.

Toutefois, la personne salariée qui a accumulé 20 semaines de service¹ a droit à une indemnité calculée selon la formule suivante, et ce, durant 12 semaines, si elle ne reçoit pas de prestation d'un régime de droits parentaux établi par une autre province ou un autre territoire :

En additionnant :

- a) le montant représentant 100 % du traitement hebdomadaire de base de la personne salariée jusqu'à concurrence de 225 \$;
- b) et le montant représentant 88 % de la différence entre le traitement hebdomadaire de base de la personne salariée et le montant établi au précédent paragraphe a).

Le paragraphe C) de la clause 5-4.12 s'applique à la présente clause en faisant les adaptations nécessaires.

5-4.15

Dans les cas prévus par les clauses 5-4.12, 5-4.13 et 5-4.14

- a) Aucune indemnité ne peut être versée durant la période de vacances au cours de laquelle la personne salariée est rémunérée.
- b) À moins que le régime de versement de la paie des personnes salariées applicable ne soit à la semaine, l'indemnité est versée à intervalle de 2 semaines, le 1^{er} versement n'étant toutefois exigible, dans le cas de la personne salariée admissible au Régime québécois d'assurance parentale ou au Régime d'assurance-emploi, que 15 jours après l'obtention par le centre de services d'une preuve qu'elle reçoit des prestations de l'un ou l'autre de ces régimes. Pour les fins du présent paragraphe, sont considérés comme preuves un état ou relevé des prestations ainsi que les renseignements fournis par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale ou par Emploi et Développement social Canada au moyen d'un relevé officiel.
- c) Le service se calcule auprès de l'ensemble des employeurs des secteurs public et parapublic (fonction publique, éducation, santé et services sociaux), des centres intégrés de santé et de services sociaux et des centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux, des organismes dont la loi prévoit que les normes et barèmes de rémunération sont déterminés conformément aux conditions définies par le gouvernement, de l'Office franco-québécois pour la jeunesse, de la Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires ainsi que tout autre organisme dont le nom apparaît à l'annexe C de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (RLRQ, chapitre R-8.2).

De plus, l'exigence de 20 semaines de service requises en vertu des clauses 5-4.12, 5-4.13 et 5-4.14 est réputée satisfaite, le cas échéant, lorsque la personne salariée a satisfait à cette exigence auprès de l'un des employeurs mentionnés au présent paragraphe.

¹ La personne salariée absente accumule du service si son absence est autorisée, notamment pour invalidité, et comporte une prestation ou une rémunération.

- d) Le traitement hebdomadaire de base de la personne salariée dont les heures de travail hebdomadaires sont moindres que 75 % de la durée de la semaine régulière de travail prévue à la clause 8-2.01 et de la personne salariée travaillant dans le secteur des services de garde et des milieux scolaires est le traitement hebdomadaire de base moyen des 20 dernières semaines précédant son congé de maternité.

Si, pendant cette période, la personne salariée a reçu des prestations établies à un certain pourcentage de son traitement régulier, il est entendu que pour les fins du calcul de son traitement de base durant son congé de maternité, on réfère au traitement de base à partir duquel telles prestations ont été établies.

Par ailleurs, toute période pendant laquelle la personne salariée en congé spécial prévu à la clause 5-4.20 ne reçoit aucune indemnité de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail est exclue aux fins du calcul de son traitement hebdomadaire de base moyen.

Si la période des 20 dernières semaines précédant le congé de maternité de la personne salariée dont les heures de travail hebdomadaires sont moindres que 75 % de la durée de la semaine régulière de travail prévue à la clause 8-2.01 comprend la date de majoration des taux et échelles de traitement, le calcul du traitement hebdomadaire de base est fait à partir du taux de traitement en vigueur à cette date. Si, par ailleurs, le congé de maternité comprend cette date, le traitement hebdomadaire de base évolue à cette date selon la formule de redressement de l'échelle de traitement qui lui est applicable.

Les dispositions du présent paragraphe constituent une des stipulations expresses visées par la clause 5-4.04.

La période de mise à pied temporaire ne compte pas dans le calcul du traitement moyen.

- e) Dans le cas de la personne salariée qui est mise à pied temporairement, l'indemnité de congé de maternité à laquelle elle a droit en vertu de la convention et versée par le centre de services prend fin à compter de la date de la mise à pied de la personne salariée.

Par la suite, dans le cas où la personne salariée est réintégrée dans son poste ou est rappelée, selon le cas, le tout conformément aux dispositions de la convention, l'indemnité de congé de maternité est rétablie à compter de la date où la personne salariée aurait réintégré son poste ou un autre poste en vertu de son droit de rappel.

Les semaines pour lesquelles la personne salariée a reçu l'indemnité de congé de maternité et les semaines comprises pendant la période de mise à pied sont déduites du nombre de semaines auxquelles la personne salariée a droit en vertu de la clause 5-4.12, 5-4.13 ou 5-4.14, selon le cas, et l'indemnité de congé de maternité est rétablie pour le nombre de semaines qui reste à courir en vertu de la clause 5-4.12, 5-4.13 ou 5-4.14, selon le cas.

5-4.16

Durant ce congé de maternité et durant les 6 premières semaines des prolongations prévues à la clause 5-4.10, la personne salariée bénéficie, en autant qu'elle y ait normalement droit, des avantages suivants :

- assurance vie;
- assurance maladie, en versant sa quote-part;
- accumulation de vacances;
- accumulation de congés de maladie;
- accumulation de l'ancienneté;
- accumulation de l'expérience;
- acquisition de la permanence;
- droit de poser sa candidature à un poste affiché et de l'obtenir, conformément aux dispositions de la convention comme si elle était au travail.

La personne salariée peut reporter au maximum 4 semaines de vacances annuelles si celles-ci se situent à l'intérieur du congé de maternité et si, au plus tard 2 semaines avant l'expiration de ce congé, elle avise par écrit le centre de services de la date du report.

5-4.17

Le congé de maternité peut être d'une durée moindre que celle prévue à la clause 5-4.05. Si la personne salariée revient au travail dans les 2 semaines suivant la naissance, elle produit, sur demande du centre de services, un certificat médical attestant de son rétablissement suffisant pour reprendre le travail.

5-4.18

Le centre de services doit faire parvenir à la personne salariée, au cours de la 4^e semaine précédant l'expiration du congé de maternité, un avis indiquant la date prévue de l'expiration de ce congé.

La personne salariée à qui le centre de services a fait parvenir l'avis ci-dessus doit se présenter au travail à l'expiration de son congé de maternité, à moins de prolonger celui-ci de la manière prévue à la clause 5-4.50.

La personne salariée qui ne se conforme pas à l'alinéa précédent est réputée en congé sans traitement pour une période n'excédant pas 4 semaines. Au terme de cette période, la personne salariée qui ne s'est pas présentée au travail est présumée avoir démissionné.

5-4.19

Au retour du congé de maternité, la personne salariée reprend son poste ou, le cas échéant, un poste obtenu à sa demande durant le congé, conformément aux dispositions de la convention. Dans l'éventualité où le poste aurait été aboli ou en cas de déplacement, la personne salariée a droit aux avantages dont elle aurait bénéficié si elle avait alors été au travail, conformément aux clauses 7-3.13, 7-3.28 ou 7-3.35, selon le secteur visé.

De même, au retour du congé de maternité, la personne salariée ne détenant pas de poste reprend l'affectation qu'elle occupait au moment de son départ si la durée prévue de cette affectation se poursuit après la fin du congé de maternité. Si l'affectation est terminée, la personne salariée a droit aux dispositions de la convention.

Section III Congés spéciaux à l'occasion de la grossesse et de l'allaitement**Affectation provisoire et congé spécial****5-4.20**

La personne salariée peut demander d'être affectée provisoirement à un autre poste définitivement vacant ou temporairement vacant, de la même classe d'emplois ou, si elle y consent et sous réserve des dispositions des conventions collectives applicables, d'une autre classe d'emplois dans les cas suivants :

- a) elle est enceinte et ses conditions de travail comportent des risques de maladie infectieuse ou des dangers physiques pour elle ou l'enfant à naître;
- b) ses conditions de travail comportent des dangers pour l'enfant qu'elle allaite.

La personne salariée doit présenter dans les meilleurs délais un certificat médical à cet effet.

Lorsque le centre de services reçoit une demande de retrait préventif, il en avise immédiatement le syndicat et lui indique le nom de la personne salariée et les motifs à l'appui de la demande de retrait préventif.

Si elle y consent, une autre personne salariée que celle qui demande d'être affectée provisoirement peut, après avoir obtenu l'accord du centre de services, échanger son poste avec la personne salariée enceinte pour la durée de la période d'affectation provisoire. Cette disposition s'applique dans la mesure où l'une et l'autre répondent aux exigences normales de la tâche.

La personne salariée ainsi affectée à un autre poste et celle qui consent à occuper le poste de cette personne salariée conservent les droits et privilèges rattachés à leur poste régulier respectif.

Si l'affectation n'est pas effectuée immédiatement, la personne salariée a droit à un congé spécial qui débute immédiatement. À moins qu'une affectation provisoire ne survienne par après et y mette fin, le congé spécial se termine, pour la personne salariée enceinte, à la date de son accouchement et pour la personne salariée qui allaite, à la fin de la période de l'allaitement. Toutefois, pour la personne salariée admissible aux prestations payables en vertu de la Loi sur l'assurance parentale (RLRQ, chapitre A-29.011), le congé spécial se termine à compter de la 4^e semaine avant la date prévue pour l'accouchement.

Durant le congé spécial prévu par la présente clause, la personne salariée est régie, quant à son indemnité, par les dispositions de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (RLRQ, chapitre S-2.1) relatives au retrait préventif de la travailleuse enceinte ou de la travailleuse qui allaite.

Cependant, à la suite d'une demande écrite à cet effet, le centre de services verse à la personne salariée une avance sur l'indemnité à recevoir sur la base des paiements qui peuvent être anticipés. Si la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) verse l'indemnité anticipée, le remboursement se fait à même celle-ci. Sinon le remboursement se fait à raison de 10 % du traitement payable par période de paie, jusqu'à extinction de la dette. Toutefois, dans le cas où la personne salariée exerce son droit de demander une révision de la décision de la CNESST ou de contester cette décision devant le Tribunal administratif du travail (TAT), le remboursement ne peut être exigé avant que la décision de révision administrative de la CNESST ou, le cas échéant, celle du TAT ne soit rendue.

Autres congés spéciaux

5-4.21

La personne salariée a également droit à un congé spécial dans les cas suivants :

- a) lorsqu'une complication de grossesse ou un danger d'interruption de grossesse exige un arrêt de travail pour une période dont la durée est prescrite par un certificat médical; ce congé spécial ne peut toutefois se prolonger au-delà du début de la 4^e semaine précédant la date prévue d'accouchement;
- b) sur présentation d'un certificat médical qui en prescrit la durée, lorsque survient une interruption de grossesse naturelle ou provoquée avant le début de la 20^e semaine précédant la date prévue d'accouchement;
- c) pour les visites reliées à la grossesse effectuées chez une professionnelle ou un professionnel de la santé et attestées par un certificat médical ou un rapport écrit signé par une sage-femme. La personne salariée bénéficie d'un congé spécial avec maintien du traitement jusqu'à concurrence d'un maximum de 5 jours. Ces congés spéciaux peuvent être pris par demi-journée.

5-4.22

Durant les congés spéciaux octroyés en vertu de la présente section, la personne salariée bénéficie des avantages prévus par la clause 5-4.16, en autant qu'elle y ait normalement droit, et par la clause 5-4.19. La personne salariée visée à la clause 5-4.21 peut également se prévaloir des bénéfices du régime de congés de maladie ou d'assurance salaire. Toutefois, dans le cas du paragraphe c) de la clause 5-4.21, la personne salariée doit d'abord avoir épuisé les 5 jours mentionnés à ce paragraphe.

Section IV Autres congés parentaux**Congé de paternité****5-4.23 Congé de paternité - durée maximale de 5 jours**

La personne salariée de sexe masculin a droit à un congé payé d'une durée maximale de 5 jours ouvrables à l'occasion de la naissance de son enfant. La personne salariée a également droit à ce congé en cas d'interruption de la grossesse survenue à compter du début de la 20^e semaine précédant la date prévue de l'accouchement. Ce congé peut être discontinu et doit se situer entre le début du processus d'accouchement et le 15^e jour suivant le retour de la mère ou de l'enfant à la maison.

Un de ces 5 jours peut être utilisé pour le baptême ou l'enregistrement.

La personne salariée, dont la conjointe accouche, a également droit à ce congé si elle est désignée comme l'une des mères de l'enfant.

Ce congé est précédé, dès que possible, d'un avis de la personne salariée au centre de services.

5-4.24 Congé de paternité - durée maximale de 5 semaines

À l'occasion de la naissance de son enfant, la personne salariée a aussi droit à un congé de paternité d'une durée maximale de 5 semaines qui, sous réserve des clauses 5-4.26 et 5-4.27, doivent être consécutives. Ce congé doit se terminer au plus tard à la fin de la 78^e semaine suivant la semaine de la naissance de l'enfant.

La salariée, dont la conjointe accouche, a également droit à ce congé si elle est désignée comme l'une des mères de l'enfant.

Ce congé de paternité est accordé à la suite d'une demande écrite présentée au moins 3 semaines à l'avance. Ce délai peut toutefois être moindre si la naissance a lieu avant la date prévue de celle-ci. La demande doit indiquer la date prévue de l'expiration dudit congé.

Dans le cas où la personne salariée est admissible au Régime québécois d'assurance parentale ou au Régime d'assurance-emploi, ce congé est simultané à la période de versement des prestations de paternité accordées en vertu de l'un ou l'autre de ces régimes et doit débiter au plus tard la semaine suivant le début du versement de ces prestations.

5-4.25

Durant le congé de paternité prévu aux clauses 5-4.23 et 5-4.24, la personne salariée bénéficie des avantages prévus à la clause 5-4.16, en autant qu'elle y ait normalement droit, et à la clause 5-4.19.

5-4.26 Suspension du congé de paternité

Lorsque son enfant est hospitalisé, la personne salariée peut suspendre son congé de paternité prévu à la clause 5-4.24, après entente avec le centre de services, en retournant au travail pendant la durée de cette hospitalisation.

5-4.27 Fractionnement du congé de paternité

Sur demande de la personne salariée, le congé de paternité prévu à la clause 5-4.24 peut être fractionné en semaines avant l'expiration des 65 premières semaines si son enfant est hospitalisé ou pour une situation visée aux articles 79.1 et 79.8 à 79.12 de la Loi sur les normes du travail (RLRQ, chapitre N-1.1).

Le nombre maximal de semaines pendant lequel le congé peut être suspendu est équivalent au nombre de semaines que dure l'hospitalisation de l'enfant. Pour les autres possibilités de fractionnement, le nombre maximal de semaines de suspension est celui prévu à la Loi sur les normes du travail (RLRQ, chapitre N-1.1) pour une telle situation.

Durant une telle suspension, la personne salariée est considérée en congé sans traitement et ne reçoit du centre de services ni indemnité, ni prestation. La personne salariée est visée par la clause 5-4.51 durant cette période.

Sur demande de la personne salariée et si le centre de services y consent, le congé de paternité peut être fractionné en semaines avant l'expiration des 65 premières semaines. Les 2^e et 3^e alinéas de la présente clause ne s'appliquent pas au présent alinéa.

5-4.28

Lors de la reprise du congé de paternité suspendu ou fractionné en vertu des clauses 5-4.26 et 5-4.27, le centre de services verse à la personne salariée l'indemnité à laquelle elle aurait eu droit si elle ne s'était pas prévalu d'une telle suspension ou d'un tel fractionnement, et ce, pour le nombre de semaines qui reste à courir en vertu de la clause 5-4.24, sous réserve de 5-4.01.

5-4.29 Prolongation du congé de paternité

La personne salariée qui fait parvenir au centre de services, avant la date d'expiration de son congé de paternité, un avis accompagné d'un certificat médical attestant que l'état de santé de son enfant l'exige, a droit à une prolongation de son congé de paternité. La durée de cette prolongation est celle indiquée au certificat médical.

Durant cette prolongation, la personne salariée est considérée en congé sans traitement et ne reçoit du centre de services ni indemnité, ni prestation. La personne salariée est visée par la clause 5-4.51 durant cette période.

5-4.30 Cas admissibles au Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) ou au Régime d'assurance-emploi (RAE)

Pendant les 5 semaines du congé de paternité prévu à la clause 5-4.24, la personne salariée qui a complété 20 semaines de service¹, reçoit une indemnité égale à la différence entre son traitement hebdomadaire de base et le montant des prestations qu'elle reçoit, ou qu'elle recevrait si elle en faisait la demande, en vertu du RQAP ou du RAE.

Cette indemnité se calcule à partir des prestations du RQAP ou du RAE, selon le cas, qu'une personne salariée a droit de recevoir sans tenir compte des montants soustraits de telles prestations en raison des remboursements de prestations, des intérêts, des pénalités et autres montants recouvrables en vertu du RQAP ou du RAE.

Toutefois, si une modification est apportée au montant de la prestation versée par le RQAP ou du RAE à la suite d'une modification des informations fournies par le centre de services, celui-ci corrige le montant de l'indemnité en conséquence.

Lorsque la personne salariée travaille pour plus d'un employeur, l'indemnité est égale à la différence entre 100 % du traitement de base versé par le centre de services et le montant des prestations du RQAP ou du RAE correspondant à la proportion du traitement hebdomadaire de base que le centre de services lui verse par rapport à la somme des traitements hebdomadaires de base versés par l'ensemble des employeurs. À cette fin, la personne salariée produit à chacun des employeurs un état des traitements hebdomadaires versés par chacun de ceux-ci en même temps que le montant des prestations qui lui sont payables en application de la Loi sur l'assurance parentale (RLRQ, chapitre A-29.011) ou par Emploi et Développement social Canada.

5-4.31

Le centre de services ne peut compenser, par l'indemnité qu'il verse à la personne salariée en congé de paternité, la diminution des prestations du Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) ou du Régime d'assurance-emploi (RAE) attribuable au traitement gagné auprès d'un autre employeur.

Malgré les dispositions de l'alinéa précédent, le centre de services effectue cette compensation si la personne salariée démontre que le traitement gagné est un traitement habituel, au moyen d'une lettre à cet effet de l'employeur qui le verse. Si la personne salariée démontre qu'une partie seulement de ce traitement est habituelle, la compensation est limitée à cette partie.

Le centre de services qui verse le traitement habituel prévu à l'alinéa précédent doit, à la demande de la personne salariée, lui produire cette lettre.

Le total des montants reçus par la personne salariée durant son congé de paternité en prestations du RQAP ou du RAE, indemnité et traitement, ne peut cependant excéder 100 % du traitement de base versé par le centre de services ou, le cas échéant, par ses employeurs.

¹ La personne salariée absente accumule du service si son absence est autorisée, notamment pour invalidité, et comporte une prestation ou une rémunération.

5-4.32 Cas non admissibles au Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) et au Régime d'assurance-emploi (RAE)

La personne salariée qui n'est pas admissible aux prestations de paternité du RQAP ni aux prestations parentales du RAE reçoit, pendant le congé de paternité prévu à la clause 5-4.24, une indemnité égale à son traitement hebdomadaire de base, si cette personne salariée a complété 20 semaines de service¹.

5-4.33

Dans les cas prévus par les clauses 5-4.30 et 5-4.32 :

- a) aucune indemnité ne peut être versée durant la période des vacances au cours de laquelle la personne salariée est rémunérée;
- b) à moins que le régime de versement de la paie des personnes salariées applicable ne soit à la semaine, l'indemnité est versée à intervalle de 2 semaines, le 1^{er} versement n'étant toutefois exigible, dans le cas de la personne salariée admissible au Régime québécois d'assurance parentale ou au Régime d'assurance-emploi, que 15 jours après l'obtention par le centre de services d'une preuve qu'elle reçoit des prestations de l'un ou l'autre de ces régimes. Pour les fins du présent paragraphe, sont considérés comme preuves un état ou un relevé des prestations ainsi que les renseignements fournis au centre de services par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité Sociale ou par Emploi et Développement social Canada au moyen d'un relevé officiel;
- c) le service se calcule auprès de l'ensemble des employeurs des secteurs public et parapublic (fonction publique, éducation, santé et services sociaux), des centres intégrés de santé et de services sociaux et des centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux, des organismes dont la loi prévoit que les normes et barèmes de rémunération sont déterminés conformément aux conditions définies par le gouvernement, de l'Office franco-québécois pour la jeunesse, de la Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires ainsi que tout autre organisme dont le nom apparaît à l'annexe C de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (RLRQ, chapitre R-8.2).

De plus, l'exigence de 20 semaines de service requises en vertu des clauses 5-4.30 et 5-4.32 est réputée satisfaite, le cas échéant, lorsque la personne salariée a satisfait à cette exigence auprès de l'un des employeurs mentionnés au présent paragraphe;

- d) le traitement hebdomadaire de base de la personne salariée dont les heures de travail hebdomadaires sont moindres que 75 % de la durée de la semaine régulière de travail prévue à la clause 8-2.01 et de la personne salariée travaillant dans le secteur des services de garde et des milieux scolaires est le traitement hebdomadaire de base moyen au cours des 20 dernières semaines précédant son congé de paternité.

¹ La personne salariée absente accumule du service si son absence est autorisée, notamment pour invalidité, et comporte une prestation ou une rémunération.

Si, pendant cette période, la personne salariée a reçu des prestations établies à un certain pourcentage de son traitement régulier, il est entendu qu'aux fins du calcul de son traitement de base durant son congé de paternité, on réfère au traitement de base à partir duquel ces prestations ont été établies.

Si la période des 20 dernières semaines précédant le congé de paternité de la personne salariée dont les heures de travail hebdomadaires sont moindres que 75 % de la durée de la semaine régulière de travail prévue à la clause 8-2.01 comprend la date de majoration des taux et des échelles de traitement, le calcul du traitement hebdomadaire de base est fait à partir du taux de traitement en vigueur à cette date. Si, par ailleurs, le congé de paternité comprend cette date, le traitement hebdomadaire de base évolue à cette date selon la formule de redressement de l'échelle de traitement qui lui est applicable.

La période de mise à pied temporaire ne compte pas dans le calcul du traitement moyen.

Les dispositions du présent paragraphe constituent une des stipulations expresses visées par la clause 5-4.04;

- e) dans le cas de la personne salariée qui est mise à pied temporairement, l'indemnité de congé de paternité à laquelle elle a droit en vertu de la convention et versée par le centre de services prend fin à la date de la mise à pied temporaire de la personne salariée.

Par la suite, dans le cas où la personne salariée mise à pied est réintégrée dans son poste ou est rappelée, selon le cas, le tout conformément aux dispositions de la convention, l'indemnité de congé de paternité est rétablie à compter de la date où la personne salariée aurait réintégré son poste ou un poste en vertu de son droit de rappel.

Dans ces deux cas, les semaines pour lesquelles la personne salariée a reçu l'indemnité de congé de paternité et les semaines comprises pendant la période de mise à pied sont déduites du nombre de semaines auxquelles la personne salariée a droit en vertu de la clause 5-4.24 et l'indemnité de congé de paternité est rétablie pour le nombre de semaines qui reste à courir en vertu des clauses 5-4.30 ou 5-4.32, selon le cas.

5-4.34

La personne salariée doit se présenter au travail à l'expiration de son congé de paternité, à moins que celui-ci ne soit prolongé de la manière prévue par la clause 5-4.50.

La personne salariée qui ne se conforme pas à l'alinéa précédent est réputée en congé sans traitement pour une période n'excédant pas 4 semaines. Au terme de cette période, la personne salariée qui ne se présente pas au travail est présumée avoir démissionné.

Congé pour adoption et congé sans traitement en vue d'une adoption

5-4.35 Congé pour adoption - durée maximale de 5 jours

La personne salariée a droit à un congé payé d'une durée maximale de 5 jours ouvrables à l'occasion de l'adoption d'un enfant autre que l'enfant de sa conjointe ou de son conjoint. Ce congé peut être discontinu et ne peut être pris après l'expiration des 15 jours qui suivent l'arrivée de l'enfant à la maison ou auprès du parent en vue de son adoption.

Un de ces 5 jours peut être utilisé pour le baptême ou l'enregistrement.

Ce congé est précédé, dès que possible, d'un avis de la personne salariée au centre de services.

5-4.36 Congé pour adoption - durée maximale de 5 semaines

La personne salariée qui adopte un enfant, autre que l'enfant de sa conjointe ou de son conjoint, a aussi droit à un congé pour adoption d'une durée maximale de 5 semaines qui, sous réserve des clauses 5-4.38 et 5-4.39, doivent être consécutives. Ce congé doit se terminer au plus tard à la fin de la 78^e semaine suivant la semaine de l'arrivée de l'enfant à la maison.

Ce congé d'adoption est accordé à la suite d'une demande écrite présentée au moins 3 semaines à l'avance. Ce délai peut être moindre si l'adoption a lieu avant la date prévue de celle-ci. La demande doit indiquer la date prévue de l'expiration dudit congé.

Dans le cas où la personne salariée est admissible au Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) ou au Régime d'assurance-emploi (RAE), ce congé est simultanément à la période de versement des prestations d'adoption exclusives accordées en vertu de l'un ou l'autre de ces régimes et doit débiter au plus tard la semaine suivant le début du versement de ces prestations.

Pour la personne salariée non admissible au RQAP ou au RAE, le congé doit se situer après l'arrivée de l'enfant à la maison ou auprès du parent en vue de son adoption.

5-4.37

Aux fins de l'application des clauses 5-4.35 et 5-4.36, l'arrivée de l'enfant est reconnue si les deux conditions suivantes sont remplies : l'enfant est physiquement arrivé à la maison ou confié au parent et le parent a l'intention de l'adopter. La personne salariée doit fournir à l'employeur une preuve de son intention d'adopter. Cette preuve peut varier en fonction du type d'adoption, selon les exigences requises par le Régime québécois d'assurance parentale ou le Régime d'assurance-emploi.

5-4.38 Suspension du congé pour adoption

Lorsque son enfant est hospitalisé, la personne salariée peut suspendre son congé pour adoption, après entente avec le centre de services, en retournant au travail pendant la durée de cette hospitalisation.

5-4.39 Fractionnement du congé pour adoption

Sur demande de la personne salariée, le congé pour adoption prévu à la clause 5-4.36 peut être fractionné en semaines avant l'expiration des 65 premières semaines si son enfant est hospitalisé ou pour une situation visée aux articles 79.1 et 79.8 à 79.12 de la Loi sur les normes du travail (RLRQ, chapitre N-1.1).

Le nombre maximal de semaines pendant lequel le congé peut être suspendu est équivalent au nombre de semaines que dure l'hospitalisation de l'enfant. Pour les autres possibilités de fractionnement, le nombre maximal de semaines de suspension est celui prévu à la Loi sur les normes du travail (RLRQ, chapitre N-1.1) pour une telle situation.

Durant une telle suspension, la personne salariée est considérée en congé sans traitement et ne reçoit du centre de services ni indemnité, ni prestation. La personne salariée est visée par la clause 5-4.51 durant cette période.

Sur demande de la personne salariée et si le centre de services y consent, le congé pour adoption peut être fractionné en semaines avant l'expiration des 65 premières semaines. Les 2^e et 3^e alinéas de la présente clause ne s'appliquent pas au présent alinéa.

5-4.40

Lors de la reprise du congé pour adoption suspendu ou fractionné en vertu des clauses 5-4.38 et 5-4.39, le centre de services verse à la personne salariée l'indemnité à laquelle elle aurait eu droit si elle ne s'était pas prévalu d'une telle suspension ou d'un tel fractionnement, et ce, pour le nombre de semaines qui reste à courir en vertu de la clause 5-4.36, sous réserve de la clause 5-4.01.

5-4.41 Prolongation du congé pour adoption

La personne salariée qui fait parvenir au centre de services, avant la date d'expiration de son congé pour adoption, un avis accompagné d'un certificat médical attestant que l'état de santé de son enfant l'exige, a droit à une prolongation de son congé pour adoption. La durée de cette prolongation est celle indiquée au certificat médical.

Durant cette prolongation, la personne salariée est considérée en congé sans traitement et ne reçoit du centre de services ni indemnité, ni prestation. La personne salariée est visée par la clause 5-4.51 durant cette période.

5-4.42 Cas admissibles au Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) ou au Régime d'assurance-emploi (RAE)

Pendant les 5 semaines du congé pour adoption prévu à la clause 5-4.36, la personne salariée qui a complété 20 semaines de service¹, reçoit une indemnité égale à la différence entre son traitement hebdomadaire de base et le montant des prestations qu'elle reçoit, ou recevrait si elle en faisait la demande, en vertu du RQAP ou du RAE.

Cette indemnité se calcule à partir des prestations du RQAP ou du RAE, selon le cas, qu'une personne salariée a droit de recevoir sans tenir compte des montants soustraits de telles prestations en raison des remboursements de prestations, des intérêts, des pénalités et autres montants recouvrables en vertu du RQAP ou du RAE.

Toutefois, si une modification est apportée au montant de la prestation versée par le RQAP ou au RAE à la suite d'une modification des informations fournies par le centre de services, celui-ci corrige le montant de l'indemnité en conséquence.

¹ La personne salariée absente accumule du service si son absence est autorisée, notamment pour invalidité, et comporte une prestation ou une rémunération.

Lorsque la personne salariée travaille pour plus d'un employeur, l'indemnité est égale à la différence entre 100 % du traitement de base versé par le centre de services et le montant des prestations du RQAP ou du RAE correspondant à la proportion du traitement hebdomadaire de base que le centre de services lui verse par rapport à la somme des traitements hebdomadaires de base versés par l'ensemble des employeurs. À cette fin, la personne salariée produit à chacun des employeurs un état des traitements hebdomadaires versés par chacun de ceux-ci en même temps que le montant des prestations qui lui sont payables en application de la Loi sur l'assurance parentale (RLRQ, chapitre A-29.011) ou par Emploi et Développement social Canada.

5-4.43

Le centre de services ne peut compenser, par l'indemnité qu'il verse à la personne salariée en congé pour adoption, la diminution des prestations du Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) ou du Régime d'assurance-emploi (RAE) attribuable au traitement gagné auprès d'un autre employeur.

Malgré les dispositions de l'alinéa précédent, le centre de services effectue cette compensation si la personne salariée démontre que le traitement gagné est un traitement habituel, au moyen d'une lettre à cet effet de l'employeur qui le verse. Si la personne salariée démontre qu'une partie seulement de ce traitement est habituelle, la compensation est limitée à cette partie.

Le centre de services qui verse le traitement habituel prévu à l'alinéa précédent doit, à la demande de la personne salariée, lui produire cette lettre.

Le total des montants reçus par la personne salariée durant son congé pour adoption en prestations du RQAP ou du RAE, indemnité et traitement, ne peut cependant excéder 100 % du traitement hebdomadaire de base versé par le centre de services ou, le cas échéant, par ses employeurs.

5-4.44 Cas non admissibles au Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) et au Régime d'assurance-emploi (RAE)

La personne salariée qui n'est pas admissible aux prestations d'adoption du RQAP ni aux prestations parentales du RAE qui adopte un enfant autre que l'enfant de son conjoint ou de sa conjointe reçoit, pendant le congé pour adoption prévu à la clause 5-4.36, une indemnité égale à son traitement hebdomadaire de base, si cette personne salariée a complété 20 semaines de service¹.

5-4.45 Congé pour adoption de l'enfant de sa conjointe ou de son conjoint

La personne salariée qui adopte l'enfant de sa conjointe ou son conjoint a droit à un congé d'une durée maximale de 5 jours ouvrables dont seuls les 2 premiers sont avec traitement.

Ce congé peut être discontinu et ne peut être pris après l'expiration des 15 jours suivant le dépôt de la demande d'adoption.

¹ La personne salariée absente accumule du service si son absence est autorisée, notamment pour invalidité, et comporte une prestation ou une rémunération.

5-4.46

Dans les cas prévus à la clause 5-4.42 ou 5-4.44 :

- a) aucune indemnité ne peut être versée durant la période des vacances au cours de laquelle la personne salariée est rémunérée;
- b) à moins que le régime de versement de la paie des personnes salariées applicable ne soit à la semaine, l'indemnité est versée à intervalle de 2 semaines, le 1^{er} versement n'étant toutefois exigible, dans le cas de la personne salariée admissible au Régime québécois d'assurance parentale ou au Régime d'assurance-emploi, que 15 jours après l'obtention par le centre de services d'une preuve qu'elle reçoit des prestations de l'un ou l'autre de ces régimes. Pour les fins du présent paragraphe, sont considérés comme preuves un état ou un relevé des prestations ainsi que les renseignements fournis au centre de services par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité Sociale ou par Emploi et Développement social Canada au moyen d'un relevé officiel;
- c) le service se calcule auprès de l'ensemble des employeurs des secteurs public et parapublic (fonction publique, éducation, santé et services sociaux), des centres intégrés de santé et de services sociaux et des centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux, des organismes dont la loi prévoit que les normes et barèmes de rémunération sont déterminés conformément aux conditions définies par le gouvernement, de l'Office franco-québécois pour la jeunesse, de la Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires ainsi que tout autre organisme dont le nom apparaît à l'annexe C de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (RLRQ, chapitre R-8.2).

De plus, l'exigence de 20 semaines de service requises en vertu des clauses 5-4.42 et 5-4.44 est réputée satisfaite, le cas échéant, lorsque la personne salariée a satisfait à cette exigence auprès de l'un des employeurs mentionnés au présent paragraphe;

- d) le traitement hebdomadaire de base de la personne salariée dont les heures de travail hebdomadaires sont moindres que 75 % de la durée de la semaine régulière de travail prévue à la clause 8-2.01 et de la personne salariée travaillant dans le secteur des services de garde et des milieux scolaires est le traitement hebdomadaire de base moyen au cours des 20 dernières semaines précédant son congé pour adoption.

Si, pendant cette période, la personne salariée a reçu des prestations établies à un certain pourcentage de son traitement régulier, il est entendu qu'aux fins du calcul de son traitement de base durant son congé d'adoption, on réfère au traitement de base à partir duquel ces prestations ont été établies.

Si la période des 20 dernières semaines précédant le congé pour adoption de la personne salariée dont les heures de travail hebdomadaires sont moindres que 75 % de la durée de la semaine régulière de travail prévue à la clause 8-2.01 comprend la date de majoration des taux et des échelles de traitement, le calcul du traitement hebdomadaire de base est fait à partir du taux de traitement en vigueur à cette date. Si, par ailleurs, le congé pour adoption comprend cette date, le traitement hebdomadaire de base évolue à cette date selon la formule de redressement de l'échelle de traitement qui lui est applicable.

La période de mise à pied temporaire ne compte pas dans le calcul du traitement moyen.

Les dispositions du présent paragraphe constituent une des stipulations expresses visées par la clause 5-4.04;

- e) dans le cas de la personne salariée qui est mise à pied temporairement, l'indemnité de congé pour adoption à laquelle elle a droit en vertu de la convention et versée par le centre de services prend fin à la date de la mise à pied temporaire de la personne salariée.

Par la suite, dans le cas où la personne salariée mise à pied est réintégrée dans son poste ou est rappelée, selon le cas, le tout conformément aux dispositions de la convention, l'indemnité de congé pour adoption est rétablie à compter de la date où la personne salariée aurait réintégré son poste ou un poste en vertu de son droit de rappel.

Dans ces deux cas, les semaines pour lesquelles la personne salariée a reçu l'indemnité de congé pour adoption et les semaines comprises pendant la période de mise à pied sont déduites du nombre de semaines auxquelles la personne salariée a droit en vertu de la clause 5-4.36 et l'indemnité de congé pour adoption est rétablie pour le nombre de semaines qui reste à courir en vertu de la clause 5-4.42 ou 5-4.44, selon le cas.

5-4.47 Congé sans traitement en vue d'une adoption

La personne salariée bénéficie, en vue de l'adoption d'une ou d'un enfant, d'un congé sans traitement d'une durée maximale de 10 semaines à compter de la prise en charge effective de cette ou de cet enfant, sauf s'il s'agit d'une ou d'un enfant de la conjointe ou du conjoint.

La personne salariée qui se déplace hors du Québec en vue d'une adoption sauf s'il s'agit d'une ou d'un enfant de la conjointe ou du conjoint obtient à cette fin, sur demande écrite adressée au centre de services, si possible 2 semaines à l'avance, un congé sans traitement pour le temps nécessaire au déplacement. Toutefois, le congé prend fin au plus tard la semaine suivant le début du versement des prestations du Régime québécois d'assurance parentale ou du Régime d'assurance-emploi, selon le cas, et les dispositions de la clause 5-4.36 s'appliquent.

Durant ce congé, la personne salariée bénéficie des mêmes avantages que ceux rattachés aux congés sans traitement et aux congés sans traitement à temps partiel prévus à la clause 5-4.51.

5-4.48

Durant le congé pour adoption prévu aux clauses 5-4.35, 5-4.36 et 5-4.45, la personne salariée bénéficie des avantages prévus à la clause 5-4.16, en autant qu'elle y ait normalement droit, et à la clause 5-4.19.

5-4.49

La personne salariée doit se présenter au travail à l'expiration de son congé pour adoption, à moins que celui-ci ne soit prolongé de la manière prévue par la clause 5-4.50.

La personne salariée qui ne se conforme pas à l'alinéa précédent est réputée en congé sans traitement pour une période n'excédant pas 4 semaines. À la fin de cette période, la personne salariée qui ne s'est pas présentée au travail est présumée avoir démissionné.

Congé sans traitement et congé sans traitement à temps partiel**5-4.50**

- a) La personne salariée a droit à l'un des congés suivants :
1. un congé sans traitement d'une durée maximale de 2 ans est accordé à la personne salariée en prolongation de son congé de maternité prévu à la clause 5-4.05;
 2. un congé sans traitement d'une durée maximale de 2 ans qui suit immédiatement le congé de paternité prévu à la clause 5-4.24. Toutefois, la durée du congé ne doit pas excéder la 125^e semaine suivant la naissance;
 3. un congé sans traitement d'une durée maximale de 2 ans qui suit immédiatement le congé pour adoption prévu à la clause 5-4.36. Toutefois, la durée du congé ne doit pas excéder la 125^e semaine suivant l'arrivée de l'enfant à la maison.

La personne salariée détenant un poste considéré pour la permanence qui ne se prévaut pas de ce congé sans traitement a droit à un congé sans traitement à temps partiel établi sur une période maximale de 2 ans. La durée du congé ne doit pas excéder la 125^e semaine suivant la naissance ou l'arrivée de l'enfant à la maison.

Pendant la durée de ce congé, la personne salariée est autorisée, à la suite d'une demande écrite présentée au moins 30 jours à l'avance, à se prévaloir une fois d'un des changements suivants :

- i) d'un congé sans traitement à un congé sans traitement à temps partiel ou l'inverse, selon le cas;
- ii) d'un congé sans traitement à temps partiel à un congé sans traitement à temps partiel différent.

La personne salariée détenant un poste non considéré pour la permanence a également droit à ce congé sans traitement à temps partiel. Toutefois, les autres dispositions de la convention relatives à la détermination d'un nombre d'heures de travail demeurent applicables.

La personne salariée qui ne se prévaut pas de son congé sans traitement ou de son congé sans traitement à temps partiel peut, pour la portion du congé dont sa conjointe ou son conjoint ne s'est pas prévalué, bénéficier à son choix d'un congé sans traitement ou d'un congé sans traitement à temps partiel en suivant les formalités prévues.

Lorsque la conjointe ou le conjoint de la personne salariée n'est pas une personne salariée du secteur public, la personne salariée peut se prévaloir d'un congé prévu ci-dessus au moment qu'elle choisit dans les 2 ans qui suivent la naissance ou l'adoption sans toutefois dépasser la date limite fixée à 2 ans de la naissance ou de l'adoption;

- b) la personne salariée qui ne se prévaut pas du congé prévu au paragraphe a) de la présente clause peut bénéficier après la naissance ou l'adoption de son enfant d'un congé sans traitement d'au plus 65 semaines continues qui commence au moment décidé par la personne salariée et se termine au plus tard 78¹ semaines après la naissance ou, dans le cas d'une adoption, 78¹ semaines après que l'enfant lui a été confié.
- c) Le congé sans traitement est accordé à la suite d'une demande écrite présentée au centre de services au moins 3 semaines à l'avance.

Le congé sans traitement à temps partiel est accordé à la suite d'une demande écrite présentée au moins 30 jours à l'avance.

Dans le cas du congé sans traitement ou partiel sans traitement, la demande doit préciser la date du retour. La demande doit également préciser l'aménagement du congé, et ce, sur le poste détenu par la personne salariée. En cas de désaccord du centre de services quant au nombre de jours par semaine, la personne salariée a droit à un maximum de 2 ½ jours par semaine ou l'équivalent, et ce, jusqu'à concurrence de 2 ans. La personne salariée et le centre de services peuvent s'entendre en tout temps pour réaménager le congé sans traitement à temps partiel.

- d) Sur demande de la personne salariée, le congé sans traitement à temps complet prévu à la présente clause peut être fractionné en semaines, avant l'expiration des 65 premières semaines, si son enfant est hospitalisé ou pour une situation visée aux articles 79.1 et 79.8 à 79.12 de la Loi sur les normes du travail (RLRQ, chapitre N-1.1).

Le nombre maximal de semaines pendant lequel le congé sans traitement à temps complet peut être suspendu est équivalent au nombre de semaines que dure l'hospitalisation de l'enfant. Pour les autres possibilités de fractionnement, le nombre maximal de semaines de suspension est celui prévu à la Loi sur les normes du travail (RLRQ, chapitre N-1.1) pour une telle situation.

Durant une telle suspension, la personne salariée est considérée en congé sans traitement et ne reçoit du centre de services ni indemnité, ni prestation. La personne salariée est visée par la clause 5-4.51 durant cette période.

Sur demande de la personne salariée et si le centre de services y consent, le congé sans traitement à temps complet peut être fractionné en semaines avant l'expiration des 65 premières semaines. Les 2^e et 3^e alinéas de la présente clause ne s'appliquent pas au présent alinéa.

¹ Sous réserve de ce que prévoit la Loi sur les normes du travail (RLRQ, chapitre N-1.1).

5-4.51

Au cours du congé sans traitement, la personne salariée conserve son expérience et continue à participer au régime d'assurance maladie de base qui lui est applicable en versant sa quote-part des primes pour les 65 premières semaines du congé et la totalité des primes pour les semaines suivantes. De plus, elle peut continuer à participer aux autres régimes complémentaires d'assurances qui lui sont applicables en faisant la demande au début du congé et en versant la totalité des primes.

Au cours du congé sans traitement à temps partiel, la personne salariée se trouve régie par les règles applicables à la personne salariée dont la semaine régulière de travail comporte un nombre d'heures moindre que celui prévu à la clause 8-2.01.

Sous réserve d'une disposition expresse dans la convention, au cours du congé sans traitement ou du congé sans traitement à temps partiel, la personne salariée accumule son expérience, aux fins de la détermination de son traitement, jusqu'à concurrence des 65 premières semaines d'un congé sans traitement ou d'un congé sans traitement à temps partiel.

5-4.52

La personne salariée peut prendre sa période de vacances annuelles reportées immédiatement avant son congé sans traitement ou son congé sans traitement à temps partiel pourvu qu'il n'y ait pas de discontinuité avec son congé de paternité, son congé de maternité ou son congé pour adoption, selon le cas.

5-4.53

La personne salariée à qui le centre de services a fait parvenir, 4 semaines à l'avance, un avis indiquant la date d'expiration du congé sans traitement doit donner un préavis de son retour au moins 2 semaines avant l'expiration de ce congé. Si elle ne se présente pas au travail à la date de retour prévue, elle est présumée avoir démissionné.

La personne salariée qui veut mettre fin à son congé sans traitement avant la date prévue doit donner un préavis écrit de son intention au moins 21 jours avant son retour. Dans le cas d'un congé sans traitement excédant 65 semaines, ce préavis est d'au moins 30 jours.

5-4.54

À l'expiration de ce congé sans traitement ou de ce congé sans traitement à temps partiel, la personne salariée peut reprendre son poste ou, le cas échéant, un poste qu'elle aurait obtenu à sa demande, conformément aux dispositions de la convention. Dans l'éventualité où le poste aurait été aboli ou en cas de déplacement, la personne salariée a droit aux avantages dont elle aurait bénéficié si elle avait alors été au travail, conformément à la clause 7-3.13, 7-3.28 ou 7-3.35, selon le secteur visé.

De même, au retour du congé sans traitement ou du congé sans traitement à temps partiel, la personne salariée ne détenant pas de poste reprend l'affectation qu'elle occupait au moment de son départ si la durée prévue de cette affectation se poursuit après la fin de ce congé. Si l'affectation est terminée, la personne salariée a droit à toute autre affectation selon les dispositions de la convention.

Congé pour responsabilités parentales

5-4.55

Un congé sans traitement ou un congé sans traitement à temps partiel d'une durée maximale d'un an est accordé à la personne salariée dont l'enfant mineur a des problèmes socioaffectifs ou est handicapé ou a une maladie prolongée et dont l'état nécessite la présence de la personne salariée concernée. Les modalités relatives à ce congé sont les mêmes que celles prévues aux clauses 5-4.50 et 5-4.53.

5-4.56

La personne salariée qui bénéficie d'une prime pour disparités régionales en vertu de la convention reçoit cette prime durant son congé de maternité prévu à la section II.

Malgré ce qui précède, le total des montants reçus par la personne salariée, en prestations parentales ou d'assurance-emploi, indemnité et primes, ne peut excéder 95 % de la somme constituée par son traitement de base et la prime pour disparités régionales.

La personne salariée qui bénéficie d'une prime pour disparités régionales en vertu de la présente convention reçoit cette prime durant les semaines où elle reçoit une indemnité, selon le cas, prévue aux clauses 5-4.24 et 5-4.36.

5-5.00 PARTICIPATION AUX AFFAIRES PUBLIQUES

5-5.01

Le centre de services reconnaît à la personne salariée l'exercice des mêmes droits de participation aux affaires publiques que ceux reconnus à l'ensemble des citoyens.

5-5.02

La personne salariée, qui se porte candidate à une élection municipale, scolaire, provinciale ou fédérale, obtient sur demande un congé sans traitement qui va de la déclaration des élections à la 10^e journée qui suit le jour des élections ou pour toute autre période plus courte située entre ces 2 événements.

5-5.03

La personne salariée, qui ne se présente pas au travail dans les délais fixés, est considérée avoir démissionné.

5-5.04

La personne salariée, élue à une élection municipale, scolaire, au conseil d'administration d'un centre hospitalier ou d'un centre local de services communautaires, peut bénéficier d'un congé sans traitement pour accomplir les devoirs de sa fonction.

5-5.05

La personne salariée régulière, élue à une élection provinciale ou fédérale, demeure en congé sans traitement pour la durée de son mandat.

5-5.06

Dans les 21 jours de la fin de son mandat, elle doit signifier au centre de services sa décision de revenir au travail, à défaut de quoi, elle est considérée avoir démissionné.

À son retour, elle peut reprendre son poste, si celui-ci est disponible, ou un poste équivalent, le tout sous réserve du chapitre 7-0.00.

Aux fins d'application des dispositions qui précèdent, le centre de services peut combler de façon définitive le poste laissé vacant par la personne salariée en congé dès le début de la 2^e année du congé ci-dessus mentionné.

5-6.00 VACANCES**5-6.01**

Au cours de chaque année financière, une personne salariée a droit, suivant la durée de son service actif de l'année financière précédente, à des vacances annuelles dont la durée est déterminée à la clause 5-6.08.

Malgré le paragraphe C) de la clause 2-1.01 et aux seules fins d'application du présent article, le service actif est la période de temps pendant laquelle la personne salariée a vu son traitement maintenu ou a effectivement travaillé pour le compte du centre de services ou des commissions (institutions) auquel ou auxquelles celui-ci succède, depuis sa dernière embauche. Une personne salariée acquiert une année de service actif si son traitement a été maintenu ou si elle a effectivement travaillé pendant 260 jours. Pour la personne salariée dont les heures de travail sont inférieures à 75 % de la durée de la semaine régulière de travail prévue à la clause 8-2.01, la compilation se fait au prorata.

5-6.02

Les vacances doivent se prendre normalement au cours de l'année financière suivant celle de leur acquisition.

Toutefois, à la demande du centre de services, la personne salariée travaillant dans le secteur de l'adaptation scolaire ou dans le secteur des services de garde et des milieux scolaires peut utiliser des jours de vacances avant le début de l'année financière où elles sont dues.

La personne salariée absente du travail, à la suite de maladie ou de lésion professionnelle au moment où elle doit prendre ses vacances, peut reporter ses vacances à une autre période de la même année financière ou si elle n'est pas de retour au travail à l'expiration de l'année financière, à une autre période de l'année financière subséquente, déterminée après entente entre elle et le centre de services. Toutefois, le centre de services peut exiger de la personne salariée, avant son retour au travail, la prise de ses jours de vacances des années antérieures reportées en raison de son absence du travail.

5-6.03

Aux fins du tableau apparaissant à la clause 5-6.09, une ou plusieurs périodes d'invalidité, et ce, jusqu'à concurrence de 242 jours ouvrables par année financière, l'accident du travail, le congé sans traitement dont la durée totale n'excède pas un mois de même que les jours compris pendant la période de mise à pied temporaire faite selon les dispositions de l'article 7-2.00 constituent du service actif. Dans le cas d'une mise à pied temporaire, seuls les jours au cours desquels la personne salariée aurait été en service actif, n'eût été de sa mise à pied temporaire, sont comptabilisés aux fins de computation du service actif.

Malgré les dispositions de l'alinéa précédent, il ne peut être compté plus de 242 jours de service actif par période d'invalidité même si cette période s'étend sur plus d'une année financière.

Pour une nouvelle personne salariée ainsi que pour celle qui quitte son emploi de façon définitive, le mois de départ compte pour un mois complet de service actif, à la condition que la moitié ou plus du nombre de jours ouvrables du mois ait été travaillée.

5-6.04

La période des vacances est déterminée de la façon suivante :

- a)
 - i) Avant le 1^{er} mai de chaque année, le centre de services après consultation avec le syndicat ou l'ensemble des syndicats concernés peut fixer une période de cessation totale ou partielle de ses activités pour une durée n'excédant pas 10 jours ouvrables, à moins d'entente avec le syndicat. Toute personne salariée concernée par cette cessation totale ou partielle d'activités doit prendre toutes les vacances auxquelles elle a droit pendant cette période.
 - ii) La personne salariée détenant un poste à caractère cyclique n'est pas visée par le sous-paragraphe i) précédent; cependant, le centre de services peut exiger de cette personne salariée la prise de 10 jours de vacances auxquelles elle a droit, fixées immédiatement avant la mise à pied temporaire, et ce, même si cela intervient avant le début de l'année financière où ces vacances sont dues. Dans le cas d'une personne salariée travaillant dans le secteur de l'adaptation scolaire ou dans le secteur des services de garde et des milieux scolaires, le centre de services peut exiger la prise de jours de vacances lors de la semaine de relâche.
 - iii) La personne salariée qui a droit à un nombre de jours de vacances supérieur au nombre de jours utilisés en vertu de l'un des sous-paragrapes précédents prend l'excédent de ses jours de vacances selon les modalités décrites ci-après.
- b) Les personnes salariées choisissent avant le 15 mai de chaque année les dates auxquelles elles désirent prendre leurs vacances. Le choix est soumis à l'approbation du centre de services, lequel tient compte des besoins du bureau, du service, de l'école ou du centre en cause.

Dans le cas d'une personne salariée travaillant dans le secteur de l'adaptation scolaire ou dans le secteur des services de garde et des milieux scolaires, les vacances peuvent être prises de façon discontinue et doivent être prises lorsque le ou les élèves ne sont pas présents.

Lorsque dans un bureau, un service, une école ou un centre le nombre de choix manifestés pour une même période est plus grand que le nombre de choix autorisés, le choix des personnes salariées les moins anciennes est refusé.

Au plus tard le 1^{er} juin, le centre de services transmet par écrit à la personne salariée sa décision d'accepter ou de refuser son choix de vacances.

Toute personne salariée dont le choix de vacances n'est pas approuvé en vertu de la présente clause procède à un nouveau choix.

- c) Lorsque la période de vacances a été approuvée par le centre de services, un changement est possible, à la demande de la personne salariée, si les exigences de l'unité administrative le permettent et si la période de vacances des autres personnes salariées n'est pas modifiée.

5-6.05

La personne salariée doit prendre ses vacances en période d'au moins 5 jours consécutifs à la fois. Malgré ce qui précède, un maximum de 7 jours peut être pris en journée complète, plus d'une journée à la fois et, exceptionnellement, en demi-journée. Le choix est soumis à l'approbation du centre de services, lequel tient compte des besoins du bureau, du service, de l'école ou du centre en cause.

5-6.06

La personne salariée en vacances continue de recevoir son traitement qui lui est versé régulièrement, conformément aux dispositions de l'article 6-9.00. Toutefois, il lui est versé avant son départ pour la durée correspondant à sa période de vacances, si elle est de 5 jours ou plus.

5-6.07

En cas de cessation définitive d'emploi, la personne salariée a droit, conformément aux dispositions du présent article, à une indemnité équivalant à la durée de vacances acquises et non utilisées.

5-6.08

- A) Sous réserve des dispositions prévues à la clause 5-6.09 concernant la réduction des vacances, la personne salariée bénéficie de :
- 1) 20 jours ouvrables de vacances si elle a moins de 17 ans d'ancienneté au 30 juin de l'année d'acquisition;
 - 2) 21 jours ouvrables de vacances si elle a 17 ans ou plus d'ancienneté au 30 juin de l'année d'acquisition;
 - 3) 22 jours ouvrables de vacances si elle a 19 ans ou plus d'ancienneté au 30 juin de l'année d'acquisition;

- 4) 23 jours ouvrables de vacances si elle a 21 ans ou plus d'ancienneté au 30 juin de l'année d'acquisition;
 - 5) 24 jours ouvrables de vacances si elle a 23 ans ou plus d'ancienneté au 30 juin de l'année d'acquisition;
 - 6) 25 jours ouvrables de vacances si elle a 25 ans ou plus d'ancienneté au 30 juin de l'année d'acquisition.
- B) À compter du 1^{er} juillet 2024 et sous réserve des dispositions prévues à la clause 5-6.09 concernant la réduction des vacances, la personne salariée bénéficie :
- 1) de 20 jours ouvrables de vacances si elle a moins de 15 ans d'ancienneté au 30 juin de l'année d'acquisition;
 - 2) de 21 jours ouvrables de vacances si elle a 15 ans d'ancienneté au 30 juin de l'année d'acquisition;
 - 3) de 22 jours ouvrables de vacances si elle a 16 ans d'ancienneté au 30 juin de l'année d'acquisition;
 - 4) de 23 jours ouvrables de vacances si elle a 17 ans d'ancienneté au 30 juin de l'année d'acquisition;
 - 5) de 24 jours ouvrables de vacances si elle a 18 ans d'ancienneté au 30 juin de l'année d'acquisition;
 - 6) de 25 jours ouvrables de vacances si elle a 19 ans et plus d'ancienneté au 30 juin de l'année d'acquisition.

5-6.09

Sous réserve de la clause 5-6.03, la personne salariée dont la durée du service actif a été inférieure à une année au cours de l'année d'acquisition des vacances subit une réduction de son nombre de jours de vacances et a droit au nombre de jours de vacances déterminé pour elle selon le tableau qui suit :

Tableau du cumul des jours de vacances

Total des jours de service actif durant l'année d'acquisition			Durée normale des vacances compte tenu de l'ancienneté de la personne salariée					
			20	21	22	23	24	25
5	à	10	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
11	à	16	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
17	à	22	1,5	1,5	1,5	2,0	2,0	2,0
23	à	28	2,0	2,0	2,5	2,5	2,5	2,5
29	à	34	2,5	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0
35	à	40	3,0	3,0	3,5	3,5	3,5	4,0
41	à	46	3,5	3,5	4,0	4,0	4,0	4,5
47	à	52	4,0	4,5	4,5	4,5	5,0	5,0
53	à	58	4,5	5,0	5,0	5,0	5,5	5,5
59	à	64	5,0	5,5	5,5	6,0	6,0	6,0
65	à	70	5,5	6,0	6,0	6,5	6,5	7,0
71	à	76	6,0	6,5	6,5	7,0	7,0	7,5
77	à	82	6,5	7,0	7,0	7,5	8,0	8,0
83	à	88	7,0	7,5	8,0	8,0	8,5	8,5
89	à	94	7,5	8,0	8,5	9,0	9,0	9,5
95	à	100	8,0	8,5	9,0	9,0	9,5	10,0
101	à	106	8,5	9,0	9,5	10,0	10,0	10,5
107	à	112	9,0	9,5	10,0	10,5	11,0	11,0
113	à	118	9,5	10,0	10,5	11,0	11,5	12,0
119	à	124	10,0	10,5	11,0	11,5	12,0	12,5
125	à	130	10,5	11,0	11,5	12,0	12,5	13,0
131	à	136	11,0	11,5	12,0	12,5	13,0	13,5
137	à	142	11,5	12,0	12,5	13,5	14,0	14,5
143	à	148	12,0	13,0	13,5	14,0	14,5	15,0
149	à	154	12,5	13,0	14,0	14,5	15,0	15,5
155	à	160	13,0	14,0	14,5	15,0	15,5	16,0
161	à	166	13,5	14,5	15,0	15,5	16,0	17,0
167	à	172	14,0	15,0	15,5	16,0	17,0	17,5
173	à	178	14,5	15,5	16,0	17,0	17,5	18,0
179	à	184	15,0	16,0	16,5	17,0	18,0	19,0
185	à	190	15,5	16,5	17,0	18,0	18,5	19,0
191	à	196	16,0	17,0	18,0	18,5	19,0	20,0
197	à	202	16,5	17,5	18,0	19,0	20,0	20,5
203	à	208	17,0	18,0	19,0	19,5	20,5	21,0
209	à	214	17,5	18,5	19,5	20,0	21,0	22,0
215	à	220	18,0	19,0	20,0	21,0	22,0	22,5
221	à	226	18,5	19,5	20,5	21,5	22,0	23,0
227	à	232	19,0	20,0	21,0	22,0	23,0	24,0
233	à	238	19,5	20,5	21,5	22,5	23,5	24,5
239	et plus		20,0	21,0	22,0	23,0	24,0	25,0

5-6.10

La personne salariée à l'emploi du centre de services à la date d'entrée en vigueur de la convention et qui, par application de la clause 5-6.11 de la convention collective 1975-1979, et ce, pour l'une des années financières de la convention, aurait bénéficié d'un nombre de jours de vacances supérieur au nombre maximum auquel elle aurait eu droit par application des sous-paragraphes 1) à 6) du paragraphe A) ou B) de la clause 5-6.08 pour l'année en cause, a droit, pour la durée de la convention, à cet excédent de jours de vacances. Cet excédent est réduit de toute journée additionnelle de vacances que peut lui accorder l'application des sous-paragraphes 2) à 6) du paragraphe A) ou B) de la clause 5-6.08.

5-6.11

Lorsqu'une personne salariée quitte le centre de services à la date de sa retraite, elle a droit aux vacances entières de l'année de sa retraite.

5-7.00 FORMATION, PERFECTIONNEMENT, ENCADREMENT DES STAGIAIRES ET INSERTION PROFESSIONNELLE**5-7.01**

Le centre de services et le syndicat reconnaissent l'importance d'assurer la formation et le perfectionnement professionnel des personnes salariées.

5-7.02

Les activités de perfectionnement s'entendent de toute activité conduisant à l'acquisition de techniques et d'habilités propres à améliorer l'accomplissement des tâches d'une personne salariée ou de celles qu'elle pourrait être appelée à accomplir au centre de services, notamment dans le cadre d'une réorientation professionnelle résultant de la disparition de sa classe d'emplois.

5-7.03

Les activités de formation s'entendent de toute activité conduisant à l'obtention d'un diplôme.

5-7.04

Lorsque le centre de services demande à une personne salariée de suivre des cours de perfectionnement ou lorsque, à la suite d'une demande de la personne salariée, le centre de services l'autorise à suivre des cours de perfectionnement, il doit rembourser les frais, selon les normes établies par le centre de services, sur présentation d'une attestation à l'effet qu'elle a suivi assidûment des cours. Dans le cas où la personne salariée reçoit, à cet effet, une allocation ou toute autre somme d'argent d'une autre source, elle doit remettre au centre de services tout montant ainsi reçu.

5-7.05

Les cours dispensés par le centre de services, à l'exception des cours d'éducation populaire, sont gratuits pour les personnes salariées qui désirent les suivre, et ce, aux conditions suivantes :

- a) que ces cours procurent à celles qui les suivent une possibilité de perfectionnement professionnel ou une augmentation de leurs qualifications académiques;
- b) que les inscriptions venant du grand public aient priorité;
- c) qu'un tel avantage n'oblige pas le centre de services à organiser des cours;
- d) que ces cours soient suivis en dehors des heures de travail de la personne salariée.

5-7.06

Après consultation du comité des relations du travail ou, à la demande du syndicat, du comité paritaire de formation, de perfectionnement, d'encadrement des stagiaires et d'insertion professionnelle, le centre de services établit une politique de formation, de perfectionnement, d'encadrement des stagiaires et d'insertion professionnelle applicable à toutes les personnes salariées.

5-7.07

Le comité paritaire de formation, de perfectionnement, d'encadrement des stagiaires et d'insertion professionnelle établit annuellement un programme de perfectionnement tenant compte des besoins exprimés par les diverses unités administratives et comportant un calendrier d'activités. Ce programme s'élabore sur la base de projets soumis par des personnes salariées, par des groupes de personnes salariées ou par le centre de services.

Le comité favorise le perfectionnement du plus grand nombre possible de personnes salariées et une distribution équitable des sommes d'argent disponibles en fonction des priorités qu'il se donne.

5-7.08

Malgré ce qui précède, le centre de services permet à une personne salariée de compléter les activités de formation et de perfectionnement déjà entreprises, et ce, aux mêmes conditions.

5-7.09

Aux fins d'application du présent article, le centre de services dispose pour chaque année financière de la convention d'un montant égal à 100 \$ par équivalent à temps complet (ETC). Ce montant est calculé au début de chaque année financière.

Le montant prévu à l'alinéa précédent est majoré de 50 % dans le cas où la personne salariée travaille dans un des centres de services des régions 01, 08 et 09 mentionnées à l'annexe 18.

Les montants non utilisés pour une année financière sont ajoutés à ceux prévus pour l'année suivante.

5-7.10

Aux fins d'application du présent article, le centre de services dispose, pour offrir de la formation à l'ensemble du personnel œuvrant auprès des élèves handicapés et en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage, pour chaque année financière de la convention d'un montant égal à 90 \$ par équivalent à temps complet (ETC)¹. Ce montant est calculé au début de chaque année financière.

Les montants non utilisés pour une année financière sont ajoutés à ceux prévus pour l'année suivante.

5-7.11

Aux fins d'application du présent article, le centre de services dispose, pour offrir de l'encadrement aux stagiaires et favoriser l'insertion professionnelle, pour chaque année financière de la convention, d'un montant égal à 90 \$ par équivalent à temps complet (ETC). Ce montant est calculé au début de chaque année financière.

Les montants non utilisés pour une année financière sont ajoutés à ceux prévus pour l'année suivante.

5-7.12

Au plus tard le 30 juin de chaque année financière, le centre de services remet au syndicat un rapport sommaire écrit des montants alloués à la formation, au perfectionnement, à l'encadrement des stagiaires et à l'insertion professionnelle pour l'année en cours, de l'utilisation des sommes et des prévisions des sommes disponibles pour l'année financière à venir.

5-7.13

À compter du 1^{er} avril 2024, une fois à tous les 3 ans, les personnes salariées travaillant dans le secteur des services de garde et des milieux scolaires sont rémunérées, à taux simple, pour participer à un cours d'appoint de secourisme d'une durée de 6 heures, tel qu'exigé en vertu du Règlement sur les services de garde en milieu scolaire (RLRQ, chapitre I-13.3, r. 11) et/ou du Plan de classification. Si un tel cours ne peut être dispensé durant les heures de travail, la rémunération des personnes salariées est assumée par le centre de services à taux simple.

¹ Les classes d'emplois considérées aux fins de la détermination du montant sont les suivantes : Éducatrice ou éducateur en milieu scolaire, éducatrice ou éducateur en milieu scolaire, classe principale, préposée ou préposé aux élèves handicapés, surveillante ou surveillant d'élèves, technicienne-interprète ou technicien-interprète, technicienne ou technicien de travail social, technicienne ou technicien en écriture braille, technicienne ou technicien en éducation spécialisée, technicienne ou technicien en service de garde et en milieu scolaire.

5-8.00 RESPONSABILITÉ CIVILE

5-8.01

Le centre de services s'engage à prendre fait et cause pour toute personne salariée dont la responsabilité pourrait être engagée à la suite d'actes posés dans l'exercice et les limites de ses fonctions, en tant que personne salariée.

5-8.02

Le centre de services convient d'indemniser la personne salariée de toute obligation que le jugement impose à cette personne salariée en raison de la perte ou dommage résultant d'actes, autres que ceux de faute lourde ou intentionnelle, posés par la personne salariée dans l'exercice et les limites de ses fonctions, en tant que personne salariée, mais jusqu'à concurrence seulement du montant pour lequel la personne salariée n'est pas déjà indemnisée d'une autre source, pourvu que :

- a) la personne salariée ait donné dès que raisonnablement possible, par écrit, au centre de services, un avis circonstancié des faits concernant toute réclamation qui lui est faite;
- b) qu'elle n'ait admis aucune responsabilité quant à une telle réclamation;
- c) qu'elle cède au centre de services, jusqu'à concurrence du montant de la perte ou du dommage assumé par elle, ses droits de recours contre les tiers et signe tous les documents requis par le centre de services à cette fin.

5-8.03

La personne salariée a droit d'adjoindre, à ses frais personnels, son propre procureur au procureur choisi par le centre de services.

5-8.04

Dès que la responsabilité civile du centre de services est admise ou établie par un tribunal, il indemnise la personne salariée pour la perte totale ou partielle, le vol ou la destruction de biens appartenant à une personne salariée, et normalement utilisés pour l'exercice de ses fonctions à la demande du centre de services en tant que personne salariée, sauf dans le cas de faute lourde ou intentionnelle de la personne salariée. Dans le cas où la personne salariée détient une police d'assurance couvrant la perte, le vol ou la destruction totale ou partielle de ces biens, le centre de services ne verse à la personne salariée que l'excédent de la perte réelle subie après la compensation versée par l'assureur.

5-8.05

Seule la personne salariée dont la classe d'emplois le prévoit peut être tenue de prodiguer les premiers soins à une ou un élève ou à toute autre personne malade ou blessée.

Malgré les dispositions prévues à l'alinéa précédent, le centre de services peut affecter à cette tâche une personne salariée qui accepte.

5-9.00 ACCIDENT DU TRAVAIL ET MALADIE PROFESSIONNELLE**5-9.01**

Les dispositions suivantes concernent la personne salariée victime d'une lésion professionnelle couverte par la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (RLRQ, chapitre A-3.001).

5-9.02

Le centre de services s'engage à mettre en application les dispositions de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (RLRQ, chapitre A-3.001) eu égard à ses droits, bénéfices et avantages supérieurs ou supplémentaires à ceux prévus au présent article.

Dispositions diverses**5-9.03**

La personne salariée doit aviser sa ou son supérieur immédiat le plus tôt possible des circonstances entourant la lésion professionnelle; elle fournit, en outre, au centre de services une attestation médicale appropriée.

5-9.04

La personne salariée a droit aux soins de la ou du professionnel de la santé de son choix ainsi qu'aux soins de l'établissement de santé de son choix.

Le centre de services doit immédiatement donner les premiers secours à la personne salariée victime d'une lésion professionnelle et, s'il y a lieu, la faire transporter dans un établissement de santé, chez une ou un professionnel de la santé ou à sa résidence, selon ce que requiert son état.

Les frais de transport sont assumés par le centre de services qui les rembourse, le cas échéant, à la personne qui les a défrayés.

Le coût de l'assistance médicale n'est pas à la charge de la personne salariée.

5-9.05

Les services de premiers soins sont à la disposition des personnes salariées, tel qu'en usage actuellement.

5-9.06

Aux fins du présent article, le terme « consolidation » signifie : la guérison ou la stabilisation d'une lésion professionnelle à la suite de laquelle aucune amélioration de l'état de santé d'une personne salariée victime de cette lésion n'est prévisible.

Traitement**5-9.07**

Tant et aussi longtemps qu'une personne salariée a droit à l'indemnité de remplacement du revenu et jusqu'à la date de la consolidation de la lésion professionnelle, elle a droit à son traitement, comme si elle était en fonction, sous réserve de ce qui suit.

La détermination de son traitement brut imposable s'effectue de la façon suivante :

- le centre de services effectue l'équivalent de toutes les déductions requises par la loi et la convention, s'il y a lieu; le traitement net ainsi obtenu est réduit de l'indemnité de remplacement du revenu et la différence est ramenée à un traitement brut imposable à partir duquel le centre de services effectue toutes les déductions, contributions et cotisations requises par la loi et la convention.

Aux fins de la présente clause, le traitement auquel la personne salariée a droit comprend, le cas échéant, les primes pour disparités régionales, conformément à l'article 6-7.00 et la prime de rétention, conformément à la clause 6-6.03.

5-9.08

Sous réserve de la clause 5-9.07, la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail rembourse au centre de services le montant correspondant à l'indemnité de remplacement du revenu qu'elle verse.

La personne salariée doit signer les formulaires requis pour permettre ce remboursement. Cette renonciation n'est valable que pour la durée où le centre de services s'est engagé à verser les prestations.

Régimes collectifs**5-9.09**

La personne salariée victime d'une lésion professionnelle donnant droit à une indemnité de remplacement du revenu demeure couverte par le régime d'assurance vie prévu à la clause 5-3.22 et par le régime d'assurance maladie prévu à la clause 5-3.24.

Elle bénéficie, jusqu'à la consolidation de la lésion professionnelle, de l'exonération de ses contributions au régime de retraite (Régime de retraite des enseignants, Régime de retraite du personnel employé du gouvernement et des organismes publics, Régime de retraite des fonctionnaires) sans perte de ses droits. Les dispositions relatives à l'exonération de ces cotisations font partie intégrante des dispositions des régimes de retraite et le coût en résultant est partagé comme celui de toute autre prestation.

5-9.10

Dans le cas où la date de consolidation est antérieure à la 104^e semaine suivant la date du début de la période d'absence continue en raison d'une lésion professionnelle, le régime d'assurance salaire prévu à la clause 5-3.31 s'applique si la personne salariée est, à la suite de la même lésion professionnelle, toujours invalide au sens de la clause 5-3.03 et, dans un tel cas (cessation de l'indemnité de remplacement du revenu), la date du début de cette absence est considérée comme la date du début de l'invalidité aux fins de l'application du régime d'assurance salaire, notamment des clauses 5-3.31 et 5-3.44.

Par contre, pour cette personne salariée qui recevrait de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail une indemnité de remplacement du revenu inférieure à la prestation qu'elle aurait reçue par application de la clause 5-3.31, le régime d'assurance salaire prévu à cette clause s'applique pour combler cette différence si la personne salariée est, à la suite de la même lésion professionnelle, toujours invalide au sens de la clause 5-3.03 et, dans un tel cas, la date de cet accident du travail est considérée comme la date du début de l'invalidité aux fins d'application du régime d'assurance salaire, notamment des clauses 5-3.31 et 5-3.44.

5-9.11

Lorsque la personne salariée est informée par sa ou son médecin de la date de consolidation de la lésion professionnelle dont elle a été victime et du fait qu'elle en garde quelque limitation fonctionnelle ou qu'elle n'en garde aucune, elle doit en informer le centre de services le plus tôt possible.

Droit de retour à un emploi convenable

5-9.12

- A) La personne salariée qui demeure incapable de réintégrer son poste en raison de sa lésion professionnelle, mais qui devient capable d'exercer un emploi convenable au sens de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (RLRQ, chapitre A-3.001) bénéficie des dispositions suivantes :
- 1) le centre de services, après consultation du syndicat et avec l'accord de la personne salariée, octroie un poste vacant, s'il en est;
 - 2) le centre de services, après consultation du syndicat et avec l'accord de la personne salariée, peut adapter le poste de cette dernière ou un autre poste vacant. La personne salariée reçoit alors le traitement prévu pour ce poste et, tant qu'elle occupe ce poste, elle ne peut être déplacée par une autre personne salariée, et ce, malgré l'article 7-3.00;
 - 3) avec l'accord du centre de services et après consultation du syndicat, cette personne salariée peut changer de poste avec une autre personne salariée si cette dernière y consent; le centre de services et le syndicat conviennent des modalités relatives à cet échange de postes. La personne salariée reçoit alors le traitement prévu pour ce poste et, tant qu'elle occupe ce poste, elle ne peut être déplacée par une autre personne salariée, et ce, malgré l'article 7-3.00;

- 4) la personne salariée doit posséder les qualifications requises et répondre aux autres exigences déterminées par le centre de services pour ce poste;
 - 5) les dispositions du présent paragraphe A) s'appliquent malgré la clause 7-1.11.
- B) La personne salariée qui n'a pu retrouver un poste convenable en vertu des dispositions qui précèdent bénéficie des dispositions suivantes :
- 1) lorsqu'un tel poste devient disponible dans le cadre de l'article 7-1.00, la personne salariée peut soumettre par écrit sa candidature lors de toute étape prévue à la clause 7-1.11;
 - 2) la personne salariée obtient le poste si elle possède le plus d'ancienneté parmi les personnes candidates;
 - 3) la personne salariée doit posséder les qualifications requises et répondre aux autres exigences déterminées par le centre de services pour ce poste;
 - 4) le droit de la personne salariée peut s'exercer au cours des 2 années suivant immédiatement le début de son absence ou au cours de l'année suivant la date de la consolidation de sa lésion professionnelle si cette échéance est la plus éloignée.
- C) La personne salariée qui n'a pu retrouver un poste convenable durant la période prévue ci-dessus se voit dès lors appliquer les dispositions de l'article 7-4.00.
- D) À compter de la date de consolidation de la lésion professionnelle, le poste préalablement détenu par cette personne salariée devient vacant et régi par l'article 7-1.00, à moins qu'il n'ait été, depuis la lésion professionnelle, aboli dans le cadre de l'article 7-3.00.

5-9.13

La personne salariée qui obtient un poste en vertu des dispositions du sous-paragraphe 1) du paragraphe A) de la clause 5-9.12 ou du paragraphe B) de la clause 5-9.12 bénéficie des dispositions de la clause 6-2.18 concernant la rétrogradation involontaire; lorsqu'une indemnité de remplacement de revenu lui est versée, celle-ci réduit d'autant les sommes à être versées selon la clause 6-2.18.

5-9.14

La personne salariée qui obtient un poste, conformément au paragraphe A) ou au paragraphe B) de la clause 5-9.12, bénéficie d'une période d'adaptation de 50 jours effectivement travaillés à la fin de laquelle elle devient titulaire du poste sous réserve de ce qui suit. Lorsque le centre de services détermine au cours de cette période qu'elle ne s'acquitte pas convenablement de ses tâches, il en avise par écrit la personne salariée qui redevient alors éligible aux dispositions de la clause 5-9.12 comme si elle n'avait jamais occupé ce poste. Une copie de l'avis est transmise en même temps au syndicat. En cas d'arbitrage, la preuve incombe au centre de services.

5-9.15

Le centre de services et le syndicat peuvent convenir de règles particulières relatives aux mouvements de personnel concernant l'application des paragraphes A) et B) de la clause 5-9.12 pour la réintégration à un emploi convenable.

Dispositions générales**5-9.16**

La personne salariée de retour au travail à la suite d'une absence en vertu du présent article et qui doit s'absenter de son travail pour recevoir des soins ou subir des examens médicaux relativement à sa lésion professionnelle ou pour accomplir une activité dans le cadre de son plan individualisé de réadaptation obtient un congé sans perte de traitement, sans perte de primes pour disparités régionales prévues à l'article 6-7.00 et de la prime de rétention prévue à la clause 6-6.03, et ce, pour toute la durée de l'absence incluant le temps de déplacement.

5-9.17

Même si la lésion professionnelle n'est pas consolidée, le centre de services peut procéder à l'assignation temporaire au travail de la personne salariée si la ou le médecin qui a charge de la personne salariée croit que :

- 1) la personne salariée est raisonnablement en mesure d'accomplir ce travail et
- 2) ce travail ne comporte pas de danger pour la santé, la sécurité et l'intégrité physique de la personne salariée compte tenu de sa lésion professionnelle et
- 3) ce travail est favorable à la réadaptation de la personne salariée.

La personne salariée qui n'est pas d'accord avec la ou le médecin peut se prévaloir de la procédure prévue par les articles 37 à 37.3 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (RLRQ, chapitre S-2.1), mais dans ce cas elle n'est pas tenue de faire le travail assigné tant que le rapport de la ou du médecin n'est pas confirmé par une décision finale.

Les dispositions de la présente clause peuvent aussi s'appliquer pour la personne salariée visée à la clause 5-9.12.

5-9.18

La personne salariée temporaire qui s'absente en raison d'une lésion professionnelle réintègre l'affectation temporaire qu'elle occupait à son départ si elle redevient capable d'exercer son emploi avant la fin de la période prévue pour son embauche.

5-9.19

Les dispositions du présent article, et en particulier les clauses 5-9.10, 5-9.12 et 5-9.18, s'appliquent à la personne salariée dont l'absence reliée à une lésion professionnelle est en cours à la date d'entrée en vigueur de la convention. Ceci ne peut avoir pour effet de prolonger toutefois un délai prévu à la convention.

5-9.20

La personne salariée peut s'absenter, sans perte de traitement, lorsque sa présence est requise auprès des instances prévues dans le cadre de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (RLRQ, chapitre A-3.001), et ce, pour le temps requis.

5-10.00 CONGÉ SANS TRAITEMENT**5-10.01**

Le centre de services accorde à une personne salariée un congé sans traitement pour un motif qu'il juge valable pour une durée n'excédant pas 12 mois consécutifs; ce congé peut être renouvelé.

5-10.02

La demande d'obtention ou de renouvellement de tout congé sans traitement doit être faite par écrit et doit en préciser les motifs.

5-10.03

Durant son absence, la personne salariée accumule son ancienneté pour une durée maximale d'un mois; après cette période, elle conserve, sans l'accumuler, son ancienneté.

Malgré les dispositions de l'alinéa précédent, la personne salariée qui bénéficie d'un congé sans traitement aux fins de perfectionnement ou de formation continue d'accumuler son ancienneté pendant toute la durée de son congé sans traitement.

La personne salariée continue de participer au régime d'assurance maladie de base et paie la totalité des primes et des contributions exigibles. Elle peut, en outre, si les règlements le permettent, participer aux autres plans d'assurance groupe et au régime supplémentaire de rentes, à la condition de payer la totalité des primes et des contributions exigibles.

5-10.04

À son retour, elle reprend son poste à moins qu'il n'ait été aboli pendant son absence ou que la personne salariée en cause n'ait été déplacée de son poste, conformément à l'article 7-3.00.

5-10.05

En cas de démission, au cours ou à la fin d'un tel congé, la personne salariée rembourse au centre de services toute somme déboursée pour et au nom de cette personne salariée.

5-10.06

La personne salariée, qui utilise son congé à d'autres fins que celles pour lesquelles elle l'a obtenu, est considérée comme ayant démissionné à compter du début de son congé.

5-10.07

Le congé sans traitement prévu à la clause 5-10.01 peut être à temps partiel, et ce, aux mêmes conditions. Dans ce cas, la personne salariée concernée conserve son statut de personne salariée régulière ou permanente, le cas échéant, mais elle est considérée quant aux autres conditions de travail comme une personne salariée dont la semaine régulière de travail comporte un nombre d'heures moindre que celui prévu à la clause 8-2.01.

5-10.08

Aux fins d'application de la clause 5-10.01, est réputée comme motif valable une demande de congé sans traitement qui a pour effet de permettre au centre de services l'utilisation d'une personne salariée en disponibilité ou, sous réserve des dispositions du deuxième alinéa de la clause 5-10.09, une demande de congé sans traitement aux fins de perfectionnement ou de formation.

Dans le cas où le perfectionnement ou la formation implique un congé à temps partiel, le centre de services et la personne salariée doivent s'entendre sur l'aménagement (nombre de jours et répartition) du congé. En cas de désaccord quant au nombre de jours par semaine, la personne salariée a droit à un maximum de 2 ½ jours par semaine ou l'équivalent. En cas de désaccord quant à la répartition de ces jours de congé, le centre de services effectue cette répartition.

5-10.09

À sa demande écrite présentée au moins un mois à l'avance, une personne salariée régulière obtient un congé sans traitement d'une durée minimale de 3 mois sans excéder 12 mois consécutifs. Pour la personne salariée travaillant auprès d'élèves en adaptation scolaire ou dans le secteur des services de garde et des milieux scolaires, le congé doit couvrir toute l'année scolaire. Ce congé est accessible à cette personne salariée ayant 7 ans de service et elle peut en bénéficier une fois par période de 7 ans de service. Ce congé ne peut être à temps partiel.

Le centre de services peut refuser une demande à cet effet s'il ne trouve pas une personne remplaçante, s'il y a lieu. De même, le centre de services n'est pas tenu d'accorder à plus d'une personne salariée à la fois par bureau, service, école ou centre, un tel congé pour la même période. La personne salariée la plus ancienne a alors priorité.

Durant ce congé, la personne salariée continue de participer au régime d'assurance maladie de base en payant la totalité des primes et des contributions exigibles. Elle peut en outre, si les règlements le permettent, participer aux autres plans d'assurance groupe et au régime supplémentaire de rentes à la condition de payer la totalité des primes et des contributions exigibles.

De plus, les clauses 5-10.04 et 5-10.05 s'appliquent lors de ce congé.

5-10.10

La personne salariée peut, pour un motif valable, mettre fin à son congé sans traitement avant la date prévue à la suite d'un avis écrit transmis au moins un mois avant son retour.

Congé pour aide internationale

5-10.11

À sa demande écrite présentée au moins un mois à l'avance, une personne salariée régulière obtient, sous réserve des dispositions du deuxième alinéa de la clause 5-10.09, un congé sans traitement pour participer à tout programme de coopération avec les provinces canadiennes ou les pays étrangers, programme officiellement reconnu par le gouvernement du Québec ou du Canada. À cette fin, la personne salariée fournit les preuves pertinentes au centre de services. Ce congé est d'une durée maximale de 2 ans.

La personne salariée peut participer au régime d'assurance maladie de base et aux régimes complémentaires ainsi qu'au régime supplémentaire de rentes, à la condition de payer en totalité les primes et contributions exigibles si les règlements de ces régimes le permettent.

À son retour au travail, la personne salariée se voit reconnaître, aux fins de détermination d'échelon, toute expérience pertinente acquise durant son congé pour aide internationale, conformément aux dispositions de l'article 6-2.00.

De plus, les clauses 5-10.04 et 5-10.05 s'appliquent lors de ce congé.

Le centre de services peut aussi accorder aux mêmes conditions, à une personne salariée régulière, un congé sans traitement pour exercer un travail hors du Québec en vertu d'un programme d'échange ou d'aide aux étrangers qu'elle juge valable.

5-11.00 CONGÉ AUTOFINANCÉ

5-11.01

Le régime de congé autofinancé vise à permettre à une personne salariée de voir son traitement étalé sur une période déterminée, afin de pouvoir bénéficier d'un congé autofinancé.

Ce congé n'a pas pour but de fournir à la personne salariée des prestations au moment de la retraite, ni de différer de l'impôt.

5-11.02

Toute personne salariée régulière, ainsi que la personne salariée en disponibilité sont admissibles au régime de congé autofinancé.

La personne salariée en assurance salaire ou en congé sans traitement au moment de l'entrée en vigueur du contrat n'est pas admissible au régime. Par la suite, les dispositions prévues au contrat pour ces situations s'appliquent.

5-11.03

À la suite d'une demande écrite d'une personne salariée, le centre de services peut accorder un congé autofinancé. En cas de refus, le motif en est transmis par écrit à la personne salariée avec une copie au syndicat.

La personne salariée peut soumettre un grief si elle estime abusif le motif de refus.

5-11.04

À moins d'une prolongation prévue au contrat, le régime de congé autofinancé peut s'appliquer uniquement selon la période de ce contrat et la durée du congé déterminées au tableau ci-après ainsi que selon les pourcentages suivants du traitement versé au cours du contrat :

Durée du congé	Durée de participation au régime (contrat)			
	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans
6 mois	75,00 %	83,33 %	87,50 %	90,00 %
7 mois	70,83 %	80,56 %	85,42 %	88,33 %
8 mois	66,67 %	77,78 %	83,33 %	86,67 %
9 mois		75,00 %	81,25 %	85,00 %
10 mois		72,22 %	79,17 %	83,33 %
11 mois		69,44 %	77,08 %	81,67 %
12 mois		66,67 %	75,00 %	80,00 %

5-11.05

La personne salariée doit revenir au travail, après son congé, pour une période au moins égale à celle de son congé.

5-11.06

Les montants de traitement différé ne peuvent être versés à la personne salariée à compter de la date de sa retraite.

5-11.07

Le centre de services et la personne salariée signent, le cas échéant, le contrat prévu à l'annexe 7.

5-11.08

Malgré ce qui précède, la personne salariée qui a obtenu un congé, conformément à l'article 5-11.00 des conventions collectives 2015-2020 et 2020-2023, continue d'être régie par les dispositions qui lui étaient applicables.

CHAPITRE 6-0.00 RÉMUNÉRATION

6-1.00 RÈGLES DE CLASSEMENT

Détermination de la classe d'emplois lors de la date d'entrée en vigueur de la convention

6-1.01

Dans les 60 jours de la date d'entrée en vigueur de la convention, le centre de services confirme à toute personne salariée à l'emploi à cette date, le classement qu'elle détenait au 31 mars 2023 ou à la date de son embauche, si elle est postérieure au 31 mars 2023, et le cas échéant, elle se voit confirmer les divers classements qu'elle a détenus entre le 31 mars 2023 et la date d'entrée en vigueur de la convention. Cette confirmation est conforme aux titres de classes d'emplois apparaissant à l'annexe 1 ou, selon le cas, à l'annexe 2 de la convention.

6-1.02

Sauf dans le cas où il y a mouvement de personnel impliquant une personne salariée à cette date, le classement d'une personne salariée à la date d'entrée en vigueur de la convention est celui qu'elle détenait au 31 mars 2023.

Détermination de la classe d'emplois en cours de convention

6-1.03

Dès son embauche, la personne salariée est classée dans l'une des classes d'emplois du Plan de classification.

6-1.04

Dans tous les cas, l'attribution par le centre de services d'une classe d'emplois est basée sur la nature du travail et sur les attributions caractéristiques dont l'exercice est exigé de la personne salariée de façon principale et habituelle.

6-1.05

Lors de son embauche, la personne salariée est informée par écrit de son statut, de son classement, de son traitement, de son échelon et de la description de ses fonctions.

6-1.06

Par la suite, elle est informée de toute modification de ses fonctions.

6-1.07

La personne salariée qui obtient un nouveau poste par application de l'article 7-1.00 ou 7-3.00 et qui prétend que ses nouvelles fonctions exigées de façon principale et habituelle correspondent à une classe d'emplois différente de celle obtenue a droit de grief selon la procédure habituelle dans les 90 jours effectivement travaillés dans ce nouveau poste. En cas d'arbitrage, la clause 6-1.16 s'applique.

Modification dans les fonctions

6-1.08

La personne salariée qui prétend que les fonctions dont l'exercice est exigé par le centre de services de façon principale et habituelle sont modifiées et, de ce fait, correspondent à une classe d'emplois différente de la sienne, a droit de grief selon la procédure habituelle. Cependant, en cas d'arbitrage, la clause 6-1.16 s'applique. Ce grief est assimilable à un grief de nature continue, mais ne peut avoir d'effet rétroactif à plus de 30 jours ouvrables de la date de son dépôt.

Le fait que ces modifications soient intervenues pendant la durée de la convention collective 2020-2023 ne peut invalider ce grief en autant que celui-ci soit déposé dans les 30 jours ouvrables de l'entrée en vigueur de la convention.

6-1.09

L'arbitre, qui fait droit à un grief déposé en vertu des clauses 6-1.07 et 6-1.08, n'a le pouvoir que d'accorder une compensation monétaire équivalente à la différence entre le traitement de la personne salariée et le traitement supérieur correspondant à la classe d'emplois dont la personne salariée a démontré l'exercice des fonctions de façon principale et habituelle, tel que le centre de services l'exigeait.

Aux fins de déterminer cette compensation monétaire, l'arbitre doit rendre une sentence conforme au Plan de classification et établir la concordance entre les attributions caractéristiques de la personne salariée et celles prévues au plan.

6-1.10

Si l'arbitre ne peut établir la concordance prévue à la clause 6-1.09, les dispositions qui suivent s'appliquent :

- a) dans les 20 jours ouvrables de la décision de l'arbitre, les parties négociantes à l'échelle nationale se rencontrent pour déterminer une compensation monétaire à l'intérieur des échelles de traitement prévues à la convention et convenir, s'il y a lieu, de la classe d'emplois de cette compensation aux fins d'application de la clause 6-1.07 ou 6-1.08;
- b) à défaut d'entente, le syndicat concerné par la décision arbitrale peut demander à l'arbitre de déterminer la compensation monétaire en trouvant dans la convention un traitement se rapprochant d'un traitement rattaché à des fonctions analogues à celles de la personne salariée concernée, et ce, dans les secteurs public et parapublic.

6-1.11

Malgré ce qui est ci-dessus prévu, si le centre de services décide de maintenir un poste pour lequel l'arbitre n'a pu établir de concordance, il s'adresse à la partie patronale négociante à l'échelle nationale pour obtenir la création d'une nouvelle classe d'emplois comportant au moins les attributions caractéristiques du poste. Les mécanismes prévus aux clauses 6-1.14 et 6-1.15 s'appliquent alors.

6-1.12

Si, dans les 30 jours qui suivent la décision de l'arbitre, le centre de services n'a pas rétabli, en cas d'application de la clause 6-1.08, les fonctions de la personne salariée à ce qu'elles étaient avant l'origine du grief, ou n'a pas modifié en conséquence les fonctions de la personne salariée, en cas d'application de la clause 6-1.07, le poste devient alors un nouveau poste à être comblé selon l'article 7-1.00.

La personne salariée ainsi déplacée de son poste bénéficie des dispositions de l'article 7-3.00, sous réserve qu'elle ne peut être mise à pied.

Dans un tel cas, le nom de la personne salariée, en faveur de qui la décision arbitrale a été rendue, est inscrit automatiquement sur la liste des personnes candidates prévue à l'article 7-1.00 et celle-ci est réputée posséder l'équivalent des qualifications requises pour ce poste.

Tant et aussi longtemps que cette classe n'a pas été créée et que le traitement n'a pas été déterminé, la personne salariée concernée continue de recevoir la compensation monétaire prévue à la clause 6-1.09 ou à la clause 6-1.10 tant qu'elle occupe ou détient ce poste.

6-1.13

Dans les 120 jours de la date d'entrée en vigueur de la convention, le syndicat peut renoncer au système prévu à la clause 6-1.12 et choisir l'option suivant laquelle la personne salariée détenant le poste reclassé en la manière ci-dessus prévue est confirmée dans ce poste.

Création de nouvelles classes d'emplois ou modification d'attributions ou de qualifications**6-1.14**

Si, pendant la durée de la convention, et ce, après consultation de la partie syndicale négociante à l'échelle nationale, de nouvelles classes d'emplois sont créées par la partie patronale négociante à l'échelle nationale, ou les attributions ou qualifications d'une classe d'emplois sont modifiées, le taux de traitement de ces classes d'emplois est déterminé par une entente entre les parties sur la base des taux prévus pour des emplois comparables dans les secteurs public et parapublic.

6-1.15

Si, pendant les 40 jours ouvrables de l'avis de création de la nouvelle classe d'emplois ou de la notification d'une modification par la partie patronale négociante à l'échelle nationale, il n'y a pas accord avec la partie syndicale négociante à l'échelle nationale sur le taux de traitement proposé par la partie patronale négociante à l'échelle nationale, la partie syndicale négociante à l'échelle nationale peut alors, dans les 20 jours ouvrables qui suivent, soumettre un grief directement à l'arbitrage, selon la procédure prévue à la clause 6-1.16. L'arbitre doit se prononcer sur le nouveau taux en tenant compte des taux en vigueur dans les secteurs public et parapublic pour des emplois comparables.

Arbitrage

6-1.16

Pour les fins des clauses 6-1.09, 6-1.10 et 6-1.15, les griefs soumis à l'arbitrage sont décidés, pour la durée de la convention, par l'un des arbitres uniques suivants :

Beaupré, René;
Crevier, Marie-Ève;
Ferland, Gilles;
Guimond, Louise-Hélène;
Hardy, Robert.

Les parties négociantes à l'échelle nationale peuvent nommer une personne pour agir comme arbitre, conformément à la présente clause.

L'arbitre en chef, dont le nom apparaît à l'article 9-2.00, voit à la répartition des griefs entre les arbitres nommés en vertu de la présente clause. La procédure prévue à l'article 9-2.00 s'applique en faisant les adaptations nécessaires.

6-1.17

Les délais mentionnés au présent article sont de rigueur. Le centre de services et le syndicat peuvent toutefois convenir par écrit de prolonger ces délais. Le défaut de s'y conformer rend le grief nul et non valide.

6-2.00 DÉTERMINATION DE L'ÉCHELON

À l'entrée en vigueur de la convention

6-2.01

Aux fins de détermination de l'échelon de traitement applicable au 1^{er} avril 2023 à toute personne salariée à son emploi, le centre de services l'intègre au 1^{er} avril 2023 à l'échelon de son échelle de traitement apparaissant à l'annexe 1 ou, selon le cas, à l'annexe 2 de la convention, cet échelon étant le même que celui que le centre de services lui reconnaissait au 31 mars 2023 par application de son échelle de traitement correspondante applicable à cette date.

6-2.02

Dans le cas où l'intégration d'une personne salariée se fait d'une échelle de traitement correspondante à une classe d'emplois qui lui est applicable, différente de celle à laquelle elle est intégrée, cette personne salariée est intégrée à l'échelon obtenu par application des dispositions prévues aux clauses 6-2.16, 6-2.17 ou 6-2.18, selon le cas.

6-2.03

À la suite de la détermination de l'échelon d'intégration dans les nouvelles échelles de traitement, et ce, à la suite de l'application des dispositions prévues à la clause 6-2.01, le centre de services accorde à la personne salariée qui y a droit, par application des clauses 6-2.09 à 6-2.15, son avancement d'échelon.

À l'embauche**6-2.04**

L'échelon de traitement de toute nouvelle personne salariée est déterminé selon la classe d'emplois qui lui a été attribuée, en tenant compte de sa scolarité et de son expérience, conformément aux modalités prévues ci-après.

6-2.05

Sous réserve de la clause 6-2.09, l'échelon correspond normalement à une année complète d'expérience reconnue, soit 1 820 heures pour les catégories des emplois de soutien technique et paratechnique et de soutien administratif et 2 015 heures pour les catégories des emplois de soutien manuel. Il indique le niveau des traitements à l'intérieur de l'échelle prévue pour chacune des classes d'emplois à l'annexe 1 ou, selon le cas, à l'annexe 2.

6-2.06

Une personne ne possédant que le minimum des qualifications requises pour accéder à une classe d'emplois est embauchée au premier échelon de la classe d'emplois.

6-2.07

Sous réserve de la clause 6-2.09, une personne salariée possédant plus d'années d'expérience que le minimum requis pour sa classe d'emplois se voit accorder un échelon par année d'expérience additionnelle, pourvu que cette expérience soit jugée valable et directement pertinente aux attributions décrites à sa classe d'emplois.

- a) Pour être reconnue aux fins de déterminer l'échelon dans une classe d'emplois, l'expérience doit être pertinente et avoir été acquise au centre de services ou chez un autre employeur, dans une classe d'emplois de niveau équivalent ou supérieur à cette classe d'emplois, compte tenu des qualifications requises par la classe d'emplois.
- b) L'expérience pertinente acquise dans une classe d'emplois de niveau inférieur à la classe d'emplois de la personne salariée peut être utilisée uniquement pour répondre aux qualifications requises par la classe d'emplois.

6-2.08

De même, une personne salariée ayant achevé avec succès plus d'années d'études que le minimum requis dans une institution officiellement reconnue se voit accorder 2 échelons pour chaque année de scolarité additionnelle au minimum requis, pourvu que ces études soient jugées directement pertinentes par le centre de services et qu'elles soient supérieures aux qualifications requises quant à la scolarité pour la classe d'emplois à laquelle la personne salariée appartient.

Avancement d'échelon**6-2.09**

Lorsque la durée de séjour dans un échelon est normalement d'une année, chaque échelon correspond à une année d'expérience. Lorsque la durée de séjour dans un échelon est normalement de 6 mois, 2 échelons correspondent à une année d'expérience.

Malgré les dispositions du présent article, aucun avancement d'échelon n'est consenti pour la période du 1^{er} janvier 1983 au 31 décembre 1983 et l'échelon ainsi perdu ne peut être récupéré par la personne salariée tant qu'elle demeure à l'emploi du centre de services.

De plus, les mois compris entre le 1^{er} janvier 1983 et le 31 décembre 1983 ne peuvent être considérés dans toute détermination ultérieure d'échelon.

Les dispositions précédentes n'ont pas pour effet de modifier la date d'avancement d'échelon d'une personne salariée pour toute période postérieure au 31 décembre 1983.

6-2.10

La personne salariée mise à pied temporairement, à cause du ralentissement cyclique des activités dans son secteur pour une période n'excédant pas 3 mois est, aux fins de détermination de la date de son avancement d'échelon ainsi qu'aux fins d'avancement d'échelon, considérée au service du centre de services pendant cette période.

6-2.11

Pour les classes d'emplois détenant un rangement de 1 à 18¹, le 1^{er} avancement d'échelon est consenti le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juillet qui suit d'au moins 9 mois la date effective d'entrée en service.

Pour les classes d'emplois détenant un rangement de 19 à 28¹, jusqu'à l'échelon 8, le 1^{er} avancement d'échelon est consenti le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juillet qui suit d'au moins 4 mois la date effective d'entrée en service. À compter de l'échelon 9, le 1^{er} avancement d'échelon est consenti le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juillet qui suit d'au moins 9 mois la date effective d'entrée en service.

¹ Voir annexe 4.

6-2.12

Pour les classes d'emplois détenant un rangement de 1 à 18¹, et à compter de l'échelon 9 pour les classes d'emplois détenant un rangement de 19 à 28¹, l'avancement d'échelon n'est pas accordé lorsque, au cours des 12 mois qui précèdent la date où cet avancement d'échelon aurait été consenti, la personne salariée a bénéficié d'un congé sans traitement en vertu des articles 5-5.00, 5-10.00 ou de la clause 5-4.55, pour une durée excédant 6 mois.

Pour les classes d'emplois détenant un rangement de 19 à 28¹, jusqu'à l'échelon 8, l'avancement d'échelon n'est pas accordé lorsque, au cours des 6 mois qui précèdent la date où cet avancement d'échelon aurait été consenti, la personne salariée a bénéficié d'un congé sans traitement en vertu des articles 5-5.00, 5-10.00 ou de la clause 5-4.55, pour une durée excédant 3 mois.

6-2.13

Dans le cas où un avancement d'échelon n'est pas accordé, la personne salariée en cause peut demander au centre de services les motifs parmi ceux énumérés à la clause 6-2.12 qui justifient le fait que son échelon ne lui a pas été accordé.

6-2.14

L'avancement de 2 échelons additionnels est accordé à la date d'avancement prévue, lorsque la personne salariée a réussi des études de perfectionnement d'une durée équivalente à une année d'études à temps complet, pourvu que ces études soient jugées directement pertinentes par le centre de services et qu'elles soient supérieures aux qualifications requises quant à la scolarité pour la classe d'emplois à laquelle la personne salariée appartient.

6-2.15

Un changement de classe d'emplois, une promotion, une mutation ou une rétrogradation n'influent pas sur la date d'avancement d'échelon.

¹ Voir annexe 4.

Détermination de l'échelon lors d'une promotion, d'une mutation ou d'une rétrogradation**Lors d'une promotion (y compris une promotion temporaire)****6-2.16**

Lorsqu'une personne salariée obtient une promotion, son échelon dans la nouvelle classe d'emplois est déterminé selon la plus avantageuse des formules suivantes :

- a) i) Personnel de soutien technique et paratechnique et personnel de soutien administratif

Elle reçoit l'échelon dont le traitement est immédiatement supérieur à celui qu'elle recevait; l'augmentation en résultant doit être au moins égale à l'écart entre les 2 premiers échelons de la nouvelle classe d'emplois, à défaut de quoi elle se voit attribuer l'échelon immédiatement supérieur. Si cette augmentation a pour effet de porter la personne salariée promue à un taux supérieur à celui du dernier échelon de l'échelle, le taux de traitement de la personne salariée est celui du dernier échelon de l'échelle et la différence entre le taux du dernier échelon et ce taux supérieur lui est versé sous forme d'un montant forfaitaire.

- ii) Personnel de soutien manuel

Le passage du taux de traitement de la personne salariée au taux de la nouvelle classe d'emplois doit assurer une augmentation minimum de 0,10 \$ l'heure; à défaut, la personne salariée reçoit le taux de la nouvelle classe d'emplois et un montant forfaitaire pour combler la différence jusqu'au minimum de 0,10 \$ l'heure.

- b) Elle se voit attribuer l'échelon de sa nouvelle classe d'emplois qui correspond à ses années d'expérience reconnues valables et directement pertinentes pour l'exercice des fonctions de cette nouvelle classe d'emplois.

- c) Dans le cas d'une personne salariée hors échelle et qui demeure hors échelle :

- i) pour une personne salariée du personnel de soutien administratif et du personnel de soutien technique et paratechnique, l'augmentation versée à la personne salariée promue est payée sous forme d'un montant forfaitaire, selon la formule suivante :

- son traitement hors échelle majoré du $\frac{1}{3}$ de la différence entre le traitement maximum prévu à l'échelle de la classe d'emplois qu'elle quitte et le traitement maximum prévu à l'échelle de la classe d'emplois à laquelle elle est promue. Cette augmentation doit assurer au moins une augmentation égale à l'écart entre l'échelon un et l'échelon 2 de la nouvelle classe d'emplois où elle est promue;

- ii) pour une personne salariée du personnel de soutien manuel, l'augmentation versée à la personne salariée promue est payée sous forme d'un montant forfaitaire, selon la formule suivante :
 - son taux de traitement hors échelle majoré du $\frac{1}{3}$ de la différence entre le taux prévu pour la classe d'emplois qu'elle quitte et le taux prévu pour la classe d'emplois à laquelle elle est promue. Ce taux de traitement assure au moins une augmentation de 0,10 \$ l'heure.

Lors d'une mutation

6-2.17

Lorsqu'une personne salariée est mutée, elle se voit attribuer l'échelon de la nouvelle classe d'emplois correspondant à ses années d'expérience reconnues valables et directement pertinentes pour l'exercice des fonctions de cette nouvelle classe d'emplois ou elle conserve le taux de traitement qu'elle détient, si cette dernière formule est plus avantageuse.

Lors d'une rétrogradation

6-2.18

- a) Lorsqu'une personne salariée est rétrogradée volontairement, elle obtient le traitement correspondant à la plus avantageuse des formules suivantes :
 - i) elle est placée à l'échelon de la nouvelle classe d'emplois dont le taux de traitement est immédiatement inférieur à celui qu'elle détient;
 - ii) elle est placée à l'échelon de la nouvelle classe d'emplois correspondant à ses années d'expérience reconnues valables et directement pertinentes pour l'exercice des fonctions de cette nouvelle classe d'emplois.
- b) Lorsqu'une personne salariée est rétrogradée involontairement, elle obtient le traitement correspondant à la plus avantageuse des formules prévues au paragraphe a) qui précède, sous réserve que la différence entre le traitement de sa nouvelle classe d'emplois et le traitement qu'elle avait avant la rétrogradation est comblée par un montant forfaitaire qui est réparti et versé pour une période maximum de 2 ans après la rétrogradation.

Ce montant forfaitaire est réduit au fur et à mesure que le taux de traitement de la personne salariée progresse.

Si la personne salariée revient, dans une période de 2 ans après sa rétrogradation, à un poste de la même classe d'emplois ou à un poste d'une classe d'emplois équivalente, elle reçoit alors le même traitement qu'elle aurait reçu si elle n'avait pas été rétrogradée.

6-2.19

Malgré les dispositions prévues aux clauses 6-2.16, 6-2.17 et 6-2.18, l'expérience d'une personne salariée acquise entre le 1^{er} janvier 1983 et le 31 décembre 1983 n'est pas considérée dans l'attribution de l'échelon.

6-3.00 TRAITEMENTS ET ÉCHELLES DE TRAITEMENT

Paramètres généraux d'augmentation salariale

6-3.01

A) Période du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2024

Chaque taux et chaque échelle¹ de traitement en vigueur au 31 mars 2023 est majoré de 6,00%² avec effet le 1^{er} avril 2023.

B) Période du 1^{er} avril 2024 au 31 mars 2025

Chaque taux et chaque échelle¹ de traitement en vigueur au 31 mars 2024 est majoré de 2,80%² avec effet le 1^{er} avril 2024.

C) Période du 1^{er} avril 2025 au 31 mars 2026

Chaque taux et chaque échelle¹ de traitement en vigueur le 31 mars 2025 est majoré de 2,60 %² avec effet le 1^{er} avril 2025.

D) Période du 1^{er} avril 2026 au 31 mars 2027

Chaque taux et chaque échelle¹ de traitement en vigueur le 31 mars 2026 est majoré de 2,50 %² avec effet le 1^{er} avril 2026.

E) Période du 1^{er} avril 2027 au 31 mars 2028

Chaque taux et chaque échelle¹ de traitement en vigueur le 31 mars 2027 est majoré de 3,50 %² avec effet le 1^{er} avril 2027.

6-3.02

Les taux et échelles de traitement horaires applicables sont ceux apparaissant à l'annexe 1 ou, selon le cas à l'annexe 2 de la convention.

¹ La majoration des taux et échelles de traitement est calculée sur la base du taux horaire. Les taux uniques des rangements sont calculés sur la base d'un gain de carrière de 33 ans. Les rangements des titres des corps ou des classes d'emplois sont ceux indiqués à l'annexe 4, sous réserve des modalités prévues à d'autres ententes. Les structures salariales sont celles prévues à l'annexe 3.

² Toutefois, les clauses des conventions collectives relatives aux personnes salariées hors taux ou hors échelle s'appliquent.

6-3.03 Ajustement salarial

- A) Un ajustement salarial pourrait s'appliquer selon les modalités suivantes :
- a) Au 31 mars 2026, chaque taux et chaque échelle¹ de traitement en vigueur le 30 mars 2026 est majoré de la variation en pourcentage entre la moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation au Québec en 2025-2026 et la moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation au Québec en 2024-2025, laquelle variation est diminuée de 2,60 points de pourcentage. La majoration² ne peut être supérieure à 1,00 %;
 - b) Au 31 mars 2027, chaque taux et chaque échelle¹ de traitement en vigueur le 30 mars 2027 est majoré de la variation en pourcentage entre la moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation au Québec en 2026-2027 et la moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation au Québec en 2025-2026, laquelle variation est diminuée de 2,50 points de pourcentage. La majoration² ne peut être supérieure à 1,00 %;
 - c) Au 31 mars 2028, chaque taux et chaque échelle¹ de traitement en vigueur le 30 mars 2028 est majoré de la variation en pourcentage entre la moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation au Québec en 2027-2028 et la moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation au Québec en 2026-2027, laquelle variation est diminuée de 3,50 points de pourcentage. La majoration² ne peut être supérieure à 1,00 %.
- B) Pour chaque majoration calculée précédemment, si le résultat est inférieur à 0,05 % les taux des échelles de traitement ne sont pas modifiés.
- C) Les ajustements salariaux prévus aux paragraphes précédents sont appliqués sur la paie des personnes salariées et payés rétroactivement dans les 180 jours suivant la publication des données par Statistique Canada.
- D) Aux fins du calcul de cette clause :
- a) L'indice des prix à la consommation au Québec correspond à la moyenne par année financière (d'avril à mars) pour l'ensemble des produits, dont la source est Statistique Canada, Tableau 18-10-0004-01 Indice des prix à la consommation, mensuelle, non désaisonnalisé;

¹ La majoration des taux et des échelles de traitement est calculée sur la base du taux horaire. Les taux uniques des rangements sont calculés sur la base d'un gain de carrière de 33 ans. Les rangements des titres des corps ou des classes d'emplois sont ceux indiqués à l'annexe 4, sous réserve des modalités prévues à d'autres ententes.

² Exceptionnellement, les clauses des conventions collectives relatives aux personnes salariées hors taux ou hors échelle s'appliquent. Advenant l'ajustement salarial en fonction de la clause d'ajustement, l'application des clauses hors taux ou hors échelle se fait plutôt au 31 mars de la période en cause par rapport au 30 mars précédent pour tenir compte de tel ajustement.

- b) La variation de l'indice des prix à la consommation est exprimée en pourcentage et ce pourcentage est arrondi à deux décimales.

E) En aucun cas l'ajustement salarial ne peut être négatif.

Technique d'indexation

6-3.04

Les taux des échelles de traitement sont exprimés sur une base horaire.

Lorsque doivent s'appliquer des paramètres généraux d'indexation ou d'autres formes de bonifications des taux ou échelles de traitement, ceux-ci s'appliquent sur le taux horaire et sont arrondis au cent.

Aux fins de publication des conventions collectives, le nombre de semaines à considérer pour le calcul du taux annuel est de 52,18. Le taux annuel est arrondi au dollar.

Les titres d'emploi visés à la clause 6-3.06 de cette section sont majorés de la façon décrite à ces points.

Lorsque l'arrondi se fait au cent, il faut prévoir ce qui suit :

- Quand la virgule décimale est suivie de trois chiffres et plus, le troisième chiffre et les suivants sont retranchés si le troisième chiffre est inférieur à cinq. Si le troisième chiffre est égal ou supérieur à cinq, le deuxième est porté à l'unité supérieure et le troisième et les suivants sont retranchés.

Lorsque l'arrondi se fait au dollar, il faut prévoir ce qui suit :

- Quand la virgule décimale est suivie d'un chiffre et plus, le premier chiffre et les suivants sont retranchés si le premier chiffre est inférieur à cinq. Si le premier chiffre est égal ou supérieur à cinq, le dollar est porté à l'unité supérieure et la première décimale et les suivantes sont retranchées.

Établissement des taux et échelles de traitement applicables aux cas particuliers

6-3.05

La méthode décrite à la clause 6-3.06 est utilisée lorsqu'un paramètre d'indexation est octroyé ou une autre forme de bonification, de manière à préserver le lien avec la structure de rémunération de l'ensemble des personnes salariées des secteurs de la santé et des services sociaux, des centres de services scolaires et des commissions scolaires et des collèges.

Emplois-remorques

6-3.06

Le taux ou l'échelle de traitement applicable à chacun des titres d'emploi identifiés à l'annexe 5 est modifié de manière à assurer un écart avec chaque échelon du titre d'emploi de référence.

Le taux ou l'échelle de traitement de l'emploi-remorque est établi de la manière suivante :

Taux de l'échelon_n, Emploi-remorque = Taux de l'échelon_n, Emploi référence X % d'ajustement

où n = numéro de l'échelon

Le tout arrondi au cent.

Le pourcentage d'ajustement est présenté à l'annexe 5.

Lorsque le titre d'un emploi-remorque ne contient qu'un échelon, l'ajustement se calcule à partir de l'échelon 1 du titre d'emploi de référence.

Dans le cas des apprentis de métier, le taux de l'emploi de référence correspond à la moyenne des taux uniques des titres d'emploi de référence.

Les dispositions du présent paragraphe n'ont pas pour objet de modifier le nombre d'échelons de l'emploi-remorque.

6-4.00 PERSONNE SALARIÉE HORS TAUX OU HORS ÉCHELLE

6-4.01

La personne salariée dont le taux de traitement, le jour précédant la date de la majoration des traitements et échelles de traitement, est plus élevé que le taux unique ou que le maximum de l'échelle de traitement en vigueur pour sa classe d'emplois, bénéficie, à la date de la majoration des traitements et échelles de traitement, d'un taux minimum d'augmentation qui est égal à la moitié du pourcentage d'augmentation applicable, au 1^{er} avril de la période en cause par rapport au 31 mars précédent, au taux unique de traitement ou à l'échelon situé au maximum de l'échelle du 31 mars précédent correspondant à sa classe d'emplois.

6-4.02

Si l'application du taux minimum d'augmentation déterminé à la clause 6-4.01 a pour effet de situer au 1^{er} avril une personne salariée qui était hors taux ou hors échelle au 31 mars précédent à un traitement inférieur à l'échelon maximum de l'échelle ou au taux unique de traitement correspondant à sa classe d'emplois, ce taux minimum d'augmentation est porté au pourcentage nécessaire pour permettre à cette personne salariée l'atteinte du niveau de cet échelon ou de ce taux unique de traitement.

6-4.03

La différence entre, d'une part, le pourcentage d'augmentation de l'échelon maximum de l'échelle ou du taux unique de traitement correspondant à la classe d'emplois de la personne salariée et, d'autre part, le taux minimum d'augmentation établi, conformément aux dispositions des clauses 6-4.01 et 6-4.02, lui est versée sous forme d'un montant forfaitaire calculé sur la base de son taux de traitement au 31 mars.

6-4.04

Le montant forfaitaire est réparti et versé à chaque période de paie, au prorata des heures régulières rémunérées pour la période de paie.

6-5.00 FRAIS DE VOYAGE ET DE DÉPLACEMENT**6-5.01**

La personne salariée qui est tenue de se déplacer à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire du centre de services pour l'accomplissement de sa tâche doit être remboursée des dépenses réellement encourues à cette fin, sur présentation de pièces justificatives, et ce, conformément aux normes du centre de services. Ces normes incluant les taux doivent être au moins équivalentes aux normes les plus avantageuses accordées à un groupe syndiqué du centre de services.

Une personne salariée est réputée au travail durant le temps d'un déplacement exigé par l'employeur, conformément à l'article 57 3^o de la Loi sur les normes du travail (RLRQ, chapitre N-1.1).

6-5.02

Pour justifier un remboursement, tout déplacement doit être autorisé par l'autorité compétente.

6-5.03

La personne salariée qui utilise son automobile a droit à un remboursement au taux fixé par le centre de services et qui tient compte de la surprime exigée à la clause 6-5.06.

6-5.04

Les autres frais (transport en commun, taxi, stationnement, logement, repas) sont remboursés sur présentation de pièces justificatives, conformément aux normes du centre de services.

6-5.05

La possession d'un véhicule peut être une exigence requise pour obtenir et conserver par la suite un poste dont la personne salariée titulaire est appelée à se déplacer régulièrement pour l'exercice de ses fonctions.

6-5.06 Assurances

La personne salariée qui utilise son automobile doit fournir la preuve que sa police d'assurance est de catégorie « plaisir et affaires occasionnelles » ou « plaisir et affaires » et que la couverture de responsabilité civile est d'au moins 100 000 \$ pour dommages aux biens d'autrui.

6-6.00 PRIMES¹**6-6.01 Prime de soir**

La personne salariée, dont la moitié et plus des heures régulières de travail se situent entre 16 heures et 24 heures, bénéficie d'une prime horaire pour chaque heure de travail de sa journée régulière, selon le taux en vigueur :

Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31	Taux à compter du 2027-04-01
0,80 \$/heure	0,82 \$/heure	0,84 \$/heure	0,86 \$/heure	0,89 \$/heure

Prime de nuit

La personne salariée, dont la moitié et plus des heures régulières de travail se situent entre 24 heures et 8 heures, bénéficie d'une prime horaire pour chaque heure de travail de sa journée régulière, selon le taux en vigueur :

	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31	Taux à compter du 2027-04-01
Prime de nuit					
- 0 à 5 ans d'ancienneté	11 %	11 %	11 %	11 %	11 %
- 5 à 10 ans d'ancienneté	12 %	12 %	12 %	12 %	12 %
- 10 ans et plus d'ancienneté	14 %	14 %	14 %	14 %	14 %

Pour la personne salariée dont la semaine régulière de travail comporte le nombre d'heures prévu à la clause 8-2.01 et travaillant sur un quart stable de nuit, le centre de services et le syndicat peuvent convenir de convertir en congé sans perte de traitement la totalité ou une partie de la prime prévue ci-dessus, en autant que cette conversion n'entraîne aucun coût supplémentaire.

Aux fins d'application de l'alinéa précédent, le mode de conversion de la prime de nuit en jours de congé s'établit de la façon suivante :

- 11 % équivaut à 22,6 jours;
- 12 % équivaut à 24 jours;
- 14 % équivaut à 28 jours.

¹ Voir également l'annexe 20 Lettre d'entente relative à la prime d'attraction et de rétention visant à contrer la pénurie versée à certains titres d'emploi d'ouvriers spécialisés.

La prime de soir et la prime de nuit ne s'appliquent pas pour les heures supplémentaires. Ces primes sont versées en même temps que la paie des personnes salariées.

6-6.02 Prime pour responsabilité additionnelle

- a) La mécanicienne ou le mécanicien de machines fixes qui surveille de façon principale et habituelle une installation de chaudières et d'appareils frigorifiques combinés dans un même lieu et qui possède les 2 certificats exigés de chauffage-moteurs à vapeur et d'appareils frigorifiques reçoit, en plus du taux de traitement prévu pour sa classe d'emplois, un supplément de traitement, selon le taux en vigueur :

<u>Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31</u>	<u>Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31</u>	<u>Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31</u>	<u>Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31</u>	<u>Taux à compter du 2027-04-01</u>
13,12 \$/semaine	13,49 \$/semaine	13,84 \$/semaine	14,19 \$/semaine	14,69 \$/semaine

- b) La conductrice ou le conducteur de véhicules lourds ou de véhicules légers qui transporte exclusivement des élèves handicapés, reconnus comme tels par le centre de services, et qui les assiste dans leurs déplacements reçoit, en plus du taux de traitement prévu pour sa classe d'emplois, une prime horaire, selon le taux en vigueur :

<u>Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31</u>	<u>Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31</u>	<u>Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31</u>	<u>Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31</u>	<u>Taux à compter du 2027-04-01</u>
1,12 \$/heure	1,15 \$/heure	1,18 \$/heure	1,21 \$/heure	1,25 \$/heure

- c) La soudeuse ou le soudeur, détenteur d'un certificat de qualification en soudage-montage délivré sous le régime de qualification par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale reçoit, lorsque requis de travailler selon cette qualification, en plus du taux de traitement prévu pour sa classe d'emplois et pour chaque heure ainsi travaillée une prime horaire, selon le taux en vigueur :

<u>Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31</u>	<u>Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31</u>	<u>Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31</u>	<u>Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31</u>	<u>Taux à compter du 2027-04-01</u>
1,88 \$/heure	1,93 \$/heure	1,98 \$/heure	2,03 \$/heure	2,10 \$/heure

- d) La ou le concierge, affecté à un immeuble doté d'un système de chauffage à vapeur régi par la Loi sur les mécaniciens de machines fixes (RLRQ, chapitre M-6), a droit, à la prime hebdomadaire suivante, à la condition qu'elle ou qu'il soit chargé de l'opération et de la surveillance de ce système et qu'elle ou qu'il possède le certificat de compétence nécessaire :

<u>Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31</u>	<u>Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31</u>	<u>Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31</u>	<u>Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31</u>	<u>Taux à compter du 2027-04-01</u>
13,35 \$/semaine	13,72 \$/semaine	14,08 \$/semaine	14,43 \$/semaine	14,94 \$/semaine

e) Prime de chef d'équipe

La personne salariée qui, à la demande du centre de services, agit comme chef d'équipe d'un groupe de 5 personnes salariées et plus bénéficie d'une prime horaire pour chaque heure de travail où elle agit comme tel, selon le taux en vigueur :

<u>Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31</u>	<u>Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31</u>	<u>Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31</u>	<u>Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31</u>	<u>Taux à compter du 2027-04-01</u>
1,16 \$/heure	1,19 \$/heure	1,22 \$/heure	1,25 \$/heure	1,29 \$/heure

Cette prime ne s'applique pas aux personnes salariées dont la classe d'emplois implique la surveillance d'un groupe de personnes salariées.

À moins d'entente entre le centre de services et le syndicat, le supplément de traitement prévu à la présente clause doit être versé en même temps que la paie des personnes salariées. Les primes prévues à la présente clause sont versées dans les 20 jours de la fin de la semaine de leur acquisition.

6-6.03 Prime de rétention

La personne salariée travaillant dans les localités de Sept-Îles (dont Clarke City) et Port-Cartier reçoit une prime annuelle de rétention équivalant à 8 % du salaire annuel.

6-6.04 Logement

Lorsqu'à la date d'entrée en vigueur de la convention, un logement, dans un immeuble appartenant au centre de services, est occupé par une personne salariée, elle bénéficie des mêmes avantages que par le passé tant qu'elle continue à détenir ou occuper le même poste.

6-6.05 Vérification des fournaises

Sous réserve des dispositions de la clause 8-3.06, le centre de services peut exiger d'une personne salariée non résidente qu'elle procède à la vérification des fournaises, les samedis, les dimanches et les jours chômés et payés. Cette personne salariée reçoit pour chaque visite d'école institutionnelle ou centre une compensation, selon le taux en vigueur :

<u>Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31</u>	<u>Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31</u>	<u>Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31</u>	<u>Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31</u>	<u>Taux à compter du 2027-04-01</u>
25,18 \$/visite	25,89 \$/visite	26,56 \$/visite	27,22 \$/visite	28,17 \$/visite

Lorsque 2 immeubles d'une même école institutionnelle ou centre sont situés à plus d'un kilomètre l'un de l'autre, ils sont, aux fins de la présente clause seulement, considérés comme 2 écoles institutionnelles ou centres distincts.

6-6.06

Malgré ce qui précède, l'indemnité n'est pas versée lorsque la personne salariée est à l'école ou au centre pour toutes activités entraînant une rémunération prévue à la convention (location et prêt de salles, heures supplémentaires). Dans ce cas, la rémunération doit être au moins égale à celle prévue à la clause 6-6.05.

6-6.07

Aux fins d'application des dispositions qui précèdent, le centre de services recueille une fois par année, par voie d'affichage, la liste des concierges, des concierges de nuit et des ouvrières et des ouvriers d'entretien, classe II intéressés à effectuer ces vérifications.

Lorsque cette liste comporte plus d'une personne salariée, toute vérification de fournaise d'une école ou d'un centre doit être offerte, par ordre d'ancienneté dans chaque classe d'emplois, d'abord à la ou au concierge de l'école ou d'un centre, à la ou au concierge de nuit de l'école ou d'un centre puis à l'ouvrière ou à l'ouvrier d'entretien, classe II de l'école ou d'un centre.

Si aucune personne salariée de l'école ou d'un centre n'est inscrite sur la liste, la vérification peut être faite par une autre personne salariée d'une autre école ou d'un autre centre inscrite sur cette liste. Si aucune de ces personnes salariées n'est disponible, les dispositions prévues à la clause 6-6.05 s'appliquent.

6-6.08

Dans les cas où, à la date d'entrée en vigueur de la convention, les vérifications de fournaises étaient effectuées par des personnes salariées autres que celles d'entretien ménager, le centre de services continue d'utiliser ces autres personnes salariées.

6-6.09 Prime de stabilisation pour la personne salariée travaillant dans le secteur des services de garde et des milieux scolaires

Afin d'assurer une plus grande stabilité, la technicienne ou le technicien en service de garde et en milieu scolaire, l'éducatrice ou l'éducateur en milieu scolaire, classe principale, ainsi que l'éducatrice ou l'éducateur en milieu scolaire qui est tenue d'interrompre son travail durant une période excédant le temps prévu pour prendre le repas¹ ou plus d'une fois par jour bénéficie, en plus de son traitement régulier, d'une prime, pour chaque jour ainsi travaillé, selon le taux en vigueur :

Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31	Taux à compter du 2027-04-01
6,36 \$/jour	6,54 \$/jour	6,71 \$/jour	6,88 \$/jour	7,12 \$/jour

6-6.10 Prime de disponibilité

La personne salariée qui, à la demande du centre de services, accepte de demeurer à sa disposition pour exécuter un travail à l'extérieur de son horaire régulier bénéficie d'une prime de disponibilité équivalant à une heure de travail à taux simple, après chaque période de 8 heures complètes de disponibilité.

Les parties locales peuvent convenir par adaptation locale des modalités d'application de cette prime.

6-6.11

Chaque prime et chaque allocation, à l'exception des primes fixes et des primes exprimées en pourcentage, est majorée à compter de la même date et des mêmes paramètres généraux d'augmentation salariale de ce qui est prévu à la clause 6-3.01 et, le cas échéant, à la clause 6-3.03.

¹ À compter de l'année financière suivant l'entrée en vigueur de la convention, les termes « le temps prévu pour prendre le repas » seront remplacés par « 60 minutes ».

6-7.00 DISPARITÉS RÉGIONALES

6-7.01 Définitions

Aux fins de cet article, on entend par :

1- Personne à charge

La conjointe ou le conjoint et l'enfant à charge¹ et toute autre personne à charge au sens de la Loi sur les impôts (RLRQ, chapitre I-3), à la condition que celle-ci ou celui-ci réside avec la personne salariée. Cependant, pour les fins du présent article, les revenus tirés d'un emploi par la conjointe ou le conjoint de la personne salariée n'ont pas pour effet de lui enlever son statut de personne à charge.

Le fait pour une ou un enfant de fréquenter une école secondaire, reconnue d'intérêt public, dans un autre endroit que le lieu de résidence de la personne salariée ne lui enlève pas son statut de personne à charge lorsqu'aucune école secondaire publique n'est accessible dans la localité où réside la personne salariée.

De même, le fait pour une ou un enfant de fréquenter une école de niveau préscolaire ou primaire, reconnue d'intérêt public, dans un autre endroit que le lieu de résidence de la personne salariée ne lui enlève pas son statut de personne à charge lorsque aucune école reconnue d'intérêt public, préscolaire ou primaire, selon le cas, n'est accessible dans la langue d'enseignement de l'enfant (français ou anglais) dans la localité où réside la personne salariée.

Point de départ

Domicile au sens légal du terme au moment de l'embauche, dans la mesure où le domicile est situé dans l'une des localités du Québec. Ce point de départ peut être modifié par entente entre le centre de services et la personne salariée sous réserve que celui-ci soit situé dans l'une des localités du Québec.

2- Secteurs

Secteur V

Les localités de Tasiujaq, Ivujivik, Kangiqsualujuaq, Aupaluk, Quaqtac, Akulivik, Kangiqsujuaq, Kangirsuk, Salluit et Umiujaq.

¹ On entend par enfant à charge : une ou un enfant de la personne salariée, de sa conjointe ou son conjoint ou des deux, non marié ou non lié par une union civile et résidant ou domicilié au Canada, qui dépend de la personne salariée pour son soutien et est âgé de moins de 18 ans; ou s'il fréquente à temps complet, à titre d'étudiante ou d'étudiant dûment inscrit, une maison d'enseignement reconnue et est âgé de moins de 25 ans, ou quel que soit son âge, une ou un enfant qui a été frappé d'invalidité totale avant son 18^e anniversaire de naissance ou une ou un étudiant frappé d'invalidité totale entre l'âge de 18 et de 25 ans et est demeuré continuellement invalide depuis cette date.

Secteur IV

Les localités de Wemindji, Eastmain, Waskaganish, Némiscau, Inukjuak, Povungnituk, Kuujuaq, Kuujuarapik, Whapmagoostui, Schefferville et Kawawachikamach.

Secteur III

Le territoire situé au nord du 51^e degré de latitude incluant Mistissini, Chisasibi, Radisson et Waswanipi à l'exception de Fermont et des localités spécifiées aux secteurs IV et V;

les localités de Parent, Sanmaur, Clova et Oujé-Bougoumou;

le territoire de la Côte-Nord, s'étendant à l'est de Havre-St-Pierre, jusqu'à la limite du Labrador, y compris l'Île d'Anticosti.

Secteur II

La localité de Fermont;

le territoire de la Côte-Nord, situé à l'est de la Rivière Moisie et s'étendant jusqu'à Havre-St-Pierre inclusivement;

la localité des Îles-de-la-Madeleine.

Secteur I

Les localités d'Angliers, Béarn, Belleterre, Chapais, Chibougamau, Duhamel, Fabre, Fugèreville, Guérin, Kipawa, Joutel, Lebel-sur-Quévillon, Laforce, Latulippe, Laverlochère, Lorrainville, Matagami, Moffet, Nédélec, Notre-Dame-du-Nord, Rémigny, Saint-Bruno de Guigues, Saint-Eugène de Guigues, Témiscaming, Ville-Marie et Winneway.

Niveau des primes

6-7.02

La personne salariée travaillant dans un des secteurs ci-haut mentionnés reçoit une prime annuelle d'isolement et d'éloignement, selon le taux en vigueur :

		Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31	Taux à compter du 2027-04-01
SECTEUR		par année	par année	par année	par année	par année
Avec personne à charge	Secteur V	23 426 \$	24 082 \$	24 708 \$	25 326 \$	26 212 \$
	Secteur IV	19 856 \$	20 412 \$	20 943 \$	21 467 \$	22 218 \$
	Secteur III	15 267 \$	15 694 \$	16 102 \$	16 505 \$	17 083 \$
	Secteur II	12 137 \$	12 477 \$	12 801 \$	13 121 \$	13 580 \$
	Secteur I	9 813 \$	10 088 \$	10 350 \$	10 609 \$	10 980 \$
Sans personne à charge	Secteur V	13 288 \$	13 660 \$	14 015 \$	14 365 \$	14 868 \$
	Secteur IV	11 265 \$	11 580 \$	11 881 \$	12 178 \$	12 604 \$
	Secteur III	9 544 \$	9 811 \$	10 066 \$	10 318 \$	10 679 \$
	Secteur II	8 089 \$	8 315 \$	8 531 \$	8 744 \$	9 050 \$
	Secteur I	6 860 \$	7 052 \$	7 235 \$	7 416 \$	7 676 \$

6-7.03

La personne salariée travaillant dans un des secteurs ci-haut mentionnés et dont les heures de travail hebdomadaires sont moindres que 75 % de la semaine régulière de travail prévue à la clause 8-2.01, reçoit cette prime au prorata des heures travaillées.

Le montant de la prime d'isolement et d'éloignement est ajusté au prorata de la durée de l'affectation de la personne salariée sur le territoire du centre de services compris dans un secteur décrit à la clause 6-7.01.

6-7.04

Sous réserve de la clause 6-7.03, le centre de services cesse de verser la prime d'isolement et d'éloignement établie en vertu de la convention si la personne salariée et ses personnes à charge quittent délibérément le territoire lors d'un congé ou d'une absence rémunérée de plus de 30 jours, sauf s'il s'agit de congé annuel, de congé férié, de congé de maladie, de congé de maternité, de paternité ou d'adoption ou de congé pour lésion professionnelle.

La personne salariée qui se prévaut des dispositions portant sur les congés autofinancés peut, à sa demande, différer le versement de la prime d'isolement et d'éloignement aux mêmes conditions que ce qui est convenu pour son traitement.

6-7.05

Dans le cas où les conjointes ou conjoints travaillent pour le même centre de services ou que l'un et l'autre travaillent pour 2 employeurs différents des secteurs public et parapublic, un seul des 2 peut se prévaloir de la prime applicable à la personne salariée avec personne à charge, s'il y a une ou des personnes à charge autres que la conjointe ou le conjoint. S'il n'y a pas d'autres personnes à charge que la conjointe ou le conjoint, chacun a droit à la prime sans personne à charge, et ce, malgré la définition du terme « personne à charge » prévue à la clause 6-7.01.

Autres bénéfiques**6-7.06**

Le centre de services assume les frais suivants de toute personne salariée recrutée au Québec à plus de 50 kilomètres de la localité où elle est appelée à exercer ses fonctions, pourvu que cette localité soit située dans l'un des secteurs décrits à la clause 6-7.01 :

- a) le coût du transport de la personne salariée déplacée et de ses personnes à charge;
- b) le coût du transport de ses effets personnels et de ceux de ses personnes à charge jusqu'à concurrence de :
 - 228 kilogrammes pour chaque adulte ou chaque enfant de 12 ans et plus;
 - 137 kilogrammes pour chaque enfant de moins de 12 ans;
- c) le coût du transport de ses meubles meublants, s'il y a lieu;
- d) le coût du transport du véhicule motorisé, s'il y a lieu, et ce, par route, par bateau ou par train;
- e) le coût d'entreposage de ses meubles meublants et de ses effets personnels, s'il y a lieu.

Le poids de 228 kilogrammes prévu au paragraphe b) est augmenté de 45 kilogrammes par année de service passée sur le territoire à l'emploi du centre de services. Cette disposition couvre exclusivement la personne salariée.

Ces frais sont assumés par le centre de services entre le point de départ et le lieu d'affectation et remboursés sur présentation de pièces justificatives.

Dans le cas où la personne salariée est recrutée à l'extérieur du Québec, ces frais sont assumés par le centre de services sans excéder l'équivalent des coûts entre Montréal et la localité où la personne salariée est appelée à exercer ses fonctions.

6-7.07

Dans le cas du départ de la personne salariée, les frais prévus à la clause 6-7.06 lui sont remboursés. Cependant, la personne salariée n'a pas droit au remboursement de ces frais si elle démissionne de son poste pour aller travailler chez un autre employeur avant le 45^e jour de calendrier de séjour sur le territoire.

6-7.08

Dans le cas où la personne salariée admissible aux dispositions des paragraphes b), c) et d) de la clause 6-7.06 décide de ne pas s'en prévaloir immédiatement en totalité ou en partie, elle y demeure admissible pendant les 2 années qui suivent la date de son début d'affectation.

6-7.09

Ces frais sont payables à condition que la personne salariée ne se les fasse pas rembourser par un autre régime et uniquement dans les cas suivants :

- a) lors de l'embauche de la personne salariée;
- b) lors d'une affectation subséquente ou d'une mutation à la demande du centre de services ou de la personne salariée;
- c) lors du bris de contrat, de la démission ou du décès de la personne salariée, dans le cas des secteurs I et II, le remboursement est effectué au prorata du temps travaillé par rapport à une période de référence établie à un an, sauf dans le cas de décès;
- d) lorsqu'une personne salariée obtient un congé aux fins d'études, les frais visés à la clause 6-7.06 sont également payables à la personne salariée dont le point de départ est situé à 50 kilomètres ou moins de la localité où elle exerce ses fonctions.

6-7.10

Dans le cas où les 2 conjoints travaillent pour le même centre de services, un seul des 2 conjoints peut se prévaloir des bénéfices accordés aux clauses 6-7.06 à 6-7.09. Dans le cas où un des conjoints a reçu, pour ce déménagement, des bénéfices équivalents de la part d'un autre employeur ou d'une autre source, le centre de services n'est tenu à aucun remboursement.

Sorties**6-7.11**

Le centre de services rembourse à la personne salariée recrutée à plus de 50 kilomètres de la localité où elle exerce ses fonctions, les frais inhérents aux sorties suivantes pour elle et ses personnes à charge :

- a) pour le Centre de services scolaire du Littoral et pour le Centre de services scolaire de la Baie-James, à l'exception du territoire des localités de Joutel et Matagami ainsi que les territoires s'étendant à l'est du Havre-St-Pierre jusqu'à la limite du Centre de services scolaire du Littoral, y compris l'Île d'Anticosti : 4 sorties par année pour la personne salariée sans personne à charge et 3 sorties par année pour la personne salariée et ses personnes à charge;
- b) pour Fermont et Schefferville : 4 sorties par année pour la personne salariée sans personne à charge et 3 sorties par année pour la personne salariée et ses personnes à charge;

- c) pour les autres localités non rattachées au réseau routier provincial : une sortie par année pour la personne salariée et ses personnes à charge.

La distribution et l'aménagement des sorties prévues aux paragraphes précédents peuvent faire l'objet d'une entente entre le syndicat et le centre de services, y inclus l'aménagement des sorties en cas de délai de transport non imputable à la personne salariée.

L'endroit initial du recrutement n'est pas modifié du fait que la personne salariée mise à pied dans le cadre de l'article 7-3.00, qui est rappelée au travail par la suite, ait choisi de demeurer sur place pendant la période de non-emploi.

Une personne salariée originaire d'une localité située à plus de 50 kilomètres de son lieu d'affectation, ayant été recrutée sur place et ayant obtenu ses droits de sortie parce qu'elle y vivait, maritalement avec une conjointe ou un conjoint travaillant dans le secteur public, continue de bénéficier du droit aux sorties prévues à la présente clause même si elle perd son statut de conjointe ou de conjoint.

6-7.12

Le fait que la conjointe ou le conjoint de la personne salariée travaille pour le centre de services ou un employeur des secteurs public et parapublic ne doit pas avoir pour effet de faire bénéficier la personne salariée d'un nombre de sorties payées par le centre de services supérieur à celui prévu à la convention.

Dans le cas des sorties accordées à la personne salariée avec personne à charge, il n'est pas nécessaire qu'une sortie soit prise en même temps par l'ensemble des personnes y ayant droit. Toutefois, cela ne doit pas avoir pour effet de faire bénéficier la personne salariée ou ses personnes à charge d'un nombre de sorties payées par le centre de services supérieur à celui prévu à la convention.

6-7.13

Ces frais sont remboursés sur production de pièces justificatives pour la personne salariée et ses personnes à charge jusqu'à concurrence, pour chacun, de l'équivalent du prix par avion (vol régulier ou nolisé si effectué avec l'accord du centre de services) d'un passage aller-retour de la localité d'affectation jusqu'au point de départ situé au Québec ou jusqu'à Montréal.

À chaque année, lors du versement de la paie comprenant le 1^{er} mars, la personne salariée bénéficiant du remboursement des dépenses encourues pour les sorties prévues à l'alinéa précédent a droit à une indemnité compensatrice égale à 50 % du montant des dépenses encourues pour la 3^e et 4^e sortie de l'année civile précédente.

Dans le cas de la personne salariée qui a été recrutée à l'extérieur du Québec, ces frais ne doivent pas excéder le moindre de l'un des 2 montants suivants :

- soit l'équivalent du prix d'un passage aller-retour par avion (vol régulier) de la localité d'affectation jusqu'au domicile au moment de l'embauche;
- soit l'équivalent du prix d'un passage aller-retour par avion (vol régulier) de la localité d'affectation jusqu'à Montréal.

6-7.14

Une sortie peut être utilisée par la conjointe ou le conjoint non résident, par une ou un parent non résident ou par une ou un ami pour rendre visite à la personne salariée habitant une des régions mentionnées à la clause 6-7.01. Les dispositions des clauses 6-7.11 à 6-7.13 s'appliquent quant au remboursement des frais.

Sous réserve d'une entente avec le centre de services relativement aux modalités de récupération, la personne salariée visée par les dispositions de la clause 6-7.11 peut anticiper au plus une sortie dans le cas du décès d'une ou d'un proche parent vivant à l'extérieur de la localité dans laquelle elle travaille. Au sens de la présente clause, une ou un proche parent est défini comme suit : conjointe ou conjoint, enfant, père, mère, frère, sœur, beau-père, belle-mère, gendre et bru. Toutefois, en aucun cas cette anticipation ne peut conférer à la personne salariée ou à ses personnes à charge un nombre de sorties supérieur à celui auquel elle a droit.

6-7.15 Remboursement de dépenses de transit

Le centre de services rembourse à la personne salariée, sur présentation de pièces justificatives, les dépenses encourues en transit (repas, taxi et hébergement, s'il y a lieu), pour elle-même et ses dépendants, lors de l'embauche et de toute sortie prévue à la convention, à la condition que ces frais ne soient pas assumés par un transporteur.

6-7.16 Décès de la personne salariée

Dans le cas du décès de la personne salariée ou de l'une de ses personnes à charge, le centre de services paie le transport pour le rapatriement de la dépouille mortelle. De plus, dans le cas du décès de la personne salariée, le centre de services rembourse aux personnes à charge les frais inhérents au déplacement aller-retour du lieu d'affectation au lieu d'inhumation situé au Québec.

6-7.17 Transport de nourriture

La personne salariée qui ne peut pourvoir à son propre approvisionnement en nourriture dans les secteurs V et IV, dans les localités de Radisson, Mistissini, Oujé-Bougoumou, Waswanipi et Chisasibi parce qu'il n'y a pas de source d'approvisionnement dans sa localité, bénéficie du paiement des frais de transport de cette nourriture jusqu'à concurrence des masses suivantes :

- 727 kilogrammes par année par adulte et par enfant de 12 ans et plus;
- 364 kilogrammes par année par enfant de moins de 12 ans.

Ce bénéfice est accordé selon l'une des formules suivantes :

- a) soit que le centre de services se charge lui-même du transport en provenance de la source la plus accessible ou de la plus économique au point de vue transport et en assume directement le coût;

- b) soit qu'il verse à la personne salariée une allocation équivalente au coût qui aurait été encouru selon la première formule. À compter de l'année 2000, la personne salariée bénéficiant du remboursement des frais de transport de nourriture a droit, annuellement au 1^{er} mars, à une indemnité additionnelle égale à 66 % du montant des dépenses encourues pour le transport de nourriture de l'année civile précédente.

6-7.18 Véhicule à la disposition de la personne salariée

Dans toutes les localités où les véhicules privés sont interdits, la mise de véhicules à la disposition des personnes salariées pourra faire l'objet d'un arrangement local.

6-7.19 Logement

Les obligations et pratiques portant sur la fourniture d'un logement par le centre de services à la personne salariée, au moment de l'embauche, sont maintenues aux seuls endroits où elles existaient déjà.

Les loyers facturés aux personnes salariées qui bénéficient d'un logement dans les secteurs V, IV, III et Fermont sont maintenus à leur niveau du 30 juin 2023.

À la demande du syndicat, le centre de services explique les motifs d'attribution des logements. De même, à la demande du syndicat, il informe des mesures d'entretien existantes.

6-7.20 Dispositions des conventions collectives antérieures

Advenant l'existence d'avantages supérieurs au présent régime de disparités régionales découlant de l'application de la dernière convention collective ou de pratiques administratives reconnues, ils sont reconduits, sauf s'ils concernent un des éléments suivants de la convention :

- la définition de « point de départ » prévue à la clause 6-7.01;
- le niveau des primes et le calcul de la prime prévus aux clauses 6-7.02 et 6-7.03 pour la personne salariée occupant ou détenant un poste comportant un nombre d'heures moindre que 75 % des heures prévues à la clause 8-2.01;
- le remboursement des frais reliés au déménagement et aux sorties de la personne salariée recrutée à l'extérieur du Québec prévu aux clauses 6-7.06 à 6-7.14;
- le nombre de sorties lorsque la conjointe ou le conjoint de la personne salariée travaille pour le centre de services ou un employeur des secteurs public et parapublic prévu aux clauses 6-7.11 à 6-7.14;
- le transport de nourriture prévu à la clause 6-7.17.

Le centre de services accepte de reconduire pour chaque personne salariée qui en bénéficiait au 30 juin 2023, les ententes concernant la compensation pour le logement, pour les territoires des centres de services scolaires de Port-Cartier, Sept-Îles, Moyenne-Côte-Nord, Fermont et des centres de services scolaires Bersimis, Manicouagan et Tadoussac.

6-8.00 LOCATION ET PRÊT DE SALLES**6-8.01**

Lorsque le centre de services décide de confier la location et prêt de salles à ses personnes salariées, les tâches décrites ci-dessous sont confiées à la ou au concierge possédant le plus d'ancienneté dans l'école ou le centre. Après entente entre le centre de services et le syndicat, il peut y avoir une répartition différente.

La personne salariée à qui le centre de services demande de s'occuper de la location et prêt de salles en dehors de ses heures régulières de travail est rémunérée selon les dispositions qui suivent :

- a) pour l'ouverture de l'école, du centre et des locaux utilisés, la surveillance au cours de l'activité et la fermeture de l'école, du centre et des locaux utilisés¹ :

Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31	Taux à compter du 2027-04-01
22,55 \$/heure	23,18 \$/heure	23,78 \$/heure	24,37 \$/heure	25,22 \$/heure

- b) pour la préparation des locaux, de l'équipement et du mobilier requis ainsi que pour effectuer le nettoyage² :

Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31	Taux à compter du 2027-04-01
24,29 \$/heure	24,97 \$/heure	25,62 \$/heure	26,26 \$/heure	27,18 \$/heure

- c) Ces taux de traitement calculés, conformément aux deux paragraphes précédents, sont majorés de 12,13 %³ pour tenir lieu de tous les avantages sociaux. Quant aux vacances, cette personne salariée est sujette aux dispositions des lois applicables. Si la personne salariée bénéficie déjà de l'article 5-6.00 de la convention, le pourcentage de 12,13 %³ est porté à 16,13 %³.

¹ Les taux prévus pour l'ouverture de l'école ou du centre correspondent aux taux horaires applicables à la gardienne ou au gardien et sont ajustés, s'il y a lieu, au même niveau que ceux-ci pour les périodes correspondantes.

² Les taux prévus pour la préparation des locaux correspondent à la moyenne des taux horaires applicables à la ou au concierge, classe I et à la ou au concierge, classe II et sont ajustés, s'il y a lieu, au même niveau que la moyenne de ceux-ci pour les périodes correspondantes.

³ La disposition du paragraphe c) de la clause 6-8.01 de la convention collective 2020-2023 s'applique jusqu'au 30 juin 2024.

Lorsque le taux régulier de la personne salariée concernée est plus élevé, ce taux régulier s'applique.

La rémunération minimum d'une personne salariée, en vertu du présent article, au cours d'une même journée, est égale, pour chaque période concernée de la convention, à la somme des montants prévus aux paragraphes a) et b) précédents pour une heure de travail¹.

Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31	Taux à compter du 2027-04-01
46,84 \$ pour une heure de travail	48,15 \$ pour une heure de travail	49,40 \$ pour une heure de travail	50,63 \$ pour une heure de travail	52,40 \$ pour une heure de travail

6-8.02

Seules les personnes autorisées par le centre de services peuvent permettre les locations de salles y compris l'usage des locaux du centre de services.

6-8.03

La réclamation dûment signée par la personne salariée et approuvée par le centre de services est payée dans un délai maximum d'un mois.

6-9.00 VERSEMENT DE LA RÉMUNÉRATION

6-9.01

La paie des personnes salariées leur est versée par virement bancaire à tous les 2 jeudis. Si un jeudi coïncide avec un jour chômé et payé, la paie est versée le jour ouvrable précédent.

Le centre de services transmet annuellement par voie électronique les feuillets fiscaux à chacune des personnes salariées.

La paie couvrant la période du 30 juin doit permettre l'identification des sommes versées pour la période se terminant le 30 juin, le cumulatif des gains à cette date, et la partie de période débutant le 1^{er} juillet.

6-9.02

Le centre de services transmet par voie électronique à la personne salariée, en même temps que sa paie, un bulletin de paie qui doit indiquer, notamment :

- a) le nom de l'employeur;

¹ Les taux prévus à titre de rémunération minimum sont ajustés, s'il y a lieu, de façon à équivaloir à la somme des taux prévus pour les périodes correspondantes pour l'ouverture de l'école et la préparation des locaux.

- b) la classe d'emplois de la personne salariée;
- c) le nombre d'heures payées au taux normal;
- d) le nombre d'heures supplémentaires payées;
- e) le traitement brut et le traitement net ainsi que les cumulatifs de l'un et de l'autre pour l'année fiscale en cours (1^{er} janvier au 31 décembre);
- f) la cotisation syndicale;
- g) les retenues aux fins d'impôts;
- h) les cotisations au fonds de pension provincial ou local, s'il y a lieu;
- i) les cotisations au Régime de rentes du Québec;
- j) les cotisations au régime collectif d'assurance groupe;
- k) la cotisation d'assurance-emploi;
- l) la période concernée;
- m) la déduction à une caisse d'économie, à Fondation et à Bâtirente, s'il y a lieu;
- n) le cumulatif de ses autres gains et de ses déductions en autant qu'ils sont déjà fournis par le centre de services ou que le système de paie le permette;
- o) tous les autres renseignements déjà fournis par le centre de services à la date d'entrée en vigueur de la convention, de même que toute autre information que le centre de services juge utile.

6-9.03

Dans le cas où, à la date d'entrée en vigueur de la convention, le centre de services opère un système différent, le centre de services et le syndicat conviennent soit de le maintenir, soit de le modifier ou d'adopter le système prévu aux clauses précédentes. À défaut d'entente, le système alors en vigueur est maintenu, y compris la période de référence couverte par la paie.

6-9.04

Avant de réclamer d'une personne salariée des montants qui lui ont été versés en trop, le centre de services s'entend avec la personne salariée et le syndicat sur les modalités de remboursement. À défaut d'entente, le centre de services fixe les modalités de remboursement. Ces modalités doivent faire en sorte qu'une personne salariée ne rembourse jamais plus de 10 % de son traitement brut par paie.

6-9.05

Sauf dans le cas où la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail émet directement à la personne salariée l'état des indemnités versées, le centre de services indique sur les formulaires « T-4 » et « Relevé 1 » les montants qu'elle a reçus au nom de cette personne salariée à titre d'indemnités.

Le centre de services indique sur les formulaires « T-4 » et « Relevé 1 » le total des montants prélevés à titre de retenues syndicales.

6-9.06

- a) Le centre de services remet à la personne salariée, dans les 30 jours de son départ, un état signé des montants dus à titre de traitement et d'avantages sociaux.
- b) Le centre de services verse à la personne salariée, dans les 30 jours suivant son départ, les montants dus à titre de traitement et d'avantages sociaux.

6-9.07

Les primes à être versées en vertu de la convention le sont avec la paie de la personne salariée dans les délais prévus pour chacune de ces primes.

CHAPITRE 7-0.00 MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET SÉCURITÉ D'EMPLOI

7-1.00 MOUVEMENTS DE PERSONNEL

Section I Dispositions générales

7-1.01

En plus des dispositions de la présente section, seules les dispositions du présent article où elles sont spécifiquement identifiées s'appliquent aux personnes salariées travaillant dans le secteur de l'adaptation scolaire, à celles travaillant dans le secteur des services de garde et des milieux scolaires et à celles occupant un poste particulier.

7-1.02

Dans le cadre de l'application des dispositions prévues au présent article, la personne salariée ou la personne doit posséder les qualifications requises et répondre aux autres exigences déterminées par le centre de services. À moins d'une disposition à l'effet contraire, si plus d'une personne salariée ou personne satisfait aux qualifications requises et répond aux autres exigences déterminées par le centre de services, le poste est accordé à celle qui possède le plus d'ancienneté.

Lorsqu'une disposition du présent article prévoit le comblement d'un poste ou d'un surcroît de travail en ayant recours à la liste de priorité d'embauche, le centre de services utilise la liste de priorité d'embauche de la classe d'emplois visée.

7-1.03

Le centre de services avant de procéder à une réorganisation administrative doit soumettre au moins 15 jours à l'avance son projet au syndicat. Dans ce cadre, le centre de services et le syndicat peuvent convenir, par entente écrite, de règles particulières relatives aux mouvements de personnel concernant cette réorganisation.

7-1.04

Dans le cadre de l'application des dispositions prévues au présent article, le centre de services comble tout poste définitivement vacant ou nouvellement créé en choisissant d'abord parmi les personnes en disponibilité du personnel de soutien de la même classe d'emplois, parmi les personnes salariées détenant un poste d'une classe d'emplois inférieure bénéficiant, en vertu de la convention, d'une protection de la classe d'emplois en cause, ainsi que parmi les personnes salariées de la même classe d'emplois bénéficiant d'une des protections salariales prévues à la clause 7-3.21 et qui ont posé leur candidature. L'application du présent alinéa doit respecter les dispositions prévues à la clause 7-3.44.

À défaut, il comble ces postes en choisissant parmi les personnes permanentes en disponibilité du personnel de soutien. Toutefois, ce mouvement ne peut constituer une promotion et l'application du présent alinéa doit respecter les dispositions prévues à la clause 7-3.44.

De plus, la personne salariée bénéficiant d'une protection de classe d'emplois en vertu de la convention qui refuse un poste de cette classe d'emplois ou celle bénéficiant d'une protection salariale qui refuse un poste comportant un nombre d'heures régulières égal ou supérieur au nombre d'heures régulières du poste qu'elle détenait avant l'obtention de son nouveau poste perd dès lors ce bénéfice.

Pour les comblements d'un poste temporairement vacant, d'un surcroît de travail, d'un poste particulier, et, dans le secteur des services de garde et des milieux scolaires, d'un ajout d'heures, le centre de services peut faire appel à une personne salariée en disponibilité qu'il juge apte à accomplir le travail. Ce choix se fait dans le respect du paragraphe h) de la clause 7-3.44.

7-1.05

La personne salariée régulière qui occupe temporairement, à la demande du centre de services, un poste qui constituerait pour elle une promotion, si elle y était affectée régulièrement, est rémunérée de la même façon qu'elle le serait si elle était promue à ce poste, et ce, à compter du 1^{er} jour de son affectation temporaire.

Lorsque cesse cette affectation, la personne salariée retourne à son poste aux conditions et avec les droits dont elle bénéficiait avant son affectation temporaire.

7-1.06

Le traitement d'une personne salariée n'est pas diminué à la suite d'une affectation temporaire demandée par le centre de services.

7-1.07

En tout temps, pendant la période d'adaptation de 50 jours de travail effectif qui suit l'obtention d'un poste particulier, toute promotion ou mutation dans un poste définitivement vacant ou nouvellement créé, si le centre de services détermine que la personne salariée ne s'acquitte pas convenablement de ses tâches, il en avise le syndicat et retourne la personne salariée au dernier poste sur lequel elle a complété sa période d'adaptation. En cas d'arbitrage, la preuve incombe au centre de services. La personne salariée ayant obtenu un poste particulier, ayant été promue ou mutée à son centre de services peut décider de retourner au dernier poste sur lequel elle a complété sa période d'adaptation dans les 25 jours de travail effectif de cette nomination, promotion ou mutation.

L'application de l'alinéa précédent, s'il y a lieu, entraîne l'annulation de tout mouvement de personnel découlant de cette promotion ou ces mutations. Une personne salariée peut, dans ce cadre, redevenir disponible et être retournée à son centre de services d'origine, le cas échéant.

Dans le cas où la personne salariée retourne à son ancien poste par application des dispositions de l'alinéa précédent, elle n'a pas droit à la protection salariale accordée lors d'une rétrogradation. Il en est de même des autres personnes salariées retournées à leur ancien poste.

7-1.08

La personne salariée affectée d'une façon régulière à un poste reçoit le titre et le traitement attachés à ce poste à compter de son affectation.

7-1.09

Malgré les dispositions du présent article, le centre de services peut affecter une personne salariée d'un bureau, d'un service, d'une école ou d'un centre à un autre bureau, un autre service, une autre école ou un autre centre ou à l'intérieur d'un même bureau, d'un même service, d'une même école ou d'un même centre pour des motifs d'ordre administratif, sous réserve de la clause 7-3.05 et à la condition d'obtenir l'accord écrit du syndicat. Cette affectation s'opère à l'intérieur de la même classe d'emplois.

Malgré toute disposition à l'effet contraire, lors du retour au travail d'une personne salariée à la suite d'une absence d'au moins 8 semaines, le centre de services peut, pour un motif lié au service à l'élève, après l'avoir consultée, la réaffecter dans un rayon de 10 km ou moins de son lieu habituel de travail en priorisant ce dernier. Le centre de services peut également la réaffecter à plus de 10 km si la personne salariée y consent. À moins d'entente différente entre le centre de services et la personne salariée, la réaffectation est pour une période maximale de 90 jours et se termine au plus tard à la fin de l'année scolaire, sauf lorsque la fin de la réaffectation survient le ou après le 1^{er} juin, auquel cas la réaffectation se poursuit jusqu'à la fin de l'année scolaire. Cette réaffectation doit être sans perte de traitement et tenir compte de ses qualifications et de son expérience. La personne salariée remplaçante poursuit le remplacement, et ce, au plus tard jusqu'au retour de la personne salariée titulaire du poste.

7-1.10

La personne salariée qui occupe un poste particulier peut postuler un poste définitivement vacant ou nouvellement créé. Si elle obtient le poste, elle peut choisir de demeurer affectée à son poste particulier ou d'occuper le poste obtenu. Dans le cas où la personne choisit de demeurer affectée à son poste particulier, sa période d'adaptation ou d'essai débute au moment de son entrée en fonction dans le nouveau poste.

La personne salariée régulière qui occupe un poste particulier mais dont le poste est aboli bénéficie des dispositions de l'article 7-3.00.

La personne salariée temporaire dont le poste particulier prend fin est inscrite à la liste de priorité d'embauche dans la mesure où elle répond aux conditions prévues à cette liste.

SECTEUR GÉNÉRAL**Section II Comblement d'un poste et d'un surcroît de travail****Comblement d'un poste nouvellement créé, définitivement vacant ou d'un poste particulier (Secteur général)****7-1.11****A) Affichage**

Lorsqu'un poste devient vacant, le centre de services dispose d'une période de 30 jours pour décider de l'abolir ou de le combler.

Dans le cas où le centre de services décide de procéder à l'abolition de ce poste, le syndicat en est avisé dans les 15 jours de la date de prise de décision.

Si la décision est à l'effet de le combler, le centre de services procède dans un délai qui n'excède pas normalement 30 jours ouvrables. Toutefois, lorsqu'un poste devient vacant à la suite de la nomination d'une personne salariée soumise à une période d'adaptation prévue à la clause 7-1.07, le centre de services procède en n'excédant pas les délais qui y sont prévus.

Lorsque le centre de services comble un poste nouvellement créé, définitivement vacant ou un poste particulier couvert par la présente section, ce poste doit être affiché sur le site Web du centre de services, et ce, pour une période effective d'au moins 5 jours ouvrables. Cet affichage s'adresse aux personnes et aux personnes salariées. Un avis est transmis au syndicat.

Cependant, le centre de services peut reporter l'affichage de tout poste définitivement vacant, nouvellement créé ou poste particulier après l'application du mécanisme de sécurité d'emploi et avant l'entrée des élèves. Le cas échéant, il procède en un seul affichage à une date qu'il détermine, laquelle doit se situer avant l'entrée des élèves et comble ces postes selon la séquence prévue au paragraphe B) de la présente clause. Le centre de services peut également procéder par séance d'affectation.

Malgré ce qui précède, afin de constituer un bassin de postes vacants visant à faciliter le processus de sécurité d'emploi prévu à l'article 7-3.00, le centre de services peut décider de combler temporairement un poste définitivement vacant à compter du 1^{er} janvier. Il doit toutefois décider de le combler définitivement ou de l'abolir lors de l'adoption du plan d'effectif suivant.

B) Séquence

Le centre de services procède ensuite de la façon suivante pour combler le poste :

I Poste non considéré pour la permanence

Lorsqu'il s'agit d'un poste non considéré pour la permanence, le centre de services procède selon les dispositions prévues au sous-paragraphe a) et, à défaut, selon les sous-paragraphe b), c) et f).

II Poste considéré pour la permanence

Lorsqu'il s'agit d'un poste considéré pour la permanence, le centre de services procède de la façon suivante :

- a) le centre de services comble le poste en choisissant parmi les personnes salariées régulières qui ont posé leur candidature lors de l'affichage du poste;

- b) à défaut, le centre de services comble le poste en choisissant parmi les personnes à l'essai qui ont posé leur candidature et en procédant au rappel des personnes salariées régulières qu'il a mises à pied et qui ont complété 2 années de service actif au centre de services dans un poste non considéré pour la permanence;
- c) à défaut, le centre de services comble le poste en choisissant parmi les personnes inscrites sur la liste de priorité d'embauche (les personnes salariées temporaires, les personnes salariées régulières et à l'essai mises à pied) et les personnes salariées visées à la clause 7-4.02 ou 7-4.04 qui ont posé leur candidature;
- d) à défaut, le centre de services comble le poste en choisissant parmi les personnes en disponibilité (ou ayant un statut équivalent) de son personnel de gérance. Toutefois, ce mouvement ne peut constituer une promotion;
- e) à défaut, le centre de services s'adresse au Bureau national de placement, lequel peut lui référer une personne de soutien en disponibilité d'un autre centre de services ou d'une commission scolaire pour qui ce mouvement ne constituerait pas une promotion;
- f) à défaut, le centre de services peut offrir le poste à une personne de l'extérieur dont les qualifications sont supérieures à celles des personnes refusées à l'une des étapes prévues à la présente clause.

C) Modalités

Les personnes salariées régulières travaillant dans le secteur de l'adaptation scolaire et celles travaillant dans le secteur des services de garde et des milieux scolaires sont considérées lors de l'application de la clause 7-1.04 et des sous-paragraphes a), b) et c) du paragraphe B) de la présente clause.

La personne salariée qui ne peut conserver son poste pendant sa période d'essai ou qui ne réussit pas sa période d'essai est de nouveau inscrite à la liste de priorité d'embauche dans la mesure où elle répond aux conditions prévues à cette liste.

Aux fins d'application de la clause 7-1.04, si aucune des personnes salariées n'accepte le poste offert, le centre de services désigne, sous réserve de la clause 7-3.44, la personne salariée possédant le moins d'ancienneté.

Malgré le paragraphe A) précédent et sous réserve de la clause 7-1.10, lorsqu'un poste particulier se poursuit, le centre de services fait appel à la même personne salariée.

7-1.12

L'affichage prévu à la clause 7-1.11 comporte, entre autres, une description sommaire du poste, son statut, le titre de la ou du supérieur immédiat, l'horaire de travail, le nom de la classe d'emplois, l'échelle ou le taux de traitement, les qualifications requises et autres exigences déterminées par le centre de services, la durée de la semaine régulière de travail, le nom du bureau, du service, de l'école ou du centre, la date limite pour poser sa candidature, la nature des tests qu'il entend administrer ainsi que le nom de la ou du responsable à qui elle doit être transmise. Les tests doivent être en relation avec les qualifications requises et autres exigences déterminées par le centre de services.

Pour les postes en adaptation scolaire, l'affichage prévoit, à titre indicatif, le type de clientèle desservie majoritairement.

Toute personne salariée intéressée ou visée par l'affichage peut se porter candidate en postulant selon le mode prescrit par le centre de services.

Dans tous les cas où le centre de services détermine des exigences autres que celles prévues au Plan de classification, ces dernières doivent être en relation avec le poste à combler. À ce titre, le centre de services peut aussi exiger la connaissance d'un logiciel dont l'usage est réservé spécifiquement au centre de services, aux centres de services scolaires ou aux commissions scolaires. Dans ce cas, il doit avoir offert dans l'année précédant un affichage une activité permettant aux personnes salariées régulières l'apprentissage de ce logiciel en lien avec cette exigence. Cette activité est réputée inscrite dans le programme de perfectionnement et ses coûts sont puisés à même les sommes prévues à la clause 5-7.09. Lorsqu'une telle activité n'est pas prévue au programme de perfectionnement, le centre de services l'offre tout de même, mais celle-ci ne peut être dispensée avant qu'il ne se soit écoulé un délai d'au moins 15 jours suivant l'offre.

Dans les 20 jours ouvrables de la fin de l'affichage, le centre de services transmet au syndicat le nom de la personne choisie, le nom des personnes qui ont posé leur candidature, leur ancienneté et leur classe d'emplois.

Sous réserve de la clause 7-1.10, le centre de services procède à l'affectation de la personne salariée sur son nouveau poste dans les 40 jours ouvrables de la fin de l'affichage.

7-1.13

Le centre de services peut continuer d'établir des listes d'éligibilité à certaines classes d'emplois selon les modalités prévues aux conventions collectives antérieures. Le centre de services, après entente avec le syndicat, peut en modifier les modalités et établir ces listes. L'application de la présente clause tient lieu des dispositions prévues au sous-paragraphe a) du paragraphe B) de la clause 7-1.11.

7-1.14

Par exception aux dispositions du sous-paragraphe a) du paragraphe B) de la clause 7-1.11, à défaut de scolarité suffisante, une expérience pertinente compense à raison de 2 années d'expérience pertinente pour chaque année de scolarité manquante, étant entendu que, après déduction, le solde des années d'expérience pertinente au crédit de la personne candidate doit demeurer suffisant pour satisfaire aux qualifications requises pour la classe d'emplois en matière d'expérience. Cette règle d'exception s'applique pour les postes de la catégorie du personnel de soutien administratif et de la sous-catégorie des emplois de soutien paratechnique sauf pour les classes d'emplois d'infirmière ou d'infirmier-auxiliaire et de surveillante-sauveteur ou surveillant-sauveteur; cette règle d'exception s'applique également dans le cas de la catégorie du personnel de soutien manuel, pour les classes d'emplois où de la scolarité est exigée.

Cependant, les personnes salariées faisant partie de la catégorie des emplois du personnel de soutien technique et paratechnique à la date d'entrée en vigueur de la convention sont réputées posséder les qualifications requises en regard du champ de spécialisation de la classe d'emplois qu'elles occupent.

Comblement d'un poste temporairement vacant ou d'un surcroît de travail**7-1.15****A) Séquence**

Lorsque le centre de services décide de combler un poste temporairement vacant ou un surcroît de travail d'une durée préalablement déterminée de 21 jours ouvrables et plus, il procède de la façon suivante :

- a) le centre de services peut faire appel à une personne de soutien pouvant être assignée temporairement en vertu d'une loi;
- b) à défaut, le centre de services l'offre en cumul, au sein du même bureau, du même service, de la même école ou du même centre, aux personnes salariées régulières;
- c) à défaut, le centre de services l'offre, au sein du même bureau, du même service, de la même école ou du même centre, aux personnes salariées régulières pour qui cette affectation constituerait une promotion, une mutation impliquant un changement de quart de travail, une mutation ou une rétrogradation impliquant une augmentation d'heures. Si le service est situé dans plusieurs immeubles, l'offre est faite aux personnes salariées régulières de l'immeuble où il se trouve;
- d) à défaut, le centre de services l'offre aux personnes inscrites sur la liste de priorité d'embauche;
- e) à défaut, le centre de services peut faire appel à une autre personne.

B) Modalités

Dans le cadre du sous-paragraphe b) du paragraphe A) précédent, le cumul ne doit pas générer de conflit d'horaire avec le poste, le remplacement ou le surcroît en cours et ne peut constituer des heures supplémentaires. Il ne change ni le poste ni le statut de la personne salariée. Les personnes salariées régulières du secteur de l'adaptation scolaire et du secteur des services de garde et des milieux scolaires sont considérées à cette étape.

C) Poste temporairement vacant d'une durée préalablement déterminée de 20 semaines et plus

Une fois par année avant l'entrée des élèves, le centre de services offre les postes temporairement vacants d'une durée préalablement déterminée de 20 semaines et plus, par affichage ou lors d'une séance d'affectation, à l'ensemble des personnes salariées régulières pour qui cette affectation constituerait une promotion ou une mutation impliquant une augmentation d'heures et, par la suite, aux personnes inscrites sur la liste de priorité d'embauche.

SECTEUR DE L'ADAPTATION SCOLAIRE**Section III Comblement d'un poste et d'un surcroît de travail (Secteur de l'adaptation scolaire)****7-1.16**

Le centre de services favorise la participation du personnel technique en adaptation scolaire lors des rencontres pour l'élaboration des plans d'intervention et recueille les informations pertinentes auprès des autres personnes salariées de soutien.

Dans le cas d'une personne salariée travaillant auprès d'élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage intégrés partiellement ou totalement dans une classe régulière ou travaillant auprès d'un ou 2 élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage fréquentant une classe spéciale, le centre de services peut considérer le plan d'intervention au moment de l'attribution d'un de ces postes dans la mesure où il entraîne une restriction quant au choix de la personne salariée.

Comblement d'un poste nouvellement créé, définitivement vacant ou d'un poste particulier**7-1.17**

Tout poste nouvellement créé ou qui devient définitivement vacant après l'entrée des élèves peut être comblé de façon temporaire, conformément à la clause 7-1.19, et ce, jusqu'au prochain plan d'effectif prévu à la clause 7-3.23.

Dans le cas où le centre de services décide de combler un poste particulier ou de combler définitivement un poste nouvellement créé ou qui devient définitivement vacant, il procède selon la clause 7-1.11.

7-1.18

Malgré ce qui précède, après l'application de la mécanique de sécurité d'emploi, et ce, jusqu'au 1^{er} novembre, le centre de services doit afficher conformément à la clause 7-1.11 tout poste nouvellement créé ou tout poste dont le nombre d'heures est modifié ne découlant pas de l'une ou l'autre des situations suivantes :

- a) conformément aux dispositions prévues à la Politique de l'adaptation scolaire et aux programmes des services complémentaires :
 - une modification relativement à l'intégration totale ou partielle d'un élève en classe ordinaire ou en classe spéciale;
 - une modification ou la mise en place des services d'appui pour répondre aux besoins des EHDAA;
 - une modification ou la mise en place d'une mesure préventive pour des élèves dans une situation particulière de vulnérabilité même s'ils ne sont pas identifiés;
- b) un changement dans le transport de la clientèle EHDAA;
- c) l'arrivée d'un nouvel élève dans l'établissement lequel requiert une des mesures prévues au paragraphe a);
- d) tout autre motif convenu entre le centre de services et le syndicat.

Aux termes de l'affichage du poste, celui-ci est offert aux seules personnes salariées régulières de la classe d'emplois concernée ayant posé leur candidature. À défaut d'avoir ainsi comblé le poste, la séquence prévue à la clause 7-1.11 s'applique.

Le centre de services informe par écrit le syndicat des ajouts d'heures et des postes nouvellement créés en indiquant pour chaque ajout d'heures ou chaque poste nouvellement créé la situation qui le justifie parmi celles prévues à la présente clause.

Lorsque la modification découle de la mise en place de services d'appui ou d'une mesure préventive, le centre de services informe le syndicat de la nature de ces mesures.

Lorsque le poste nouvellement créé ou le poste dont le nombre d'heures est modifié ne découle pas de l'une ou l'autre des situations mentionnées à la présente clause, le syndicat doit soumettre par écrit une demande de rencontre au centre de services. La personne responsable de l'adaptation scolaire du centre de services participe à cette rencontre. Le cas échéant, la rencontre a lieu dans les 15 jours ouvrables suivant la demande. Le syndicat peut soumettre un grief conformément à l'article 9-1.00 dans les 30 jours ouvrables suivant la date de la rencontre ou de l'expiration du délai prévu pour tenir la rencontre.

Comblement d'un poste temporairement vacant ou d'un surcroît de travail**7-1.19****A) Séquence**

Lorsque le centre de services décide de combler un poste temporairement vacant ou un surcroît de travail d'une durée préalablement déterminée de plus de 10 jours ouvrables, il procède de la façon suivante :

- a) le centre de services peut faire appel à une personne de soutien pouvant être assignée temporairement en vertu d'une loi;
- b) à défaut, le centre de services l'offre en cumul, au sein du même bureau, du même service, de la même école ou du même centre, aux personnes salariées régulières;
- c) à défaut, le centre de services l'offre aux personnes inscrites sur la liste de priorité d'embauche;
- d) à défaut, le centre de services peut faire appel à une autre personne.

B) Modalités

Dans le cadre du sous-paragraphe b) du paragraphe A) précédent, le cumul ne doit pas générer de conflit d'horaire avec le poste, le remplacement ou le surcroît en cours et ne peut constituer des heures supplémentaires. Il ne change ni le poste ni le statut de la personne salariée. Les personnes salariées régulières du secteur général et du secteur des services de garde et des milieux scolaires sont considérées à cette étape.

SECTEUR DES SERVICES DE GARDE ET DES MILIEUX SCOLAIRES**Section IV Comblement d'un poste, d'un surcroît de travail et d'un ajout d'heures (Secteur des services de garde et des milieux scolaires)****Comblement d'un poste nouvellement créé, définitivement vacant ou d'un poste particulier****7-1.20**

Tout poste nouvellement créé ou qui devient définitivement vacant après l'entrée des élèves peut être comblé de façon temporaire selon les dispositions de la clause 7-1.21, et ce, jusqu'à l'application du processus prévu aux clauses 7-3.37 à 7-3.39.

Dans le cas où le centre de services décide de combler un poste particulier ou de combler définitivement un poste nouvellement créé ou qui devient définitivement vacant, il procède conformément aux dispositions de la clause 7-1.11.

Comblement d'un poste temporairement vacant, d'un surcroît de travail et d'un ajout d'heures**7-1.21 Séquences****Éducatrice ou éducateur en milieu scolaire et éducatrice ou éducateur en milieu scolaire, classe principale**

- A) Sous réserve de la clause 7-3.42, lorsque le centre de services décide de combler un poste temporairement vacant, un surcroît de travail, ou un ajout d'heures d'une durée préalablement déterminée de plus de 2 jours ouvrables, il procède de la façon suivante :
- a) le centre de services peut faire appel à une personne de soutien pouvant être assignée temporairement en vertu d'une loi;
 - b) à défaut, le centre de services l'offre en cumul, dans le service de garde concerné, aux personnes salariées régulières, aux personnes salariées à l'essai et aux personnes temporaires inscrites sur la liste de priorité d'embauche. À cette fin, le poste temporairement vacant peut être fractionné en périodes dont la durée minimale est de 15 minutes. Cependant, la personne salariée doit conserver son groupe d'élèves pour toutes les périodes au cours desquelles les groupes sont constitués;
 - c) à défaut, le centre de services l'offre en cumul, dans l'école concernée, aux personnes salariées régulières. À cette fin, le poste temporairement vacant peut être fractionné en périodes dont la durée minimale est de 15 minutes;
 - d) à défaut, le centre de services l'offre aux personnes inscrites sur la liste de priorité d'embauche;
 - e) à défaut, le centre de services peut faire appel à une autre personne.

Technicienne ou technicien en service de garde et en milieu scolaire

- B) Lorsque le centre de services décide de combler un poste temporairement vacant d'une durée préalablement déterminée de plus de 20 jours, il procède de la façon suivante :
- a) le centre de services l'offre, dans le service de garde concerné, à l'éducatrice ou éducateur en milieu scolaire, classe principale;
 - b) à défaut, le centre de services l'offre, dans le service de garde concerné, aux éducatrices ou éducateurs en milieu scolaire;
 - c) à défaut, le centre de services l'offre aux personnes inscrites sur la liste de priorité d'embauche;
 - d) à défaut, le centre de services peut faire appel à une autre personne.

- C) Sous réserve de la clause 7-3.42, lorsque le centre de services décide de combler un poste temporairement vacant d'une durée préalablement déterminée de 20 semaines et plus, il procède de la façon suivante :
- a) le centre de services peut faire appel à une personne de soutien pouvant être assignée temporairement en vertu d'une loi;
 - b) à défaut, le centre de services l'offre, dans le service de garde concerné, aux personnes salariées régulières, aux personnes salariées à l'essai et aux personnes temporaires inscrites sur la liste de priorité d'embauche pour qui cette affectation constituerait une promotion, une mutation ou une rétrogradation impliquant une augmentation d'heures. À cette fin, le poste ne peut être fractionné;
 - c) à défaut, le centre de services l'offre, dans l'école concernée, aux personnes salariées régulières pour qui cette affectation constituerait une promotion ou une mutation impliquant une augmentation d'heures. À cette fin, le poste ne peut être fractionné;
 - d) à défaut, le centre de services l'offre aux personnes inscrites sur la liste de priorité d'embauche;
 - e) à défaut, le centre de services peut faire appel à une autre personne.

7-1.22 Modalités

Dans le cadre du paragraphe A) de la clause 7-1.21, le cumul ne doit pas générer de conflit d'horaire avec le poste, le remplacement, le surcroît ou l'ajout d'heures en cours et ne peut constituer des heures supplémentaires. Sous réserve de la clause 7-3.37, le cumul ne change ni le poste ni le statut de la personne salariée.

Les personnes salariées régulières du secteur général et du secteur de l'adaptation scolaire sont considérées lors de l'application du sous-paragraphe c) des paragraphes A) et C) de la clause 7-1.21.

7-2.00 MISE À PIED TEMPORAIRE

7-2.01

La personne salariée dont la nature du travail est telle qu'elle doit être mise à pied temporairement à cause du ralentissement cyclique des activités dans son secteur ne bénéficie pas des dispositions de l'article 7-3.00. Cependant, la personne salariée bénéficie de l'article 7-3.00 à la suite de l'abolition définitive de son poste, laquelle doit s'effectuer, conformément aux dispositions du plan d'effectif.

7-2.02

De plus, lorsqu'un poste n'étant pas à caractère cyclique le devient, la personne salariée concernée bénéficie de l'article 7-3.00 au même titre que toute personne salariée dont le poste est aboli, à moins qu'elle avise par écrit le centre de services dans les 5 jours ouvrables suivant l'avis prévu à la clause 7-2.05, qu'elle entend se prévaloir de l'une des formules suivantes, à son choix :

- a) d'une affectation temporaire à d'autres tâches en relation avec ses qualifications et son expérience. Cette affectation temporaire est décidée par le centre de services, mais ne peut entraîner une diminution de traitement pour la personne salariée concernée, ni une affectation à plus de 50 kilomètres de son lieu habituel de travail;
- b) d'une mise à pied temporaire.

À défaut d'avis de la part de la personne salariée non permanente dans le délai imparti et si elle ne peut déplacer une autre personne salariée conformément à l'article 7-3.00, cette personne salariée est réputée avoir choisi d'être mise à pied temporairement.

7-2.03

Après consultation du syndicat avant le 1^{er} mai de chaque année, le centre de services établit la durée approximative de chaque mise à pied temporaire, laquelle ne doit pas, sauf pour le personnel des cafétérias, excéder 55 jours ouvrables. Cette période de mise à pied doit être continue et se situer entre le 15 mai d'une année financière et le 15 septembre de l'année financière suivante.

Pour les personnes salariées travaillant dans le secteur des services de garde et des milieux scolaires ainsi que dans le secteur de l'adaptation scolaire, cette période de mise à pied doit être continue et se terminer au plus tard 2 jours ouvrables avant la rentrée des élèves. De plus, le centre de services favorise, en fonction de ses besoins, la présence au travail de ces personnes salariées lors des journées pédagogiques de la fin de l'année scolaire.

Lorsque le centre de services accepte de reporter la date de mise à pied d'une personne salariée afin de lui permettre de prendre des jours de vacances, cette décision ne doit pas avoir pour effet de prolonger la période de mise à pied de cette personne salariée.

7-2.04

S'il y a fermeture d'une cafétéria ou d'un service de garde durant le temps des fêtes¹, la personne salariée bénéficie des dispositions suivantes :

- a) les jours de congé auxquels elle a droit en vertu de l'article 5-2.00;

¹ Dans le cas du personnel de cafétéria, la période des fêtes signifie la période des fêtes durant laquelle les élèves ne dînent pas à l'école.

- b) les autres jours de fermeture sont déduits du nombre de jours de vacances auquel elle a droit en vertu de l'article 5-6.00.

7-2.05

Le centre de services établit également l'ordre dans lequel les mises à pied temporaires sont faites et, ce faisant, si, dans un même lieu physique, plus d'une personne salariée exerce les mêmes fonctions, les mises à pied se font selon l'ordre inverse d'ancienneté et les rappels au travail se font selon l'ordre d'ancienneté.

Il informe chacune des personnes salariées concernées de la date et de la durée approximative de cette mise à pied au moins un mois avant la date effective de cette mise à pied et l'avise des dispositions prévues à la clause 7-2.02 ou, selon le cas, à la clause 7-2.06. Malgré ce qui précède, pour la personne salariée travaillant dans le secteur des services de garde et des milieux scolaires, il l'informe de la date et de la durée approximative de cette mise à pied au moins 2 semaines avant la date effective de celle-ci. Une copie de l'avis est également transmise au syndicat.

7-2.06

Sauf dans le cas où le centre de services utilise des personnes salariées en disponibilité, conformément à l'article 7-1.00, toute personne salariée mise à pied temporairement, autre qu'une personne salariée à qui s'applique la clause 7-2.02, bénéficie d'une priorité pour combler un surcroît de travail ou un poste temporairement vacant pendant cette période. Pour bénéficier de cette priorité, la personne salariée doit informer, par écrit, le centre de services de son intention d'accepter le surcroît de travail ou le poste temporairement vacant qui pourrait lui être offert, et ce, dans les 5 jours ouvrables suivant la réception de l'avis prévu à la clause 7-2.05. Elle doit en outre posséder les qualifications requises et répondre aux autres exigences déterminées par le centre de services. Elle reçoit le taux de traitement du poste occupé temporairement et bénéficie, durant cette période, des autres avantages de la convention.

7-2.07

Sous réserve des dispositions relatives aux mouvements de personnel et à la sécurité d'emploi, il est convenu que la personne salariée reprend son poste à la fin de la période de mise à pied temporaire.

7-2.08

En outre, cette personne salariée bénéficie, durant cette période de mise à pied temporaire, de l'assurance vie si elle le désire, de l'assurance maladie de base et, si elle est applicable, de l'assurance dentaire. Sa quote-part de la prime annuelle d'assurance maladie et d'assurance dentaire est répartie sur les périodes de paie complètes se situant entre le 15 septembre et le 15 mai ou selon d'autres modalités déterminées par le comité paritaire d'assurance.

7-3.00 SÉCURITÉ D'EMPLOI

Section I Dispositions générales

7-3.01

En plus de la présente section et des sections V, VI et VII, seules les dispositions du présent article où elles sont spécifiquement identifiées s'appliquent aux personnes salariées travaillant dans le secteur de l'adaptation scolaire et à celles travaillant dans le secteur des services de garde et des milieux scolaires.

7-3.02

Dans le cadre du présent article, la personne salariée qui en déplace une autre ou qui choisit un poste doit posséder les qualifications requises et répondre aux autres exigences déterminées par le centre de services. De plus, la personne salariée qui en déplace une autre doit avoir plus d'ancienneté que la personne salariée déplacée. De même, lorsque plus d'une personne salariée peut exercer un choix, ce choix se fait par ordre d'ancienneté.

À moins d'une disposition à l'effet contraire, l'application du présent article ne peut entraîner de promotion.

Une personne salariée permanente, une personne salariée bénéficiant d'une protection de classe d'emplois, ou celle bénéficiant d'une protection salariale, qui ne choisit pas ou refuse un poste qui comporte le moins de conséquences financières pour le centre de services, ne bénéficie que de la protection salariale la moins élevée parmi tous les choix possibles.

La personne salariée dont l'emploi prend fin ou qui est mise à pied est inscrite à la liste de priorité d'embauche dans la mesure où elle répond aux conditions prévues à cette liste.

7-3.03

Le centre de services peut, le cas échéant, répartir les tâches d'un poste aboli aux personnes salariées en place. Toutefois, cette répartition ne peut avoir pour effet d'occasionner un fardeau de tâche excessif à ces personnes salariées.

7-3.04

Dans le cas d'événement de force majeure entraînant la fermeture totale ou partielle d'un immeuble ou d'un service de garde, le centre de services peut affecter temporairement les personnes salariées visées par cette fermeture totale ou partielle, et ce, jusqu'à ce que les personnes salariées puissent réintégrer leur poste ou jusqu'à ce que les postes en cause soient abolis.

7-3.05

En aucun cas, une personne salariée permanente ne peut être tenue d'accepter un poste situé à plus de 50 kilomètres par voie routière de son domicile ou de son lieu de travail au moment de l'abolition de son poste ou de son déplacement.

Lorsque la convention fait obligation à une personne salariée permanente d'accepter un poste situé à 50 kilomètres ou moins par voie routière de son domicile ou de son lieu de travail, cette obligation existe dès que le poste offert se situe à 50 kilomètres ou moins par voie routière de l'un ou de l'autre de ces lieux.

7-3.06

Sous réserve de la clause 7-3.30 du secteur de l'adaptation scolaire, une personne salariée permanente ne peut être tenue d'accepter un poste non considéré pour la permanence.

SECTEUR GÉNÉRAL

Section II Sécurité d'emploi pour les personnes salariées régulières (Secteur général)

Plan d'effectif

7-3.07

Le centre de services adopte, au plus tard le 1^{er} juin de chaque année financière, un plan d'effectif pour l'année financière suivante. Ce plan ne couvre pas les postes dans le secteur de l'adaptation scolaire, les postes du secteur des services de garde et des milieux scolaires, les postes particuliers de même que les affectations visées par les surcroûts de travail.

Le centre de services soumet obligatoirement au syndicat, au plus tard le 15 mai de chaque année financière et au moins 7 jours avant son adoption, un projet de plan d'effectif aux fins de consultation.

Lors de l'élaboration du plan d'effectif, le centre de services crée, sous réserve des besoins de l'organisation, du service et des élèves, des postes avec le plus grand nombre d'heures possible et comportant des horaires continus, notamment en fusionnant les postes compatibles de la même classe d'emplois. Le centre de services n'est pas tenu de fusionner ou de créer des postes si cela a pour effet d'occasionner du temps de déplacement, des frais de déplacement ou un conflit d'horaire ni excéder la semaine régulière de travail prévue à la clause 8-2.01.

7-3.08

Le plan prend effet le 1^{er} juillet d'une année financière et vaut pour l'année financière en cause. Le plan est remis au syndicat au moment de son adoption et doit comprendre les éléments suivants :

- a) le nombre de postes maintenus par classe d'emplois de même que la répartition de ces postes par bureau, par service, par école et par centre;

- b) le nombre de postes en surplus qui seront abolis. Sous réserve de l'application des clauses 7-1.11 et 7-3.10, le centre de services ne peut abolir d'autres postes que ceux dont l'abolition est prévue dans le plan. Dans ce cadre, le centre de services doit identifier chacun des postes à abolir (bureau, service, école ou centre, classe d'emplois, nom de la personne salariée titulaire au moment de l'élaboration du plan) de même qu'à titre indicatif seulement, le motif de son abolition parmi ceux ci-dessous énumérés :
- 1) baisse significative de clientèle¹;
 - 2) réaménagement de la structure administrative autre que celui visé par le paragraphe b) de la clause 7-3.09;
 - 3) fermeture de bureau, de service, d'école ou de centre;
 - 4) modification de services spécifiques à rendre;
 - 5) réduction de services spécifiques à rendre;
- c) la liste des personnes salariées en disponibilité au moment de l'adoption du plan, la liste des personnes salariées bénéficiant d'une protection de classe d'emplois de même que la classe d'emplois concernée et la liste des personnes salariées bénéficiant de la protection salariale prévue au sous-paragraphe 2) du paragraphe a) de la clause 7-3.21;
- d) l'identification de chacun des postes nouvellement créés dont la création coïncide avec l'entrée en vigueur du plan, et ce, sans égard aux créations de postes ultérieures qui peuvent survenir pendant la durée du plan;
- e) l'identification des contrats à forfait à caractère continu reliés aux classes d'emplois couvertes par le certificat d'accréditation.

Les abolitions de postes prévues au plan prennent effet à une seule date par plan d'effectif. Cette date est déterminée par le centre de services et doit être mentionnée au plan d'effectif en cause.

7-3.09

Malgré ce qui précède, le centre de services n'est pas tenu de procéder à l'abolition d'un poste lorsqu'une des circonstances suivantes se présente :

- a) le poste est transféré à moins de 5 kilomètres de son lieu actuel. Toutefois, le poste transféré à 5 kilomètres et plus de son lieu actuel est offert en priorité à la personne salariée détentrice de ce poste. Advenant son refus, le poste est aboli;
- b) le poste est rattaché en tout ou en partie à un autre service ou lorsqu'il n'y a qu'un changement de supérieure ou de supérieur;
- c) une modification dans la répartition du temps de travail entre les mêmes lieux de travail;

¹ La baisse de clientèle peut être constatée et additionnée sur une période de 3 ans, y compris l'année visée par le plan d'effectif.

- d) un changement d'horaire sans qu'il y ait changement de quart de travail;
- e) un autre motif convenu par le centre de services et le syndicat survient.

7-3.10

Dans le but d'éviter des abolitions de postes, le centre de services et le syndicat peuvent s'entendre pour affecter dans la même classe d'emplois une ou des personnes salariées sous réserve de la clause 7-3.05. Cette entente, le cas échéant, est préalable à l'adoption du plan d'effectif.

Sous réserve de la clause 7-1.11, toute modification au plan d'effectif, à compter de son adoption, visant à abolir d'autres postes que ceux identifiés au paragraphe b) de la clause 7-3.08 doit, pour être effectuée, faire l'objet d'une entente écrite entre le centre de services et le syndicat.

Toute modification, quant au nombre de postes par classe d'emplois résultant de l'application de l'article 6-1.00, constitue une modification au plan réputée avoir fait l'objet d'une entente entre le centre de services et le syndicat.

7-3.11

La personne salariée régulière dont le poste est aboli reçoit un préavis écrit d'au moins 30 jours de la date effective de l'abolition de son poste indiquant le motif de l'abolition, à titre indicatif seulement. Une copie de l'avis est transmise simultanément au syndicat.

Mécanisme de sécurité d'emploi

7-3.12

La procédure de déplacement et d'attribution de postes vacants du mécanisme de sécurité d'emploi s'applique uniquement aux postes prévus au plan d'effectif du secteur général.

Dans le cadre de la présente section, le centre de services met fin à l'emploi de la personne salariée à l'essai déplacée ou dont le poste est aboli. De plus, la personne salariée régulière qui ne peut obtenir un poste à la suite de l'application des clauses 7-3.15 à 7-3.19 est mise en disponibilité si elle est permanente ou mise à pied si elle est non permanente.

7-3.13

Le centre de services peut convoquer une séance d'affectation au cours de laquelle les postes vacants et les postes libérés dans le cadre de la séance d'affectation sont comblés.

La personne salariée régulière absente en raison d'un motif prévu à la convention exerce son choix au moment où le mécanisme de sécurité d'emploi s'applique quel que soit le moment prévu pour son retour au travail.

Le centre de services et le syndicat conviennent des modalités qui s'appliquent en cas d'absence de la personne salariée à la séance d'affectation.

Les postes demeurés vacants à la suite de l'application des clauses 7-3.15 à 7-3.19 sont comblés conformément à la clause 7-1.11. Toutefois, jusqu'à la rentrée des élèves, ces postes sont affichés durant 5 jours ouvrables et ils ne sont pas offerts aux personnes salariées régulières qui y ont eu accès.

7-3.14

Dans le cadre de l'application du plan d'effectif, le centre de services constitue, par classe d'emplois, une banque de postes vacants comprenant les postes suivants :

- les postes du bassin prévu à la clause 7-1.11 que le centre de services décide de maintenir;
- les postes nouvellement créés;
- les postes des personnes salariées dont la retraite est confirmée et qui ne reviennent pas dans leur poste après le 1^{er} juillet. Le fait d'inclure ce poste dans la banque de postes vacants ne peut empêcher l'application de la clause 7-3.43 ni faire perdre à la personne salariée un autre avantage auquel elle aurait normalement eu droit.

Si le nombre de postes vacants de cette banque est inférieur au nombre de postes abolis dans une classe d'emplois, les personnes salariées de cette classe d'emplois possédant le moins d'ancienneté sont déclarées excédentaires. Leurs postes deviennent vacants et sont ajoutés à la banque de postes vacants, et ce, jusqu'à concurrence du nombre de postes abolis dans la classe d'emplois. Toutefois, lorsque le poste aboli est celui de la personne salariée la moins ancienne, celle-ci est alors déclarée excédentaire.

Malgré ce qui précède, au lieu de la déclarer excédentaire, le centre de services met fin à l'emploi de la personne salariée à l'essai, sous réserve de la clause 7-3.19.

7-3.15

A) La personne salariée régulière dont le poste est aboli doit, à son choix :

1) déplacer une personne salariée moins ancienne de sa classe d'emplois;

ou

2) choisir un poste dans la banque de postes vacants de sa classe d'emplois.

Si la personne salariée ne peut exercer l'un des choix prévus ci-dessus du fait qu'elle est la personne salariée la moins ancienne de sa classe d'emplois, les dispositions de la clause 7-3.16 s'appliquent.

B) La personne salariée régulière déplacée en vertu du sous-paragraphe 1) du paragraphe A) précédent choisit un poste dans la banque de postes vacants de sa classe d'emplois.

7-3.16

La personne salariée régulière déclarée excédentaire de sa classe d'emplois en vertu de la clause 7-3.14 doit, à son choix :

- 1) déplacer la personne salariée la moins ancienne de la classe d'emplois dont le maximum de l'échelle de traitement est identique à celui de la classe d'emplois qu'elle quitte ou, à défaut, dont le maximum de l'échelle de traitement est immédiatement inférieur à celui de la classe d'emplois qu'elle quitte, et ce, dans sa catégorie;

ou

- 2) choisir un poste dans la banque de postes vacants de la classe d'emplois dont le maximum de l'échelle de traitement est identique à celui de la classe d'emplois qu'elle quitte ou, à défaut, dont le maximum de l'échelle de traitement est immédiatement inférieur à celui de la classe d'emplois qu'elle quitte, et ce, dans sa catégorie.

7-3.17

La personne salariée régulière déplacée en vertu du paragraphe 1) de la clause 7-3.16 ou en vertu de la présente clause, doit :

- A) choisir un poste dans la banque de postes vacants de sa classe d'emplois;

- B) à défaut, elle doit, à son choix :

- 1) déplacer la personne salariée la moins ancienne de la classe d'emplois dont le maximum de l'échelle de traitement est identique à celui de la classe d'emplois qu'elle quitte ou, à défaut, dont le maximum de l'échelle de traitement est immédiatement inférieur à celui de la classe d'emplois qu'elle quitte, et ce, dans sa catégorie;

ou

- 2) choisir un poste dans la banque de postes vacants de la classe d'emplois dont le maximum de l'échelle de traitement est identique à celui de la classe d'emplois qu'elle quitte ou, à défaut, dont le maximum de l'échelle de traitement est immédiatement inférieur à celui de la classe d'emplois qu'elle quitte, et ce, dans sa catégorie.

7-3.18

Toutefois, lorsque dans l'application des clauses 7-3.15 à 7-3.17, il existe un poste vacant considéré pour la permanence à combler dans une classe d'emplois où un poste est aboli ou dans cette même classe d'emplois où une personne salariée y est tenue de déplacer, les dispositions ci-dessous s'appliquent, et ce, malgré la clause 7-1.11 :

- a) le centre de services offre par ordre d'ancienneté le poste vacant aux seules personnes salariées régulières de la classe d'emplois concernée qui possèdent plus d'ancienneté que la personne salariée dont le poste est aboli ou qui est tenue de déplacer;

- b) par la suite, le centre de services offre par ordre d'ancienneté le poste libéré aux seules personnes salariées régulières de la classe d'emplois concernée qui possèdent plus d'ancienneté que telle personne salariée dont le poste est aboli ou qui est tenue de déplacer.

Cette procédure s'applique tant et aussi longtemps que le dernier poste disponible dans la classe d'emplois concernée respecte, pour la personne salariée dont le poste est aboli ou qui est tenue de déplacer, les conditions suivantes :

- le poste disponible est situé à 50 kilomètres ou moins du domicile ou du lieu de travail de la personne salariée dont le poste est aboli ou qui est tenue de déplacer selon la règle prévue à la clause 7-3.05;
- le poste disponible est considéré pour la permanence;
- la personne salariée dont le poste est aboli ou qui est tenue de déplacer possède les qualifications requises et répond aux autres exigences du poste disponible.

7-3.19

- A) Lorsqu'une personne salariée régulière ne peut en déplacer une autre ou prendre un poste vacant de sa classe d'emplois en raison d'un des motifs suivants :

- a) elle ne possède pas les qualifications requises et ne répond pas aux autres exigences déterminées par le centre de services;
- b) elle détient un poste considéré pour la permanence et le poste disponible est non considéré pour la permanence;
- c) le poste disponible est situé à plus de 50 kilomètres selon la règle prévue à la clause 7-3.05;

elle déplace la personne salariée régulière la moins ancienne de sa classe d'emplois qui détient un poste pour lequel les motifs énumérés ci-dessus sont respectés. La personne salariée ainsi déplacée bénéficie des dispositions de la clause 7-3.15 B) et, à défaut, de la clause 7-3.16. La personne salariée initialement déclarée excédentaire reprend son poste s'il est demeuré vacant ou, à défaut, un autre poste demeuré vacant en raison de la présente clause.

- B) De même, lorsqu'une personne salariée régulière ne peut en déplacer une autre dans une autre classe d'emplois où elle est tenue de déplacer ou prendre un poste vacant en raison d'un des motifs suivants :

- a) elle ne possède pas les qualifications requises et ne répond pas aux autres exigences déterminées par le centre de services;
- b) elle détient un poste considéré pour la permanence et le poste disponible est non considéré pour la permanence;
- c) le poste disponible est situé à plus de 50 kilomètres selon la règle prévue à la clause 7-3.05;

elle déplace la personne salariée régulière la moins ancienne qui détient un poste pour lequel les motifs énumérés ci-dessus sont respectés dans la classe d'emplois et dont le maximum de l'échelle de traitement est identique à celui de la classe d'emplois qu'elle quitte ou, à défaut, dont le maximum de l'échelle de traitement est immédiatement inférieur à celui de la classe d'emplois qu'elle quitte, et ce, dans sa catégorie.

La personne salariée régulière ainsi déplacée bénéficie des dispositions de la clause 7-3.16 ou 7-3.17, selon le cas.

- C) Lorsqu'une personne salariée régulière ne peut détenir un poste de la classe d'emplois dont le maximum de l'échelle de traitement est identique à celui de la classe d'emplois qu'elle quitte ou, à défaut, dont le maximum de l'échelle de traitement est immédiatement inférieur à celui de la classe d'emplois qu'elle quitte, et ce, dans sa catégorie, elle exerce les choix prévus aux clauses 7-3.16 à 7-3.19 dans sa catégorie en fonction de la deuxième classe d'emplois immédiatement inférieure et ainsi de suite.

7-3.20

En aucun cas, la personne salariée régulière déplacée ne peut être une personne salariée temporaire embauchée dans le cadre d'un surcroît temporaire de travail ou d'un événement imprévu. Dans le cas d'une personne salariée temporaire qui remplace une personne salariée temporairement absente, l'application des clauses 7-3.14 à 7-3.19 se fait en tenant compte de l'ancienneté de la personne salariée temporairement absente. Dans ce cadre, si une personne salariée déplace la personne salariée temporairement absente, le centre de services met fin à l'emploi de la personne salariée temporaire remplaçante.

Protection salariale

7-3.21

- a) Dans le cas où une personne salariée permanente est tenue de détenir, dans le cadre des clauses 7-3.14 à 7-3.19, un poste considéré pour la permanence dont la semaine régulière de travail comporte un nombre d'heures inférieur à celui de la durée de sa semaine régulière de travail et/ou un poste considéré pour la permanence à caractère cyclique, elle bénéficie, à son choix, d'une des protections salariales suivantes :

- 1) elle conserve la rémunération établie sur la base du taux de traitement et du nombre d'heures régulières effectivement applicables immédiatement avant l'obtention du nouveau poste, et ce, tant et aussi longtemps que la rémunération découlant du nouveau poste est inférieure. Toutefois, la différence entre la rémunération découlant du nouveau poste et celle établie immédiatement avant l'obtention du nouveau poste est versée sous la forme d'un montant forfaitaire réparti sur chacune de ses paies. Ce montant est réduit au fur et à mesure que le traitement de la personne salariée concernée progresse.

Au cours de cette période, cette personne salariée peut poser sa candidature au 1^{er} alinéa de la clause 7-1.04 sur un poste de sa classe d'emplois comportant au moins le même nombre d'heures que celui qu'elle détenait immédiatement avant l'obtention du nouveau poste;

- 2) elle conserve la rémunération établie sur la base du taux de traitement et du nombre d'heures de sa semaine régulière de travail effectivement applicables immédiatement avant l'obtention du nouveau poste, et ce, tant et aussi longtemps qu'elle n'obtient pas un poste, conformément au 1^{er} alinéa de la clause 7-1.04. Le centre de services assigne des tâches à cette personne salariée afin qu'elle puisse compléter sa semaine régulière de travail. Cette affectation se fait dans le respect des dispositions prévues à la clause 7-3.44.
- b) Lorsque, dans le cadre des clauses 7-3.16 à 7-3.19, une personne salariée permanente est tenue de procéder à une rétrogradation, elle conserve sa classe d'emplois aux fins de traitement et aux fins de mouvements de personnel, et ce, tant et aussi longtemps qu'elle n'obtient pas un poste, conformément au 1^{er} alinéa de la clause 7-1.04.

SECTEUR DE L'ADAPTATION SCOLAIRE

Section III Sécurité d'emploi pour les personnes salariées régulières (Secteur de l'adaptation scolaire)

7-3.22

La procédure de déplacement et d'attribution de postes vacants de la présente section s'applique uniquement aux postes prévus au plan d'effectif dans le secteur de l'adaptation scolaire. Les personnes salariées sont informées de la date de la séance d'affectation avant le dernier jour de travail précédant la mise à pied temporaire prévue à l'article 7-2.00.

Dans le cadre de la présente section, le centre de services met fin à l'emploi de la personne salariée à l'essai déplacée ou dont le poste est aboli. De plus, la personne salariée régulière qui ne peut obtenir un poste à la suite de l'application des clauses 7-3.27 à 7-3.32 est, à la fin de la période de mise à pied temporaire prévue à la clause 7-2.03, mise en disponibilité si elle est permanente ou mise à pied si elle est non permanente.

Plan d'effectif

7-3.23

Le centre de services adopte, au plus tard le 20 août de chaque année financière, un plan d'effectif obligatoirement soumis au syndicat 5 jours avant son adoption aux fins de consultation. Ce plan vaut pour l'année financière courante.

Malgré ce qui précède, dans le cas d'une personne salariée travaillant auprès d'élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage intégrés partiellement ou totalement dans une classe régulière ou travaillant auprès d'un ou 2 élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage fréquentant une classe spéciale :

- a) le centre de services peut abolir en cours d'année, pour des motifs non raisonnablement prévisibles au moment de la planification d'effectif, le poste d'une de ces personnes salariées. Lorsque cette éventualité se produit, le centre de services procède, dans le respect de la clause 7-3.05, à une nouvelle affectation de la personne salariée;

- b) le centre de services comble l'horaire de travail d'une personne salariée en relation avec ses qualifications lorsque, en cours d'année, le nombre d'heures de son poste fluctue à la baisse.

Lors de l'élaboration du plan d'effectif, le centre de services crée, sous réserve des besoins de l'organisation, du service et des élèves, des postes avec le plus grand nombre d'heures possible et comportant des horaires continus, notamment en fusionnant les postes compatibles de la même classe d'emplois. Le centre de services n'est pas tenu de fusionner ou de créer des postes si cela a pour effet d'occasionner du temps de déplacement, des frais de déplacement ou un conflit d'horaire ni excéder la semaine régulière de travail prévue à la clause 8-2.01.

7-3.24

Le plan doit comprendre les éléments suivants :

- a) le nombre de postes maintenus par classe d'emplois de même que la répartition de ces postes par bureau, par service, par école et par centre;
- b) le nombre de postes en surplus qui seront abolis. Sous réserve de l'application de la clause 7-3.23, le centre de services ne peut abolir d'autres postes que ceux dont l'abolition est prévue dans le plan. Dans ce cadre, le centre de services doit identifier chacun des postes à abolir (bureau, service, école ou centre, classe d'emplois, nom de la personne salariée titulaire au moment de l'élaboration du plan) de même qu'à titre indicatif seulement, le motif de son abolition parmi ceux ci-dessous énumérés :
- 1) baisse significative de clientèle¹;
 - 2) réaménagement de la structure administrative autre que celui visé par le paragraphe b) de la clause 7-3.25;
 - 3) fermeture de bureau, de service, d'école ou de centre;
 - 4) modification de services spécifiques à rendre;
 - 5) réduction de services spécifiques à rendre;
- c) la liste des personnes salariées en disponibilité au moment de l'adoption du plan, la liste des personnes salariées bénéficiant d'une protection de classe d'emplois de même que la classe d'emplois concernée et la liste des personnes salariées bénéficiant de la protection salariale prévue au sous-paragraphe 2) du paragraphe a) de la clause 7-3.34;
- d) l'identification de chacun des postes nouvellement créés dont la création coïncide avec l'entrée en vigueur du plan, et ce, sans égard aux créations de postes ultérieures qui peuvent survenir pendant la durée du plan;

¹ La baisse de clientèle peut être constatée et additionnée sur une période de 3 ans, y compris l'année visée par le plan d'effectif.

- e) pour chacun des postes des classes d'emplois de techniciennes ou techniciens, et ce, en dehors de la présence des élèves, un temps de planification, de préparation et d'organisation requis pour les services dispensés aux élèves, pour les rencontres de l'équipe-école et pour les suivis auprès des parents ou d'autres intervenants. Ce temps est établi sur une base hebdomadaire et doit tenir compte du type de clientèle;
- f) pour chacun des postes du secteur de l'adaptation scolaire, le centre de services indique, à titre indicatif, le type de clientèle desservie majoritairement.

Les abolitions de postes prévues au plan prennent effet à une seule date par plan d'effectif. Cette date est déterminée par le centre de services et doit être mentionnée au plan d'effectif en cause. Le centre de services transmet à la personne salariée dont le poste est aboli, un préavis écrit de 5 jours de la date effective de l'abolition de son poste. Une copie de l'avis est transmise simultanément au syndicat.

7-3.25

Malgré ce qui précède, le centre de services n'est pas tenu de procéder à l'abolition d'un poste lorsqu'une des circonstances suivantes se présente :

- a) le poste est transféré à moins de 5 kilomètres de son lieu actuel. Toutefois, le poste transféré à 5 kilomètres et plus de son lieu actuel est offert en priorité à la personne salariée détentrice de ce poste. Advenant son refus, le poste est aboli;
- b) le poste est rattaché en tout ou en partie à un autre service ou lorsqu'il n'y a qu'un changement de supérieure ou de supérieur;
- c) une modification dans la répartition du temps de travail entre les mêmes lieux de travail;
- d) un changement d'horaire sans qu'il y ait changement de quart de travail;
- e) les heures du poste sont majorées de 10 % ou moins pour un maximum de 2,5 heures. Cette majoration peut être effectuée une seule fois, tant que le poste ne fait pas l'objet d'une abolition ou tant qu'il n'est pas offert en séance d'affectation ou par affichage. Cette majoration ne peut avoir pour effet de modifier un poste non considéré pour la permanence en un poste considéré pour la permanence et ne peut, pour un poste considéré pour la permanence, excéder la durée de la semaine régulière de travail;
- f) un autre motif convenu par le centre de services et le syndicat survient.

7-3.26

Dans le but d'éviter des abolitions de postes, le centre de services et le syndicat peuvent s'entendre pour affecter dans la même classe d'emplois une ou des personnes salariées sous réserve de la clause 7-3.05. Cette entente, le cas échéant, est préalable à l'adoption du plan d'effectif.

Toute modification, quant au nombre de postes par classe d'emplois résultant de l'application de l'article 6-1.00, constitue une modification au plan réputée avoir fait l'objet d'une entente entre le centre de services et le syndicat.

Mécanisme de sécurité d'emploi

7-3.27

Dans le cas d'une personne salariée travaillant auprès d'élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage intégrés partiellement ou totalement dans une classe régulière ou travaillant auprès d'un ou 2 élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage fréquentant une classe spéciale, le centre de services peut considérer le plan d'intervention au moment de l'élaboration et de l'application du plan d'effectif dans la mesure où il entraîne une restriction quant au choix de la personne salariée.

7-3.28

Les clauses 7-3.29 à 7-3.31 s'appliquent de façon concomitante.

Au plus tard dans la semaine complète qui précède l'entrée des élèves, le centre de services peut tenir une séance d'affectation au cours de laquelle les postes vacants et les postes libérés dans le cadre de la séance d'affectation sont comblés, étant entendu que la personne salariée peut effectuer son choix plus d'une fois. Lors de cette séance d'affectation, le centre de services fournit pour chacun des postes vacants les renseignements généraux relativement à la clientèle visée.

Lorsque le centre de services ne convoque pas une séance d'affectation, il doit procéder à l'affichage des postes vacants, conformément à la clause 7-1.12, pendant une période effective d'au moins 5 jours.

La personne salariée régulière absente en raison d'un motif prévu à la convention exerce son choix au moment où le mécanisme de sécurité d'emploi s'applique quel que soit le moment prévu pour son retour au travail.

Le centre de services et le syndicat conviennent des modalités qui s'appliquent en cas d'absence de la personne salariée à la séance d'affectation.

Après la séance d'affectation ou l'affichage de postes, le centre de services offre, à l'ensemble des personnes salariées régulières et, par la suite, aux personnes inscrites sur la liste de priorité d'embauche les postes temporairement vacants dont la vacance est prévue jusqu'à la fin de l'année scolaire.

7-3.29

Les postes prévus au plan d'effectif sont comblés de la façon suivante :

- a) la personne salariée conserve le poste qu'elle détenait l'année précédente s'il existe toujours. Cependant, est considéré comme un poste vacant, le poste de la personne salariée dont le nombre d'heures a été augmenté au cours de l'année précédente et dont l'augmentation maintenue en tout ou en partie au cours de la présente année est supérieure aux paramètres prévus au paragraphe e) de la clause 7-3.25;
- b) la personne salariée dont le poste est aboli et recréé avec un nombre d'heures inférieur se voit offrir ce poste en priorité, elle peut accepter ou refuser ce poste;

- c) le centre de services offre les postes vacants et les postes libérés aux personnes salariées régulières suivantes de la même classe d'emplois :
- les personnes salariées dont le poste est aboli;
 - les personnes salariées qui ont fait une demande de mutation à l'intérieur d'un délai déterminé par le centre de services;
 - les personnes salariées en disponibilité;
 - les personnes salariées qui bénéficient d'une protection salariale;
 - les personnes salariées, ayant déjà détenu cette classe d'emplois, qui ont été tenues de procéder à une rétrogradation sans protection salariale ou de classe d'emplois, dans la mesure où elles en font la demande au centre de services.

Si aucune des personnes salariées en disponibilité ou en protection salariale n'accepte le poste offert, le centre de services désigne, sous réserve de la clause 7-3.44, la personne salariée possédant le moins d'ancienneté parmi celles en disponibilité ou qui bénéficient d'une protection salariale.

7-3.30

- A) La personne salariée régulière dont le poste est aboli doit, à son choix :
- a) déplacer une personne salariée moins ancienne de sa classe d'emplois;
- ou
- b) choisir un poste vacant selon la clause 7-3.29.
- B) La personne salariée régulière qui n'a pu obtenir un poste en vertu de ce qui précède doit, à son choix :
- a) déplacer la personne salariée la moins ancienne de la classe d'emplois dont le maximum de l'échelle est immédiatement inférieur dans sa catégorie;
- ou
- b) choisir, selon la clause 7-3.29, un poste vacant de la classe d'emplois dont le maximum de l'échelle est immédiatement inférieur dans sa catégorie;
- ou, pour la personne salariée permanente,
- c) déplacer une personne salariée moins ancienne de sa classe d'emplois détenant un poste non considéré pour la permanence;
- ou
- d) choisir un poste vacant non considéré pour la permanence selon la clause 7-3.29;

Lorsqu'une personne salariée permanente effectue un choix en vertu des sous-paragraphes c) ou d) précédents, les dispositions suivantes s'appliquent :

- 1) cette personne salariée est visée par les dispositions du paragraphe c) de la clause 7-3.34;
- 2) le centre de services et le syndicat conviennent des modalités qui s'appliquent. À défaut d'entente sur les modalités, la personne salariée permanente effectue son choix en fonction du poste non considéré pour la permanence qui comporte le plus grand nombre d'heures.

7-3.31

- A) La personne salariée régulière déplacée en vertu du sous-paragraphe a) du paragraphe A) et du sous-paragraphe c) du paragraphe B) de la clause 7-3.30 doit :
 - a) choisir un poste vacant de sa classe d'emplois selon la clause 7-3.29;
 - b) à défaut, déplacer la personne salariée la moins ancienne de sa classe d'emplois.
- B) La personne salariée régulière déplacée en vertu du sous-paragraphe a) du paragraphe B) de la clause 7-3.30 doit choisir un poste vacant selon la clause 7-3.29.
- C) La personne salariée régulière qui n'a pu obtenir un poste en vertu de ce qui précède ou la personne salariée déplacée en vertu de la présente clause doit, à son choix :
 - a) déplacer la personne salariée la moins ancienne de la classe d'emplois dont le maximum de l'échelle est immédiatement inférieur dans sa catégorie;
ou
 - b) choisir, selon la clause 7-3.29, un poste vacant de la classe d'emplois dont le maximum de l'échelle est immédiatement inférieur dans sa catégorie.

7-3.32

- A) Lorsqu'une personne salariée régulière ne peut en déplacer une autre ou prendre un poste vacant de sa classe d'emplois en raison d'un des motifs suivants :
 - a) elle ne possède pas les qualifications requises et ne répond pas aux autres exigences déterminées par le centre de services;
 - b) elle détient un poste considéré pour la permanence et le poste disponible est non considéré pour la permanence;
 - c) le poste disponible est situé à plus de 50 kilomètres selon la règle prévue à la clause 7-3.05;

elle déplace la personne salariée régulière la moins ancienne de sa classe d'emplois qui détient un poste pour lequel les motifs énumérés ci-dessus sont respectés.

La personne salariée ainsi déplacée bénéficie des dispositions de la clause 7-3.31.

- B) De même, lorsqu'une personne salariée régulière ne peut en déplacer une autre dans une autre classe d'emplois où elle est tenue de déplacer ou prendre un poste vacant en raison d'un des motifs suivants :
- a) elle ne possède pas les qualifications requises et ne répond pas aux autres exigences déterminées par le centre de services;
 - b) elle détient un poste considéré pour la permanence et le poste disponible est non considéré pour la permanence;
 - c) le poste disponible est situé à plus de 50 kilomètres selon la règle prévue à la clause 7-3.05;

elle déplace la personne salariée régulière la moins ancienne qui détient un poste pour lequel les motifs énumérés ci-dessus sont respectés de la classe d'emplois dont le maximum de l'échelle est immédiatement inférieur à celui de la classe d'emplois qu'elle quitte dans sa catégorie.

La personne salariée régulière ainsi déplacée bénéficie des dispositions de la clause 7-3.31.

- C) Lorsqu'une personne salariée régulière ne peut détenir un poste de la classe d'emplois dont le maximum de l'échelle de traitement est immédiatement inférieur à celui de la classe d'emplois qu'elle quitte, et ce, dans sa catégorie, elle exerce les choix prévus aux clauses 7-3.29 à 7-3.31 dans sa catégorie en fonction de la deuxième classe d'emplois immédiatement inférieure et ainsi de suite.

7-3.33

Les postes demeurés vacants à la suite de l'application des clauses 7-3.29 à 7-3.32 sont comblés, conformément à la clause 7-1.11. Le cas échéant, ces postes vacants ne sont pas offerts aux personnes salariées régulières qui y ont eu accès.

Protection salariale**7-3.34**

- a) Dans le cas où une personne salariée permanente est tenue de détenir, dans le cadre des clauses 7-3.29 à 7-3.32, un poste considéré pour la permanence dont la semaine régulière de travail comporte un nombre d'heures inférieur à celui de la durée de sa semaine de travail et/ou un poste considéré pour la permanence à caractère cyclique, elle bénéficie, à son choix, d'une des protections salariales suivantes :
- 1) elle conserve la rémunération établie sur la base du taux de traitement et du nombre d'heures régulières effectivement applicables immédiatement avant l'obtention du nouveau poste, et ce, tant et aussi longtemps que la rémunération découlant du nouveau poste est inférieure. Toutefois, la différence entre la rémunération découlant du nouveau poste et celle établie immédiatement avant l'obtention du nouveau poste est versée sous la forme d'un montant forfaitaire réparti sur chacune de ses paies. Ce montant est réduit au fur et à mesure que le traitement de la personne salariée concernée progresse;
 - 2) elle conserve la rémunération établie sur la base du taux de traitement et du nombre d'heures de sa semaine régulière de travail effectivement applicables immédiatement avant l'obtention du nouveau poste, et ce, tant et aussi longtemps qu'elle n'obtient pas un autre poste. Le centre de services assigne des tâches à cette personne salariée afin qu'elle puisse compléter sa semaine régulière de travail. Cette affectation se fait dans le respect des dispositions prévues à la clause 7-3.44.
- b) Lorsque, dans le cadre des clauses 7-3.30 à 7-3.32, une personne salariée permanente est tenue de procéder à une rétrogradation, elle conserve sa classe d'emplois aux fins de traitement et aux fins de mutation, et ce, tant et aussi longtemps qu'elle n'obtient pas un autre poste.
- c) Dans le cas où une personne salariée permanente obtient un poste non considéré pour la permanence en vertu des sous-paragraphes c) ou d) du paragraphe B) de la clause 7-3.30, le centre de services assigne des tâches à cette personne salariée afin qu'elle puisse compléter sa semaine régulière de travail. Cette personne salariée bénéficie des dispositions prévues au sous-paragraphe 2) du paragraphe a).

SECTEUR DES SERVICES DE GARDE ET DES MILIEUX SCOLAIRES**Section IV Sécurité d'emploi pour les personnes salariées régulières (Secteur des services de garde et des milieux scolaires)****7-3.35**

Dans le cadre de la présente section, la procédure de déplacement et d'attribution de postes s'applique uniquement aux postes de technicienne ou technicien en service de garde et en milieu scolaire, d'éducatrice ou d'éducateur en milieu scolaire, classe principale et d'éducatrice ou d'éducateur en milieu scolaire.

Les personnes salariées sont informées de la date de la séance d'affectation avant le dernier jour de travail précédant la mise à pied temporaire prévue à l'article 7-2.00.

La personne salariée régulière absente en raison d'un motif prévu à la convention exerce son choix au moment où le mécanisme de sécurité d'emploi s'applique quel que soit le moment prévu pour son retour au travail.

Le centre de services et le syndicat conviennent des modalités qui s'appliquent en cas d'absence de la personne salariée à la séance d'affectation.

Le centre de services met fin à l'emploi de la personne salariée à l'essai déplacée ou de la personne salariée qui n'a pas été rappelée.

Mécanisme de sécurité d'emploi

7-3.36 Modalités

Lors de l'élaboration des postes, le centre de services doit tenir compte des éléments suivants :

- a) sous réserve des besoins de l'organisation, du service et des élèves, les postes sont créés avec le plus grand nombre d'heures possible et des horaires en continu, et ce, sans excéder la semaine régulière de travail prévue à la clause 8-2.01;
- b) les postes doivent, en dehors de la présence des élèves, inclure du temps de planification, de préparation et d'organisation requis pour les services dispensés aux élèves, pour les rencontres de l'équipe-école et pour les suivis auprès des parents ou d'autres intervenants. Ce temps est établi sur une base hebdomadaire;
- c) les postes sont élaborés en respect du Règlement sur les services de garde en milieu scolaire (RLRQ, chapitre I-13.3, r. 11) et doivent tenir compte de la présence de la clientèle EHDA qui fréquente le service de garde;

De plus, le centre de services transmet au syndicat :

- d) une semaine avant la séance d'affectation, la liste de tous les postes avec le nombre d'heures et l'horaire de travail pour chacun, la liste d'ancienneté officielle au 30 juin ainsi que le nombre d'élèves réguliers et sporadiques inscrits au service de garde à cette date;
- e) au plus tard le jour ouvrable précédant la séance d'affectation, la liste des personnes salariées régulières rappelées, celle des personnes salariées régulières non rappelées de même que celle des personnes salariées visées par la clause 7-3.42;
- f) le 30 septembre de chaque année, la liste des postes non considérés pour la permanence qui sont devenus des postes considérés pour la permanence à la suite d'un ajout d'heures à un horaire régulier survenu après l'application du paragraphe B) de la clause 7-3.37 et qui est maintenu à cette date. Le cas échéant, la personne salariée visée par ce changement obtient, à cette date, le statut de personne salariée détenant un poste considéré pour la permanence.

7-3.37

- A) Au plus tard au mois d'août, le centre de services procède au rappel des personnes salariées régulières en offrant, par service de garde et par classe d'emplois, les postes visés par le paragraphe d) de la clause 7-3.36 en excluant les postes nouvellement créés¹ et ceux définitivement vacants, qui n'ont pas été comblés suivant les dispositions de la clause 7-1.11 depuis la dernière séance d'affectation. Ces postes sont comblés lors de la séance d'affectation prévue au paragraphe B) de la présente clause.

Malgré ce qui précède, le poste nouvellement créé¹ dans la classe d'emplois d'éducatrice ou d'éducateur en milieu scolaire, classe principale est offert lors du rappel dans le service de garde concerné.

- B) Lorsque, à la suite de l'application du paragraphe A) précédent, des postes demeurent vacants, les dispositions suivantes s'appliquent :
- avant l'entrée des élèves, le centre de services peut tenir une séance d'affectation au cours de laquelle les postes vacants, les postes nouvellement créés¹ et les postes libérés sont comblés conformément à la clause 7-3.38. Dans ce cadre, la personne salariée peut exercer son choix plus d'une fois;
 - lorsque le centre de services ne tient pas de séance d'affectation, il procède à un affichage des postes dans tous les services de garde, conformément à la clause 7-1.12. Ces postes sont comblés conformément à la clause 7-3.38.

7-3.38

Après le délai d'affichage ou lors de la séance d'affectation, les postes vacants, les postes nouvellement créés¹ et les postes libérés sont comblés par classe d'emplois de la façon suivante :

Poste de technicienne ou de technicien en service de garde et en milieu scolaire

- A) Le centre de services offre ces postes aux personnes salariées régulières suivantes :
- a) les techniciennes ou techniciens en service de garde et en milieu scolaire;
 - b) par la suite, aux personnes salariées des classes d'emplois d'éducatrice ou d'éducateur en milieu scolaire, classe principale et d'éducatrice ou d'éducateur en milieu scolaire.

¹ Il doit s'agir d'un poste ajouté après la séance d'affectation de l'année scolaire précédente.

Poste d'éducatrice ou d'éducateur en milieu scolaire, classe principale

- B) Le centre de services offre ensuite ces postes aux personnes salariées régulières suivantes :
- a) les éducatrices ou éducateurs en milieu scolaire, classe principale et les techniciennes ou techniciens en service de garde et en milieu scolaire visés par la clause 7-3.42 ainsi que celles ayant fait une demande de rétrogradation;
 - b) par la suite, les éducatrices ou les éducateurs en milieu scolaire.

Poste d'éducatrice ou d'éducateur en milieu scolaire

- C) Le centre de services offre ensuite ces postes aux personnes salariées éducatrices ou éducateurs en milieu scolaire réguliers et aux personnes salariées visées par la clause 7-3.42 ainsi que celles ayant fait une demande de rétrogradation.

Dans le cadre de la présente clause, lorsqu'une personne salariée est visée par la clause 7-3.42, le centre de services lui réserve un poste considéré pour la permanence de sa classe d'emplois dont le nombre d'heures se rapproche le plus de la protection salariale à laquelle elle a droit. À défaut d'un poste équivalent ou supérieur à cette protection salariale, le centre de services lui réserve un poste immédiatement inférieur.

À défaut d'un tel poste dans sa classe d'emplois, le centre de services lui réserve un poste répondant aux critères mentionnés à l'alinéa précédent, dans la classe d'emplois immédiatement inférieure.

Ce poste cesse d'être réservé dès qu'il peut être remplacé par un poste libéré qui répond aux critères ci-haut mentionnés. De plus, si plusieurs postes ont le même nombre d'heures et répondent aux critères exigés, la possibilité de réserver un poste s'exerce lorsqu'il n'en reste qu'un seul.

Dans le cadre de la présente clause, la personne salariée régulière qui a fait une demande de rétrogradation à l'intérieur d'un délai déterminé par le centre de services ou qui a posé sa candidature à un tel poste, si le centre de services procède par affichage, n'est pas visée par la protection salariale prévue à la clause 7-3.42.

7-3.39

- A) La personne salariée visée par la clause 7-3.42 qui n'a pu obtenir un poste dans le cadre de la clause 7-3.38 peut déplacer la personne salariée non permanente détenant un poste considéré pour la permanence la moins ancienne de sa classe d'emplois si le poste de cette personne salariée comporte un nombre d'heures plus élevé que celui du poste qu'elle détient. Toutefois, la personne salariée en disponibilité déplace cette personne salariée peu importe le nombre d'heures qu'elle détient.
- B) La personne salariée déplacée en vertu du paragraphe A) précédent, choisit un poste vacant conformément aux paragraphes A), B) ou C) de la clause 7-3.38, selon le cas. À défaut, elle est mise à pied.

7-3.40

- A) La personne salariée qui n'a pu obtenir un poste en application des clauses 7-3.37 à 7-3.39 est mise à pied si elle est non permanente.
- B) La personne salariée permanente qui n'a pu obtenir un poste considéré pour la permanence est mise en disponibilité.

7-3.41

Les postes demeurés vacants à la suite de l'application des clauses 7-3.37 à 7-3.39 sont comblés, conformément à la clause 7-1.11. Le cas échéant, ces postes ne sont pas offerts aux personnes salariées régulières qui y ont eu accès.

À la suite de la séance d'affectation ou d'affichage de postes, le centre de services offre à l'ensemble des personnes salariées régulières et, par la suite, aux personnes inscrites sur la liste de priorité d'embauche, les postes temporairement vacants dont la vacance est prévue jusqu'à la fin de l'année scolaire.

Protection salariale**7-3.42**

La personne salariée en disponibilité ou la personne salariée permanente qui n'a pu être affectée dans un poste comportant le même nombre d'heures de sa semaine régulière de travail que l'année précédente voit son salaire protégé sur la base du taux de traitement et du nombre d'heures de sa semaine régulière de travail de l'année. Le centre de services peut utiliser les services de la personne salariée jusqu'à concurrence du salaire protégé sans excéder la semaine régulière de travail.

Il en est de même pour la personne salariée permanente tenue de détenir un poste d'une classe d'emplois inférieure dans le cadre des paragraphes B) et C) de la clause 7-3.38. Cette personne salariée voit son salaire protégé sur la base du taux de traitement et du nombre d'heures de sa semaine régulière de travail de l'année précédente. Elle conserve sa classe d'emplois aux fins de traitement et aux fins de mouvements de personnel et bénéficie d'un droit de retour à la prochaine séance d'affectation annuelle. Le centre de services peut utiliser les services de la personne salariée jusqu'à concurrence du salaire protégé sans excéder la semaine régulière de travail. Cette affectation se fait dans le respect des dispositions prévues à la clause 7-3.44.

Malgré ce qui précède, une personne salariée permanente ne peut voir sa semaine régulière de travail réduite de manière à lui faire perdre le statut de personne salariée détenant un poste considéré pour la permanence, et ce, même si la diminution du nombre d'heures s'opère sur plusieurs années.

Préalablement à l'application de la clause 7-1.21, la personne salariée permanente qui bénéficie d'une protection salariale peut se voir assigner des tâches afin de compléter sa semaine régulière de travail.

Section V Mesures visant à réduire les mises en disponibilité**7-3.43****A) Preretraite**

Dans le but de réduire le nombre de personnes salariées permanentes mises en disponibilité ou à être mises en disponibilité, le centre de services accorde, sur acceptation ou à la demande de la personne salariée, un congé de préretraite aux conditions suivantes :

- 1) ce congé est un congé avec traitement d'une durée maximale de 12 mois; il peut être réparti sur 2 années avec l'accord du centre de services;
- 2) ce congé de préretraite compte comme service aux fins du régime de retraite présentement en vigueur;
- 3) seule y est admissible la personne salariée qui aurait droit, à la fin du congé, à la retraite;
- 4) à la fin de ce congé avec traitement, la personne salariée est considérée comme ayant démissionné et est mise à la retraite;
- 5) pendant le congé de préretraite, la personne salariée ne peut être embauchée chez un employeur des secteurs public et parapublic.

Le centre de services peut, pour un motif autre que celui prévu ci-dessus accorder un congé de préretraite à une personne salariée, selon les mêmes conditions.

B) Prime de séparation

Le centre de services accorde une prime de séparation à une personne salariée permanente si sa démission permet l'affectation d'une personne salariée en disponibilité. L'acceptation de la prime de séparation entraîne la perte de permanence de la personne salariée.

Le centre de services accorde également une prime de séparation à une personne salariée permanente mise en disponibilité qui accepte de démissionner. Dans ce cas, la personne salariée concernée perd sa permanence.

Une personne salariée permanente visée aux alinéas qui précèdent ne peut bénéficier de la prime de séparation lorsque sa démission est suivie d'un engagement dans le secteur de l'éducation dans les 12 mois qui suivent la date effective de sa démission. De même, cette personne salariée ne peut jamais recevoir une prime de séparation plus d'une fois dans le secteur de l'éducation. La personne salariée qui bénéficie d'une prime de séparation et qui veut revenir dans le secteur de l'éducation, et ce, dans les 12 mois qui suivent l'obtention d'une prime de séparation, doit rembourser la prime à l'employeur qui la lui a accordée.

La prime de séparation est équivalente à un mois de traitement par année complète de service au moment où la personne salariée permanente a démissionné du centre de services.

La prime est limitée à un maximum de 6 mois de traitement. Aux fins de calcul de cette prime, le traitement est celui que reçoit la personne salariée permanente le jour précédant son départ du centre de services.

C) Transfert de la permanence et de l'ancienneté lors d'une relocalisation volontaire

Dans le but de réduire le nombre de personnes salariées en disponibilité, la permanence et l'ancienneté d'une personne salariée qui n'est pas en disponibilité sont transférables à un autre centre de services scolaire ou à une commission scolaire qui l'embauche si sa démission permet l'affectation d'une personne salariée en disponibilité.

Pour se prévaloir des dispositions de l'alinéa précédent, une personne salariée permanente doit faire une demande écrite à son centre de services sur un formulaire qu'il lui fournit. Sur réception, le centre de services en transmet une copie au Bureau national de placement concerné.

D) Recyclage

Le centre de services peut, selon ses besoins, exiger le recyclage d'une personne salariée en disponibilité afin d'accroître ses chances de réintégrer un poste au centre de services tout en tenant compte des qualifications, des compétences et de la capacité de cette personne salariée de réussir un tel recyclage. Avant de procéder, le centre de services informe le syndicat de son intention d'exiger un tel recyclage.

Tous les coûts relatifs à cette formation sont aux frais du centre de services. Les autres modalités sont convenues entre les parties locales et la personne salariée avant que ne débute la formation.

Le défaut d'accepter le recyclage constitue à toutes fins que de droit une démission de la part de la personne salariée et annule toute possibilité d'obtenir une prime de séparation.

La personne salariée ainsi recyclée est considérée comme ayant posé sa candidature en vertu du sous-paragraphe a) du paragraphe B) de la clause 7-1.11.

Section VI Droits et obligations de la personne salariée

7-3.44

- a) Toute protection salariale dont bénéficie, en vertu du présent article, une personne salariée permanente en disponibilité cesse au plus tard 5 ans suivant la date à compter de laquelle son nom est inscrit au Bureau national de placement en raison de sa mise en disponibilité conformément aux dispositions du deuxième alinéa de la clause 7-3.45.

- b) Toute personne salariée en disponibilité qui se voit offrir dans son centre de services un poste considéré pour la permanence situé à 50 kilomètres ou moins par voie routière de son domicile ou de son lieu de travail au moment de sa mise en disponibilité doit l'accepter si le poste offert est à l'intérieur de sa catégorie d'emplois si la personne salariée est de soutien manuel ou à l'intérieur des catégories des emplois de soutien technique et paratechnique et administratif si la personne salariée appartient à l'une de ces catégories. Elle bénéficie de la protection salariale définie aux clauses 7-3.21, 7-3.34 et 7-3.42 si le poste offert comporte l'une des caractéristiques énumérées à ces clauses.

Toute personne salariée en disponibilité qui se voit offrir dans un autre centre de services scolaire ou une commission scolaire un poste considéré pour la permanence situé à 50 kilomètres ou moins par voie routière de son domicile ou de son lieu de travail au moment de sa mise en disponibilité doit l'accepter si le poste offert est à l'intérieur de sa classe d'emplois ou s'il constitue une mutation. Elle bénéficie de la protection salariale définie au paragraphe a) des clauses 7-3.21, 7-3.34 et de la clause 7-3.42 si le poste offert comporte l'une des caractéristiques qui y sont prévues.

Le défaut d'accepter cette offre écrite constitue à toutes fins que de droit une démission de sa part et annule pour elle toute possibilité d'obtenir une prime de séparation. La personne salariée dispose d'un délai de 7 jours si l'offre est faite par un autre centre de services scolaire ou une commission scolaire. Ce délai est porté à 12 jours si l'offre d'emploi implique le déménagement de la personne salariée.

Dans le cas d'une personne salariée mise en disponibilité une 2^e fois à l'intérieur des 12 mois suivant l'année financière de sa première relocalisation et dans la mesure où elle est à nouveau relocalisée au cours de ces 12 mois, la distance de 50 kilomètres par voie routière se calcule à partir de son domicile ou de son lieu de travail au moment de sa première mise en disponibilité.

- c) La personne salariée en disponibilité, qui accepte volontairement d'être relocalisée lorsque cette relocalisation implique son déménagement, et si son futur lieu de travail est à plus de 50 kilomètres de son domicile et de son lieu de travail au moment de sa mise en disponibilité, bénéficie d'une prime à la mobilité volontaire égale à 2 mois de traitement. Cette prime est égale à 4 mois de traitement si la relocalisation se fait dans l'un des centres de services scolaires des régions 01, 08 et 09 mentionnés à l'annexe 18.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent également à la personne salariée permanente qui n'est pas en disponibilité si sa relocalisation à plus de 50 kilomètres de son domicile ou de son lieu de travail chez un autre employeur permet la réintégration d'une personne salariée déjà en disponibilité au centre de services.

- d) La personne salariée en disponibilité doit fournir toute information raisonnablement exigible et pertinente à sa sécurité d'emploi y incluant un moyen de la rejoindre rapidement.
- e) Tant et aussi longtemps que la personne salariée demeure en disponibilité, son traitement progresse normalement.

- f) Lorsqu'une personne salariée en disponibilité accepte un poste dans un autre centre de services scolaire ou une commission scolaire, conformément à la présente clause, cette personne salariée n'est pas soumise à la période d'essai et elle est réputée posséder les qualifications requises et répondre aux autres exigences déterminées par le centre de services scolaire pour ce poste.
- g) Lorsqu'une personne salariée est relocalisée selon les dispositions de la présente clause, elle transporte chez son nouvel employeur son statut de personne salariée régulière ou selon le cas sa permanence, son ancienneté et sa banque de congés de maladie non monnayables.
- h) Tant qu'elle demeure en disponibilité, la personne salariée est tenue d'effectuer les tâches (couvertes ou non par le certificat d'accréditation) que le centre de services lui assigne et qui doivent être en relation avec ses qualifications et ces tâches doivent s'apparenter à l'une des classes d'emplois de sa catégorie. Cette assignation ne peut être à plus de 50 kilomètres par voie routière de son domicile ou de son lieu de travail au moment de sa mise en disponibilité.

Malgré l'article 8-2.00, le centre de services peut modifier son horaire de travail. À l'intérieur d'une même semaine, le centre de services ne peut cependant opérer un changement de quart de travail (jour, soir, nuit).

Le centre de services peut, avec l'accord de la personne salariée en disponibilité, conclure une entente de services avec un autre employeur.

- i) La personne salariée en disponibilité doit se présenter à une entrevue de sélection auprès d'un centre de services scolaire ou d'une commission scolaire lorsque le Bureau national de placement lui en fait la demande par écrit et que l'entrevue concerne un poste considéré pour la permanence répondant aux caractéristiques du paragraphe a) de la présente clause. Le défaut d'accepter cette demande constitue à toutes fins que de droit une démission de sa part et annule pour elle toute possibilité d'obtenir une prime de séparation.
- j) La personne salariée régulière non permanente ayant complété au moins une année¹ au centre de services comme personne salariée régulière et mise à pied à la suite d'une réduction de personnel demeure inscrite sur les listes du Bureau national de placement jusqu'à concurrence de 2 ans. Pendant cette période, elle est tenue d'accepter une offre écrite d'embauche qui pourrait lui être faite par un centre de services scolaire ou une commission scolaire de la même région, et ce, dans un délai de 7 jours de cette offre écrite d'embauche. À défaut d'accepter cette offre écrite d'embauche, son nom est rayé des listes du Bureau national de placement.
- k) La date d'envoi par télécopieur ou de la signature du récépissé du dépôt des documents expédiés par poste recommandée constitue une preuve prima facie servant à calculer les délais prévus à la présente clause.

¹ À moins de stipulations expresses à l'effet contraire, la durée de toute absence pendant laquelle le traitement n'a pas été maintenu et de toute mise à pied temporaire qui surviennent pendant cette période s'y ajoute.

- l) La personne salariée relocalisée à la suite de l'application de la présente clause et qui doit déménager bénéficie de la part de son centre de services ou, le cas échéant, d'un centre de services scolaire ou de la commission scolaire qui l'embauche, des dispositions de l'annexe 6 aux conditions qui y sont prévues dans la mesure où les allocations prévues au programme fédéral d'amélioration de l'employabilité - aide à la mobilité ne s'appliquent pas. De plus, dans le cas de la relocalisation d'une personne salariée selon les dispositions des paragraphes a) et b) de la présente clause, la personne salariée qui doit déménager a droit à :
- un maximum de 3 jours ouvrables, sans perte de traitement, pour couvrir la recherche d'un logement. Ce maximum de 3 jours ne comprend pas la durée du trajet aller-retour;
 - un maximum de 3 jours ouvrables, sans perte de traitement, pour couvrir le déménagement et l'emménagement.

Section VII Obligations du centre de services

7-3.45

Lorsque le centre de services entend procéder à une embauche, en vue de combler un poste vacant considéré pour la permanence, autre qu'un poste temporairement vacant, il adresse une demande au Bureau national de placement desservant son territoire en précisant la classe d'emplois et les exigences du poste à combler.

Le centre de services doit informer le Bureau national de placement du nom et des informations nécessaires permettant la relocalisation des personnes salariées qu'il met en disponibilité de même que des personnes salariées régulières non permanentes ayant complété au moins une année¹ au centre de services et qu'il met à pied, ainsi que des personnes salariées ayant fait une demande de relocalisation, conformément aux dispositions du paragraphe C) de la clause 7-3.43.

Le centre de services informe le Bureau national de placement de tout changement aux informations transmises selon le paragraphe précédent.

Le centre de services s'engage à reconnaître à une personne salariée relocalisée en vertu du paragraphe g) de la clause 7-3.44 le transfert de sa permanence, de son ancienneté et de sa banque de congés de maladie non monnayables.

Quant à la personne salariée relocalisée en vertu du paragraphe C) de la clause 7-3.43, le centre de services s'engage à reconnaître le transfert de sa permanence et de son ancienneté.

¹ À moins de stipulations expresses à l'effet contraire, la durée de toute absence pendant laquelle le traitement n'a pas été maintenu et de toute mise à pied temporaire qui surviennent pendant cette période s'y ajoute.

7-3.46

Malgré les dispositions relatives aux plans d'effectif, durant l'année financière précédant une fusion (y compris la disparition d'un centre de services scolaire au profit d'un ou plusieurs autres centres de services scolaires), une annexion ou une restructuration, le centre de services ne peut procéder à une réduction de personnel qui résulterait en une ou des mises à pied ou en une ou des mises en disponibilité, selon le cas, de personnes salariées régulières si la cause de cette réduction provient de cette fusion, annexion ou restructuration.

Cependant, à compter de l'année financière de la fusion, de l'annexion ou de la restructuration, le centre de services peut procéder à une réduction de personnel résultant en une ou des mises à pied ou en une ou des abolitions de postes dans la mesure où ces abolitions ou cette réduction s'effectuent dans le cadre des plans d'effectif.

Malgré le paragraphe a) de la clause 7-3.44, à la suite d'une fusion, d'une annexion ou d'une restructuration, la durée de la protection salariale de la personne salariée inscrite sur la liste des personnes salariées de soutien en disponibilité au Bureau national de placement n'est pas restreinte. Le centre de services peut utiliser les services de la personne salariée jusqu'à concurrence du salaire protégé sans excéder la semaine régulière de travail.

7-3.47

À la suite de la prise en charge par un autre centre de services scolaire de l'enseignement aux élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage, ou de l'enseignement aux élèves d'un degré ou d'une option, dans le cadre de l'application de la Loi sur l'instruction publique (RLRQ, chapitre I-13.3), la personne salariée régulière, qui serait ainsi affectée par une réduction de personnel quant à la majeure partie de son travail, passe obligatoirement à l'emploi de cet autre centre de services scolaire.

Toutefois, avec l'accord du centre de services qui ne dispense plus cet enseignement, cette personne salariée régulière peut demeurer à l'emploi de ce centre de services scolaire à la condition qu'il n'en résulte pas de mise à pied, ni de mise en disponibilité de personnes salariées régulières ou de personnes salariées permanentes à cause de cet accord.

Cependant, à compter de l'anniversaire de prise en charge de cet enseignement, le centre de services scolaire qui l'a pris en charge peut procéder à une ou des mises à pied ou, selon le cas, à une ou des mises en disponibilité, et ce, dans le cadre du plan d'effectif.

7-3.48

Dans le cas d'une fusion (y compris la disparition d'un centre de services scolaire au profit d'un ou plusieurs autres centres de services scolaires), d'une annexion ou d'une restructuration, le centre de services et le syndicat peuvent convenir de règles particulières concernant la redistribution du personnel et les mouvements de personnel impliqués par cette fusion, annexion ou restructuration.

7-3.49 Comité de placement

Pour chaque personne salariée mise en disponibilité, un comité de placement doit être mis sur pied par le centre de services scolaire qui a procédé à la mise en disponibilité de la personne salariée. Chacun des centres de services scolaires et chacune des commissions scolaires situés dans un rayon de 50 kilomètres ou moins du domicile ou du lieu principal de travail de la personne salariée qui a été mise en disponibilité participe à ce comité. Le Ministère y participe de plein droit. Ce comité a comme responsabilité de favoriser la relocalisation de chaque personne salariée mise en disponibilité.

Section VIII Bureau national de placement

7-3.50

Le Bureau national de placement a comme responsabilités :

- 1) de colliger et de faire connaître aux centres de services scolaires et aux commissions scolaires l'ensemble des données relatives à la sécurité d'emploi; postes vacants, personnes salariées mises en disponibilité ou personnes salariées régulières non permanentes mises à pied et ayant complété au moins une année¹ au centre de services;
- 2) de fournir, conformément au paragraphe B) de la clause 7-1.11, des candidates ou candidats pour chaque poste à pourvoir;
- 3) d'assurer l'échange de toute information pertinente à la sécurité d'emploi.

La partie syndicale négociante à l'échelle nationale et le syndicat obtiennent sur demande les informations suivantes du Bureau national de placement : la liste des personnes salariées de soutien en disponibilité ou en mise à pied inscrites au Bureau national de placement, la liste des personnes salariées ayant fait une demande de relocalisation volontaire en vertu du paragraphe C) de la clause 7-3.43 et la liste des postes vacants dont il est informé par les centres de services scolaires et par les commissions scolaires.

7-4.00 INCAPACITÉ PARTIELLE

7-4.01

La personne salariée permanente qui doit être mise à pied à la suite de son incapacité physique de rencontrer les exigences de son poste et qui en fait la demande écrite au centre de services bénéficie des dispositions suivantes :

- 1) le centre de services, après consultation du syndicat, et avec l'accord de la personne salariée, octroie un poste vacant, s'il en est. La personne salariée qui obtient un poste en vertu du présent paragraphe bénéficie des dispositions de la clause 6-2.18 concernant la rétrogradation involontaire, s'il y a lieu;

¹ À moins de stipulations expresses à l'effet contraire, la durée de toute absence pendant laquelle le traitement n'a pas été maintenu et de toute mise à pied temporaire qui surviennent pendant cette période s'y ajoute.

- 2) avec l'accord du centre de services et après consultation du syndicat, cette personne salariée peut changer de poste avec une autre personne salariée si cette dernière y consent; le centre de services et le syndicat conviennent des modalités relatives à cet échange de postes. La personne salariée reçoit alors le traitement prévu pour ce poste et, tant qu'elle détient ce poste, elle ne peut être déplacée par une autre personne salariée, et ce, malgré l'article 7-3.00;
- 3) la personne salariée doit posséder les qualifications requises et répondre aux autres exigences déterminées par le centre de services pour ce poste;
- 4) les dispositions de la présente clause s'appliquent malgré la clause 7-1.11;
- 5) la personne salariée qui obtient un poste, conformément à la présente clause, bénéficie d'une période d'adaptation de 50 jours effectivement travaillés à la fin de laquelle elle devient titulaire du poste sous réserve de ce qui suit : lorsque le centre de services détermine au cours de cette période qu'elle ne s'acquitte pas convenablement de ses tâches, il en avise par écrit la personne salariée qui redevient alors éligible aux dispositions de l'article 7-4.00 comme si elle n'avait jamais détenu ce poste. Une copie de l'avis est transmise en même temps au syndicat. En cas d'arbitrage, la preuve incombe au centre de services.

7-4.02

La personne salariée permanente qui n'a pas obtenu un poste en vertu de la clause précédente est mise à pied. Elle peut obtenir d'être mutée, promue ou rétrogradée dans le cadre du sous-paragraphe c) du paragraphe B) de la clause 7-1.11, à la condition qu'elle rencontre les exigences du poste désiré, que ce poste soit disponible et qu'elle pose sa candidature à ce poste. Elle reçoit alors le traitement prévu pour son nouveau poste.

La présente clause s'applique pour une période de 24 mois à compter de la mise à pied.

7-4.03

À compter de la date où la personne salariée permanente visée à l'une des clauses précédentes est incapable de façon permanente d'occuper son poste, celui-ci devient vacant et régi par la clause 7-1.11 à moins qu'il n'ait été depuis aboli dans le cadre de l'article 7-3.00.

7-4.04

La personne salariée visée au paragraphe C) de la clause 5-9.12 peut obtenir d'être mutée, promue ou rétrogradée dans le cadre du sous-paragraphe c) du paragraphe B) de la clause 7-1.11, à la condition qu'elle rencontre les exigences du poste désiré, que ce poste soit disponible et qu'elle pose sa candidature à ce poste. Elle reçoit alors le traitement prévu pour son nouveau poste.

7-4.05

Le centre de services et le syndicat peuvent convenir d'un autre mécanisme pour attribuer un poste à une personne salariée qui souffre d'incapacité partielle permanente ou d'une incapacité physique.

7-5.00 TRAVAIL À FORFAIT**7-5.01**

Si le centre de services a l'intention d'attribuer un travail à forfait à caractère continu et que ce travail peut être effectué par des personnes couvertes par l'accréditation, celui-ci doit préalablement aviser le syndicat dans le cadre d'une rencontre du comité des relations du travail en lui indiquant les motifs au soutien de son orientation et la date prévue de la décision. La décision du centre de services ne peut survenir avant l'expiration d'un délai de 60 jours du dépôt de l'avis au comité des relations du travail. Toutefois, le centre de services et le syndicat peuvent convenir d'un délai différent.

7-5.02

L'attribution de travail à forfait ne peut avoir pour effet de causer ni de mise à pied, ni de mise en disponibilité, ni de rétrogradation, ni de réduction d'heures de travail parmi les personnes salariées régulières du centre de services.

De plus, dans le cas où le nombre de personnes salariées en disponibilité dans les classes d'emplois pertinentes (y compris les personnes salariées en disponibilité pour qui cette affectation constituerait une mutation) permettrait l'abolition de contrat à forfait à caractère continu, le centre de services s'engage à mettre un terme à ce contrat à l'intérieur du cadre juridique qui y est prévu, afin d'affecter ces personnes salariées en disponibilité en remplacement de l'entrepreneur. Dans le cas où le contrat porte sur plusieurs établissements du centre de services (ex. : entretien ménager), l'obligation de mettre fin au contrat s'interprète par établissement.

Aux fins d'application de l'alinéa précédent, l'obligation faite au centre de services ne vaut que dans la mesure où l'abolition du contrat permet l'affectation à un poste considéré pour la permanence sur base annuelle, cyclique, d'une ou plusieurs des personnes salariées en disponibilité.

Il est entendu qu'aux fins d'application des deux alinéas qui précèdent, l'obligation de mettre un terme à un contrat vaut également lors de l'octroi d'un contrat dans la mesure où toutes les autres conditions prévues à ces deux alinéas sont respectées.

7-5.03

Dans le cas où le nombre de personnes salariées permanentes mises à pied dans le cadre de l'article 7-4.00 qui possèdent toutefois les capacités pour travailler dans les classes d'emplois pertinentes permettrait l'abolition de contrat à forfait à caractère continu, le centre de services s'engage à mettre un terme à ce contrat à l'intérieur du cadre juridique qui y est prévu, afin d'affecter ces personnes salariées en remplacement de l'entrepreneur. Dans le cas où le contrat porte sur plusieurs établissements du centre de services (ex. : entretien ménager), l'obligation de mettre fin au contrat s'interprète par établissement.

Aux fins d'application de l'alinéa précédent, l'obligation faite au centre de services ne vaut que dans la mesure où l'abolition du contrat permet l'affectation à un poste considéré pour la permanence sur base annuelle, cyclique, d'une ou plusieurs personnes parmi ces personnes salariées.

Il est entendu que, aux fins d'application des alinéas qui précèdent, l'obligation de mettre un terme à un contrat vaut également lors de l'octroi d'un contrat dans la mesure où toutes les autres conditions prévues à ces alinéas sont respectées.

La présente clause s'applique malgré la clause 7-1.11. La personne salariée doit posséder les qualifications requises et répondre aux autres exigences déterminées par le centre de services pour le poste concerné.

7-5.04

La personne salariée visée par la clause 7-5.03 doit produire une attestation de sa ou de son médecin traitant à l'effet qu'un retour au travail peut s'effectuer. L'attestation médicale ne doit contenir aucune restriction quant à l'exécution des fonctions reliées au poste concerné.

CHAPITRE 8-0.00 CONDITIONS DE TRAVAIL

8-1.00 ANCIENNETÉ

8-1.01

Le centre de services reconnaît à toute personne salariée à son emploi à la date d'entrée en vigueur de la convention l'ancienneté qu'il lui reconnaissait au 30 juin 2023, en application de la convention collective 2020-2023. Le centre de services établit, selon les dispositions des clauses 8-1.02 à 8-1.10, l'ancienneté acquise depuis.

8-1.02

L'ancienneté de toute personne salariée régulière correspond à sa période d'emploi dans l'une des classes d'emplois prévues au Plan de classification, pour le compte du centre de services ou des commissions scolaires (institutions) auquel ou auxquelles celui-ci succède. Une personne salariée régulière accumule de l'ancienneté, au rythme d'une année additionnelle à chaque année financière, et ce, sous réserve des clauses 8-1.04 et 8-1.05.

8-1.03 Calcul de l'ancienneté et détermination du rang d'ancienneté

L'ancienneté d'une personne salariée régulière s'exprime en années, en mois, en jours et son rang d'ancienneté est déterminé comme suit :

a) Personne salariée qui acquiert le statut de personne salariée régulière

Lorsqu'une personne salariée acquiert le statut de personne salariée régulière, le centre de services lui attribue un rang d'ancienneté en fonction de l'ancienneté qu'elle a accumulée au 30 juin précédent. À défaut d'ancienneté, le centre de services lui attribue un rang en fonction de son premier jour de travail au centre de services.

Est reconnue comme ancienneté toute période travaillée pour le compte du centre de services ou des commissions scolaires (institutions) auquel ou auxquelles celui-ci succède, à titre de personne salariée visée aux clauses 1-2.15 ou 1-2.20 et aux articles 10-1.00 ou 10-2.00 de la convention collective antérieure, et ce, rétroactivement à sa première date d'embauche, à moins d'une interruption de travail de plus de 24 mois. Auquel cas, le temps travaillé avant cette interruption n'est pas comptabilisé.

La période travaillée est calculée au prorata des heures régulières de travail.

b) Personne qui provient d'un autre groupe et qui s'intègre dans un poste

L'ancienneté d'une personne salariée qui appartient à un groupe de personnes salariées différent de celui mentionné au paragraphe a) de la présente clause et qui s'intègre dans un poste de l'une des classes d'emplois du personnel de soutien, correspond à sa période d'emploi au centre de services au 30 juin précédent.

Cependant, s'il s'agit d'une personne salariée qui intègre un poste à la suite d'un transfert ou d'une relocalisation prévu au paragraphe C) de la clause 7-3.43 et au paragraphe g) de la clause 7-3.44, son ancienneté acquise correspond à celle reconnue dans son centre de services scolaire d'origine au 30 juin précédent.

Dans le cas des deux alinéas précédents, cette ancienneté ne peut être utilisée pour s'intégrer dans l'une des classes d'emplois prévues au Plan de classification, ni aux fins de mouvements de personnel et de sécurité d'emploi, sauf si cette ancienneté correspond à une période d'emploi effectuée dans une classe d'emplois prévue au Plan de classification et que cette personne salariée est visée par l'alinéa précédent. Auquel cas, elle se voit attribuer un rang correspondant à cette ancienneté. Dans le cas du 1^{er} alinéa, la personne salariée est intégrée au dernier rang.

Une fois le calcul de l'ancienneté complété, si plusieurs personnes salariées régulières ont la même ancienneté, le centre de services procède à l'attribution de leur rang respectif par tirage au sort, en leur présence ainsi que celle d'une personne représentante syndicale.

Le centre de services informe par écrit la personne salariée régulière de l'ancienneté qu'elle a accumulée à la date d'obtention de ce statut et du rang qu'on lui attribue. Une copie de cet avis est transmise simultanément au syndicat.

8-1.04

La personne salariée régulière conserve son ancienneté mais sans accumulation dans les cas suivants :

- a) lorsqu'elle est en congé sans traitement pour une période supérieure à un mois, suivant la clause 5-10.03;
- b) lorsqu'elle est mise à pied pour une période n'excédant pas 24 mois, pour un motif autre que le ralentissement cyclique des activités de son secteur, conformément à l'article 7-2.00.

8-1.05

Une personne salariée régulière perd son ancienneté dans les circonstances suivantes :

- a) lors d'une cessation définitive de son emploi;
- b) lors d'une mise à pied d'une durée supérieure à celle mentionnée au paragraphe b) de la clause 8-1.04;
- c) lorsqu'elle refuse ou néglige de retourner au travail sans raison justifiable dans les 7 jours qui suivent un rappel au travail par lettre recommandée à sa dernière adresse connue.

8-1.06

Dans les 60 jours qui suivent la date d'entrée en vigueur de la convention, le centre de services transmet au syndicat la liste d'ancienneté des personnes salariées, et ce, par classe d'emplois, en indiquant le nom de la personne salariée, son ancienneté, son rang d'ancienneté calculé à la date d'entrée en vigueur de la convention et, le cas échéant, l'ancienneté qu'elle peut utiliser aux fins de mouvements de personnel et de sécurité d'emploi.

Au plus tard le 15 août de chaque année, le centre de services fait une mise à jour de la liste d'ancienneté pour l'ensemble des personnes salariées régulières. Cette dernière est calculée au 30 juin précédent et une copie est transmise au syndicat dans le mois suivant.

8-1.07

Le centre de services affiche la liste d'ancienneté sur son site Web.

De plus, la personne salariée concernée est informée par écrit d'une modification à son ancienneté à la suite de cet affichage ou de la transmission de la liste d'ancienneté. Une copie de cette modification est transmise au syndicat.

8-1.08

Toute erreur alléguée sur la liste d'ancienneté peut faire l'objet d'un grief qui peut être soumis à l'arbitrage, conformément aux articles 9-1.00 et 9-2.00.

8-1.09

La liste d'ancienneté affichée devient officielle 45 jours après sa réception par le syndicat, sujette aux modifications résultant d'un grief soumis avant que la liste ne devienne officielle. Toute révision demandée après que la liste soit devenue officielle ne peut avoir un effet rétroactif antérieur au dépôt du grief sur une action prise en vertu de cette liste.

8-1.10

La personne salariée temporaire accumule de l'ancienneté lorsqu'elle est en service actif. Son ancienneté s'exprime en années, mois, jours et heures.

De plus, si cette personne salariée a déjà travaillé à titre de personne salariée régulière, le centre de services lui reconnaît l'ancienneté acquise à ce titre. Pour ce qui est de l'ancienneté acquise au cours de la période prévue au paragraphe b) de la clause 8-1.04, celle-ci s'exprime en années, mois, jours et heures.

8-2.00 SEMAINE ET HEURES DE TRAVAIL**8-2.01**

- a) Personnel de soutien technique et paratechnique et personnel de soutien administratif autre que celui travaillant dans le secteur des services de garde et des milieux scolaires.

La semaine régulière de travail est de 35 heures, réparties du lundi au vendredi, suivie de 2 jours consécutifs de congé. La durée de la journée régulière de travail est de 7 heures.

- b) Personnel de soutien manuel

La semaine régulière de travail est de 38 heures 45 minutes, réparties du lundi au vendredi, suivie de 2 jours consécutifs de congé. La durée de la journée régulière de travail est de 7 heures 45 minutes.

- c) Personnel travaillant dans le secteur des services de garde et des milieux scolaires

La semaine régulière de travail est de 35 heures, réparties du lundi au vendredi, suivie de 2 jours consécutifs de congé.

8-2.02

Malgré la clause 8-2.01, pour certaines classes d'emplois, par exemple, mécaniciennes ou mécaniciens de machines fixes ou gardiennes ou gardiens, la semaine régulière de travail peut être répartie autrement selon les besoins du service, et ce, sujet aux clauses 8-2.06, 8-2.07 et 8-2.08. Il est convenu que tout horaire comportant de travailler le samedi ou le dimanche comportera 2 jours consécutifs de congé.

8-2.03

Dans le cas où la convention collective antérieure prévoyait un nombre d'heures de travail hebdomadaire différent, le centre de services et le syndicat peuvent convenir de maintenir ce nombre d'heures ou d'adopter le nombre d'heures prévu à la clause 8-2.01 et l'horaire de travail est adapté en conséquence. À défaut d'entente, le nombre d'heures de travail en vigueur est maintenu. Toutefois, les dispositions prévues à la clause 8-2.01 s'appliquent au moment où le syndicat en fait la demande par écrit au centre de services.

8-2.04

Malgré les dispositions de la clause 8-2.03 concernant le maintien du nombre d'heures hebdomadaire de travail, le centre de services peut décider en tout temps de diminuer à 40 heures la semaine régulière de travail d'une personne salariée. De même, le centre de services ne peut être tenu de confier à une personne salariée un travail relié à la location et au prêt de salles ou de locaux ou à la vérification de fournaies si cela a pour effet de lui faire effectuer un nombre d'heures hebdomadaire de travail supérieur à la semaine normale de travail prévue à la Loi sur les normes du travail (RLRQ, chapitre N-1.1) ou aux règlements qui en découlent.

8-2.05

La personne salariée a droit à 15 minutes de repos payées, par demi-journée de travail, prises vers le milieu de la période.

Aux fins d'application de la présente clause, une demi-journée de travail signifie une période continue de 3 heures de travail ou plus, y incluant la période de repos. Toutefois, la personne salariée dont la journée de travail comporte 6 heures de travail ou plus a droit à deux périodes de repos.

8-2.06

Le centre de services maintient l'horaire de travail en vigueur à la date d'entrée en vigueur de la convention tel qu'établi, conformément aux dispositions de la convention collective antérieurement applicable.

Le centre de services et le syndicat peuvent convenir d'un horaire flexible pour les personnes salariées d'un bureau, d'un service, d'une école ou d'un centre, tout en respectant en moyenne le nombre d'heures prévu aux clauses 8-2.01 ou 8-2.03.

Le supérieur immédiat et la personne salariée peuvent convenir d'un aménagement d'horaire d'une durée d'une année scolaire complète pour prendre soin de son enfant de 12 ans ou moins ou pour suivre un programme d'études dans une institution reconnue, sous réserve de la production d'une preuve attestant que le programme d'études est effectivement suivi. Dans ce cas, la personne salariée doit toutefois compenser par un temps égal à la durée de cet aménagement, malgré toute disposition inconciliable dans la convention.

8-2.07

Les horaires de travail peuvent être ajustés, moyennant un préavis de 10 jours ouvrables, si cet ajustement se situe à l'intérieur d'une amplitude de 60 minutes avant ou après la journée régulière de travail. Cet ajustement doit également répondre aux conditions suivantes :

- l'horaire d'une personne salariée ne peut être ajusté plus de 2 fois par année;
- la personne salariée doit être consultée préalablement à l'ajustement de son horaire et doit recevoir les motifs justifiant cette décision;
- si une seule personne salariée au sein d'une équipe de travail d'une même classe d'emplois doit être visée par cet ajustement, la personne salariée de cette équipe ayant le moins d'ancienneté est tenue d'accepter.

8-2.08

Les horaires de travail peuvent être modifiés après entente écrite entre le syndicat et le centre de services. Cependant, le centre de services peut modifier les horaires existant si des besoins d'ordre pédagogique ou administratif rendent de tels changements nécessaires. Le centre de services donne alors à la personne salariée concernée un avis écrit d'au moins 30 jours avant l'entrée en vigueur d'un nouvel horaire. Une personne salariée ou le syndicat peut, dans les 30 jours ouvrables de la transmission de l'avis, recourir à la procédure de règlement des griefs et d'arbitrage.

Lors de la confection du rôle, ce grief est fixé et entendu en priorité.

Lors de l'arbitrage, le fardeau de la preuve incombe au centre de services. Le tribunal a comme mandat de décider si les changements étaient nécessaires; sinon, le centre de services devra revenir aux anciens horaires et rémunérer les personnes salariées aux taux des heures supplémentaires prévus à l'article 8-3.00 pour toutes les heures travaillées en dehors de leur horaire normal.

À moins d'entente écrite contraire entre le syndicat et le centre de services, aucune modification ne doit avoir pour effet d'imposer aux personnes salariées des heures brisées.

Dans l'éventualité où la modification d'horaire a pour effet de transférer l'horaire de travail d'une personne salariée travaillant le jour dans un horaire de soir, le centre de services affecte dans ce nouvel horaire de soir la personne salariée la moins ancienne de la même classe d'emplois ou, le cas échéant, du même secteur d'activité, et ce, à l'intérieur du même bureau, du même service, de la même école ou du même centre, à moins d'entente écrite entre le syndicat et le centre de services; la personne salariée doit répondre aux exigences particulières du poste.

8-2.09

Dans le cas où la convention collective antérieure ou un règlement ou une résolution du centre de services en vigueur pour l'année 1978-1979 aurait permis aux personnes salariées de bénéficier d'une semaine régulière de travail comportant un nombre d'heures de travail moindre l'été, cette disposition est maintenue aux mêmes conditions pour la durée de la convention.

8-2.10

Le centre de services et le syndicat peuvent convenir par arrangement local de transférer en totalité l'horaire de travail de certaines personnes salariées des écoles travaillant le soir ou la nuit dans l'horaire de jour lorsque les élèves n'ont pas de cours sauf lors des journées pédagogiques. Dans le cas où cette modification d'horaire existait en 1978-1979 par entente écrite, ou si elle existait pour la totalité de l'année financière 1978-1979, elle est maintenue pour la durée de la convention.

8-2.11

L'horaire de travail d'une personne salariée ne peut être réduit du seul fait qu'intervient une journée pédagogique qui se situe à l'intérieur de sa semaine régulière de travail.

Pour la personne salariée ayant un horaire de travail basé sur le cycle de l'élève, son horaire de travail doit comprendre également les journées pédagogiques dans la même proportion.

8-2.12

La répartition des jours de travail d'une personne salariée occupant un poste particulier peut être établie sur une base annuelle.

De plus, l'horaire de travail d'une personne salariée occupant un poste particulier ou travaillant dans le secteur des services de garde et des milieux scolaires peut être établi sur une base annuelle.

8-2.13

Dans le secteur de l'adaptation scolaire, le centre de services peut, en cours d'année, ajouter des heures à l'horaire régulier de la personne salariée. Cet ajout s'effectue sur une base temporaire et n'a pas pour effet de modifier le statut de la personne salariée. Lorsque cet ajout est prévu pour plus de 20 semaines, le centre de services informe le syndicat de la nature de cet ajout.

Dans le secteur des services de garde et des milieux scolaires, le centre de services peut, en cours d'année, ajouter des heures à l'horaire régulier de la personne salariée, lesquelles sont offertes conformément à la clause 7-1.21.

8-2.14

Lorsque le centre de services doit réduire le nombre d'heures prévu à l'horaire d'une personne salariée travaillant dans le secteur des services de garde et des milieux scolaires en raison d'une diminution significative de la clientèle dans le service de garde en cours d'année, il procède selon l'ordre inverse d'ancienneté. Pour la semaine de relâche, cette réduction d'heures peut impliquer que les services de la personne salariée ne soient pas requis.

8-2.15

La prestation de travail requise de l'éducatrice ou de l'éducateur en milieu scolaire, de la préposée ou du préposé aux élèves handicapés et de la surveillante ou du surveillant d'élèves doit minimalement être d'une heure sans interruption si elle débute avant le début des classes le matin.

Aux fins d'application de la présente clause, est incluse dans cette période minimale d'une heure sans interruption, toute prestation de travail effectuée, peu importe l'affectation et la classe d'emplois, en respect des attributions caractéristiques de la classe d'emplois.

8-2.16

Pour les personnes salariées travaillant dans le secteur des services de garde et des milieux scolaires, seules les dispositions suivantes s'appliquent : clauses 8-2.01, 8-2.02, 8-2.04, 8-2.05, 8-2.12, 8-2.13, 8-2.14 et 8-2.15.

8-3.00 HEURES SUPPLÉMENTAIRES**8-3.01**

Tout travail expressément requis par la supérieure ou le supérieur immédiat et effectué par une personne salariée, en plus du nombre d'heures de sa semaine régulière de travail ou de sa journée régulière de travail ou en dehors des heures prévues par son horaire, est considéré comme des heures supplémentaires.

8-3.02

Les heures supplémentaires sont accordées à la personne salariée qui a commencé le travail. Si le travail n'est pas commencé au cours des heures régulières de travail, les heures supplémentaires sont accordées à une personne salariée dont la classe d'emplois correspond au travail à accomplir.

8-3.03

Si les heures supplémentaires peuvent être effectuées indifféremment par plus d'une personne salariée d'une classe d'emplois, le centre de services s'efforce de les répartir le plus équitablement possible entre les personnes salariées d'un même bureau, d'un même service, d'une même école, d'un même centre ou d'une même division territoriale.

8-3.04

Le centre de services fournit les formulaires de réclamation de compensation des heures supplémentaires à être dûment signés par la personne salariée et approuvés par le centre de services.

8-3.05

Pour les heures supplémentaires effectuées, la personne salariée bénéficie d'un congé sans perte de traitement, dont la durée est déterminée comme suit :

- a) pour toute heure de travail effectuée en plus du nombre d'heures de sa journée régulière de travail ou en dehors des heures prévues par son horaire ou au cours d'une journée de congé hebdomadaire : une heure et demie de congé;
- b) pour toute heure de travail effectuée au cours d'un jour chômé et payé prévu à la convention : une heure et demie de congé, et ce, en plus du maintien du traitement de ce jour férié;
- c) pour toute heure de travail effectuée le dimanche ou au cours de la 2^e journée de congé hebdomadaire : 2 heures de congé.

8-3.06

Une personne salariée peut être exemptée d'effectuer des heures supplémentaires lorsqu'elle est requise, si le centre de services trouve une autre personne salariée de la même classe d'emplois qui accepte de faire ces heures supplémentaires sans qu'il en résulte un inconvénient pour la bonne marche des travaux.

8-3.07

Lorsqu'une personne salariée est rappelée de son domicile pour effectuer un travail d'urgence, elle a droit à un congé minimum de 4 heures ou à un congé déterminé selon la clause 8-3.05, selon le calcul le plus avantageux.

8-3.08

Le moment du congé accordé en vertu des clauses 8-3.05 ou 8-3.07 est déterminé après entente entre la personne salariée et la supérieure ou le supérieur immédiat. Pour les personnes salariées travaillant dans le secteur de l'adaptation scolaire et dans le secteur des services de garde et des milieux scolaires, la prise du congé peut se faire à la semaine de relâche ou avant la mise à pied temporaire. Toutefois, la personne salariée travaillant dans le secteur de l'adaptation scolaire peut prendre ce congé lors des journées pédagogiques, au choix de cette personne salariée.

S'il n'y a pas entente sur les choix de dates exprimés de part et d'autre ou si la supérieure ou le supérieur immédiat ne peut garantir à la personne salariée la prise du congé pendant la période de 90 jours suivant la date où les heures supplémentaires ont été effectuées, la personne salariée est rémunérée selon la clause 8-3.09.

8-3.09

Malgré les clauses qui précèdent, le centre de services et la personne salariée peuvent s'entendre pour que les heures supplémentaires soient compensées en argent. Dans ce cas, les heures supplémentaires sont rémunérées aux taux suivants :

- a) à son taux horaire simple majoré de $\frac{1}{2}$ pour toutes les heures de travail effectuées en plus du nombre d'heures de sa journée régulière de travail ou en dehors des heures prévues par son horaire ou au cours d'une journée de congé hebdomadaire;
- b) à son taux horaire simple majoré de $\frac{1}{2}$ pour toutes les heures de travail effectuées au cours d'un jour chômé et payé prévu à la convention, et ce, en plus du maintien du traitement pour ce jour chômé et payé;
- c) à son taux horaire double pour toutes les heures de travail effectuées le dimanche ou au cours de la 2^e journée de congé hebdomadaire.

Les heures supplémentaires rémunérées sont payées par le centre de services dans un délai maximum d'un mois après la présentation de la réclamation dûment signée par la personne salariée et approuvée par le centre de services.

8-3.10

Les dispositions pertinentes du présent article s'appliquent à la personne salariée travaillant dans le secteur des services de garde et des milieux scolaires lorsqu'elle est requise au travail après la fermeture du service de garde en fin de journée, lors de jours chômés et payés et lorsqu'elle effectue plus de 35 heures par semaine¹. De plus, la personne salariée bénéficie du paragraphe c) de la clause 8-3.09 pour les heures de travail effectuées le dimanche ou, s'il s'agit d'une personne salariée visée par la clause 8-2.02, au cours de la 2^e journée de congé hebdomadaire.

8-4.00 MESURES DISCIPLINAIRES

8-4.01

Toute mesure disciplinaire doit faire l'objet d'un avis écrit adressé à la personne salariée concernée et contenant l'exposé des motifs. Une copie de cet avis doit être transmise au syndicat à moins que la personne salariée ne s'y oppose. Dans ce dernier cas, le syndicat est seulement avisé de la nature de la mesure disciplinaire.

8-4.02

Dans le cas où le centre de services décide de convoquer une personne salariée au sujet d'une mesure disciplinaire autre qu'une suspension ou un congédiement, cette personne salariée doit recevoir un préavis écrit de 2 jours ouvrables spécifiant l'heure et l'endroit où elle doit se présenter et indiquant l'objet de la convocation ainsi que le fait qu'elle doit être accompagnée d'une personne représentante syndicale. Une copie de ce préavis est transmise en même temps au syndicat.

8-4.03

Sous réserve des dispositions de la clause 8-4.04, le centre de services qui a l'intention de suspendre, avec ou sans traitement, ou de congédier une personne salariée procède de la façon suivante :

- 1) le centre de services convoque la personne salariée au moyen d'un préavis écrit d'au moins 2 jours ouvrables spécifiant l'heure, l'endroit et l'objet de la convocation ainsi que le fait qu'elle doit être accompagnée d'une personne représentante syndicale. Une copie de ce préavis doit être transmise en même temps au syndicat;
- 2) au cours de la rencontre, le centre de services informe la personne salariée et le syndicat des motifs de la mesure envisagée;
- 3) à la suite de cette rencontre, le centre de services informe la personne salariée et le syndicat de sa décision finale par un avis écrit, et ce, dans le délai mentionné à la clause 8-4.06.

¹ Toutefois, ne peut être considérée à titre d'heure supplémentaire toute heure effectuée par une personne salariée en sus de 35 heures à la suite de l'application de la clause 8-2.03 ou de toute entente qui en tient lieu.

8-4.04

Lorsque les circonstances empêchent la tenue de la rencontre prévue à la clause 8-4.03, le centre de services peut suspendre sans préavis, avec ou sans traitement, la personne salariée. Dans ce cas, il procède de la façon suivante :

- 1) la suspension est communiquée verbalement ou par écrit à la personne salariée et au syndicat;
- 2) dans les 2 jours ouvrables suivant cette suspension, le centre de services convoque la personne salariée au moyen d'un préavis écrit d'au moins 48 heures spécifiant l'heure, l'endroit et l'objet de la convocation ainsi que le fait qu'elle doit être accompagnée d'une personne représentante syndicale. Une copie de ce préavis doit être transmise en même temps au syndicat;
- 3) au cours de la rencontre, le centre de services informe la personne salariée et le syndicat des motifs de la mesure envisagée;
- 4) à la suite de cette rencontre, le centre de services informe la personne salariée et le syndicat, et ce, dans le délai mentionné à la clause 8-4.06, soit de sa décision de maintenir temporairement la suspension provisoire, soit de la décision finale qu'il a prise.

8-4.05

Le fait pour le syndicat ou la personne salariée de ne pas se présenter à la rencontre prévue aux clauses précédentes n'a pas pour effet d'empêcher le centre de services de poursuivre les procédures ou de procéder à l'imposition d'une mesure disciplinaire.

8-4.06

Toute mesure disciplinaire, imposée après 30 jours de l'incident qui y donne lieu ou de la connaissance que le centre de services en a eu, est nulle, non valide et illégale aux fins de la convention.

Toutefois, ce délai de 30 jours ne s'applique pas lors de la modification d'une suspension provisoire.

8-4.07

La personne salariée qui fait l'objet d'une mesure disciplinaire peut soumettre son cas à la procédure de règlement de griefs et d'arbitrage.

8-4.08

En cas d'arbitrage, le centre de services doit établir que la mesure disciplinaire a été imposée pour une cause juste et suffisante.

8-4.09

Le centre de services ne peut invoquer une infraction inscrite au dossier qui a fait l'objet d'une mesure disciplinaire que dans les 12 mois de cette infraction.

Cependant, si plus d'une infraction de même nature a été commise à l'intérieur de ces 12 mois, chacune de ces infractions, y compris la première mentionnée à l'alinéa précédent, ne peut être invoquée que dans les 24 mois moins un jour de chacune d'elles.

Toute mesure disciplinaire devenue caduque est retirée du dossier de la personne salariée concernée.

8-4.10

Toute mesure disciplinaire rescindée par le centre de services ou déclarée non fondée par un tribunal d'arbitrage ne peut être invoquée contre la personne salariée.

8-4.11

Toute personne salariée peut, après avoir pris rendez-vous, consulter son dossier officiel 2 fois par année, accompagnée, si elle le désire, d'une personne représentante syndicale.

8-4.12

Une suspension n'interrompt pas l'ancienneté de la personne salariée. Pendant cette absence, la personne salariée maintient ses contributions aux différents régimes prévus dans la convention.

8-4.13

Dans le cas de congédiement, s'il y a contestation par la procédure de règlement de griefs, le centre de services ne versera à la personne salariée concernée, ni les sommes accumulées au fonds de pension, ni celles accumulées dans la banque de congés de maladie, tant et aussi longtemps que le grief n'aura pas été réglé. La personne salariée continue aussi de bénéficier de l'assurance maladie et de l'assurance vie, à la condition que les sommes accumulées à son crédit couvrent la participation de la personne salariée et celle du centre de services. À défaut, la personne salariée doit payer à l'avance la totalité des primes.

8-4.14

Les parties conviennent d'accorder priorité aux cas de congédiement dans la préparation des rôles d'arbitrage.

8-5.00 SANTÉ ET SÉCURITÉ**8-5.01**

Le centre de services convient de prendre les mesures nécessaires pour éliminer à la source les dangers pour la santé, la sécurité et l'intégrité physique des personnes salariées.

8-5.02

Le centre de services s'engage à maintenir des conditions de santé et de sécurité conformes aux lois et règlements en vigueur.

8-5.03

Le centre de services et le syndicat doivent, par l'entremise du comité de santé et de sécurité, collaborer au maintien de conditions de santé et de sécurité adéquates. Toutefois, le centre de services et le syndicat peuvent convenir de confier cette fonction au comité des relations du travail.

Le centre de services et le syndicat peuvent décider de constituer un comité de santé et de sécurité formé de personnes représentantes de plusieurs accréditations.

8-5.04

À la suite d'un accident du travail avec ou sans perte de temps de travail, le centre de services transmet au syndicat, dans les meilleurs délais, le rapport d'accident.

8-5.05

Le centre de services transmet à la partie syndicale les informations utiles aux travaux du comité de santé et de sécurité.

8-5.06

Le centre de services doit s'assurer que les matières dangereuses portent un étiquetage conforme aux dispositions de la loi.

8-5.07

Une personne représentante syndicale peut s'absenter de son travail après en avoir avisé sa supérieure ou son supérieur immédiat, et ce, sans perte de traitement ni remboursement, pour accompagner une inspectrice ou un inspecteur à l'occasion de toute visite d'inspection effectuée par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail.

8-5.08

Lorsque, dans le cadre de la loi concernant l'exercice du droit de refus par une personne salariée d'exécuter un travail, une personne représentante syndicale est requise de s'absenter de son travail, celle-ci est libérée par le centre de services pour le temps nécessaire, et ce, sans perte de traitement ni remboursement.

8-5.09

Le syndicat peut nommer une personne salariée pour agir, pour l'occasion, à titre de personne représentante syndicale afin de voir à l'application de la clause 9-1.01 pour un problème concernant les conditions de travail d'une personne salariée en matière de santé et de sécurité au travail pouvant donner naissance à un grief.

La libération de cette personne représentante syndicale ne doit pas avoir pour effet d'augmenter le maximum de personnes représentantes syndicales qui peuvent bénéficier en même temps d'une libération en vertu du dernier alinéa de la clause 3-1.02.

8-6.00 VÊTEMENTS ET UNIFORMES

8-6.01

Le centre de services fournit gratuitement aux personnes salariées tout uniforme ou vêtement spécial dont il exige le port.

8-6.02

Les uniformes ou vêtements spéciaux fournis par le centre de services demeurent sa propriété et leur remplacement ne peut être fait que sur la remise du vieil uniforme ou vêtement, sauf en cas de force majeure. Il appartient au centre de services de décider si un uniforme ou vêtement doit être remplacé.

8-6.03

L'entretien des uniformes et vêtements fournis est à la charge des personnes salariées sauf pour les vêtements spéciaux qui, comme les sarraus, tabliers et autres de même nature, sont utilisés exclusivement sur les lieux et aux fins du travail.

8-6.04

Dans le cas où la convention collective antérieure le prévoyait, le centre de services continue de fournir les costumes et uniformes aux conditions qui y sont énoncées.

8-7.00 CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES

8-7.01

Les parties entendent par changement technologique l'introduction, l'ajout de nouveaux équipements, y compris la machinerie, ou leur modification servant à la production de biens ou de services et ayant pour effet de modifier les tâches d'une ou de plusieurs personnes salariées ou d'entraîner une ou des abolitions de postes.

8-7.02

Le centre de services avise par écrit le syndicat au moins 90 jours avant la date prévue pour l'introduction d'un tel changement.

8-7.03

Cet avis écrit doit comprendre les informations suivantes :

- la nature du changement technologique;
- l'école, le centre ou le service concerné;

- la date prévue d'implantation ou, le cas échéant, le calendrier d'implantation;
- l'identification des postes touchés par ce changement et des personnes salariées concernées.

8-7.04

Dans les 30 jours suivant la réception de l'avis par le syndicat, le centre de services doit rencontrer le syndicat pour consultation concernant les effets prévisibles du changement technologique sur l'organisation du travail et sur les mesures que le centre de services entend adopter quant à son implantation, y compris le perfectionnement jugé nécessaire par le centre de services.

8-7.05

La personne salariée dont les tâches sont modifiées par un changement technologique reçoit le perfectionnement et l'entraînement jugés nécessaires par le centre de services.

Les frais relatifs à ce perfectionnement sont entièrement à la charge du centre de services et ne peuvent réduire les montants prévus à l'article 5-7.00.

8-7.06

Dans le cas où la personne salariée est tenue de déplacer, dans le cadre de l'article 7-3.00, une personne salariée de sa classe d'emplois qui détient un poste qui a été touché par un changement technologique ou un changement de logiciel, à la condition qu'un tel changement soit intervenu dans les 2 années qui précèdent la date d'abolition de postes prévue au plan d'effectif en cause, les modalités suivantes s'appliquent :

- 1) lorsqu'une exigence particulière pour combler le poste est reliée exclusivement au changement technologique ou au changement de logiciel, cette personne salariée ne peut être empêchée d'obtenir le poste pour le seul motif qu'elle ne rencontre pas cette exigence particulière;
- 2) cette personne salariée s'engage à participer aux activités de perfectionnement requises par la politique de perfectionnement établie, conformément à l'article 5-7.00, pour une telle situation. Les frais relatifs à ce perfectionnement sont pris à même les montants prévus à l'article 5-7.00.

8-7.07

Les dispositions prévues à la convention ne peuvent être restreintes par l'application des présentes, en particulier les clauses 7-3.07, 7-3.08, 7-3.23 et 7-3.24 concernant les plans d'effectif.

8-8.00 CHANGEMENTS INFORMATIQUES**8-8.01**

Lorsque le centre de services procède au changement d'un logiciel ou d'une version de logiciel ou modifie l'environnement informatique, il en avise préalablement la personne salariée concernée.

8-8.02

La personne salariée dont les tâches sont affectées par un changement informatique reçoit le perfectionnement et l'entraînement jugés nécessaires par le centre de services.

8-8.03

Les frais relatifs à ce perfectionnement sont entièrement à la charge du centre de services et ne peuvent réduire les montants prévus à l'article 5-7.00 à moins que le comité paritaire de formation et de perfectionnement n'en convienne autrement.

CHAPITRE 9-0.00 RÈGLEMENT DES GRIEFS ET ARBITRAGE

9-1.00 PROCÉDURE DE RÈGLEMENT DES GRIEFS

9-1.01

Toute personne salariée, ayant un problème concernant ses conditions de travail pouvant donner naissance à un grief, doit en discuter avec sa supérieure ou son supérieur immédiat ou toute autre personne représentante du centre de services vers qui elle est référée par cette dernière ou ce dernier afin de tenter de le régler, accompagnée si elle le désire, d'une personne représentante syndicale. Cependant, le seul fait que cette obligation ne soit pas remplie ne fait perdre aucun droit à la personne salariée.

9-1.02

Les parties conviennent que la procédure de règlement des griefs doit être accessible et efficiente. Ainsi, il est du désir des parties de régler, dans les plus brefs délais possibles, tout grief relatif à l'application et à l'interprétation de la convention.

À cette fin, les parties conviennent de respecter le principe de proportionnalité en s'assurant que leurs démarches, y compris les moyens de preuve choisis, sont, eu égard au coût et au temps exigés, proportionnées à la nature du litige, à la complexité de l'affaire et à la finalité du grief.

Le centre de services et le syndicat tiennent au minimum une rencontre par année financière permettant de discuter des griefs liant les parties. Cette rencontre permet aux parties d'échanger sur des solutions aux griefs n'ayant pas été fixés et le cas échéant, de convenir d'ententes.

9-1.03

Dans tous les cas de griefs, le centre de services et le syndicat conviennent de se conformer à la procédure prévue ci-après :

a) Première étape

La personne salariée soumet le grief à l'autorité désignée par le centre de services ou au centre de services, s'il n'en a pas désigné et le syndicat, le cas échéant, le dépose à la greffière ou au greffier en chef, en utilisant le formulaire électronique du Greffe des tribunaux d'arbitrage du secteur de l'éducation¹, dans les 30 jours ouvrables de la date de l'événement qui a donné naissance au grief ou de la connaissance qu'elle en a eu. Pour la personne salariée à l'essai, le délai de grief est de 10 jours ouvrables de la date où elle devient personne salariée régulière si cette échéance est la plus éloignée.

¹ En cas de problème du réseau informatique empêchant l'utilisation du formulaire électronique, le syndicat peut transmettre l'avis de grief et l'avis d'arbitrage sous pli recommandé ou par télécopieur. Dans ce cas, copie de ces avis doit être transmise simultanément au centre de services.

Malgré ce qui précède, tout grief relatif à une conduite de harcèlement doit être soumis dans les deux ans de la dernière manifestation de cette conduite. De même, tout grief soumis par la personne salariée relatif à une erreur de traitement doit être soumis dans les 6 mois de la date de l'événement qui a donné naissance au grief.

À la demande écrite du centre de services ou du syndicat, les personnes représentantes du syndicat et les personnes représentantes du centre de services doivent se rencontrer dans les 10 jours ouvrables de la réception du grief, et ce, pour étudier le grief et tenter de le régler. Cependant, pour tout grief contestant une situation de harcèlement, un congédiement ou un hyperconflit, les parties doivent se rencontrer pour étudier le grief et tenter de le régler. Toutefois, le seul fait que cette obligation ne soit pas remplie ne fait perdre aucun droit ni à la personne salariée ni au syndicat.

Afin de participer à cette rencontre, un maximum de 3 personnes représentantes syndicales peuvent être libérées sans perte de traitement.

Dans les 20 jours ouvrables de la date de réception du grief, le centre de services énonce au syndicat par écrit sa position sur le grief soulevé et en transmet une copie à la personne salariée.

b) Deuxième étape

En l'absence de réponse ou en cas de réponse insatisfaisante de la part du centre de services, le grief est réputé soumis à l'arbitrage 50 jours ouvrables à compter de son dépôt par le syndicat.

9-1.04

Le syndicat peut faire et soumettre un grief au nom d'une personne salariée, d'un groupe de personnes salariées ou de l'ensemble des personnes salariées. Dans un tel cas, le syndicat doit se conformer à la procédure prévue à la clause 9-1.03.

9-1.05

Les délais mentionnés au présent article sont de rigueur. Le centre de services et le syndicat peuvent toutefois convenir par écrit de prolonger ces délais.

Le défaut de se conformer aux délais prévus au présent article rend le grief nul, non valide et illégal aux fins de la convention.

Toutefois, le grief rejeté ne peut, de ce fait, être considéré comme une acceptation, de la part du syndicat, de la prétention du centre de services et ne peut être invoqué comme précédent.

9-1.06

L'exposé du grief contient sommairement les faits de façon à pouvoir identifier le problème soulevé. Une reformulation de l'exposé du grief pour lui permettre de répondre à cette condition est admissible si elle est transmise au centre de services au moins 5 jours ouvrables précédant la date d'audition.

Aucun grief ne doit être rejeté pour vice de forme. Le grief peut être amendé à condition que l'amendement n'ait pas pour effet de changer la nature du grief. Si cet amendement est soumis dans les 5 jours ouvrables précédant la date d'audition, le centre de services obtient, sur demande, une remise.

9-1.07

Une personne salariée ne doit aucunement être pénalisée, importunée ou inquiétée par le fait d'être impliquée dans un grief.

9-1.08

La personne salariée qui quitte le service du centre de services conserve un droit de grief sur les sommes qui pourraient lui être dues par application de la convention.

9-2.00 ARBITRAGE

9-2.01

Tout grief soumis à l'arbitrage est décidé par un arbitre unique choisi parmi l'une des personnes suivantes :

Lavoie, André G. Me, arbitre en chef¹;

Beaudry, Jean-François
Beaupré, René
Bédard, Hélène
Boudreau, Patrice
Brault, Serge
Cavé, Johanne
Crevier, Marie-Ève
Faucher, Nathalie
Ferland, Gilles
Flynn, Maureen
Guimond, Louise-Hélène
Hardy, Robert
Lecompte, Natacha

Lévesque, Éric
Mancini, Marc
Massicotte, Nathalie
Ménard, Jean-Guy
Morency, Jean-M.
Nadeau, Denis
Roy, Guy
Roy, Pierre-Georges
St-Arnaud, Pierre
Tremblay, Frédéric
Turcotte, Alain
Zubrzycki, Éric-Jan

Les parties négociantes à l'échelle nationale peuvent nommer une autre personne pour agir comme arbitre unique.

¹ Adresse du Greffe provincial : Greffe des tribunaux d'arbitrage
du secteur de l'éducation
Édifice Marie-Guyart
1035, rue De La Chevrotière, 1^{er} étage, bureau 120
Québec (Québec) G1R 5A5

9-2.02

En cas d'entente lors de la confection du rôle d'arbitrage, chaque partie négociante à l'échelle nationale désigne une ou un assesseur pour assister l'arbitre et la représenter au cours de l'audition du grief et du délibéré.

9-2.03

Dès sa nomination, l'arbitre en chef, avant d'agir, prête serment ou déclare solennellement, devant une ou un juge de la Cour supérieure, qu'elle ou qu'il remplira ses fonctions selon la loi et les dispositions de la convention.

Dès sa nomination, chaque arbitre prête serment ou déclare solennellement, devant l'arbitre en chef, pour la durée de la convention, qu'elle ou qu'il remplira ses fonctions selon la loi et les dispositions de la convention.

9-2.04

Après avoir enregistré l'avis d'arbitrage, le Greffe des tribunaux d'arbitrage du secteur de l'éducation en accuse immédiatement réception au syndicat et au centre de services. Une copie de cet accusé de réception, une copie du grief et de l'avis d'arbitrage sont expédiés sans délai aux parties négociantes à l'échelle nationale. Avant l'application de la clause 9-2.06, à la demande d'une partie négociante à l'échelle nationale et lorsque l'autre partie y consent, ces dernières discutent de tout grief syndical ou patronal et adoptent, s'il y a lieu, les solutions appropriées.

9-2.05

L'arbitre en chef est saisi de toute demande d'ordonnance de sauvegarde. Lorsqu'elle ou il estime que le litige nécessite une intervention rapide, elle ou il désigne sans délai une ou un arbitre pour entendre le grief ainsi que la demande d'ordonnance de sauvegarde. À défaut, elle ou il défère le grief et la demande d'ordonnance de sauvegarde à la greffière ou au greffier en chef afin que le tout soit traité selon la procédure régulière de fixation prévue aux clauses 9-2.06 et suivantes de la convention collective.

9-2.06

L'arbitre en chef ou, en son absence, la greffière ou le greffier en chef, sous l'autorité de l'arbitre en chef :

- a) dresse le rôle mensuel d'arbitrage en respectant les priorités prévues à la convention;
- b) nomme, à même la liste mentionnée à la clause 9-2.01, une ou un arbitre;
- c) fixe l'heure, la date et le lieu de la 1^{re} séance d'arbitrage en tenant compte de l'endroit d'où émane le grief.

Le Greffe des tribunaux d'arbitrage du secteur de l'éducation (Greffe) en avise l'arbitre, les assesseurs, s'il en est, les parties concernées et les parties négociantes à l'échelle nationale. De plus, le Greffe transmet à l'arbitre, à titre d'information, une copie de chaque grief, et ce, sans égard à toute objection qui peut être soulevée quant à la juridiction de ce dernier.

9-2.07

Dans les 30 jours de sa nomination, l'arbitre communique avec les procureures ou procureurs des parties, ou, à défaut, avec leurs représentantes ou représentants, afin de tenir une conférence préparatoire et de règlement à l'amiable.

Cette conférence a pour objet d'améliorer le processus d'arbitrage, de mieux utiliser le temps d'audition et d'en accélérer le déroulement. Il peut notamment être question des objets suivants :

- Proposer aux parties, si les circonstances s'y prêtent, de tenir une médiation arbitrale et avec leur consentement, de poursuivre l'arbitrage si la tentative échoue;
- Pour tout grief relatif à du harcèlement, un congédiement ou une situation d'hyperconflit, vérifier si les parties ont tenu la rencontre prévue au sous-paragraphe a) de la clause 9-1.03;
- Évaluer l'opportunité de réunir certains griefs, fixés conformément à la procédure prévue à la clause 9-2.06;
- Déterminer l'ordre de présentation lorsque plusieurs griefs sont réunis;
- Déterminer la nature du litige et des questions à débattre en cours d'audition;
- Évaluer l'opportunité de clarifier et préciser les prétentions des parties ainsi que les conclusions recherchées;
- Faire connaître à l'arbitre la nature du ou des moyens préliminaires qu'elles ou ils entendent soulever;
- Planifier le déroulement de la procédure et de la preuve lors de l'audition et en déterminer la durée prévisible;
- Examiner la possibilité d'admettre certains faits ou d'en faire la preuve par déclaration sous serment;
- Fixer des dates d'audition;
- Examiner toute autre question pouvant simplifier ou accélérer le déroulement de l'audition.

L'arbitre doit, dans les meilleurs délais, informer la greffière ou le greffier en chef du résultat de cette conférence.

9-2.08

Aux fins d'application de la clause 9-2.02, le centre de services et le syndicat communiquent au Greffe des tribunaux d'arbitrage du secteur de l'éducation, dans les 15 jours de la fixation du grief au rôle d'arbitrage, le nom d'une ou d'un assesseur de son choix pour chaque arbitrage prévu au rôle mensuel.

9-2.09

Par la suite, l'arbitre fixe l'heure, la date et le lieu des séances subséquentes et en informe le Greffe des tribunaux d'arbitrage du secteur de l'éducation, lequel en avise les assesseurs, s'il en est, les parties concernées, les parties négociantes à l'échelle nationale. L'arbitre fixe également l'heure, la date et le lieu des séances de délibéré et en avise les assesseurs, le cas échéant.

9-2.10

En cas d'application de la clause 9-2.02, si une ou un assesseur n'est pas désigné, conformément à la procédure de nomination originale, ou si la vacance d'une ou d'un assesseur n'est pas comblée avant la date fixée pour l'audition, l'arbitre peut procéder ou poursuivre en son absence.

9-2.11

L'arbitre procède en toute diligence à l'instruction du grief selon la procédure et la preuve qu'elle ou il juge appropriées en veillant au respect du principe de proportionnalité.

Il entre aussi dans son mandat, si les parties le lui demandent et que les circonstances s'y prêtent, de tenter de les amener à convenir d'une entente devant régler définitivement le grief dont elle ou il est saisi et, avec leur consentement exprès, de poursuivre l'arbitrage si la tentative échoue.

9-2.12

Le centre de services et le syndicat peuvent convenir de soumettre leur preuve et de plaider par écrit.

9-2.13

En tout temps, avant la fin des plaidoiries, chacune des parties négociantes à l'échelle nationale peut intervenir et faire à l'arbitre toutes représentations qu'elle juge appropriées ou pertinentes.

9-2.14

Les séances d'arbitrage sont publiques. L'arbitre peut toutefois ordonner le huis clos.

9-2.15

L'arbitre peut délibérer en l'absence d'une ou d'un assesseur à la condition de l'avoir avisé dans un délai de 10 jours.

9-2.16

Sauf dans le cas de production de notes écrites, auquel cas le centre de services et le syndicat peuvent s'entendre pour prolonger le délai, l'arbitre doit rendre sa décision dans les 90 jours de la fin de l'audition. Toutefois, cette décision n'est pas nulle pour la seule raison qu'elle est rendue après l'expiration des délais.

À la demande des parties négociantes à l'échelle nationale, l'arbitre en chef ou la greffière ou le greffier en chef ne peut confier un grief à une ou un arbitre qui n'a pas rendu une sentence dans le délai imparti, tant que cette sentence n'est pas rendue.

9-2.17

a) La sentence arbitrale est motivée et rendue par écrit. Elle est signée par l'arbitre.

Toute ou tout assesseur en désaccord avec la sentence ou partie de celle-ci peut produire des notes qui sont jointes à la sentence.

b) L'arbitre dépose l'original de la sentence au Greffe des tribunaux d'arbitrage du secteur de l'éducation (Greffe) et en expédie une copie aux 2 assesseurs s'il en est.

c) Le Greffe, sous la responsabilité de l'arbitre en cause, transmet une copie de cette sentence aux parties concernées, aux parties négociantes à l'échelle nationale, et en dépose 2 copies conformes au ministre du Travail.

9-2.18

En tout temps avant sa sentence finale, l'arbitre peut rendre toute décision intérimaire ou interlocutoire qu'elle ou il croit juste et utile.

Il en est de même pour toute décision relative à une objection, laquelle doit être rendue sur-le-champ ou, si cela ne se peut, dans les plus brefs délais ou dans le cadre de sa sentence finale.

La sentence arbitrale est finale, exécutoire et lie les parties.

9-2.19

L'arbitre ne peut, par sa décision sur l'adjudication d'un grief, soustraire ou ajouter aux clauses de la convention ni les modifier.

9-2.20

L'arbitre, éventuellement chargé d'adjuger sur le bien-fondé d'un grief relatif à une mesure disciplinaire, a l'autorité pour la maintenir, la modifier ou l'annuler. Toute compensation doit tenir compte des sommes d'argent gagnées par la personne salariée durant la période où elle n'aurait pas dû être suspendue ou congédiée.

9-2.21

L'arbitre en chef choisit la greffière ou le greffier en chef.

9-2.22

- A) Les frais et honoraires des arbitres et de l'arbitre en chef lorsqu'il agit comme arbitre sont assumés par la partie qui perd.

Si un grief est partiellement accepté, l'arbitre détermine le partage de ses frais et honoraires.

Les frais et honoraires de tout autre tiers appelé à trancher un litige sont assumés à parts égales entre les parties.

Dans le cas de griefs de congédiement, les frais et honoraires des arbitres et de l'arbitre en chef lorsqu'il agit comme arbitre, sont à la charge du Ministère.

- B) Le paragraphe A) ne s'applique que pour tout grief déposé à compter du 1^{er} février 2006. Tout grief déposé antérieurement à cette date continue d'être visé par la clause 9-2.22 de la convention collective 2000-2002.

- C) Sauf dans les cas de congédiement, les frais et honoraires de l'arbitre¹ encourus à la suite d'une remise ou d'un désistement sont à la charge de la partie qui demande la remise ou le désistement et sont les suivants :

- 30 jours et moins : 500 \$
- 10 jours et moins : 800 \$

Lors d'une demande conjointe de remise, ce montant est partagé également entre les parties.

L'indemnité versée à titre de frais d'annulation n'est exigible par l'arbitre que si l'arbitre en chef, ou en son absence la greffière ou le greffier en chef, ne peut lui assigner un grief de remplacement.

- D) Les audiences et les délibérés d'arbitrage se tiennent dans les locaux fournis sans frais de location.

¹ Les montants des frais et honoraires payables à l'arbitre de même que l'obligation pour ce dernier d'accepter un grief de remplacement en cas de remise ou de désistement, prévus au paragraphe C) de la clause 9-2.22, cessent de s'appliquer à l'expiration de la convention 2023-2028, conformément aux dispositions de la clause 10-4.02.

9-2.23

Si une partie exige les services d'une ou d'un sténographe officiel, les frais et honoraires sont à la charge de la partie qui les a exigés. Une copie de la transcription des notes sténographiques officielles est transmise par la ou le sténographe à la partie qui le demande, et ce, aux frais de cette partie.

9-2.24

L'arbitre communique ou autrement signifie tout ordre, document ou procédure émanant d'elle-même ou de lui-même ou des parties en cause.

9-2.25

Lors de l'adjudication d'une somme d'argent à une personne salariée par la sentence, le paiement d'intérêt au taux prévu au Code du travail (RLRQ, chapitre C-27) peut être ordonné à compter de la date où cette somme est exigible.

S'il est décidé que le grief est bien fondé et que les parties ne s'entendent pas sur le montant à être payé, un simple avis adressé à la même ou au même arbitre lui soumet le désaccord pour décision finale. Une copie de cet avis est transmise aux assesseurs, s'il en est.

9-2.26

La plaignante ou le plaignant et la personne représentante du syndicat sont libérés de leur travail, avec maintien du traitement, sans remboursement, pour les séances de médiation arbitrale et d'arbitrage. Les témoins sont libérés de leur travail pour le temps jugé nécessaire par l'arbitre, et ce, avec maintien du traitement, sans remboursement. Lors d'un grief collectif, une seule plaignante ou un seul plaignant est libéré sans perte de traitement.

La personne salariée intéressée au sens de l'article 100.5 du Code du travail (RLRQ, chapitre C-27) a droit au maintien du traitement, sans remboursement, le temps de sa présence à l'audition du grief, le cas échéant. Dans ce cas, le centre de services reçoit préalablement à l'audition une copie de l'avis dont il est fait mention à l'article 100.5.

9-2.27

Un grief se rapportant à des sujets identifiés à plus d'un article du présent chapitre est soumis à la procédure régulière d'arbitrage prévue au présent article, à moins que les parties n'en conviennent autrement.

9-3.00 ARBITRAGE ACCÉLÉRÉ**9-3.01**

Les sujets suivants sont soumis à l'arbitrage accéléré, auquel cas les dispositions du présent article s'appliquent :

- dépassement de la période d'embauche prévue à la clause 1-2.20 pour la personne salariée temporaire;

- classification (clauses 6-1.01 et 6-1.07);
- prérogatives syndicales;
- vacances (autre que le choix);
- formation et perfectionnement;
- congés prévus aux articles 5-10.00 et 5-11.00 (congé sans traitement et congé autofinancé);
- détermination et avancement d'échelon;
- frais de voyage;
- location et prêt de salles;
- autres sujets déterminés par le centre de services et le syndicat pour lesquels un avis signé conjointement par les personnes représentantes autorisées a été transmis au Greffe des tribunaux d'arbitrage du secteur de l'éducation (Greffe).

Un grief se rapportant à un sujet identifié à l'alinéa précédent peut être soumis à la procédure d'arbitrage régulière si, au plus tard 7 jours avant la date prévue pour la fixation des griefs au rôle d'arbitrage, le centre de services et le syndicat en conviennent par écrit en avisant sans délai le Greffe et les parties négociantes à l'échelle nationale.

9-3.02

Le grief est entendu par une ou un arbitre seul dont le nom apparaît à la clause 9-2.01 et est fixé prioritairement lors de la confection du rôle d'arbitrage.

9-3.03

L'audition d'un grief soumis à cette procédure ne peut excéder une journée. Aucun document ne peut être remis à l'arbitre par les parties après le jour de l'audition à moins d'entente entre les parties lors de l'audition. L'arbitre doit s'assurer que les 2 parties bénéficient d'une période de temps équitable pour procéder à leurs représentations concernant ce grief. Toute jurisprudence doit être déposée dans les 5 jours ouvrables de la date d'audition.

9-3.04

L'arbitre rend par écrit sa décision dans les 15 jours qui suivent l'audition. Cette décision, d'une durée maximale de 10 pages, est composée des éléments suivants :

- exposé sommaire des faits;
- points en litige;
- motifs et dispositif.

9-3.05

Toute objection préliminaire doit faire l'objet d'une décision immédiate ou être prise sous réserve. Cette objection ne doit pas avoir pour effet de retarder l'audition.

9-3.06

Les autres dispositions du présent chapitre s'appliquent à l'arbitrage accéléré sauf si elles sont incompatibles avec celles du présent article.

9-4.00 ARBITRAGE SANS PROCUREUR**9-4.01**

Les sujets suivants sont soumis à l'arbitrage sans procureur auquel cas les dispositions du présent article s'appliquent :

- vêtements et uniformes;
- choix de vacances;
- heures supplémentaires;
- congés spéciaux;
- jours chômés et payés;
- changement d'horaire.

9-4.02

Le grief est entendu par une ou un arbitre seul choisi parmi une liste d'arbitres déterminée par les parties négociantes à l'échelle nationale pour agir dans le cadre du présent article et dont le nom apparaît à la clause 9-2.01.

Les parties ne sont pas représentées par procureur. Seule une personne du centre de services et une personne du syndicat peuvent agir dans ce cadre.

9-4.03

L'arbitre procède en toute diligence à l'instruction du grief selon la procédure et la preuve qu'elle ou qu'il juge appropriées. Elle ou il dirige toutefois l'enquête et permet à chacune des parties d'exposer verbalement ses prétentions.

Les parties peuvent être accompagnées de témoins qui sont annoncés d'avance à l'autre partie mais qui sont interrogés par l'arbitre en fonction de ce qu'elle ou qu'il considère nécessaire à son enquête.

9-4.04

L'arbitre rend une décision sommaire par écrit dans les 15 jours qui suivent l'audition. Cette décision constitue un cas d'espèce.

9-4.05

Les autres dispositions du présent chapitre s'appliquent à l'arbitrage sans procureur sauf si elles sont incompatibles avec celles du présent article.

9-5.00 MÉDIATION ARBITRALE**9-5.01**

Malgré les dispositions du présent chapitre, le centre de services et le syndicat peuvent s'entendre pour référer des griefs à la procédure de médiation arbitrale en donnant un avis au Greffe des tribunaux d'arbitrage du secteur de l'éducation à cet effet auquel cas les dispositions qui suivent s'appliquent.

9-5.02

La médiatrice ou le médiateur arbitre est choisi parmi une liste de personnes déterminée par les parties négociantes à l'échelle nationale pour agir dans le cadre du présent article et dont le nom apparaît à la clause 9-2.01.

Cependant, sur demande des parties, l'arbitre en chef peut désigner une médiatrice ou un médiateur arbitre.

9-5.03

La médiatrice ou le médiateur arbitre tente d'amener les parties à un règlement. À cet effet, elle ou il dispose des pouvoirs d'enquête et de conciliation. Si un règlement intervient à cette étape, il est consigné par écrit et la médiatrice ou le médiateur arbitre en prend acte. Ce règlement lie les parties.

À défaut d'un règlement total des griefs compris dans la démarche de médiation arbitrale, les griefs qui n'ont pas été réglés sont traités selon la formule d'arbitrage convenue par les parties préalablement à la médiation.

9-6.00 MÉSENTENTE**9-6.01**

Toute mésentente, telle que définie à la clause 1-2.11, qui peut survenir au cours de la convention, est référée au comité des relations du travail.

CHAPITRE 10-0.00 DISPOSITIONS DIVERSES**10-1.00 CONTRIBUTIONS À UNE CAISSE D'ÉPARGNE OU D'ÉCONOMIE, À FONDACTION (FONDS DE DÉVELOPPEMENT DE LA CSN POUR LA COOPÉRATION ET L'EMPLOI) ET À BÂTIRENTE****Caisse d'épargne ou d'économie****10-1.01**

Le syndicat avise le centre de services du choix qu'il a fait d'une seule caisse d'épargne ou d'économie pour ses membres. Il fait parvenir au centre de services un formulaire type d'autorisation de déduction.

10-1.02

Le centre de services collabore pour faciliter la réalisation matérielle d'une telle initiative.

10-1.03

Trente jours après l'envoi par cette caisse des autorisations au centre de services, celui-ci prélève, sur chaque versement de traitement de la personne salariée ayant signé une autorisation à cette fin, le montant qu'elle a indiqué comme déduction aux fins de dépôt à cette caisse d'épargne ou d'économie.

10-1.04

Trente jours après un avis écrit d'une personne salariée à cet effet, le centre de services cesse la retenue de la contribution de la personne salariée à la caisse d'épargne ou d'économie.

10-1.05

Les montants ainsi retenus à la source sont transmis à la caisse concernée dans les 8 jours de leur prélèvement.

10-1.06

La liste des changements à opérer dans les déductions ne parvient qu'entre le 1^{er} et le 31 octobre et entre le 1^{er} et le 28 février de chaque année.

Fondation (Fonds de développement de la CSN pour la coopération et l'emploi) et Bâtirente**10-1.07**

Le centre de services convient de collaborer avec le syndicat pour permettre aux personnes salariées d'adhérer et de participer à Fondation et à Bâtirente.

10-1.08

Le syndicat ou le fiduciaire de Fondation ou de Bâtirente transmet au centre de services le formulaire de demande de retenue sur le salaire rempli par la personne salariée.

10-1.09

Dans les 30 jours de l'envoi de ce formulaire, le centre de services déduit le montant ou le pourcentage du salaire que la personne salariée a indiqué comme déduction à des fins de contributions à Fondation ou à Bâtirente. La personne salariée peut également opter pour la déduction d'un montant sur une seule période de paie. Le cas échéant, le centre de services procède aux ajustements d'impôts retenus à la source, tel que le permet la réglementation fiscale.

10-1.10

Trente jours après un avis écrit de la personne salariée à cet effet, le centre de services cesse la déduction de la contribution à Fondation ou à Bâtirente.

10-1.11

La liste des changements à opérer dans les déductions doit parvenir au centre de services entre le 1^{er} octobre et le 31 octobre ou entre le 15 mars et le 15 avril de chaque année ou dans les 30 jours de la date de retenue d'un montant unique.

10-1.12

Le centre de services fait la remise mensuelle des contributions à Fondation, à Bâtirente ou à leur fiduciaire, et joint un état indiquant le nom, l'adresse, la date de naissance, le numéro d'assurance sociale et le montant prélevé pour chaque personne salariée contribuant à Fondation ou à Bâtirente. Une copie de cet état est transmise au syndicat.

10-1.13

Aucun dommage ne peut être imputable au centre de services en cas d'acte ou d'omission de sa part relativement au prélèvement de la déduction à être effectuée sur le traitement d'une personne salariée en vertu des dispositions du présent article.

Le centre de services convient de rétablir la situation dans les meilleurs délais, dès qu'il est informée de l'acte ou de l'omission.

10-2.00 ADAPTATION LOCALE DE LA CONVENTION**10-2.01**

Seuls les arrangements locaux en vigueur à la date de la signature de la convention collective 2000-2002 continuent de s'appliquer tant que le centre de services et le syndicat ne les ont pas remplacés par de nouvelles dispositions, conformément aux présentes stipulations.

10-2.02

Les parties reconnaissent que le centre de services et le syndicat peuvent convenir localement d'adapter la convention en fonction des particularités de leur milieu. En conséquence, elles permettent le remplacement ou la mise en œuvre d'éléments de la présente entente nationale par les parties locales afin de l'adapter aux besoins locaux.

10-2.03

Le centre de services et le syndicat peuvent, postérieurement à la date d'entrée en vigueur de la convention, convenir de conditions de travail différentes de celles prévues à la présente entente nationale pour un groupe ou l'ensemble des personnes salariées. La durée de ces modifications ne peut excéder celle de l'entente nationale.

10-2.04

Les sujets suivants ne peuvent faire l'objet de modifications par le centre de services et le syndicat :

- les traitements et échelles de traitement;
- le quantum de l'assurance salaire;
- le quantum des droits parentaux;
- le quantum des vacances;
- le quantum des heures supplémentaires;
- l'acquisition de la permanence;
- les protections salariales résultant de la sécurité d'emploi;
- les clauses 6-7.01 à 6-7.10, 6-7.19 et 6-7.20.

10-2.05

Toute entente en vertu du présent article, pour être valide, doit remplir les conditions suivantes :

- a) elle doit être par écrit;
- b) le centre de services et le syndicat doivent la signer par l'entremise de leurs personnes représentantes autorisées;
- c) tout article ainsi modifié doit apparaître dans la convention;
- d) elle doit être déposée, conformément aux dispositions de l'article 72 du Code du travail (RLRQ, chapitre C-27);
- e) la date d'application doit être spécifiée; elle ne peut en aucun cas être antérieure à la date d'entrée en vigueur de la convention.

10-2.06

Aucune disposition du présent article ne peut donner ouverture au droit de grève ou de lock-out, ni ne peut conduire à un différend au sens donné à ce mot par le Code du travail (RLRQ, chapitre C-27).

10-2.07

Toute modification peut être annulée ou remplacée par entente écrite entre le centre de services et le syndicat, laquelle doit respecter les exigences de la clause 10-2.05.

10-2.08

À la demande du syndicat, le centre de services libère sans perte de traitement, ni remboursement, un maximum de 3 personnes salariées désignées par le syndicat afin de participer aux rencontres conjointes requises pour discuter des dispositions relevant du présent article. Avant de s'absenter, la personne salariée doit aviser sa supérieure ou son supérieur immédiat.

10-3.00 INTERPRÉTATION DES TEXTES**10-3.01**

Le texte français constitue le texte officiel de la convention.

10-4.00 ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION**10-4.01**

La convention entre en vigueur à la date de sa signature et n'a pas d'effet rétroactif, à moins de stipulation expresse à l'effet contraire.

10-4.02

La convention se termine le 31 mars 2028.

Cependant, les conditions de travail prévues à la convention continuent de s'appliquer jusqu'à la signature d'une nouvelle convention collective.

10-4.03

Le centre de services applique les nouvelles échelles de traitement prévues aux annexes 1 et 2 dans les 45 jours de la signature de la convention.

10-4.04 Rappel de traitement

La personne salariée à l'emploi du centre de services entre le 1^{er} avril 2023 et la date où les taux et échelles de traitement horaires prévus aux annexes 1 et 2 sont appliqués a droit, à titre de rétroactivité, à un montant d'argent égal à la différence, si elle est positive, entre le traitement ou, selon le cas, le montant auquel elle aurait eu droit compte tenu de son service actif ou du nombre d'heures rémunérées au cours de cette période en vertu des dispositions suivantes :

5-3.31 A), 5-3.46, 5-4.00, 5-9.07, 6-1.00, 6-2.00, 6-3.00, 6-4.00, 6-6.00, 6-7.00, 6-8.00, 8-3.00 ainsi que des dispositions 10-1.06 et 10-2.03 de la convention collective 2020-2023;

et

les montants déjà versés par le centre de services au même titre entre le 1^{er} avril 2023 et la date où les taux et échelles de traitement horaires prévus aux annexes 1 et 2 sont appliqués.

10-4.05

Pour les personnes salariées à l'emploi du centre de services à la date de la signature de la convention, les montants à être versés en application de la clause 10-4.04 le sont dans les 60 jours de cette date.

10-4.06

Pour les personnes salariées à l'emploi du centre de services entre le 1^{er} avril 2023 et la date où les taux et échelles de traitement horaires prévus aux annexes 1 et 2 sont appliqués et qui ne le sont plus à cette dernière date, le centre de services produit au syndicat une liste de ces personnes salariées dans les 120 jours de la signature de la convention et précise la dernière adresse connue.

La personne salariée concernée doit faire une demande écrite à cet effet au centre de services dans les 120 jours de la réception de la liste par le syndicat. En cas de décès de la personne salariée, la demande peut être faite par ses ayants droit.

Les montants à être versés en vertu de la clause 10-4.04 le sont dans les 60 jours suivant la réception de la demande de la personne salariée.

10-4.07

Pour la personne salariée dont l'emploi a pris fin entre le début d'une des périodes visées par les paragraphes C), D) et E) de la clause 6-3.01 et le versement de la majoration qui y est prévu, le centre de services produit au syndicat dans les 120 jours de la date du versement, une liste de ces personnes salariées précisant leur dernière adresse ainsi que leur numéro de téléphone.

Pour recevoir un montant en vertu de l'alinéa précédent la personne salariée concernée doit faire une demande écrite à cet effet au centre de services dans les 120 jours de la réception de la liste par le syndicat. En cas de décès de la personne salariée, la demande peut être faite par ses ayants droit.

Les montants à être versés en vertu de l'alinéa précédent le sont dans les 60 jours de la réception de la demande de la personne salariée.

10-4.08

Le centre de services fournit aux personnes salariées, avec une copie au syndicat, la synthèse des calculs de leur rétroactivité, et ce, en même temps que cette rétroactivité leur est versée.

10-4.09

À moins de stipulation expresse à l'effet contraire, la convention remplace toute convention collective antérieure conclue entre le centre de services et le syndicat.

10-5.00 RESPECT DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE**10-5.01**

Le centre de services et le syndicat reconnaissent que toute personne salariée a droit à l'exercice en pleine égalité des droits et libertés tels qu'affirmés dans la Charte des droits et libertés de la personne (RLRQ, chapitre C-12).

Le centre de services convient expressément de respecter, dans ses gestes, attitudes et décisions, l'exercice par toute personne salariée en pleine égalité, de ces droits et libertés de la personne, sans distinction, exclusion ou préférence pouvant constituer une discrimination au sens de la Charte des droits et libertés de la personne (RLRQ, chapitre C-12).

10-5.02

Aucune menace, contrainte, discrimination ou représailles ne sera exercée contre une personne salariée en raison de l'exercice d'un droit que lui reconnaît la convention ou la loi.

10-6.00 ANNEXES**10-6.01**

Les annexes font partie intégrante de la convention.

10-7.00 DIFFUSION DE LA CONVENTION**10-7.01**

La partie négociante à l'échelle nationale rend disponible le texte de la convention de même que le Plan de classification en format électronique sur le site Web du Comité patronal de négociation pour les centres de services scolaires francophones.

10-8.00 HARCÈLEMENT**Définition****10-8.01**

Le harcèlement consiste en une conduite vexatoire se manifestant soit par des comportements, des paroles, des actes ou des gestes répétés, qui sont hostiles ou non désirés, laquelle porte atteinte à la dignité ou à l'intégrité psychologique ou physique de la personne salariée et qui entraîne, pour celle-ci, un milieu de travail néfaste. Pour plus de précision, le harcèlement comprend une telle conduite lorsqu'elle se manifeste par de telles paroles, de tels actes ou de tels gestes à caractère sexuel.

Une seule conduite grave peut aussi constituer du harcèlement si elle porte une telle atteinte et produit un effet nocif continu pour la personne salariée (RLRQ, chapitre N-1.1).

Énoncé de principe**10-8.02**

Les parties conviennent de ce qui suit :

- a) aucune forme de harcèlement n'est tolérée;
- b) le centre de services prend les moyens nécessaires en vue de favoriser un milieu de travail exempt de harcèlement;
- c) le centre de services et le syndicat collaborent pour prévenir les situations de harcèlement par la mise en place de moyens appropriés de sensibilisation, d'information et conviennent des moyens de prévention appropriés.

10-8.03

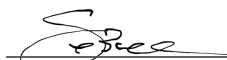
Le centre de services et le syndicat doivent, par l'entremise du comité des relations du travail ou d'un comité spécifique à cet effet, s'assurer de la réalisation des principes définis à la clause 10-8.02.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, les stipulations négociées et agréées entre, d'une part, le Comité patronal de négociation pour les centres de services scolaires francophones et, d'autre part, la Fédération des employées et employés de services publics Inc., ce 9^e jour du mois de juin 2024.

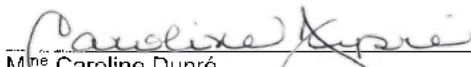
POUR LE COMITÉ PATRONAL DE NÉGOCIATION
POUR LES CENTRES DE SERVICES SCOLAIRES
FRANCOPHONES (CPNCF)

POUR LES SYNDICATS AFFILIÉS À LA FÉDÉRATION
DES EMPLOYÉES ET EMPLOYÉS DE SERVICES
PUBLICS INC. (CSN) À TITRE DE GROUPEMENT
D'ASSOCIATION DE SALARIÉS



M. Bernard Drainville
Ministre de l'Éducation

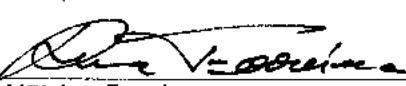

M^{me} Sonia LeBel
Ministre responsable de l'Administration
gouvernementale et présidente du Conseil du trésor

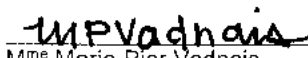

Me Édith Lapointe
Négociatrice en chef du gouvernement



M^{me} Caroline Dupré
Présidente-directrice générale, FCSSQ



M^{me} Nancy Thivierge
Présidente, CPNCF


M. Martin Rhéaume
Vice-président, CPNCF



M^{me} Ana Ferreira
Négociatrice, MEQ



M^{me} Marie-Pier Vadnais
Négociatrice, FCSSQ



M. Charles-Hugo Trudel
Négociateur
Bureau de la négociation gouvernementale

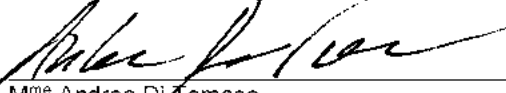

M^{me} Christelle Leblanc
Porte-parole, CPNCF

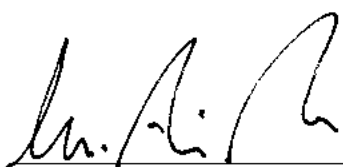

M^{me} Annie Charland
Présidente, Secteur soutien scolaire, FEESP-CSN


M. Jan-Mark Dufour
Secrétaire général, Secteur soutien scolaire, FEESP-CSN


M^{me} Audrey Larouche
Vice-présidente, Secteur soutien scolaire, FEESP-CSN


M^{me} Jacinthe Leduc
Vice-présidente aux finances, Secteur soutien scolaire,
FEESP-CSN


M^{me} Andrea Di Tomaso
Négociatrice, Secteur soutien scolaire, FEESP-CSN


M. Marc-André Blais
Porte-parole, FEESP-CSN

ANNEXE 1 TAUX ET ÉCHELLES DE TRAITEMENT HORAIRES**INDEX**

	Page
I- CATÉGORIE DES EMPLOIS DE SOUTIEN TECHNIQUE ET PARATECHNIQUE	211
I-1 Sous-catégorie des emplois de soutien technique.....	211
Infirmière ou infirmier (4206)	211
Technicienne ou technicien de travail social (4208)	212
Technicienne ou technicien de travaux pratiques (4209)	212
Technicienne ou technicien en administration (4211)	213
Technicienne ou technicien en arts graphiques (4279).....	213
Technicienne ou technicien en audiovisuel (4212)	214
Technicienne ou technicien en bâtiment (4213)	214
Technicienne ou technicien en documentation (4205).....	215
Technicienne ou technicien en écriture braille (4228).....	215
Technicienne ou technicien en éducation spécialisée (4207)	216
Technicienne ou technicien en électronique (4277).....	216
Technicienne ou technicien en formation professionnelle (4281).....	217
Technicienne ou technicien en gestion alimentaire (4276)	217
Technicienne ou technicien en informatique (4204)	218
Technicienne ou technicien en informatique, classe principale (4278)	218
Technicienne ou technicien en loisir (4214).....	219
Technicienne ou technicien en organisation scolaire (4215).....	219
Technicienne ou technicien en psychométrie (4216)	220
Technicienne ou technicien en service de garde et en milieu scolaire (4285).....	220
Technicienne ou technicien en transport scolaire (4280).....	221
Technicienne-interprète ou technicien-interprète (4230).....	221
I-2 Sous-catégorie des emplois de soutien paratechnique	222
Apparitrice ou appariteur (4218).....	222
Éducatrice ou éducateur en milieu scolaire (4284)	222
Éducatrice ou éducateur en milieu scolaire, classe principale (4288)	223
Infirmière ou infirmier auxiliaire ou diplômée ou diplômé en soins de santé et soins d'assistance (4217)	223
Inspectrice ou inspecteur en transport scolaire (4282)	224
Opératrice ou opérateur en imprimerie (4221).....	224
Opératrice ou opérateur en imprimerie, classe principale (4229).....	225
Opératrice ou opérateur en informatique, classe I (4202).....	225
Opératrice ou opérateur en informatique, classe principale (4201).....	226
Préposée ou préposé aux élèves handicapés (4286)	226
Relieuse ou relieur (4283)	227
Surveillante ou surveillant d'élèves (4223)	227
Surveillante-sauveteur ou surveillant-sauveteur (4226).....	227

II- CATÉGORIE DES EMPLOIS DE SOUTIEN ADMINISTRATIF.....	228
Acheteuse ou acheteur (4107)	228
Agente ou agent de bureau, classe II (4103)	228
Agente ou agent de bureau, classe I (4102)	229
Agente ou agent de bureau, classe principale (4101)	229
Auxiliaire de bureau (4114)	230
Magasinière ou magasinier, classe II (4110)	230
Magasinière ou magasinier, classe I (4109)	230
Magasinière ou magasinier, classe principale (4108)	231
Opératrice ou opérateur en reprographie (4118)	231
Opératrice ou opérateur en reprographie, classe principale (4117)	232
Secrétaire (4113)	232
Secrétaire d'école ou de centre (4116).....	233
Secrétaire de gestion (4111)	233
III- CATÉGORIE DES EMPLOIS DE SOUTIEN MANUEL	234
III-1 Sous-catégorie des emplois de soutien manuel qualifié.....	234
Apprentie ou apprenti de métiers, 1 ^{re} année (5133).....	234
Apprentie ou apprenti de métiers, 2 ^e année (5134)	234
Apprentie ou apprenti de métiers, 3 ^e année (5135)	234
Apprentie ou apprenti de métiers, 4 ^e année (5136)	234
Ébéniste (5102).....	234
Électricienne ou électricien (5104).....	234
Électricienne ou électricien, classe principale (5103).....	234
Maître mécanicienne ou maître mécanicien en tuyauterie (5114).....	234
Mécanicienne ou mécanicien de machines fixes, classe IV (5110).....	234
Mécanicienne ou mécanicien de machines fixes, classe III (5109).....	234
Mécanicienne ou mécanicien de machines fixes, classe II (5108).....	234
Mécanicienne ou mécanicien de machines fixes, classe I (5107).....	234
Mécanicienne ou mécanicien, classe II (5137)	235
Mécanicienne ou mécanicien, classe I (5106)	235
Menuisière ou menuisier (5116)	235
Ouvrière ou ouvrier certifié d'entretien (5117).....	235
Peintre (5118)	235
Serrurière ou serrurier (5120).....	235
Soudeuse ou soudeur (5121)	235
Spécialiste en mécanique d'ajustage (5125)	235
Tuyauteuse ou tuyauteur (5115).....	235
Vitrière-monteuse-mécanicienne ou vitrier-monteur-mécanicien (5126)	235
III-2 Sous-catégorie des emplois de soutien manuel d'entretien et de service.....	236
Aide-conductrice ou aide-conducteur de véhicules lourds (5309).....	236
Aide de métiers (5334)	236
Aide général de cuisine (5306).....	236
Buandière ou buandier (5307).....	236
Concierge, classe II (5302).....	236

Concierge, classe I (5301)	236
Concierge de nuit, classe II (5304)	236
Concierge de nuit, classe I (5303)	236
Conductrice ou conducteur de véhicules légers (5310)	236
Conductrice ou conducteur de véhicules lourds (5308)	236
Cuisinière ou cuisinier, classe III (5313)	236
Cuisinière ou cuisinier, classe II (5312)	236
Cuisinière ou cuisinier, classe I (5311)	236
Gardiennne ou gardien (5316)	236
Jardinière ou jardinier (5321).....	236
Ouvrière ou ouvrier d'entretien, classe III (5319)	237
Ouvrière ou ouvrier d'entretien, classe II (5318)	237
Ouvrière ou ouvrier d'entretien, classe I (5317)	237

I- CATÉGORIE DES EMPLOIS DE SOUTIEN TECHNIQUE ET PARATECHNIQUE**I-1 Sous-catégorie des emplois de soutien technique**Classe d'emplois : **Infirmière ou infirmier (4206)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	27,36	28,13	28,86	29,58	30,62
2	28,17	28,96	29,71	30,45	31,52
3	29,03	29,84	30,62	31,39	32,49
4	29,91	30,75	31,55	32,34	33,47
5	30,81	31,67	32,49	33,30	34,47
6	31,75	32,64	33,49	34,33	35,53
7	32,71	33,63	34,50	35,36	36,60
8	33,70	34,64	35,54	36,43	37,71
9	34,70	35,67	36,60	37,52	38,83
10	35,43	36,42	37,37	38,30	39,64
11	36,47	37,49	38,46	39,42	40,80
12	37,60	38,65	39,65	40,64	42,06
13	38,73	39,81	40,85	41,87	43,34
14	39,71	40,82	41,88	42,93	44,43
15	40,69	41,83	42,92	43,99	45,53
16	41,74	42,91	44,03	45,13	46,71
17	42,80	44,00	45,14	46,27	47,89
18	43,87	45,10	46,27	47,43	49,09

Classe d'emplois : **Technicienne ou technicien de travail social (4208)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	26,27	27,01	27,71	28,40	29,39
2	27,23	27,99	28,72	29,44	30,47
3	28,27	29,06	29,82	30,57	31,64
4	29,30	30,12	30,90	31,67	32,78
5	30,37	31,22	32,03	32,83	33,98
6	31,50	32,38	33,22	34,05	35,24
7	32,66	33,57	34,44	35,30	36,54
8	33,87	34,82	35,73	36,62	37,90
9	34,91	35,89	36,82	37,74	39,06
10	35,61	36,61	37,56	38,50	39,85
11	36,70	37,73	38,71	39,68	41,07
12	37,81	38,87	39,88	40,88	42,31

Classe d'emplois : **Technicienne ou technicien de travaux pratiques (4209)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	25,66	26,38	27,07	27,75	28,72
2	26,44	27,18	27,89	28,59	29,59
3	27,22	27,98	28,71	29,43	30,46
4	28,03	28,81	29,56	30,30	31,36
5	28,89	29,70	30,47	31,23	32,32
6	29,72	30,55	31,34	32,12	33,24
7	30,63	31,49	32,31	33,12	34,28
8	31,56	32,44	33,28	34,11	35,30
9	32,28	33,18	34,04	34,89	36,11
10	32,72	33,64	34,51	35,37	36,61
11	33,50	34,44	35,34	36,22	37,49
12	34,26	35,22	36,14	37,04	38,34

Classe d'emplois : **Technicienne ou technicien en administration (4211)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	25,66	26,38	27,07	27,75	28,72
2	26,44	27,18	27,89	28,59	29,59
3	27,22	27,98	28,71	29,43	30,46
4	28,03	28,81	29,56	30,30	31,36
5	28,89	29,70	30,47	31,23	32,32
6	29,72	30,55	31,34	32,12	33,24
7	30,63	31,49	32,31	33,12	34,28
8	31,56	32,44	33,28	34,11	35,30
9	32,28	33,18	34,04	34,89	36,11
10	32,72	33,64	34,51	35,37	36,61
11	33,50	34,44	35,34	36,22	37,49
12	34,26	35,22	36,14	37,04	38,34

Classe d'emplois : **Technicienne ou technicien en arts graphiques (4279)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	24,89	25,59	26,26	26,92	27,86
2	25,62	26,34	27,02	27,70	28,67
3	26,37	27,11	27,81	28,51	29,51
4	27,17	27,93	28,66	29,38	30,41
5	27,95	28,73	29,48	30,22	31,28
6	28,82	29,63	30,40	31,16	32,25
7	29,46	30,28	31,07	31,85	32,96
8	30,11	30,95	31,75	32,54	33,68
9	30,78	31,64	32,46	33,27	34,43
10	31,16	32,03	32,86	33,68	34,86

Classe d'emplois : **Technicienne ou technicien en audiovisuel (4212)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	24,89	25,59	26,26	26,92	27,86
2	25,62	26,34	27,02	27,70	28,67
3	26,37	27,11	27,81	28,51	29,51
4	27,17	27,93	28,66	29,38	30,41
5	27,95	28,73	29,48	30,22	31,28
6	28,82	29,63	30,40	31,16	32,25
7	29,46	30,28	31,07	31,85	32,96
8	30,11	30,95	31,75	32,54	33,68
9	30,78	31,64	32,46	33,27	34,43
10	31,16	32,03	32,86	33,68	34,86

Classe d'emplois : **Technicienne ou technicien en bâtiment (4213)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	25,82	26,54	27,23	27,91	28,89
2	26,71	27,46	28,17	28,87	29,88
3	27,63	28,40	29,14	29,87	30,92
4	28,54	29,34	30,10	30,85	31,93
5	29,52	30,35	31,14	31,92	33,04
6	30,50	31,35	32,17	32,97	34,12
7	31,56	32,44	33,28	34,11	35,30
8	32,61	33,52	34,39	35,25	36,48
9	33,50	34,44	35,34	36,22	37,49
10	34,09	35,04	35,95	36,85	38,14
11	35,03	36,01	36,95	37,87	39,20
12	35,99	37,00	37,96	38,91	40,27

Classe d'emplois : **Technicienne ou technicien en documentation (4205)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	25,25	25,96	26,63	27,30	28,26
2	26,01	26,74	27,44	28,13	29,11
3	26,79	27,54	28,26	28,97	29,98
4	27,59	28,36	29,10	29,83	30,87
5	28,41	29,21	29,97	30,72	31,80
6	29,25	30,07	30,85	31,62	32,73
7	30,13	30,97	31,78	32,57	33,71
8	30,81	31,67	32,49	33,30	34,47
9	31,55	32,43	33,27	34,10	35,29
10	31,93	32,82	33,67	34,51	35,72
11	32,67	33,58	34,45	35,31	36,55

Classe d'emplois : **Technicienne ou technicien en écriture braille (4228)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	24,89	25,59	26,26	26,92	27,86
2	25,62	26,34	27,02	27,70	28,67
3	26,37	27,11	27,81	28,51	29,51
4	27,17	27,93	28,66	29,38	30,41
5	27,95	28,73	29,48	30,22	31,28
6	28,82	29,63	30,40	31,16	32,25
7	29,46	30,28	31,07	31,85	32,96
8	30,11	30,95	31,75	32,54	33,68
9	30,78	31,64	32,46	33,27	34,43
10	31,16	32,03	32,86	33,68	34,86

Classe d'emplois : **Technicienne ou technicien en éducation spécialisée (4207)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	26,27	27,01	27,71	28,40	29,39
2	27,23	27,99	28,72	29,44	30,47
3	28,27	29,06	29,82	30,57	31,64
4	29,30	30,12	30,90	31,67	32,78
5	30,37	31,22	32,03	32,83	33,98
6	31,50	32,38	33,22	34,05	35,24
7	32,66	33,57	34,44	35,30	36,54
8	33,87	34,82	35,73	36,62	37,90
9	34,91	35,89	36,82	37,74	39,06
10	35,61	36,61	37,56	38,50	39,85
11	36,70	37,73	38,71	39,68	41,07
12	37,81	38,87	39,88	40,88	42,31

Classe d'emplois : **Technicienne ou technicien en électronique (4277)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	25,66	26,38	27,07	27,75	28,72
2	26,44	27,18	27,89	28,59	29,59
3	27,22	27,98	28,71	29,43	30,46
4	28,03	28,81	29,56	30,30	31,36
5	28,89	29,70	30,47	31,23	32,32
6	29,72	30,55	31,34	32,12	33,24
7	30,63	31,49	32,31	33,12	34,28
8	31,56	32,44	33,28	34,11	35,30
9	32,28	33,18	34,04	34,89	36,11
10	32,72	33,64	34,51	35,37	36,61
11	33,50	34,44	35,34	36,22	37,49
12	34,26	35,22	36,14	37,04	38,34

Classe d'emplois : **Technicienne ou technicien en formation professionnelle (4281)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	25,25	25,96	26,63	27,30	28,26
2	26,01	26,74	27,44	28,13	29,11
3	26,79	27,54	28,26	28,97	29,98
4	27,59	28,36	29,10	29,83	30,87
5	28,41	29,21	29,97	30,72	31,80
6	29,25	30,07	30,85	31,62	32,73
7	30,13	30,97	31,78	32,57	33,71
8	30,81	31,67	32,49	33,30	34,47
9	31,55	32,43	33,27	34,10	35,29
10	31,93	32,82	33,67	34,51	35,72
11	32,67	33,58	34,45	35,31	36,55

Classe d'emplois : **Technicienne ou technicien en gestion alimentaire (4276)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	25,25	25,96	26,63	27,30	28,26
2	26,01	26,74	27,44	28,13	29,11
3	26,79	27,54	28,26	28,97	29,98
4	27,59	28,36	29,10	29,83	30,87
5	28,41	29,21	29,97	30,72	31,80
6	29,25	30,07	30,85	31,62	32,73
7	30,13	30,97	31,78	32,57	33,71
8	30,81	31,67	32,49	33,30	34,47
9	31,55	32,43	33,27	34,10	35,29
10	31,93	32,82	33,67	34,51	35,72
11	32,67	33,58	34,45	35,31	36,55

Classe d'emplois : **Technicienne ou technicien en informatique (4204)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	25,66	26,38	27,07	27,75	28,72
2	26,44	27,18	27,89	28,59	29,59
3	27,22	27,98	28,71	29,43	30,46
4	28,03	28,81	29,56	30,30	31,36
5	28,89	29,70	30,47	31,23	32,32
6	29,72	30,55	31,34	32,12	33,24
7	30,63	31,49	32,31	33,12	34,28
8	31,56	32,44	33,28	34,11	35,30
9	32,28	33,18	34,04	34,89	36,11
10	32,72	33,64	34,51	35,37	36,61
11	33,50	34,44	35,34	36,22	37,49
12	34,26	35,22	36,14	37,04	38,34

Classe d'emplois : **Technicienne ou technicien en informatique,
classe principale (4278)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	26,27	27,01	27,71	28,40	29,39
2	27,23	27,99	28,72	29,44	30,47
3	28,27	29,06	29,82	30,57	31,64
4	29,30	30,12	30,90	31,67	32,78
5	30,37	31,22	32,03	32,83	33,98
6	31,50	32,38	33,22	34,05	35,24
7	32,66	33,57	34,44	35,30	36,54
8	33,87	34,82	35,73	36,62	37,90
9	34,91	35,89	36,82	37,74	39,06
10	35,61	36,61	37,56	38,50	39,85
11	36,70	37,73	38,71	39,68	41,07
12	37,81	38,87	39,88	40,88	42,31

Classe d'emplois : **Technicienne ou technicien en loisir (4214)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	25,25	25,96	26,63	27,30	28,26
2	26,01	26,74	27,44	28,13	29,11
3	26,79	27,54	28,26	28,97	29,98
4	27,59	28,36	29,10	29,83	30,87
5	28,41	29,21	29,97	30,72	31,80
6	29,25	30,07	30,85	31,62	32,73
7	30,13	30,97	31,78	32,57	33,71
8	30,81	31,67	32,49	33,30	34,47
9	31,55	32,43	33,27	34,10	35,29
10	31,93	32,82	33,67	34,51	35,72
11	32,67	33,58	34,45	35,31	36,55

Classe d'emplois : **Technicienne ou technicien en organisation scolaire (4215)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	25,25	25,96	26,63	27,30	28,26
2	26,01	26,74	27,44	28,13	29,11
3	26,79	27,54	28,26	28,97	29,98
4	27,59	28,36	29,10	29,83	30,87
5	28,41	29,21	29,97	30,72	31,80
6	29,25	30,07	30,85	31,62	32,73
7	30,13	30,97	31,78	32,57	33,71
8	30,81	31,67	32,49	33,30	34,47
9	31,55	32,43	33,27	34,10	35,29
10	31,93	32,82	33,67	34,51	35,72
11	32,67	33,58	34,45	35,31	36,55

Classe d'emplois : **Technicienne ou technicien en psychométrie (4216)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	25,25	25,96	26,63	27,30	28,26
2	26,01	26,74	27,44	28,13	29,11
3	26,79	27,54	28,26	28,97	29,98
4	27,59	28,36	29,10	29,83	30,87
5	28,41	29,21	29,97	30,72	31,80
6	29,25	30,07	30,85	31,62	32,73
7	30,13	30,97	31,78	32,57	33,71
8	30,81	31,67	32,49	33,30	34,47
9	31,55	32,43	33,27	34,10	35,29
10	31,93	32,82	33,67	34,51	35,72
11	32,67	33,58	34,45	35,31	36,55

Classe d'emplois : **Technicienne ou technicien en service de garde et
en milieu scolaire (4285)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	25,66	26,38	27,07	27,75	28,72
2	26,44	27,18	27,89	28,59	29,59
3	27,22	27,98	28,71	29,43	30,46
4	28,03	28,81	29,56	30,30	31,36
5	28,89	29,70	30,47	31,23	32,32
6	29,72	30,55	31,34	32,12	33,24
7	30,63	31,49	32,31	33,12	34,28
8	31,56	32,44	33,28	34,11	35,30
9	32,28	33,18	34,04	34,89	36,11
10	32,72	33,64	34,51	35,37	36,61
11	33,50	34,44	35,34	36,22	37,49
12	34,26	35,22	36,14	37,04	38,34

NOTE : À compter de la date d'entrée en vigueur de la convention, l'appellation « Technicienne ou technicien en service de garde » de la classe d'emplois 4285 est remplacée.

Classe d'emplois : **Technicienne ou technicien en transport scolaire (4280)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	24,89	25,59	26,26	26,92	27,86
2	25,62	26,34	27,02	27,70	28,67
3	26,37	27,11	27,81	28,51	29,51
4	27,17	27,93	28,66	29,38	30,41
5	27,95	28,73	29,48	30,22	31,28
6	28,82	29,63	30,40	31,16	32,25
7	29,46	30,28	31,07	31,85	32,96
8	30,11	30,95	31,75	32,54	33,68
9	30,78	31,64	32,46	33,27	34,43
10	31,16	32,03	32,86	33,68	34,86

Classe d'emplois : **Technicienne-interprète ou technicien-interprète (4230)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	25,82	26,54	27,23	27,91	28,89
2	26,71	27,46	28,17	28,87	29,88
3	27,63	28,40	29,14	29,87	30,92
4	28,54	29,34	30,10	30,85	31,93
5	29,52	30,35	31,14	31,92	33,04
6	30,50	31,35	32,17	32,97	34,12
7	31,56	32,44	33,28	34,11	35,30
8	32,61	33,52	34,39	35,25	36,48
9	33,50	34,44	35,34	36,22	37,49
10	34,09	35,04	35,95	36,85	38,14
11	35,03	36,01	36,95	37,87	39,20
12	35,99	37,00	37,96	38,91	40,27

I-2 Sous-catégorie des emplois de soutien paratechniqueClasse d'emplois : **Apparitrice ou appariteur (4218)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	23,20	23,85	24,47	25,08	25,96
2	23,59	24,25	24,88	25,50	26,39
3	23,96	24,63	25,27	25,90	26,81
4	24,35	25,03	25,68	26,32	27,24
5	24,75	25,44	26,10	26,75	27,69

Classe d'emplois : **Éducatrice ou éducateur en milieu scolaire (4284)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	23,89	24,56	25,20	25,83	26,73
2	24,45	25,13	25,78	26,42	27,34
3	25,06	25,76	26,43	27,09	28,04
4	25,66	26,38	27,07	27,75	28,72
5	26,27	27,01	27,71	28,40	29,39
6	26,91	27,66	28,38	29,09	30,11
7	27,56	28,33	29,07	29,80	30,84

NOTE : À compter de la date d'entrée en vigueur de la convention, l'appellation « Éducatrice ou éducateur en service de garde » de la classe d'emplois 4284 est remplacée.

Classe d'emplois : **Éducatrice ou éducateur en milieu scolaire,
classe principale (4288)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	24,51	25,20	25,86	26,51	27,44
2	25,12	25,82	26,49	27,15	28,10
3	25,77	26,49	27,18	27,86	28,84
4	26,45	27,19	27,90	28,60	29,60
5	27,11	27,87	28,59	29,30	30,33
6	27,80	28,58	29,32	30,05	31,10
7	28,49	29,29	30,05	30,80	31,88
8	29,26	30,08	30,86	31,63	32,74
9	30,01	30,85	31,65	32,44	33,58

NOTE : À compter de la date d'entrée en vigueur de la convention, l'appellation « Éducatrice ou éducateur en service de garde, classe principale » de la classe d'emplois 4288 est remplacée.

Classe d'emplois : **Infirmière ou infirmier auxiliaire ou diplômée ou diplômé
en soins de santé et soins d'assistance (4217)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	23,89	24,56	25,20	25,83	26,73
2	24,45	25,13	25,78	26,42	27,34
3	25,06	25,76	26,43	27,09	28,04
4	25,66	26,38	27,07	27,75	28,72
5	26,27	27,01	27,71	28,40	29,39
6	26,91	27,66	28,38	29,09	30,11
7	27,56	28,33	29,07	29,80	30,84

Classe d'emplois : **Inspectrice ou inspecteur en transport scolaire (4282)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	23,89	24,56	25,20	25,83	26,73
2	24,45	25,13	25,78	26,42	27,34
3	25,06	25,76	26,43	27,09	28,04
4	25,66	26,38	27,07	27,75	28,72
5	26,27	27,01	27,71	28,40	29,39
6	26,91	27,66	28,38	29,09	30,11
7	27,56	28,33	29,07	29,80	30,84

Classe d'emplois : **Opératrice ou opérateur en imprimerie (4221)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	23,20	23,85	24,47	25,08	25,96
2	23,59	24,25	24,88	25,50	26,39
3	23,96	24,63	25,27	25,90	26,81
4	24,35	25,03	25,68	26,32	27,24
5	24,75	25,44	26,10	26,75	27,69

Classe d'emplois : **Opératrice ou opérateur en imprimerie, classe principale (4229)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	23,89	24,56	25,20	25,83	26,73
2	24,45	25,13	25,78	26,42	27,34
3	25,06	25,76	26,43	27,09	28,04
4	25,66	26,38	27,07	27,75	28,72
5	26,27	27,01	27,71	28,40	29,39
6	26,91	27,66	28,38	29,09	30,11
7	27,56	28,33	29,07	29,80	30,84

Classe d'emplois : **Opératrice ou opérateur en informatique, classe I (4202)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	23,70	24,36	24,99	25,61	26,51
2	24,23	24,91	25,56	26,20	27,12
3	24,79	25,48	26,14	26,79	27,73
4	25,33	26,04	26,72	27,39	28,35
5	25,91	26,64	27,33	28,01	28,99
6	26,50	27,24	27,95	28,65	29,65

Classe d'emplois : **Opératrice ou opérateur en informatique, classe principale (4201)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	24,18	24,86	25,51	26,15	27,07
2	24,76	25,45	26,11	26,76	27,70
3	25,41	26,12	26,80	27,47	28,43
4	26,03	26,76	27,46	28,15	29,14
5	26,68	27,43	28,14	28,84	29,85
6	27,34	28,11	28,84	29,56	30,59
7	27,99	28,77	29,52	30,26	31,32
8	28,73	29,53	30,30	31,06	32,15

Classe d'emplois : **Préposée ou préposé aux élèves handicapés (4286)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	23,20	23,85	24,47	25,08	25,96
2	23,59	24,25	24,88	25,50	26,39
3	23,96	24,63	25,27	25,90	26,81
4	24,35	25,03	25,68	26,32	27,24
5	24,75	25,44	26,10	26,75	27,69

Classe d'emplois : **Relieuse ou relieur (4283)**

Semaine : 35 heures

Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
23,95	24,62	25,26	25,89	26,79

Classe d'emplois : **Surveillante ou surveillant d'élèves (4223)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	23,51	24,17	24,80	25,42	26,31
2	24,01	24,68	25,32	25,95	26,86
3	24,52	25,21	25,87	26,52	27,45
4	25,03	25,73	26,40	27,06	28,01
5	25,58	26,30	26,98	27,65	28,62

Classe d'emplois : **Surveillante-sauveteur ou surveillant-sauveteur (4226)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	23,20	23,85	24,47	25,08	25,96
2	23,59	24,25	24,88	25,50	26,39
3	23,96	24,63	25,27	25,90	26,81
4	24,35	25,03	25,68	26,32	27,24
5	24,75	25,44	26,10	26,75	27,69

II- CATÉGORIE DES EMPLOIS DE SOUTIEN ADMINISTRATIFClasse d'emplois : **Acheteuse ou acheteur (4107)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	24,18	24,86	25,51	26,15	27,07
2	24,76	25,45	26,11	26,76	27,70
3	25,41	26,12	26,80	27,47	28,43
4	26,03	26,76	27,46	28,15	29,14
5	26,68	27,43	28,14	28,84	29,85
6	27,34	28,11	28,84	29,56	30,59
7	27,99	28,77	29,52	30,26	31,32
8	28,73	29,53	30,30	31,06	32,15

Classe d'emplois : **Agente ou agent de bureau, classe II (4103)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	23,03	23,67	24,29	24,90	25,77
2	23,34	23,99	24,61	25,23	26,11
3	23,67	24,33	24,96	25,58	26,48
4	24,01	24,68	25,32	25,95	26,86

Classe d'emplois : **Agente ou agent de bureau, classe I (4102)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	23,70	24,36	24,99	25,61	26,51
2	24,23	24,91	25,56	26,20	27,12
3	24,79	25,48	26,14	26,79	27,73
4	25,33	26,04	26,72	27,39	28,35
5	25,91	26,64	27,33	28,01	28,99
6	26,50	27,24	27,95	28,65	29,65

Classe d'emplois : **Agente ou agent de bureau, classe principale (4101)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	24,51	25,20	25,86	26,51	27,44
2	25,12	25,82	26,49	27,15	28,10
3	25,77	26,49	27,18	27,86	28,84
4	26,45	27,19	27,90	28,60	29,60
5	27,11	27,87	28,59	29,30	30,33
6	27,80	28,58	29,32	30,05	31,10
7	28,49	29,29	30,05	30,80	31,88
8	29,26	30,08	30,86	31,63	32,74
9	30,01	30,85	31,65	32,44	33,58

Classe d'emplois : **Auxiliaire de bureau (4114)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	22,88	23,52	24,13	24,73	25,60

Classe d'emplois : **Magasinière ou magasinier, classe II (4110)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	22,83	23,47	24,08	24,68	25,54
2	23,04	23,69	24,31	24,92	25,79
3	23,21	23,86	24,48	25,09	25,97
4	23,38	24,03	24,65	25,27	26,15

Classe d'emplois : **Magasinière ou magasinier, classe I (4109)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	23,51	24,17	24,80	25,42	26,31
2	24,01	24,68	25,32	25,95	26,86
3	24,52	25,21	25,87	26,52	27,45
4	25,03	25,73	26,40	27,06	28,01
5	25,58	26,30	26,98	27,65	28,62

Classe d'emplois : **Magasinière ou magasinier, classe principale** (4108)

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	24,18	24,86	25,51	26,15	27,07
2	24,76	25,45	26,11	26,76	27,70
3	25,41	26,12	26,80	27,47	28,43
4	26,03	26,76	27,46	28,15	29,14
5	26,68	27,43	28,14	28,84	29,85
6	27,34	28,11	28,84	29,56	30,59
7	27,99	28,77	29,52	30,26	31,32
8	28,73	29,53	30,30	31,06	32,15

Classe d'emplois : **Opératrice ou opérateur en reprographie** (4118)

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	23,20	23,85	24,47	25,08	25,96
2	23,59	24,25	24,88	25,50	26,39
3	23,96	24,63	25,27	25,90	26,81
4	24,35	25,03	25,68	26,32	27,24
5	24,75	25,44	26,10	26,75	27,69

Classe d'emplois : **Opératrice ou opérateur en reprographie, classe principale (4117)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	23,89	24,56	25,20	25,83	26,73
2	24,45	25,13	25,78	26,42	27,34
3	25,06	25,76	26,43	27,09	28,04
4	25,66	26,38	27,07	27,75	28,72
5	26,27	27,01	27,71	28,40	29,39
6	26,91	27,66	28,38	29,09	30,11
7	27,56	28,33	29,07	29,80	30,84

Classe d'emplois : **Secrétaire (4113)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	23,51	24,17	24,80	25,42	26,31
2	24,01	24,68	25,32	25,95	26,86
3	24,52	25,21	25,87	26,52	27,45
4	25,03	25,73	26,40	27,06	28,01
5	25,58	26,30	26,98	27,65	28,62

Classe d'emplois : **Secrétaire d'école ou de centre** (4116)

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	24,18	24,86	25,51	26,15	27,07
2	24,76	25,45	26,11	26,76	27,70
3	25,41	26,12	26,80	27,47	28,43
4	26,03	26,76	27,46	28,15	29,14
5	26,68	27,43	28,14	28,84	29,85
6	27,34	28,11	28,84	29,56	30,59
7	27,99	28,77	29,52	30,26	31,32
8	28,73	29,53	30,30	31,06	32,15

Classe d'emplois : **Secrétaire de gestion** (4111)

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	23,89	24,56	25,20	25,83	26,73
2	24,45	25,13	25,78	26,42	27,34
3	25,06	25,76	26,43	27,09	28,04
4	25,66	26,38	27,07	27,75	28,72
5	26,27	27,01	27,71	28,40	29,39
6	26,91	27,66	28,38	29,09	30,11
7	27,56	28,33	29,07	29,80	30,84

III- CATÉGORIE DES EMPLOIS DE SOUTIEN MANUEL**III-1 Sous-catégorie des emplois de soutien manuel qualifié**

Semaine : 38,75 heures

Classes d'emplois	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
Apprentie ou apprenti de métiers, 1^{re} année (5133)	20,42	20,99	21,53	22,08	22,85
Apprentie ou apprenti de métiers, 2^e année (5134)	21,12	21,71	22,28	22,84	23,64
Apprentie ou apprenti de métiers, 3^e année (5135)	21,82	22,44	23,02	23,60	24,43
Apprentie ou apprenti de métiers, 4^e année (5136)	22,53	23,16	23,76	24,36	25,22
Ébéniste (5102)	28,16	28,95	29,70	30,45	31,52
Électricienne ou électricien (5104)	28,16	28,95	29,70	30,45	31,52
Électricienne ou électricien, classe principale (5103)	30,27	31,12	31,93	32,72	33,87
Maître mécanicienne ou maître mécanicien en tuyauterie (5114)	28,16	28,95	29,70	30,45	31,52
Mécanicienne ou mécanicien de machines fixes, classe IV (5110)	27,16	27,92	28,65	29,37	30,39
Mécanicienne ou mécanicien de machines fixes, classe III (5109)	27,16	27,92	28,65	29,37	30,39
Mécanicienne ou mécanicien de machines fixes, classe II (5108)	28,16	28,95	29,70	30,45	31,52
Mécanicienne ou mécanicien de machines fixes, classe I (5107)	29,24	30,05	30,83	31,60	32,71

Semaine : 38,75 heures

Classes d'emplois	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
Mécanicienne ou mécanicien, classe II (5137)	27,16	27,92	28,65	29,37	30,39
Mécanicienne ou mécanicien, classe I (5106)	29,24	30,05	30,83	31,60	32,71
Menuisière ou menuisier (5116)	27,16	27,92	28,65	29,37	30,39
Ouvrière ou ouvrier certifié d'entretien (5117)	27,16	27,92	28,65	29,37	30,39
Peintre (5118)	24,63	25,32	25,98	26,62	27,56
Serrurière ou serrurier (5120)	26,24	26,97	27,68	28,37	29,36
Soudeuse ou soudeur (5121)	28,16	28,95	29,70	30,45	31,52
Spécialiste en mécanique d'ajustage (5125)	29,24	30,05	30,83	31,60	32,71
Tuyauteuse ou tuyauteur (5115)	28,16	28,95	29,70	30,45	31,52
Vitrière-monteuse- mécanicienne ou vitrier- monteur-mécanicien (5126)	26,24	26,97	27,68	28,37	29,36

III-2 Sous-catégorie des emplois de soutien manuel d'entretien et de service

Semaine : 38,75 heures

Classes d'emplois	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
Aide-conductrice ou aide-conducteur de véhicules lourds (5309)	23,35	24,00	24,62	25,24	26,12
Aide de métiers (5334)	22,88	23,52	24,13	24,73	25,60
Aide général de cuisine (5306)	22,88	23,52	24,13	24,73	25,60
Buandière ou buandier (5307)	22,55	23,18	23,78	24,37	25,22
Concierge, classe II (5302)	23,95	24,62	25,26	25,89	26,79
Concierge, classe I (5301)	24,63	25,32	25,98	26,62	27,56
Concierge de nuit, classe II (5304)	23,95	24,62	25,26	25,89	26,79
Concierge de nuit, classe I (5303)	24,63	25,32	25,98	26,62	27,56
Conductrice ou conducteur de véhicules légers (5310)	23,35	24,00	24,62	25,24	26,12
Conductrice ou conducteur de véhicules lourds (5308)	24,63	25,32	25,98	26,62	27,56
Cuisinière ou cuisinier, classe III (5313)	25,42	26,14	26,81	27,48	28,44
Cuisinière ou cuisinier, classe II (5312)	28,16	28,95	29,70	30,45	31,52
Cuisinière ou cuisinier, classe I (5311)	29,24	30,05	30,83	31,60	32,71
Gardiennne ou gardien (5316)	22,55	23,18	23,78	24,37	25,22
Jardinière ou jardinier (5321)	25,42	26,14	26,81	27,48	28,44

Semaine : 38,75 heures

Classes d'emplois	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
Ouvrière ou ouvrier d'entretien, classe III (5319) (aide domestique)	22,55	23,18	23,78	24,37	25,22
Ouvrière ou ouvrier d'entretien, classe II (5318)	22,55	23,18	23,78	24,37	25,22
Ouvrière ou ouvrier d'entretien, classe I (5317) (poseuse ou poseur de vitres, poseuse ou poseur de tuiles, sableuse ou sableur, réparatrice ou réparateur de casiers métalliques)	23,95	24,62	25,26	25,89	26,79

ANNEXE 2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AU CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE MONTRÉAL (CSSDM)**Classes d'emplois particulières**

- 1) Les classes d'emplois suivantes sont en vigueur à la CSSDM exclusivement :
 - Secrétaire de gestion, centre et regroupements;
 - Déménageuse ou déménageur.
- 2) Les dispositions des articles 6-1.00, 6-2.00, 6-3.00 et 6-4.00 de la convention s'appliquent à la personne salariée concernée par l'une de ces classes d'emplois aux fins de la détermination du taux de traitement qui lui est applicable.
- 3) Les taux et échelles de traitement horaires applicables sont ceux apparaissant à la présente annexe.

Prime particulière

La prime horaire pour la préposée ou le préposé à une camionnette¹ à l'emploi du CSSDM est majorée en fonction des paramètres généraux d'augmentation salariale prévus à la clause 6-3.01 et, le cas échéant à la clause 6-3.03 de manière cumulative, en utilisant la dernière période de référence où cette prime a été majorée. Pour la mise en œuvre de cette méthode d'indexation, la valeur de référence considérée est celle au 31 mars 2023.

Du 1 ^{er} avril 2023 au 31 mars 2024 :	0,18 \$/heure
Du 1 ^{er} avril 2024 au 31 mars 2025 :	0,19 \$/heure
Du 1 ^{er} avril 2025 au 31 mars 2026 :	0,19 \$/heure
Du 1 ^{er} avril 2026 au 31 mars 2027 :	0,19 \$/heure
À compter du 1 ^{er} avril 2027 :	0,20 \$/heure

¹ Autre qu'une conductrice ou un conducteur de véhicules légers ou lourds et autre qu'une aide-conductrice ou un aide-conducteur de véhicules lourds.

Mathématiquement :

$$\text{Prime à la camionnette}_n = \text{Prime à la camionnette}_t \times \prod_{i=t+1}^n (1 + p_i)$$

Où

p = Paramètres généraux d'augmentation salariale et clause d'ajustement, tels que déterminés aux clauses 6-3.01 et 6-3.03. Si plusieurs paramètres généraux d'augmentation salariale et ajustements tels que définis aux clauses 6-3.01 et 6-3.03 sont accordés au cours du même exercice financier, ceux-ci sont pris en compte comme des exercices distincts pour chacun des paramètres.

n = Période courante

t = Dernière date où la prime a été augmentée, étant entendu que le 31 mars 2023 est celle considérée pour la première application de cette formule d'indexation.

\prod = Produit

Le résultat est arrondi au cent.

Classe d'emplois : **Secrétaire de gestion, centre et regroupements (CSSDM) (4163)**

Semaine : 35 heures

Échelon	Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
1	23,89	24,56	25,20	25,83	26,73
2	24,45	25,13	25,78	26,42	27,34
3	25,06	25,76	26,43	27,09	28,04
4	25,66	26,38	27,07	27,75	28,72
5	26,27	27,01	27,71	28,40	29,39
6	26,91	27,66	28,38	29,09	30,11
7	27,56	28,33	29,07	29,80	30,84

Classe d'emplois : **Déménageuse ou déménageur (CSSDM) (5336)**

Semaine : 38,75 heures

Taux du 2023-04-01 au 2024-03-31 (\$)	Taux du 2024-04-01 au 2025-03-31 (\$)	Taux du 2025-04-01 au 2026-03-31 (\$)	Taux du 2026-04-01 au 2027-03-31 (\$)	Taux à compter du 2027-04-01 (\$)
22,88	23,52	24,13	24,73	25,60

ANNEXE 3

STRUCTURE SALARIALE POUR LES SECTEURS DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, DES CENTRES DE SERVICES SCOLAIRES ET DES COMMISSIONS SCOLAIRES ET DES COLLÈGES

Taux et échelles de traitement au 1^{er} avril 2023

Rangements	Échelons																		Rangements	Taux uniques
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18		
1	22,24																		1	22,24
2	22,55																		2	22,55
3	22,67	22,79	22,89																3	22,88
4	22,83	23,04	23,21	23,38															4	23,35
5	23,03	23,34	23,67	24,01															5	23,95
6	23,20	23,59	23,96	24,35	24,75														6	24,63
7	23,51	24,01	24,52	25,03	25,58														7	25,42
8	23,70	24,23	24,79	25,33	25,91	26,50													8	26,24
9	23,89	24,45	25,06	25,66	26,27	26,91	27,56												9	27,16
10	24,18	24,76	25,41	26,03	26,68	27,34	27,99	28,73											10	28,16
11	24,51	25,12	25,77	26,45	27,11	27,80	28,49	29,26	30,01										11	29,24
12	24,89	25,62	26,37	27,17	27,95	28,82	29,46	30,11	30,78	31,16									12	30,27
13	25,25	26,01	26,79	27,59	28,41	29,25	30,13	30,81	31,55	31,93	32,67								13	31,49
14	25,66	26,44	27,22	28,03	28,89	29,72	30,63	31,56	32,28	32,72	33,50	34,26							14	32,74
15	25,82	26,71	27,63	28,54	29,52	30,50	31,56	32,61	33,50	34,09	35,03	35,99							15	34,16
16	26,27	27,23	28,27	29,30	30,37	31,50	32,66	33,87	34,91	35,61	36,70	37,81							16	
17	26,73	27,80	28,91	30,07	31,25	32,51	33,82	35,15	36,34	37,18	38,43	39,74							17	
18	26,91	28,08	29,34	30,63	31,98	33,38	34,86	36,38	37,75	38,79	40,24	41,76							18	
19	27,36	28,17	29,03	29,91	30,81	31,75	32,71	33,70	34,70	35,43	36,47	37,60	38,73	39,71	40,69	41,74	42,80	43,87	19	
20	27,79	28,70	29,62	30,57	31,57	32,56	33,62	34,70	35,83	36,61	37,81	39,02	40,30	41,40	42,53	43,69	44,87	46,10	20	
21	28,26	29,19	30,21	31,24	32,32	33,42	34,57	35,76	36,98	37,87	39,18	40,51	41,92	43,14	44,41	45,72	47,05	48,44	21	
22	28,70	29,71	30,80	31,92	33,08	34,30	35,53	36,81	38,17	39,16	40,58	42,07	43,60	44,95	46,36	47,82	49,32	50,86	22	
23	29,11	30,22	31,37	32,60	33,86	35,14	36,50	37,88	39,35	40,46	42,01	43,64	45,30	46,83	48,40	50,01	51,70	53,41	23	
24	30,03	31,22	32,45	33,73	35,06	36,43	37,87	39,37	40,92	42,12	43,77	45,52	47,29	48,94	50,64	52,37	54,16	56,05	24	
25	30,45	31,73	33,04	34,42	35,84	37,33	38,86	40,50	42,18	43,48	45,29	47,17	49,14	50,92	52,79	54,72	56,71	58,80	25	
26	31,13	32,47	33,88	35,32	36,84	38,45	40,09	41,83	43,62	45,06	46,99	49,01	51,12	53,06	55,09	57,20	59,37	61,63	26	
27	31,81	33,24	34,68	36,26	37,86	39,56	41,35	43,18	45,09	46,64	48,72	50,88	53,16	55,27	57,46	59,74	62,12	64,56	27	
28	32,21	33,73	35,29	36,92	38,65	40,46	42,36	44,32	46,40	48,06	50,32	52,67	55,14	57,43	59,82	62,31	64,90	67,63	28	

Notes : Les taux de traitement tiennent compte de la majoration du paramètre général d'augmentation salariale prévue au paragraphe A) de la clause 6-3.01.

Les taux uniques sont calculés sur la base d'un gain de carrière de 33 ans.

Taux et échelles de traitement au 1^{er} avril 2024

Rangements	Échelons																		Rangements	Taux uniques
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18		
1	22,86																		1	22,86
2	23,18																		2	23,18
3	23,30	23,43	23,53																3	23,52
4	23,47	23,69	23,86	24,03															4	24,00
5	23,67	23,99	24,33	24,68															5	24,62
6	23,85	24,25	24,63	25,03	25,44														6	25,32
7	24,17	24,68	25,21	25,73	26,30														7	26,14
8	24,36	24,91	25,48	26,04	26,64	27,24													8	26,97
9	24,56	25,13	25,76	26,38	27,01	27,66	28,33												9	27,92
10	24,86	25,45	26,12	26,76	27,43	28,11	28,77	29,53											10	28,95
11	25,20	25,82	26,49	27,19	27,87	28,58	29,29	30,08	30,85										11	30,05
12	25,59	26,34	27,11	27,93	28,73	29,63	30,28	30,95	31,64	32,03									12	31,12
13	25,96	26,74	27,54	28,36	29,21	30,07	30,97	31,67	32,43	32,82	33,58								13	32,37
14	26,38	27,18	27,98	28,81	29,70	30,55	31,49	32,44	33,18	33,64	34,44	35,22							14	33,66
15	26,54	27,46	28,40	29,34	30,35	31,35	32,44	33,52	34,44	35,04	36,01	37,00							15	35,12
16	27,01	27,99	29,06	30,12	31,22	32,38	33,57	34,82	35,89	36,61	37,73	38,87							16	
17	27,48	28,58	29,72	30,91	32,13	33,42	34,77	36,13	37,36	38,22	39,51	40,85							17	
18	27,66	28,87	30,16	31,49	32,88	34,31	35,84	37,40	38,81	39,88	41,37	42,93							18	
19	28,13	28,96	29,84	30,75	31,67	32,64	33,63	34,64	35,67	36,42	37,49	38,65	39,81	40,82	41,83	42,91	44,00	45,10	19	
20	28,57	29,50	30,45	31,43	32,45	33,47	34,56	35,67	36,83	37,64	38,87	40,11	41,43	42,56	43,72	44,91	46,13	47,39	20	
21	29,05	30,01	31,06	32,11	33,22	34,36	35,54	36,76	38,02	38,93	40,28	41,64	43,09	44,35	45,65	47,00	48,37	49,80	21	
22	29,50	30,54	31,66	32,81	34,01	35,26	36,52	37,84	39,24	40,26	41,72	43,25	44,82	46,21	47,66	49,16	50,70	52,28	22	
23	29,93	31,07	32,25	33,51	34,81	36,12	37,52	38,94	40,45	41,59	43,19	44,86	46,57	48,14	49,76	51,41	53,15	54,91	23	
24	30,87	32,09	33,36	34,67	36,04	37,45	38,93	40,47	42,07	43,30	45,00	46,79	48,61	50,31	52,06	53,84	55,68	57,62	24	
25	31,30	32,62	33,97	35,38	36,84	38,38	39,95	41,63	43,36	44,70	46,56	48,49	50,52	52,35	54,27	56,25	58,30	60,45	25	
26	32,00	33,38	34,83	36,31	37,87	39,53	41,21	43,00	44,84	46,32	48,31	50,38	52,55	54,55	56,63	58,80	61,03	63,36	26	
27	32,70	34,17	35,65	37,28	38,92	40,67	42,51	44,39	46,35	47,95	50,08	52,30	54,65	56,82	59,07	61,41	63,86	66,37	27	
28	33,11	34,67	36,28	37,95	39,73	41,59	43,55	45,56	47,70	49,41	51,73	54,14	56,68	59,04	61,49	64,05	66,72	69,52	28	

Notes : Les taux de traitement tiennent compte de la majoration du paramètre général d'augmentation salariale prévue au paragraphe B) de la clause 6-3.01.
Les taux uniques sont calculés sur la base d'un gain de carrière de 33 ans.

Taux et échelles de traitement au 1^{er} avril 2025

Rangements	Échelons																		Rangements	Taux uniques
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18		
1	23,45																		1	23,45
2	23,78																		2	23,78
3	23,91	24,04	24,14																3	24,13
4	24,08	24,31	24,48	24,65															4	24,62
5	24,29	24,61	24,96	25,32															5	25,26
6	24,47	24,88	25,27	25,68	26,10														6	25,98
7	24,80	25,32	25,87	26,40	26,98														7	26,81
8	24,99	25,56	26,14	26,72	27,33	27,95													8	27,68
9	25,20	25,78	26,43	27,07	27,71	28,38	29,07												9	28,65
10	25,51	26,11	26,80	27,46	28,14	28,84	29,52	30,30											10	29,70
11	25,86	26,49	27,18	27,90	28,59	29,32	30,05	30,86	31,65										11	30,83
12	26,26	27,02	27,81	28,66	29,48	30,40	31,07	31,75	32,46	32,86									12	31,93
13	26,63	27,44	28,26	29,10	29,97	30,85	31,78	32,49	33,27	33,67	34,45								13	33,21
14	27,07	27,89	28,71	29,56	30,47	31,34	32,31	33,28	34,04	34,51	35,34	36,14							14	34,53
15	27,23	28,17	29,14	30,10	31,14	32,17	33,28	34,39	35,34	35,95	36,95	37,96							15	36,03
16	27,71	28,72	29,82	30,90	32,03	33,22	34,44	35,73	36,82	37,56	38,71	39,88							16	
17	28,19	29,32	30,49	31,71	32,97	34,29	35,67	37,07	38,33	39,21	40,54	41,91							17	
18	28,38	29,62	30,94	32,31	33,73	35,20	36,77	38,37	39,82	40,92	42,45	44,05							18	
19	28,86	29,71	30,62	31,55	32,49	33,49	34,50	35,54	36,60	37,37	38,46	39,65	40,85	41,88	42,92	44,03	45,14	46,27	19	
20	29,31	30,27	31,24	32,25	33,29	34,34	35,46	36,60	37,79	38,62	39,88	41,15	42,51	43,67	44,86	46,08	47,33	48,62	20	
21	29,81	30,79	31,87	32,94	34,08	35,25	36,46	37,72	39,01	39,94	41,33	42,72	44,21	45,50	46,84	48,22	49,63	51,09	21	
22	30,27	31,33	32,48	33,66	34,89	36,18	37,47	38,82	40,26	41,31	42,80	44,37	45,99	47,41	48,90	50,44	52,02	53,64	22	
23	30,71	31,88	33,09	34,38	35,72	37,06	38,50	39,95	41,50	42,67	44,31	46,03	47,78	49,39	51,05	52,75	54,53	56,34	23	
24	31,67	32,92	34,23	35,57	36,98	38,42	39,94	41,52	43,16	44,43	46,17	48,01	49,87	51,62	53,41	55,24	57,13	59,12	24	
25	32,11	33,47	34,85	36,30	37,80	39,38	40,99	42,71	44,49	45,86	47,77	49,75	51,83	53,71	55,68	57,71	59,82	62,02	25	
26	32,83	34,25	35,74	37,25	38,85	40,56	42,28	44,12	46,01	47,52	49,57	51,69	53,92	55,97	58,10	60,33	62,62	65,01	26	
27	33,55	35,06	36,58	38,25	39,93	41,73	43,62	45,54	47,56	49,20	51,38	53,66	56,07	58,30	60,61	63,01	65,52	68,10	27	
28	33,97	35,57	37,22	38,94	40,76	42,67	44,68	46,74	48,94	50,69	53,07	55,55	58,15	60,58	63,09	65,72	68,45	71,33	28	

Notes : Les taux de traitement tiennent compte de la majoration du paramètre général d'augmentation salariale prévue au paragraphe C) de la clause 6-3.01.
Les taux uniques sont calculés sur la base d'un gain de carrière de 33 ans.

Taux et échelles de traitement au 1^{er} avril 2026

Rangements	Échelons																		Rangements	Taux uniques
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18		
1	24,04																		1	24,04
2	24,37																		2	24,37
3	24,51	24,64	24,74																3	24,73
4	24,68	24,92	25,09	25,27															4	25,24
5	24,90	25,23	25,58	25,95															5	25,89
6	25,08	25,50	25,90	26,32	26,75														6	26,62
7	25,42	25,95	26,52	27,06	27,65														7	27,48
8	25,61	26,20	26,79	27,39	28,01	28,65													8	28,37
9	25,83	26,42	27,09	27,75	28,40	29,09	29,80												9	29,37
10	26,15	26,76	27,47	28,15	28,84	29,56	30,26	31,06											10	30,45
11	26,51	27,15	27,86	28,60	29,30	30,05	30,80	31,63	32,44										11	31,60
12	26,92	27,70	28,51	29,38	30,22	31,16	31,85	32,54	33,27	33,68									12	32,72
13	27,30	28,13	28,97	29,83	30,72	31,62	32,57	33,30	34,10	34,51	35,31								13	34,04
14	27,75	28,59	29,43	30,30	31,23	32,12	33,12	34,11	34,89	35,37	36,22	37,04							14	35,39
15	27,91	28,87	29,87	30,85	31,92	32,97	34,11	35,25	36,22	36,85	37,87	38,91							15	36,93
16	28,40	29,44	30,57	31,67	32,83	34,05	35,30	36,62	37,74	38,50	39,68	40,88							16	
17	28,89	30,05	31,25	32,50	33,79	35,15	36,56	38,00	39,29	40,19	41,55	42,96							17	
18	29,09	30,36	31,71	33,12	34,57	36,08	37,69	39,33	40,82	41,94	43,51	45,15							18	
19	29,58	30,45	31,39	32,34	33,30	34,33	35,36	36,43	37,52	38,30	39,42	40,64	41,87	42,93	43,99	45,13	46,27	47,43	19	
20	30,04	31,03	32,02	33,06	34,12	35,20	36,35	37,52	38,73	39,59	40,88	42,18	43,57	44,76	45,98	47,23	48,51	49,84	20	
21	30,56	31,56	32,67	33,76	34,93	36,13	37,37	38,66	39,99	40,94	42,36	43,79	45,32	46,64	48,01	49,43	50,87	52,37	21	
22	31,03	32,11	33,29	34,50	35,76	37,08	38,41	39,79	41,27	42,34	43,87	45,48	47,14	48,60	50,12	51,70	53,32	54,98	22	
23	31,48	32,68	33,92	35,24	36,61	37,99	39,46	40,95	42,54	43,74	45,42	47,18	48,97	50,62	52,33	54,07	55,89	57,75	23	
24	32,46	33,74	35,09	36,46	37,90	39,38	40,94	42,56	44,24	45,54	47,32	49,21	51,12	52,91	54,75	56,62	58,56	60,60	24	
25	32,91	34,31	35,72	37,21	38,75	40,36	42,01	43,78	45,60	47,01	48,96	50,99	53,13	55,05	57,07	59,15	61,32	63,57	25	
26	33,65	35,11	36,63	38,18	39,82	41,57	43,34	45,22	47,16	48,71	50,81	52,98	55,27	57,37	59,55	61,84	64,19	66,64	26	
27	34,39	35,94	37,49	39,21	40,93	42,77	44,71	46,68	48,75	50,43	52,66	55,00	57,47	59,76	62,13	64,59	67,16	69,80	27	
28	34,82	36,46	38,15	39,91	41,78	43,74	45,80	47,91	50,16	51,96	54,40	56,94	59,60	62,09	64,67	67,36	70,16	73,11	28	

Notes : Les taux de traitement tiennent compte de la majoration du paramètre général d'augmentation salariale prévue au paragraphe D) de la clause 6-3.01. Ils ne tiennent pas compte de tout ajustement salarial qui résulterait, le cas échéant, de l'application de la clause d'ajustement prévue à la clause 6-3.03.

Les taux uniques sont calculés sur la base d'un gain de carrière de 33 ans.

Taux et échelles de traitement au 1^{er} avril 2027

Rangements	Échelons																		Rangements	Taux uniques
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18		
1	24,88																		1	24,88
2	25,22																		2	25,22
3	25,37	25,50	25,61																3	25,60
4	25,54	25,79	25,97	26,15															4	26,12
5	25,77	26,11	26,48	26,86															5	26,79
6	25,96	26,39	26,81	27,24	27,69														6	27,56
7	26,31	26,86	27,45	28,01	28,62														7	28,44
8	26,51	27,12	27,73	28,35	28,99	29,65													8	29,36
9	26,73	27,34	28,04	28,72	29,39	30,11	30,84												9	30,39
10	27,07	27,70	28,43	29,14	29,85	30,59	31,32	32,15											10	31,52
11	27,44	28,10	28,84	29,60	30,33	31,10	31,88	32,74	33,58										11	32,71
12	27,86	28,67	29,51	30,41	31,28	32,25	32,96	33,68	34,43	34,86									12	33,87
13	28,26	29,11	29,98	30,87	31,80	32,73	33,71	34,47	35,29	35,72	36,55								13	35,23
14	28,72	29,59	30,46	31,36	32,32	33,24	34,28	35,30	36,11	36,61	37,49	38,34							14	36,64
15	28,89	29,88	30,92	31,93	33,04	34,12	35,30	36,48	37,49	38,14	39,20	40,27							15	38,22
16	29,39	30,47	31,64	32,78	33,98	35,24	36,54	37,90	39,06	39,85	41,07	42,31							16	
17	29,90	31,10	32,34	33,64	34,97	36,38	37,84	39,33	40,67	41,60	43,00	44,46							17	
18	30,11	31,42	32,82	34,28	35,78	37,34	39,01	40,71	42,25	43,41	45,03	46,73							18	
19	30,62	31,52	32,49	33,47	34,47	35,53	36,60	37,71	38,83	39,64	40,80	42,06	43,34	44,43	45,53	46,71	47,89	49,09	19	
20	31,09	32,12	33,14	34,22	35,31	36,43	37,62	38,83	40,09	40,98	42,31	43,66	45,09	46,33	47,59	48,88	50,21	51,58	20	
21	31,63	32,66	33,81	34,94	36,15	37,39	38,68	40,01	41,39	42,37	43,84	45,32	46,91	48,27	49,69	51,16	52,65	54,20	21	
22	32,12	33,23	34,46	35,71	37,01	38,38	39,75	41,18	42,71	43,82	45,41	47,07	48,79	50,30	51,87	53,51	55,19	56,90	22	
23	32,58	33,82	35,11	36,47	37,89	39,32	40,84	42,38	44,03	45,27	47,01	48,83	50,68	52,39	54,16	55,96	57,85	59,77	23	
24	33,60	34,92	36,32	37,74	39,23	40,76	42,37	44,05	45,79	47,13	48,98	50,93	52,91	54,76	56,67	58,60	60,61	62,72	24	
25	34,06	35,51	36,97	38,51	40,11	41,77	43,48	45,31	47,20	48,66	50,67	52,77	54,99	56,98	59,07	61,22	63,47	65,79	25	
26	34,83	36,34	37,91	39,52	41,21	43,02	44,86	46,80	48,81	50,41	52,59	54,83	57,20	59,38	61,63	64,00	66,44	68,97	26	
27	35,59	37,20	38,80	40,58	42,36	44,27	46,27	48,31	50,46	52,20	54,50	56,93	59,48	61,85	64,30	66,85	69,51	72,24	27	
28	36,04	37,74	39,49	41,31	43,24	45,27	47,40	49,59	51,92	53,78	56,30	58,93	61,69	64,26	66,93	69,72	72,62	75,67	28	

Notes : Les taux de traitement tiennent compte de la majoration du paramètre général d'augmentation salariale prévue au paragraphe E) de la clause 6-3.01. Ils ne tiennent pas compte de tout ajustement salarial qui résulterait, le cas échéant, de l'application de la clause d'ajustement prévue à la clause 6-3.03.

Les taux uniques sont calculés sur la base d'un gain de carrière de 33 ans.

**ANNEXE 4 RANGEMENT DES CORPS OU DES CLASSES D'EMPLOIS -
CENTRES DE SERVICES SCOLAIRES ET COMMISSIONS
SCOLAIRES**

N° du corps ou de la classe d'emplois	Titre du corps ou de la classe d'emplois ¹	Rangement ²	Taux unique
4107	Acheteur	10	
4161	Acheteur, classe principale (CSSDM)	11	
4102	Agent de bureau, classe I	8	
4103	Agent de bureau, classe II	5	
4101	Agent de bureau, classe principale	11	
2152	Agent de correction du langage et de l'audition	20	
2143	Agent de développement	22	
2118	Agent de gestion financière	20	
2106	Agent de réadaptation	21	
2151	Agent de réadaptation fonctionnelle	20	
2149	Agent de service social	22	
5334	Aide de métiers	3	X
5306	Aide général de cuisine	3	X
5309	Aide-conducteur de véhicules lourds	4	X
2120	Analyste	21	
2156	Analyste spécialisé en informatique ³	23	
2107	Animateur de vie étudiante	20	
2141	Animateur du développement personnel et de l'engagement communautaire ⁴	20	
4218	Appariteur	6	
2148	Architecte	22	
2121	Attaché d'administration	20	
4114	Auxiliaire de bureau	3	X
2144	Avocat	22	
2102	Bibliothécaire	21	
5307	Buandier	2	X
5303	Concierge de nuit, classe I	6	X
5304	Concierge de nuit, classe II	5	X
5301	Concierge, classe I	6	X
5302	Concierge, classe II	5	X
5310	Conducteur de véhicules légers	4	X
5308	Conducteur de véhicules lourds	6	X

N° du corps ou de la classe d'emplois	Titre du corps ou de la classe d'emplois ¹	Rangement ²	Taux unique
2147	Conseiller à l'éducation préscolaire	21	
2142	Conseiller au développement personnel et à l'engagement communautaire ⁴	22	
2109	Conseiller d'orientation	22	
2155	Conseiller en alimentation	19	
2119	Conseiller en communication	20	
2153	Conseiller en formation scolaire	21	
2114	Conseiller en information scolaire et professionnelle	20	
2103	Conseiller en mesure et évaluation	21	
2154	Conseiller en rééducation	22	
2157	Conseiller en ressources matérielles ³	23	
2104	Conseiller pédagogique	22	
5311	Cuisinier, classe I	11	X
5312	Cuisinier, classe II	10	X
5313	Cuisinier, classe III	7	X
5336	Déménageur (CSSDM)	3	X
2115	Diététiste/nutritionniste	20	
5102	Ébéniste	10	X
4284	Éducateur en milieu scolaire ⁴	9	
4288	Éducateur en milieu scolaire, classe principale ⁴	11	
5104	Électricien	10	X
5103	Électricien, classe principale	12	X
0310	Enseignant	22	
2116	Ergothérapeute	23	
5316	Gardien	2	X
4206	Infirmier	19	
4217	Infirmier auxiliaire ou diplômé en soins de santé et soins d'assistance	9	
2122	Ingénieur	22	
4282	Inspecteur en transport scolaire	9	
5321	Jardinier	7	X
4109	Magasinier, classe I	7	
4110	Magasinier, classe II	4	
4108	Magasinier, classe principale	10	
5114	Maître mécanicien en tuyauterie	10	X
5107	Mécanicien de machines fixes, classe I	11	X

N° du corps ou de la classe d'emplois	Titre du corps ou de la classe d'emplois ¹	Rangement ²	Taux unique
5108	Mécanicien de machines fixes, classe II	10	X
5109	Mécanicien de machines fixes, classe III	9	X
5110	Mécanicien de machines fixes, classe IV	9	X
5106	Mécanicien, classe I	11	X
5137	Mécanicien, classe II	9	X
5116	Menuisier	9	X
2145	Notaire	22	
4221	Opérateur en imprimerie	6	
4229	Opérateur en imprimerie, classe principale	9	
4202	Opérateur en informatique, classe I	8	
4201	Opérateur en informatique, classe principale	10	
4118	Opérateur en reprographie	6	
4117	Opérateur en reprographie, classe principale	9	
2123	Orthopédagogue	22	
2112	Orthophoniste ou audiologiste	23	
5117	Ouvrier certifié d'entretien	9	X
5317	Ouvrier d'entretien, classe I (poseur de vitres, de tuiles, sableur ou réparateur de casiers métalliques)	5	X
5318	Ouvrier d'entretien, classe II	2	X
5319	Ouvrier d'entretien, classe III (Aide-domestique)	2	X
5118	Peintre	6	X
4286	Préposé aux élèves handicapés	6	
2150	Psychoéducateur	22	
2113	Psychologue	24	
4283	Relieur	5	X
4113	Secrétaire	7	
4111	Secrétaire de gestion	9	
4163	Secrétaire de gestion, centre et regroupements (CSSDM)	9	
4116	Secrétaire d'école ou de centre	10	
5120	Serrurier	8	X
5121	Soudeur	10	X
5125	Spécialiste en mécanique d'ajustage	11	X
2105	Spécialiste en moyens et techniques d'enseignement	21	
4223	Surveillant d'élèves	7	
4226	Surveillant-sauveteur	6	

N° du corps ou de la classe d'emplois	Titre du corps ou de la classe d'emplois ¹	Rangement ²	Taux unique
4208	Technicien de travail social	16	
4209	Technicien de travaux pratiques	14	
4211	Technicien en administration	14	
4279	Technicien en arts graphiques	12	
4212	Technicien en audiovisuel	12	
4213	Technicien en bâtiment	15	
4205	Technicien en documentation	13	
4228	Technicien en écriture braille	12	
4207	Technicien en éducation spécialisée	16	
4277	Technicien en électronique	14	
4281	Technicien en formation professionnelle	13	
4276	Technicien en gestion alimentaire	13	
4204	Technicien en informatique	14	
4278	Technicien en informatique, classe principale	16	
4214	Technicien en loisir	13	
4215	Technicien en organisation scolaire	13	
4216	Technicien en psychométrie	13	
4285	Technicien en service de garde et en milieu scolaire ⁴	14	
4280	Technicien en transport scolaire	12	
4230	Technicien-interprète	15	
2140	Traducteur	19	
2146	Traducteur agréé	19	
2111	Travailleur social	22	
5115	Tuyauteur	10	X
5126	Vitrier-monteur-mécanicien	8	X

¹ Pour l'interprétation et l'application de la présente annexe, advenant des divergences dans l'appellation d'un titre d'un corps ou d'une classe d'emplois, le numéro du corps ou de la classe d'emplois prévaut. Les titres des corps ou des classes d'emplois sont présentés au masculin seulement pour alléger la présentation. Pour obtenir les titres des corps ou des classes d'emplois se référer au Plan de classification.

² Les rangements des corps et des classes d'emplois de la présente annexe sont ceux constatés en date de la signature de la convention collective, et ce, sans admission de la part de la partie syndicale, à l'exception de ceux convenus par ententes entre les parties. À noter que la présente n'est pas une admission quant aux cotes d'évaluation, mais seulement pour les rangements.

³ Pour connaître la date de création du titre du corps ou de la classe d'emplois se référer aux ententes.

⁴ Pour connaître la date de modification du titre du corps ou de la classe d'emplois se référer aux ententes.

ANNEXE 5 EMPLOIS-REMORQUES, CENTRES DE SERVICES SCOLAIRES ET COMMISSIONS SCOLAIRES

# Titres d'emplois ¹	Titres d'emplois	Classe d'emplois	Titres d'emplois de référence ²	% d'ajustement
5133	Apprenti de métiers, 1 ^{re} année	0	} 2-5104; 2-5115; 3-6354; 3-6359; 4-C702; 4-C706	72,5
5134	Apprenti de métiers, 2 ^e année	0		75,0
5135	Apprenti de métiers, 3 ^e année	0		77,5
5136	Apprenti de métiers, 4 ^e année	0		80,0

Notes :

- ¹ Pour les centres de services scolaires, l'expression « titres d'emplois » fait référence à l'expression « classes d'emplois ».
- ² Titres d'emplois de référence : 2 – Centres des services scolaires et commissions scolaires; 3 – Santé et services sociaux; 4 – Collèges.

ANNEXE 6 FRAIS DE DÉMÉNAGEMENT

- 1) Les dispositions de la présente annexe visent à déterminer ce à quoi la personne salariée pouvant bénéficier du remboursement de ses frais de déménagement a droit à titre de frais de déménagement dans le cadre de la relocalisation prévue à l'article 7-3.00.
- 2) Les frais de déménagement ne sont applicables à une personne salariée que si le Bureau national de placement accepte que la relocalisation de cette personne salariée nécessite son déménagement.

Le déménagement est réputé nécessaire s'il s'effectue et si la distance entre le nouveau lieu de travail de la personne salariée et son ancien domicile est supérieure à 65 kilomètres.

Frais de transport de meubles et effets personnels

- 3) Le centre de services rembourse, sur production de pièces justificatives, les frais encourus pour le transport des meubles meublants et effets personnels de la personne salariée visée, y compris l'emballage, le déballage et le coût de la prime d'assurance, ou les frais de remorquage d'une maison mobile à la condition qu'elle fournisse à l'avance au moins 2 soumissions détaillées des frais à encourir.
- 4) Le centre de services ne paie toutefois pas le coût du transport du véhicule personnel de la personne salariée à moins que l'endroit de sa nouvelle résidence soit inaccessible par la route. De même, les frais de transport d'une embarcation, canot, etc. ne sont pas remboursés par le centre de services.

Entreposage

- 5) Lorsqu'un déménagement d'un domicile à un autre ne peut s'effectuer directement pour des raisons de force majeure, autres que la construction d'une nouvelle résidence, le centre de services rembourse les frais d'entreposage des meubles meublants et effets personnels de la personne salariée et de ses personnes à charge, pour une période ne dépassant pas 2 mois.

Dépenses concomitantes de déplacement

- 6) Le centre de services paie une allocation de déplacement de 750 \$ à toute personne salariée déplacée tenant logement en compensation des dépenses concomitantes de déplacement (tapis, draperies, débranchement et raccordement d'appareils électriques, nettoyage, frais de gardienne, etc.), à moins que cette personne salariée ne soit affectée à un lieu où des facilités complètes sont mises à sa disposition par le centre de services. Dans le cas où la personne salariée ne tient pas logement, le centre de services paie une allocation de déplacement de 200 \$.

Compensation pour le bail

- 7) La personne salariée visée au paragraphe 1) a également droit, s'il y a lieu, à la compensation suivante : à l'abandon d'un logis sans bail écrit, le centre de services paiera la valeur d'un mois de loyer. S'il y a bail, le centre de services dédommage, pour une période maximum de 3 mois de loyer, la personne salariée qui doit résilier son bail et dont le propriétaire exige une compensation. Dans les 2 cas, la personne salariée doit attester le bien-fondé de la requête du propriétaire et produire les pièces justificatives.
- 8) Si la personne salariée choisit de sous-louer elle-même son logement, les frais raisonnables d'annonce pour la sous-location sont à la charge du centre de services.

Remboursement des dépenses inhérentes à la vente d'une maison

- 9) Le centre de services rembourse, relativement à la vente de la maison constituant la résidence principale de la personne salariée relocalisée, les dépenses suivantes :
 - a) les honoraires d'une agente ou d'un agent d'immeubles, sur production du contrat avec l'agente ou l'agent d'immeubles immédiatement après sa passation, du contrat de vente de la maison et du compte d'honoraires de l'agente ou l'agent;
 - b) les frais d'actes notariés imputables à la personne salariée pour l'achat d'une maison aux fins de résidence principale à l'endroit de son affectation à la condition que la personne salariée soit déjà propriétaire de sa maison au moment de son déplacement et que cette maison soit vendue;
 - c) le paiement de pénalité pour bris d'hypothèque, le cas échéant;
 - d) le paiement de la taxe de mutation de propriétaire, le cas échéant.
- 10) Lorsque la maison de la personne salariée relocalisée, quoique mise en vente à un prix raisonnable, n'est pas vendue au moment où la personne salariée doit assumer un nouvel engagement pour se loger, le centre de services ne rembourse pas les frais relatifs à la garde de la maison non vendue. Cependant, dans ce cas, sur production des pièces justificatives, le centre de services rembourse pour une période n'excédant pas 3 mois, les dépenses suivantes :
 - a) les taxes municipales et scolaires;
 - b) l'intérêt sur l'hypothèque;
 - c) le coût de la prime d'assurance.

- 11) Dans le cas où la personne salariée relocalisée choisit de ne pas vendre sa maison constituant sa résidence principale, elle peut bénéficier des dispositions du présent paragraphe afin d'éviter à la personne salariée propriétaire une double charge financière, due au fait que sa résidence principale ne serait pas louée au moment où elle doit assumer de nouvelles obligations pour se loger dans la localité où elle est déplacée. Le centre de services lui paie, pour la période pendant laquelle sa maison ne serait pas louée, le montant de son nouveau loyer, jusqu'à concurrence d'une période de 3 mois, sur présentation des baux. De plus, le centre de services lui rembourse les frais raisonnables d'annonce et les frais d'au plus 2 voyages encourus pour la location de sa maison, sur présentation des pièces justificatives et, conformément à la réglementation concernant les frais de voyage en vigueur, au centre de services.

Frais de séjour et d'assignation

- 12) Lorsqu'un déménagement d'un domicile à un autre ne peut s'effectuer directement pour des raisons de force majeure, autres que la construction d'une nouvelle résidence, le centre de services rembourse la personne salariée de ses frais de séjour, conformément à la réglementation concernant les frais de voyage au centre de services, pour elle et sa famille, pour une période n'excédant pas 2 semaines.
- 13) Dans le cas où le déménagement serait retardé, avec l'autorisation du centre de services, ou si la conjointe ou le conjoint et l'enfant ou les enfants mineurs ne sont pas relocalisés immédiatement, le centre de services assume les frais de transport de la personne salariée pour les visiter, à toutes les 2 semaines, jusqu'à concurrence de 500 kilomètres, si la distance à parcourir est égale ou inférieure à 500 kilomètres aller-retour et, une fois par mois, jusqu'à un maximum de 1 600 kilomètres, si la distance à parcourir aller-retour est supérieure à 500 kilomètres.
- 14) Le remboursement des frais de déménagement prévus à la présente annexe se fait dans les 60 jours de la présentation par la personne salariée des pièces justificatives au centre de services scolaire d'origine.

ANNEXE 7

RÉGIME DE CONGÉ AUTOFINANCÉ

CONTRAT INTERVENU

ENTRE

LE CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE _____

CI-APRÈS APPELÉ LE CENTRE DE SERVICES

ET

NOM : _____ **PRÉNOM :** _____

ADRESSE : _____

CI-APRÈS APPELÉE LA PERSONNE SALARIÉE

OBJET : CONGÉ AUTOFINANCÉ**I- Durée du contrat**

Le présent contrat entre en vigueur le _____ et se termine le _____.

Il peut se terminer à une date différente dans les circonstances et selon les modalités prévues aux articles V à XI des présentes, sans toutefois excéder le _____.

II- Durée du congé autofinancé

Le congé est d'une durée de _____, soit du _____ au _____.

Au retour du congé, la personne salariée reprend son poste. Si son poste a été aboli ou si elle a été déplacée, conformément à la convention, la personne salariée a droit aux avantages dont elle aurait bénéficié si elle avait alors été au travail.

Dans le cas où la personne salariée en disponibilité est relocalisée chez un autre employeur au cours de la durée du présent contrat, ce contrat est transféré chez ce nouvel employeur, à moins que ce dernier ne refuse, auquel cas les dispositions de l'article V des présentes s'appliquent; toutefois, en application de l'article V, le centre de services n'effectue aucune réclamation d'argent si la personne salariée doit rembourser le centre de services avec lequel le présent contrat a été signé.

La durée du congé doit être d'au moins 6 mois consécutifs et celui-ci ne peut être interrompu pour quelques raisons que ce soit, et ce, quelle que soit sa durée telle que prévue à la clause 5-11.04.

Au cours du congé autofinancé, la personne salariée ne peut recevoir du centre de services ou d'une autre personne ou société avec qui le centre de services a un lien de dépendance aucune rémunération autre que le montant correspondant au pourcentage de son traitement déterminé à l'article III pour la durée du contrat.

La durée maximale de participation au régime de congé autofinancé (période d'accumulation et période de congé comprise) ne doit pas dépasser 7 ans.

III- Traitement

Pendant chacune des années visées par le présent contrat, la personne salariée reçoit _____ % du traitement auquel elle aurait droit en vertu de la convention.

(Le pourcentage applicable est indiqué à la clause 5-11.04 de la convention).

IV- Avantages

- a) Pendant chacune des années du présent contrat, la personne salariée bénéficie, en autant qu'elle y ait normalement droit, des avantages suivants :
- assurance vie;
 - assurance maladie;
 - accumulation des congés de maladie, monnayés le cas échéant, selon le pourcentage du traitement auquel elle a droit en vertu de l'article III ci-dessus;
 - accumulation de l'expérience.
- b) Pendant le congé autofinancé, la personne salariée n'a droit à aucune des primes prévues à la convention. Pendant chacun des autres mois du présent contrat, elle a droit à l'entier de ces primes, le cas échéant, sans tenir compte de la diminution de son traitement opérée en vertu de l'article III.
- c) Aux fins des vacances, le congé autofinancé constitue du service actif. Il est entendu que, pendant la durée du contrat, y compris pendant le congé autofinancé, les vacances sont rémunérées au pourcentage de traitement prévu à l'article III des présentes. Les vacances réputées utilisées durant le congé autofinancé sont proportionnelles à la durée du congé.
- d) Chacune des années visées par le présent contrat vaut comme période de service aux fins des régimes de retraite actuellement en vigueur et le traitement moyen est établi sur la base du traitement que la personne salariée aurait reçu si elle n'avait pas participé au régime de congé autofinancé.
- e) Pendant chacune des années visées par le présent contrat, la personne salariée a droit à tous les autres bénéfices de la convention qui ne sont pas incompatibles avec les dispositions du présent contrat.
- f) Le centre de services maintient sa contribution au Régime des rentes du Québec, à l'assurance-emploi, au Régime québécois d'assurance parentale, au Régime d'assurance maladie du Québec et au Régime de santé et de sécurité au travail durant la période de congé.

V- Retraite, désistement ou démission de la personne salariée

Advenant la retraite, le désistement ou la démission de la personne salariée, le présent contrat prend fin à la date de l'événement, aux conditions ci-après décrites :

A) La personne salariée a déjà bénéficié du congé autofinancé (traitement versé en trop)

La personne salariée rembourse¹ au centre de services un montant égal à la différence entre le traitement reçu pendant la durée d'exécution du contrat et le traitement auquel elle aurait eu droit pour la même période si son congé avait été non rémunéré.

Le remboursement ne comporte pas d'intérêt.

B) La personne salariée n'a pas bénéficié du congé autofinancé (traitement non versé)

Le centre de services rembourse à la personne salariée, pour la période d'exécution du contrat, un montant égal à la différence entre le traitement auquel elle aurait eu droit en vertu de la convention si elle n'avait pas signé ce contrat et le traitement reçu en vertu des présentes, et ce, sans intérêt.

C) Le congé autofinancé est en cours

Le calcul du montant dû par une partie ou l'autre s'effectue de la façon suivante :

traitement reçu par la personne salariée pendant la durée d'exécution du contrat moins le traitement auquel elle aurait eu droit pour la même période si son congé (période écoulée) avait été non rémunéré. Si le solde obtenu est positif, la personne salariée rembourse ce solde au centre de services; si le solde obtenu est négatif, le centre de services rembourse ce solde à la personne salariée.

Un remboursement ne comporte pas d'intérêt.

VI- Mise à pied ou congédiement de la personne salariée

Advenant la mise à pied ou le congédiement de la personne salariée, le présent contrat prend fin à la date effective de l'événement. Les conditions prévues aux paragraphes A), B) ou C) de l'article V s'appliquent alors.

VII- Congé sans traitement et mise à pied temporaire

Au cours de la durée du contrat, le total des congés sans traitement et des mises à pied temporaires prévus à la convention ne peut excéder 12 mois. Dans ce cas, la durée du présent contrat est prolongée d'autant.

¹ Le centre de services et la personne salariée peuvent s'entendre sur des modalités de remboursement.

Toutefois, si le total de ces congés sans traitement et de ces mises à pied temporaires est supérieur à 12 mois, l'entente prend fin à la date où cette durée atteint 12 mois et les dispositions de l'article V du présent contrat s'appliquent.

VIII- Mise en disponibilité de la personne salariée

Dans le cas où la personne salariée est mise en disponibilité au cours du contrat, la participation au régime est maintenue.

Advenant une relocalisation chez un autre employeur du secteur de l'éducation, les dispositions prévues à l'article II des présentes s'appliquent.

IX- Décès de la personne salariée

Advenant le décès de la personne salariée pendant la durée du présent contrat, le contrat prend fin à la date de l'événement et les conditions prévues à l'article V s'appliquent en faisant les adaptations nécessaires. Toutefois, le centre de services n'effectue aucune réclamation d'argent, si la personne salariée doit rembourser le centre de services en application de l'article V.

X- Invalidité

A) L'invalidité survient au cours du congé autofinancé

L'invalidité est présumée ne pas avoir cours durant le congé autofinancé et elle sera considérée comme débutant le jour du retour au travail de la personne salariée, aux fins d'application des dispositions de la clause 5-3.31.

Par ailleurs, elle a droit, durant son congé autofinancé, au traitement selon le pourcentage déterminé au présent contrat.

À la fin du congé, si elle est encore invalide, elle aura droit à la prestation d'assurance salaire et celle-ci, en application de la clause 5-3.31, est basée sur le traitement déterminé au présent contrat. À la fin du présent contrat, si elle est encore invalide, elle reçoit alors une prestation d'assurance salaire basée sur son traitement régulier.

B) L'invalidité survient après que la personne salariée ait bénéficié de son congé autofinancé

La participation de la personne salariée au présent contrat se poursuit et la prestation d'assurance salaire, en application de la clause 5-3.31, est basée sur le traitement déterminé au présent contrat. À la fin du présent contrat, si elle est encore invalide, elle reçoit alors une prestation d'assurance salaire basée sur son traitement régulier.

C) L'invalidité survient avant que le congé n'ait été pris et perdue jusqu'au moment où le congé a été planifié

Dans ce cas, la personne salariée visée peut se prévaloir de l'un des choix suivants :

- 1° elle peut continuer sa participation au présent contrat et reporter le congé à un moment où elle n'est plus invalide. La personne salariée reçoit alors sa prestation d'assurance salaire, en application de la clause 5-3.31, sur la base du traitement déterminé au présent contrat.

Advenant le cas où l'invalidité court durant la dernière année du contrat, ce contrat peut alors être interrompu à compter du début de la dernière année, jusqu'à la fin de l'invalidité. Durant cette période d'interruption, la personne salariée a droit à la prestation d'assurance salaire, en application de la clause 5-3.31, basée sur son traitement régulier;

- 2° elle peut mettre fin au contrat et ainsi recevoir le traitement non versé (paragraphe B) de l'article V). La prestation d'assurance salaire, en application de la clause 5-3.31, est basée sur son traitement régulier.

D) L'invalidité dure plus de 2 ans

À la fin de ces 2 années, le présent contrat prend fin et les conditions prévues à l'article V s'appliquent en faisant les adaptations nécessaires. Toutefois, le centre de services n'effectue aucune réclamation d'argent si la personne salariée doit rembourser le centre de services en application de l'article V.

XI- Lésion professionnelle

Lorsque survient une lésion professionnelle, l'article 5-9.00 s'applique à la date de l'événement; la personne salariée se prévaut alors de l'un des choix suivants :

- 1° interrompre le contrat jusqu'à son retour au travail; toutefois, le contrat prend fin après 2 ans d'interruption et l'article V des présentes s'applique alors;
- 2° mettre fin au contrat à la date de l'événement; l'article V des présentes s'applique alors.

XII- Congé de maternité (21 ou 20 semaines), congé de paternité (5 semaines) et congé pour adoption (5 semaines)

- 1° Si le congé de maternité, de paternité ou pour adoption survient avant ou après la prise du congé, la participation au présent contrat est interrompue pour une période maximale, de 21 ou 20 semaines, selon le cas, pour le congé de maternité, de 5 semaines pour le congé de paternité ou de 5 semaines pour le congé pour adoption; le contrat est alors prolongé d'autant, les dispositions de l'article 5-4.00 s'appliquent, et les indemnités prévues à cet article sont établies sur la base du traitement régulier.

- 2° Toutefois, si le congé de maternité, de paternité ou pour adoption survient avant la prise du congé, la personne salariée peut mettre fin au présent contrat et ainsi recevoir le traitement non versé (paragraphe B) de l'article V). Les indemnités prévues à l'article 5-4.00 sont basées sur son traitement régulier.

En foi de quoi, les parties ont signé à _____, ce ____^e jour du mois de _____ 20____.

Pour le centre de services

Signature de la personne salariée

c. c. Syndicat

ANNEXE 8 MODALITÉS D'APPLICATION DU PROGRAMME DE MISE À LA RETRAITE DE FAÇON PROGRESSIVE

Admissibilité

- 1) Le programme de mise à la retraite de façon progressive, ci-après désigné « programme », s'applique à toute personne salariée qui répond aux conditions suivantes :
 - a) être une personne salariée régulière dont la semaine régulière de travail est supérieure à 40 % de la semaine régulière de travail prévue pour sa classe d'emplois;
 - b) être participante au Régime de retraite du personnel employé du gouvernement et des organismes publics, au Régime de retraite des enseignants ou au Régime de retraite des fonctionnaires;
 - c) s'être assurée auprès de Retraite Québec qu'elle aura droit à une pension à la fin du programme;
 - d) avoir conclu une entente avec le centre de services.

Octroi de la retraite progressive

- 2) La personne salariée doit faire sa demande par écrit au centre de services au moins 90 jours à l'avance. Le délai peut être moindre sur accord du centre de services.

L'octroi d'une mise à la retraite de façon progressive est sujet à une entente préalable avec le centre de services, lequel tient compte des besoins du service.

Contenu de l'entente

- 3) L'entente écrite conclue entre la personne salariée et le centre de services doit être conforme aux dispositions des lois et règlements concernant la mise à la retraite de façon progressive et comprendre les éléments suivants :
 - a) la durée du programme (laquelle peut varier entre 12 mois et 60 mois);
 - b) le nombre d'heures travaillées par semaine (lequel ne peut être inférieur à 40 % de la durée de la semaine régulière de travail)¹;
 - c) la personne salariée s'engage à prendre sa retraite à la fin du programme.

¹ Dans le cas d'une personne salariée qui détient un poste à caractère cyclique, le nombre d'heures travaillées ne peut être inférieur à 40 % de la durée des heures régulières de travail sur une base annuelle.

Autres modalités

- 4) Durant le programme, le nombre d'heures travaillées par semaine peut être modifié après entente entre la personne salariée et le centre de services.

De plus, dans le cas où la personne salariée n'aurait pas droit à sa pension à la fin de l'entente ou dans le cas où cette dernière est suspendue en raison de circonstances déterminées par règlement, l'entente est prolongée jusqu'à la date où la personne salariée aura droit à sa pension, même si la période devait excéder 5 ans.

- 5) Pour l'application du programme, le traitement admissible des années ou parties d'année visées par l'entente est celui que la personne salariée aurait reçu ou, pour une période à l'égard de laquelle l'assurance salaire s'applique, aurait eu droit de recevoir si elle ne s'était pas prévalu de ce programme. Le service crédité est celui qui lui aurait été crédité si elle ne s'était pas prévalu du programme.
- 6) Durant le programme, la personne salariée reçoit son traitement ainsi que les primes auxquelles elle a droit au prorata des heures travaillées.
- 7) Durant le programme, la personne salariée accumule son expérience comme si elle ne participait pas au programme.
- 8) Durant le programme, le centre de services verse sa contribution au régime d'assurance maladie sur la base du temps travaillé par la personne salariée avant le début du programme.

La personne salariée a droit, durant le programme, au régime uniforme d'assurance vie dont elle bénéficiait avant le début du programme.

- 9) Durant le programme, la personne salariée est considérée, quant aux mouvements de personnel prévus à l'article 7-3.00, sur la base du temps travaillé avant le début du programme. Toutefois, les protections salariales prévues à l'article 7-3.00 dont la personne salariée peut bénéficier, le cas échéant, sont calculées sur la base des heures travaillées durant le programme.
- 10) Outre les circonstances déterminées par règlement, l'entente intervenue entre la personne salariée et le centre de services prend fin, à la date de l'événement, dans les cas suivants :
- retraite;
 - démission;
 - mise à pied;
 - congédiement;
 - décès;
 - désistement avec l'accord du centre de services.
- 11) Dans le cas où l'entente prend fin, le service crédité est maintenu, sous réserve des dispositions prévues au règlement.
- 12) Une personne salariée n'est éligible qu'une seule fois au programme.

- 13) Sauf pour les dispositions qui précèdent, la personne salariée qui bénéficie du programme est régie par les règles de la convention s'appliquant aux personnes salariées dont la semaine régulière de travail comporte un nombre d'heures moindre que celui prévu à la clause 8-2.01.
- 14) Les parties conviennent que le nombre d'heures non travaillées par semaine par la personne salariée en raison du programme constitue un poste temporairement vacant.
- 15) Lors de l'entrée en vigueur des modifications législatives et réglementaires conformément à la lettre d'intention prévue à l'annexe 30, la disposition suivante s'appliquera :

La personne salariée peut convenir avec son employeur, par écrit et plus de 6 mois avant la fin de l'entente, de prolonger cette entente. Toute prolongation doit être d'au minimum 12 mois et d'au maximum 60 mois. Malgré toute prolongation, la durée totale de l'entente ne peut pas excéder 7 années.

Dans le cas d'une entente de retraite progressive dont l'échéance est prévue à la date d'entrée en vigueur de la présente modification et dans les 9 mois qui suivent cette date, il n'y aurait pas de délai à respecter pour que la personne salariée convienne avec son employeur de prolonger cette entente.

ANNEXE 9 PROGRAMME DE RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

- 1) Ce programme est volontaire et y sont admissibles les personnes salariées permanentes qui ne bénéficient pas d'un autre congé en vertu de la convention au moment de leur adhésion au programme.
- 2) À la suite d'une demande écrite de la personne salariée adressée au centre de services, celui-ci peut accorder à la personne salariée une réduction de son temps de travail sur une base hebdomadaire ou annuelle, et ce, pour une période maximale d'une année.

Ce congé peut être renouvelé aux mêmes conditions et selon les mêmes modalités que celles prévues à l'alinéa précédent.

- 3) Le centre de services, le syndicat et la personne salariée conviennent de la réduction du temps de travail et de son aménagement. Cette réduction du temps de travail :
 - ne peut excéder 20 % du temps travaillé par la personne salariée;
 - doit être prise au cours d'une même journée ou de deux demi-journées déterminées avant le début de l'année scolaire et pour la durée de celle-ci.

Le centre de services transmet au syndicat une copie de l'entente intervenue avec la personne salariée.

- 4) Le centre de services et le syndicat conviennent de modalités permettant à une personne salariée de mettre fin à sa participation au programme.
- 5) Durant sa participation au programme, la personne salariée conserve son statut et se voit appliquer, au prorata du temps travaillé, les avantages auxquels elle a droit en vertu de la convention.

L'article 8-3.00 (Heures supplémentaires) est applicable en fonction des spécifications suivantes :

- a) pour les heures travaillées en sus de son nouvel horaire quotidien, s'il comporte plus d'heures que son ancien horaire;
 - b) pour les heures travaillées en sus de son ancien horaire quotidien, s'il comportait plus d'heures que son nouvel horaire;
 - c) pour les heures travaillées en sus du nombre d'heures de la semaine régulière de travail au centre de services pour sa catégorie d'emploi.
- 6) Pendant la durée de son adhésion au programme de réduction du temps de travail, la personne salariée et le centre de services versent pour le temps non travaillé leur quote-part respective des cotisations exigibles.

- 7) Pour pouvoir bénéficier des avantages prévus aux régimes de retraite concernant le programme de réduction du temps de travail, la personne salariée doit avoir accompli au moins 36 mois de service auprès d'un employeur (centre de services ou autre) visé par le Régime de retraite du personnel employé du gouvernement et des organismes publics, le Régime de retraite des enseignants ou le Régime de retraite des fonctionnaires.

De plus, les absences cumulatives sans traitement de la personne salariée ne doivent pas excéder 5 ans au cours de sa période d'emploi. Toutefois, les congés relatifs à la maternité, la paternité ou l'adoption dont s'est prévalu cette personne salariée ne sont pas calculés dans cette période, et ce, jusqu'à un maximum de 3 ans.

- 8) Le programme de réduction du temps de travail est temporaire et demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de la convention.

ANNEXE 10 LIBÉRATIONS SYNDICALES AUX FINS DE PRÉPARATION ET DE NÉGOCIATION DE LA PROCHAINE CONVENTION COLLECTIVE

À la demande écrite du syndicat adressée au centre de services au moins 15 jours à l'avance, la personne salariée membre du comité de négociation pour la partie syndicale à l'échelle nationale est libérée avec maintien du traitement aux fins de la préparation et de la négociation de la prochaine convention collective.

Les modalités de libérations des mandataires syndicaux et de remboursement, s'il y a lieu, sont étudiées et établies par les parties négociantes à l'échelle nationale.

ANNEXE 11 CLASSEMENT DE CERTAINES PERSONNES SALARIÉES

La présente annexe s'applique uniquement aux personnes salariées pour qui la convention constitue la première convention et aux personnes salariées qui bénéficient d'une première accréditation avant le 31 mars 2028.

Dans ce cas, le centre de services transmet à la personne salariée un avis confirmant la classe d'emplois et l'échelon qu'elle détient et en fait parvenir une copie au syndicat.

La personne salariée, dont le classement a été confirmé et qui prétend que les fonctions dont l'exercice est exigé par le centre de services de façon principale et habituelle correspondent à une classe d'emplois différente, peut loger un grief dans les 90 jours de son avis de classement.

Dans le cas d'arbitrage sur la classe d'emplois attribuée, les clauses 6-1.16 et 6-1.17 s'appliquent.

La personne salariée peut aussi loger un grief dans les 90 jours de son avis de classement, selon la procédure régulière, concernant le taux de traitement ou de l'échelon qui lui est attribué.

Une décision en vertu de la présente annexe est rétroactive à la date d'accréditation. Si celle-ci est postérieure au 31 mars 2023, les règles de classement énoncées à la convention s'appliquent. Lorsque la date d'accréditation est antérieure au 1^{er} avril 2023, les échelles applicables sont celles qui étaient en vigueur pour chacune des années de la convention collective se terminant le 31 mars 2023.

**ANNEXE 12 GRIEFS ET ARBITRAGE AVANT LA DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR
DE LA CONVENTION**

Tout grief ainsi que tout avis d'appel ayant pris naissance avant la date d'entrée en vigueur de la convention sont réglés en la manière prévue à la convention collective antérieure. Ces griefs ou avis d'appel sont entendus devant l'un des arbitres nommés en vertu de la clause 9-2.01 ou 6-1.16, selon le cas, ou devant toute autre personne nommée spécifiquement à cette fin par les parties négociantes à l'échelle nationale.

Cependant, dans le cas de griefs visés par les conventions collectives antérieures à celle applicable en 1983-1985, ces griefs peuvent être entendus devant un arbitre unique nommé en vertu de la clause 9-2.01 ou 6-1.16 de la convention, selon les modalités de nomination qui y sont prévues.

ANNEXE 13 RELOCALISATION

Les parties aux présentes forment un comité paritaire dans les 60 jours de la date d'entrée en vigueur de la présente annexe. Ce comité a pour mandat :

- 1) d'étudier le cas des personnes salariées qui se trouveraient dans la situation d'être relocalisées obligatoirement pour une 2^e fois à la suite de l'application de la clause 7-3.05. Dans ce cadre, le comité doit s'assurer que la personne salariée en cause ne soit pas appelée à s'éloigner de façon abusive du lieu de travail de sa première mise en disponibilité;
- 2) d'étudier les cas particuliers de relocalisation de personnes salariées à l'intérieur du rayon de 50 kilomètres. Ces cas peuvent porter notamment sur :
 - les temps de transport de la personne salariée;
 - l'obligation de franchir 2 ponts dans le cas de l'Île de Montréal;
 - le lieu de résidence de la personne salariée;
- 3) le comité est composé de 4 membres :
 - 2 personnes représentantes nommées par la partie syndicale négociante à l'échelle nationale;
 - 2 personnes représentantes nommées par la partie patronale négociante à l'échelle nationale;
- 4) le comité peut de plus, étudier tout autre problème relatif à la relocalisation de personnes salariées en disponibilité, pouvant survenir en cours de convention.

Pour les cas prévus ci-dessus, le Bureau national de placement doit appliquer les recommandations écrites et unanimes des membres du comité.

L'article 3-2.00 de la convention s'applique aux personnes représentantes syndicales membres de ce comité.

**ANNEXE 14 CONDITIONS DE TRAVAIL PARTICULIÈRES AU CENTRE DE
SERVICES SCOLAIRE HARRICANA****Jours chômés et payés**

Aux fins d'application du premier paragraphe de la clause 5-2.03 de la convention, et ce, pour sa durée, le nombre de jours chômés et payés qui s'ajoute à celui prévu à la clause 5-2.01 est de 3 jours pour le Centre de services scolaire Harricana.

ANNEXE 15 CONDITIONS DE TRAVAIL PARTICULIÈRES AU CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE MONTRÉAL (CSSDM)**1) Conditions de travail particulières au CSSDM****A) Association professionnelle du personnel administratif (CSN)**

Le document intitulé « Conditions de travail particulières des personnes salariées couvertes par le certificat d'accréditation de l'Association professionnelle du personnel administratif CSN » et daté du 29 mai 2024 constitue, pour les sujets qui y sont traités, les conditions de travail particulières en vigueur au CSSDM pour la durée de la convention.

B) Syndicat national des employées et employés du CSSDM

Le document intitulé « Conditions de travail particulières des personnes salariées couvertes par le certificat d'accréditation du Syndicat national des employées et employés de la Commission scolaire de Montréal CSN » et daté du 29 mai 2024 constitue, pour les sujets qui y sont traités, les conditions de travail particulières en vigueur au CSSDM pour la durée de la convention.

C) Association des concierges des écoles du district de Montréal Inc.

Le document intitulé « Conditions de travail particulières des personnes salariées couvertes par le certificat d'accréditation de l'Association des concierges des écoles du district de Montréal Inc. » et daté du 29 mai 2024 constitue, pour les sujets qui y sont traités, les conditions de travail particulières en vigueur au CSSDM pour la durée de la convention.

2) Jours chômés et payés

Aux fins d'application du premier paragraphe de la clause 5-2.03 de la convention, et ce, pour sa durée, le nombre de jours chômés et payés qui s'ajoute à celui prévu à la clause 5-2.01 est de 2 jours pour le CSSDM.

3) Régime de congés sociaux pour le Centre de services scolaire de Montréal

Malgré les dispositions de l'article 5-1.00 de la convention, les personnes salariées à l'emploi du CSSDM continuent de bénéficier, pour la durée de la convention, du régime de congés sociaux dont elles ont bénéficié en vertu de la convention collective antérieure, le tout aux mêmes conditions.

Toutefois, la personne salariée qui renonce au régime particulier de congés de maladie décrit à la clause 5-3.46 bénéficie, à compter du 1^{er} juillet 2016, du régime de congés spéciaux décrit à l'article 5-1.00.

4) Changement de l'horaire de travail de soir à l'horaire de jour pour certaines personnes salariées membres du syndicat national des employées et employés du CSSDM exerçant certaines fonctions syndicales

La personne salariée membre du Syndicat national des employées et employés du CSSDM désignée comme dirigeante ou dirigeant de l'association, membre du comité de griefs de l'association, membre du conseil syndical de l'association ou personne déléguée au Conseil central de la CSN de cette association travaillant sur un horaire de travail de soir peut, après avoir obtenu la permission, reporter son horaire de travail afin d'assister respectivement à une réunion du comité exécutif de l'association, du comité de griefs de l'association, du conseil syndical de l'association ou du Conseil central de la CSN lorsque cette réunion coïncide avec son horaire de travail de soir. Dans un tel cas, la personne salariée travaillant sur un horaire de travail de soir est soumise à l'horaire de travail de jour, et ce, uniquement et au cours de la même journée où l'une des réunions prévues ci-dessus se tient.

Cette personne salariée autorisée à reporter son horaire n'a droit à aucune rémunération supplémentaire de ce fait.

Le Syndicat national des employées et employés du CSSDM s'engage à faire parvenir à la date d'entrée en vigueur de la convention ainsi qu'à chaque année la liste des personnes salariées désignées comme dirigeantes ou dirigeants de l'association, des membres du comité de griefs de l'association, des membres du conseil syndical ainsi que les personnes déléguées de cette association au Conseil central de la CSN, à défaut de quoi, le centre de services pourra refuser toute permission demandée en vertu de la présente annexe. Tout changement apporté à cette liste au cours d'une même année devra aussi être porté à la connaissance du centre de services.

ANNEXE 16 LETTRE D'ENTENTE RELATIVE À LA CRÉATION D'UN COMITÉ DE TRAVAIL PORTANT SUR LES DROITS PARENTAUX

Dans les 30 jours suivant l'entrée en vigueur de la convention, les parties conviennent de former un comité de travail, sous l'égide du Bureau de la négociation gouvernementale du Secrétariat du Conseil du trésor, portant sur les droits parentaux.

Mandats du comité

Le comité a pour mandats :

- 1) D'analyser les dispositions relatives aux droits parentaux prévus dans la convention afin de :
 - a) S'assurer que les termes utilisés soient écrits de manière inclusive et qu'ils soient cohérents avec ceux utilisés dans les lois;
 - b) S'assurer que ces dispositions soient conformes avec l'encadrement légal et réglementaire en ce qui a trait à la grossesse pour autrui.
- 2) D'identifier les modifications à apporter au document maître sur les droits parentaux.

Au terme des travaux, le comité de travail soumet les propositions de modifications au document maître sur les droits parentaux aux parties négociantes. Sous réserve de l'acceptation de ces propositions de modifications par l'ensemble des organisations syndicales¹, les parties négociantes conviendront de lettres d'entente afin de procéder à l'amendement des dispositions des conventions collectives sur les droits parentaux.

Composition du comité

Le comité de travail est composé, d'une part, d'un maximum de 4 représentants de la partie patronale et, d'autre part, d'un représentant de chacune des organisations syndicales suivantes : la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) et l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS).

¹ En plus des organisations visées par la présente lettre d'entente, l'acceptation des organisations suivantes est requise : la Fédération interprofessionnelle du Québec (FIQ), la Fédération autonome de l'enseignement (FAE), le Syndicat de professionnelles et professionnels du Gouvernement du Québec (SPGQ) et le Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ).

**ANNEXE 17 LETTRE D'ENTENTE RELATIVE AUX RESPONSABILITÉS
FAMILIALES**

La partie syndicale négociante CSN, d'une part, et le Gouvernement du Québec représenté par le Conseil du trésor, d'autre part, reconnaissent par la présente la relation d'interdépendance entre la famille et le travail. En ce sens, les parties favorisent la prise en compte de la dimension de la conciliation famille-travail dans l'organisation du travail.

À cet effet, les parties à la présente encouragent les parties sectorielles, régionales ou locales, selon le cas, à une meilleure conciliation des responsabilités parentales et familiales avec celles du travail, dans la détermination des conditions de travail et leur application.

ANNEXE 18 CENTRES DE SERVICES SCOLAIRES PAR RÉGION

Régions	Centres de services scolaires
Région 01 Du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	Chic-Chocs (des) Fleuve-et-des-Lacs (du) Monts-et-Marées (des) Phares (des) Îles (des) Kamouraska–Rivière-du-Loup (de) René-Lévesque
Région 02 Du Saguenay–Lac-Saint-Jean	De La Jonquière Lac-Saint-Jean (du) Pays-des-Bleuets (du) Rives-du-Saguenay (des)
Région 03 De la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches	Appalaches (des) Beauce-Etchemin (de la) Capitale (de la) Charlevoix (de) Côte-du-Sud (de la) Découvreurs (des) Navigateurs (des) Portneuf (de) Premières-Seigneuries (des)
Région 04 De la Mauricie et du Centre-du-Québec	Bois-Francis (des) Chemin-du-Roy (du) Chênes (des) Énergie (de l') Riveraine (de la)
Région 05 De l'Estrie	Hauts-Cantons (des) Région-de-Sherbrooke (de la) Sommets (des)
Région 06.1 De Laval, des Laurentides et de Lanaudière	Affluents (des) Laurentides (des) Laval (de) Hautes-Laurentides Rivière-du-Nord (de la) Samares (des) Mille-Îles (des)

Régions	Centres de services scolaires
Région 06.2 De la Montérégie	Grandes-Seigneuries (des) Hautes-Rivières (des) Marie-Victorin Patriotes (des) Saint-Hyacinthe (de) Sorel-Tracy (de) Trois-Lacs (des) Val-des-Cerfs (du) Vallée-des-Tisserands (de la)
Région 06.3 De Montréal	Marguerite-Bourgeoys Montréal (de) Pointe-de-l'Île (de la)
Région 07 De l'Outaouais	Cœur-des-Vallées (au) Draveurs (des) Hauts-Bois-de-l'Outaouais (des) Portages-de-l'Outaouais (des)
Région 08 De l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec	Baie-James (de la) Harricana Lac-Abitibi (du) Lac-Témiscamingue (du) Or-et-des-Bois (de l') Rouyn-Noranda (de)
Région 09 De la Côte-Nord	Estuaire (de l') Fer (du) Littoral (du) Moyenne-Côte-Nord (de la)

ANNEXE 19 **LISTE DES ORGANISMES DONT LA LOI PRÉVOIT AU 1^{ER} SEPTEMBRE 2011 QUE LES CONDITIONS DE TRAVAIL OU LES NORMES ET BARÈMES DE RÉMUNÉRATION DE LEURS SALARIÉS SONT DÉTERMINÉS PAR LE GOUVERNEMENT OU DÉTERMINÉS SELON LES CONDITIONS DÉFINIES PAR LE GOUVERNEMENT**

À titre d'information :

Agence du revenu du Québec
Autorité des marchés financiers
Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM)
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Caisse de dépôt et placement du Québec
Centre de la francophonie des Amériques
Centre de recherche industrielle du Québec
Centres régionaux d'aide juridique
Commission de la capitale nationale du Québec
Commission de la construction du Québec
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
Commission des services juridiques
Conseil des arts et des lettres du Québec
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec
Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain
École nationale de police du Québec
École nationale des pompiers du Québec
Financement-Québec
Fondation de la faune du Québec
Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies (FRQNT)
Fonds de recherche du Québec – Santé (FRQS)
Fonds de recherche du Québec – Société et culture (FRQSC)
Héma-Québec
Hydro-Québec
Institut national d'excellence en santé et en services sociaux
Institut national de santé publique du Québec
Institut national des mines
Investissement Québec
Musée d'art contemporain de Montréal
Musée de la civilisation
Musée national des beaux-arts du Québec
Office de la sécurité économique des chasseurs cris
Office Québec-Monde pour la jeunesse
Office jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ)
Protecteur du citoyen
Régie de l'énergie
Société de développement de la Baie-James
Société de développement des entreprises culturelles
Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
Société de financement des infrastructures locales du Québec
Société de la Place des Arts de Montréal

Société de télédiffusion du Québec
Société des alcools du Québec
Société des établissements de plein air du Québec
Société des loteries du Québec
Société des traversiers du Québec
Société du Centre des congrès de Québec
Société du Grand Théâtre de Québec
Société du Palais des congrès de Montréal
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
Société du Plan Nord
Société québécoise d'information juridique
Société québécoise de récupération et de recyclage (RECYC-QUÉBEC)
Société québécoise des infrastructures
Sûreté du Québec

ANNEXE 20 LETTRE D'ENTENTE RELATIVE À LA PRIME D'ATTRACTION ET DE RÉTENTION VISANT À CONTRER LA PÉNURIE VERSÉE À CERTAINS TITRES D'EMPLOIS¹ D'OUVRIERS SPÉCIALISÉS

Considérant la situation de pénurie de main-d'œuvre qualifiée sur le marché du travail pour les titres d'emplois visés par la prime qui a été constatée dans le cadre des travaux contemporains du comité national de travail portant sur les ouvriers spécialisés dont le rapport conjoint fait état;

Considérant que les travaux effectués permettent également de conclure au constat de pénurie des titres d'emplois d'ébéniste/menuisier-ébéniste et de mécanicien de machines frigorifiques/frigoriste/mécanicien en réfrigération sur la base des indicateurs utilisés;

Considérant les problèmes constatés d'attraction et de rétention pour certains titres d'emplois d'ouvriers spécialisés;

Considérant la nécessité de suivre l'évolution du marché de l'emploi pour les années à venir.

1. Prime versée à certains titres d'emplois d'ouvriers spécialisés

- 1.1 Une prime de 15 % est versée aux personnes salariées visées par les titres d'emplois d'ouvriers spécialisés suivants et demeure en vigueur jusqu'à la veille du renouvellement des conventions collectives.

Titres d'emplois	Santé Services sociaux	Centres de services scolaires et commissions scolaires	Collèges
Électricien	3-6354	2-5104	4-C702
Machiniste, mécanicien ajusteur / Spécialiste en mécanique d'ajustage / Machiniste	3-6353	2-5125	
Maître électricien / Électricien classe principale / Chef électricien	3-6356	2-5103	4-C704
Mécanicien de machines fixes	3-6383	2-5107 à 2-5110	4-C726 à 4-C742
Menuisier / Menuisier d'atelier / Charpentier-menuisier	3-6364	2-5116	4-C707
Peintre	3-6362	2-5118	4-C709
Plombier / Mécanicien en tuyauterie / Tuyauteur / Mécanicien en plomberie-chauffage	3-6359	2-5115	4-C706
Mécanicien d'entretien Millwright / Mécanicien d'entretien d'équipement	3-6360		4-C719

¹ Pour les centres de services scolaires, l'expression « titres d'emplois » fait référence à l'expression « classes d'emplois ».

Titres d'emplois	Santé Services sociaux	Centres de services scolaires et commissions scolaires	Collèges
Conducteur de véhicules lourds / Conducteur de véhicules et d'équipements mobiles cl. II	3-6355	2-5308	4-C926
Mécanicien cl. I		2-5106	
Mécanicien de garage / Mécanicien cl. II	3-6380	2-5137	
Mécanicien de machines frigorifiques / Frigoriste / Mécanicien en réfrigération	3-6352		
Ébéniste / Menuisier-ébéniste	3-6365	2-5102	4-C716

- 1.2 Cette prime est aussi versée à la personne salariée détentrice du titre d'emplois d'ouvrier d'entretien général (3-6388) ou d'ouvrier certifié d'entretien (2-5117/4-C708) sous réserve que l'employeur atteste que la personne salariée exerce des attributions de l'un des titres d'emplois mentionnés au paragraphe 1.1 sans égard à la diplomation ou son équivalence¹.
- 1.3 Pour la personne salariée détentrice d'un poste fusionné dont une des composantes régulières du poste est un des titres d'emplois mentionnés au paragraphe 1.1, la condition suivante s'applique aux fins de l'admissibilité à la prime :
- Les heures travaillées sont rémunérées au taux de salaire le plus élevé, majoré de la prime de 15 %, en autant que cette personne salariée ait effectivement accompli des attributions d'un titre d'emplois mentionnés au paragraphe 1.1 pour un minimum de 15 heures au cours de la période de paie.
- 1.4 La prime s'applique sur le taux de salaire ou le taux de traitement, selon le cas, ainsi que sur les dispositions de la convention qui prévoient le maintien du salaire lors de certaines absences.
- 1.5 Les dispositions prévues aux paragraphes 1.1 à 1.4 entrent en vigueur à la date d'entrée en vigueur de la convention.

¹ Toutefois, pour les titres d'emplois du domaine de l'électricité, de la mécanique de machines fixes et de la tuyauterie, la personne salariée doit détenir un certificat de qualification.

2. Création d'un comité de travail paritaire

2.1 Dans les 180 jours précédant l'échéance de la convention, les parties forment un comité national de travail, sous l'égide du Bureau de la négociation gouvernementale du Secrétariat du Conseil du trésor, portant sur la pénurie de main-d'œuvre qualifiée ainsi que sur l'attraction et la rétention des personnes salariées des titres d'emplois d'ouvriers spécialisés suivants :

#	Titres d'emplois	Santé Services sociaux	Centres de services scolaires et commissions scolaires	Collèges
1	Calorifugeur	3-6395		
2	Conducteur de véhicules lourds / Conducteur de véhicules et d'équipements mobiles cl. II	3-6355	2-5308	4-C926
3	Ébéniste / Menuisier-ébéniste	3-6365	2-5102	4-C716
4	Électricien	3-6354	2-5104	4-C702
5	Ferblantier	3-6369		
6	Machiniste, mécanicien ajusteur / Spécialiste en mécanique d'ajustage / Machiniste	3-6353	2-5125	
7	Maître électricien / Électricien cl. principale / Chef électricien	3-6356	2-5103	4-C704
8	Maître mécanicien de machines frigorifiques	3-6366		
9	Maître plombier / Maître mécanicien en tuyauterie	3-6357	2-5114	
10	Mécanicien cl. I		2-5106	
11	Mécanicien de garage / Mécanicien cl. II	3-6380	2-5137	
12	Mécanicien de machines fixes	3-6383	2-5107 à 2-5110	4-C726 à 4-C742
13	Mécanicien de machines frigorifiques / Frigoriste / Mécanicien en réfrigération	3-6352		
14	Mécanicien d'entretien Millwright	3-6360		4-C719
15	Menuisier / Menuisier d'atelier / Charpentier-menuisier	3-6364	2-5116	4-C707
16	Ouvrier d'entretien général / Ouvrier certifié d'entretien	3-6388	2-5117	4-C708
17	Peintre	3-6362	2-5118	4-C709
18	Plâtrier	3-6368		
19	Plombier / Mécanicien en tuyauterie / Tuyauteur / Mécanicien en plomberie-chauffage	3-6359	2-5115	4-C706

#	Titres d'emplois	Santé Services sociaux	Centres de services scolaires et commissions scolaires	Collèges
20	Serrurier	3-6367	2-5120	
21	Soudeur / Forgeron-soudeur	3-6361	2-5121	
22	Vitrier-monteur-mécanicien		2-5126	
23	Électromécanicien	3-6423		

2.2 Le comité national de travail a pour mandat :

- a) D'analyser les effets de la prime sur l'attraction et la rétention des titres d'emplois visés par la prime sur la base d'analyses quantitatives et qualitatives, notamment de consultations menées auprès des syndicats et des gestionnaires d'établissements ainsi que sur la base de l'analyse des indicateurs suivants :
 - i. L'évolution du nombre d'individus;
 - ii. Le taux de rétention;
 - iii. Le taux de précarité;
 - iv. Les heures supplémentaires.
- b) D'analyser l'attraction et la rétention des personnes salariées des titres d'emplois mentionnés au paragraphe 2.1 qui ne sont pas visées par la prime en fonction des besoins organisationnels au sein d'une proportion significative d'établissements du secteur parapublic;
- c) D'analyser l'évolution de la pénurie de main-d'œuvre observée sur le marché de l'emploi des ouvriers spécialisés sur la base de données quantitatives et qualitatives, notamment en mettant à jour les indicateurs utilisés par le « Comité national de travail portant sur la pénurie de main-d'œuvre qualifiée ainsi que sur l'attraction et la rétention des personnes salariées des titres d'emplois d'ouvriers spécialisés » prévues aux conventions collectives 2020-2023;
- d) D'évaluer la pertinence de maintenir la prime de 15 % au-delà de sa date d'échéance, de la modifier ou de l'élargir à certains titres d'emplois mentionnés au paragraphe 2.1, le cas échéant;
- e) De formuler des recommandations, conjointes ou non, à être présentées aux parties négociantes, au plus tard 90 jours avant l'échéance de la convention.

2.3 Le comité national de travail est composé de 6 représentants de la partie patronale et de 2 représentants de chacune des organisations syndicales suivantes : Confédération des syndicats nationaux (CSN), Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ).

**ANNEXE 21 LETTRE D'ENTENTE CONCERNANT LE RÔLE DU GREFFE DES
TRIBUNAUX D'ARBITRAGE DU SECTEUR DE
L'ÉDUCATION (GREFFE)**

Les parties négociantes à l'échelle nationale conviennent de confier au Greffe les mandats suivants :

- Modifier le formulaire de grief afin que le syndicat puisse indiquer son désir d'avoir recours aux modes alternatifs de règlement de grief étant entendu que le mode choisi peut être modifié après avis au Greffe;
- Lorsque cela est possible, accroître le nombre de griefs confiés à un arbitre, fixés conformément à la procédure prévue à la clause 9-2.07, lors de la fixation du rôle d'arbitrage;
- En lien avec la possibilité d'assigner un ou des griefs de remplacement, informer les membres du comité paritaire du Greffe des moyens mis de l'avant afin d'assurer la mise en œuvre de cette mesure;
- Faire rapport au moins une fois l'an au comité paritaire du nombre de remises d'audition et du nombre de griefs fixés en remplacement à cette occasion;
- Produire annuellement auprès des parties locales et nationales, un bilan des dossiers de griefs actifs;
- Mettre en place une procédure continue de recrutement de nouveaux arbitres;
- En lien avec l'implantation du grief électronique, offrir de la formation à cet effet et sur les pratiques en vigueur au Greffe, recueillir auprès des parties les éléments pouvant permettre une utilisation plus conviviale du système informatique du Greffe.

ANNEXE 22 FORMATION ET PERFECTIONNEMENT**Encadrement des stagiaires et formation pour le personnel en lien avec des élèves ayant des besoins particuliers**

- Un budget spécifique de 1 462 000 \$ par année financière est disponible au comité de formation et de perfectionnement pour l'encadrement des stagiaires et la formation du personnel en lien avec des élèves ayant des besoins particuliers;
- Responsabilité du comité conformément aux dispositions prévues à l'article 5-7.00 : collaborer à l'élaboration d'une politique sur l'encadrement des stagiaires prévoyant les modalités de compensation pour l'encadrement des stagiaires et un plan de formation pour les personnes œuvrant auprès des élèves ayant des besoins particuliers. Le comité de formation et de perfectionnement émet des recommandations au centre de services;
- Les montants non utilisés pour une année financière sont ajoutés à ceux prévus pour l'année suivante.

**ANNEXE 23 LETTRE D'ENTENTE RELATIVE À LA SANTÉ GLOBALE DES
PERSONNES SALARIÉES**

Dans l'objectif de promouvoir la prévention pour un milieu de travail sain et sécuritaire, les parties négociantes à l'échelle nationale conviennent de mandater les parties locales afin qu'elles mettent en place des mesures à cet effet.

Les parties négociantes à l'échelle nationale conviennent de l'utilisation d'une somme non récurrente de 0,477 M\$ pour chacune des années financières 2023-2024, 2024-2025, 2025-2026, 2026-2027 et 2027-2028 pour favoriser la santé globale des personnes salariées.

À défaut d'avoir engagé la totalité des sommes annuelles prévues au cours de chacune des années financières, les sommes non utilisées ou non engagées pour une année financière sont ajoutées à l'année financière suivante. Ces sommes ne peuvent être utilisées ou engagées au-delà du 30 juin 2028.

Ainsi, les centres de services et les syndicats reconnaissent l'importance que l'exercice des fonctions des personnes salariées se réalise dans un contexte propice à un milieu de travail sain et sécuritaire.

Les parties locales conviennent de discuter, de favoriser et de promouvoir le déploiement de mesures de prévention prenant notamment la forme de campagne de sensibilisation, d'information, de formation et développement d'habiletés ou de tout autre moyen répondant aux besoins, étant entendu qu'elles collaborent à la réalisation de tels projets et que leur mise en œuvre relève des centres de services.

Dans les 30 jours suivant la date d'entrée en vigueur de la convention, le comité des relations du travail ou un autre comité local mis sur pied spécifiquement à cet effet par les parties locales se rencontre afin de débiter les échanges à ce sujet.

Le comité a notamment pour mandat de recommander au centre de services des projets susceptibles de traiter de tout sujet relatif à la santé globale des personnes salariées.

En application des modalités prévues à l'article 5-7.00, le centre de services remet au syndicat un rapport sommaire écrit des montants alloués aux fins de la présente annexe pour l'année en cours, de l'utilisation des sommes et des prévisions des sommes disponibles pour l'année financière à venir.

**ANNEXE 24 ACCUSATION DE NATURE CRIMINELLE EN MATIÈRE
D'INCONDUITE SEXUELLE**

Dans le cas où la personne salariée fait l'objet d'une accusation de nature criminelle en matière d'inconduite sexuelle, le centre de services peut la relever sans traitement de ses fonctions jusqu'à ce qu'une décision finale de la Cour soit rendue.

La personne salariée peut soumettre un grief directement à l'arbitrage dans les 30 jours ouvrables de la réception de l'avis lui signifiant la décision du centre de services de la suspendre en vertu de l'alinéa précédent.

Toute personne salariée qui est relevée de ses fonctions doit signifier au centre de services qu'une décision finale de la Cour a été rendue dans les 20 jours de la date de cette décision.

La personne salariée et le syndicat doivent être avisés de la décision du centre de services quant au maintien ou non du lien d'emploi dans les 70 jours de la date de signification de la décision finale de la Cour. Si le centre de services ne met pas fin à l'emploi dans ce délai, la personne salariée ne subit aucune perte de traitement, y compris les primes applicables, le cas échéant, et recouvre tous ses droits comme si elle n'avait jamais été relevée de ses fonctions.

Aux fins de la présente annexe, l'expression « décision finale de la Cour » inclut notamment une déclaration de culpabilité, un verdict d'acquiescement et une décision confirmant le retrait ou le rejet des accusations, incluant les processus d'appel, de pourvoi ou révision, le cas échéant.

ANNEXE 25 INSERTION PROFESSIONNELLE

Les parties reconnaissent l'importance de l'insertion professionnelle, et ce, afin de faciliter notamment l'appropriation de la culture organisationnelle, de favoriser l'intégration des personnes salariées et de soutenir ces dernières dans l'exercice de leurs fonctions.

Voici, à titre d'exemples, quelques éléments pouvant être mis en place :

- Mesures relatives à l'accueil des personnes salariées;
- Modalités relatives à l'accompagnement individualisé;
- Mesures visant l'appropriation de la culture organisationnelle;
- Outils d'intégration et d'adaptation au milieu de travail.

ANNEXE 26**PROGRAMME D'HORAIRE COMPRIMÉ POUR LES PERSONNES SALARIÉES DE LA CATÉGORIE DES EMPLOIS DE SOUTIEN MANUEL**

- 1) Ce programme a pour objectif d'assurer une meilleure attraction et rétention du personnel de la catégorie des emplois de soutien manuel en permettant un horaire comprimé des heures de la semaine régulière de travail sur un nombre de jours de travail inférieur à celui de l'horaire habituel;
- 2) Le programme d'horaire comprimé peut être octroyé par le centre de services à toute personne salariée qui répond aux conditions suivantes :
 - a) être une personne salariée de la catégorie des emplois de soutien manuel;
 - b) être une personne salariée détenant un poste considéré pour la permanence;
 - c) avoir conclu une entente avec le centre de services conformément à la présente annexe.
- 3) La ou les personnes salariées qui désirent se prévaloir de l'horaire comprimé doivent faire une demande écrite au centre de services au moins 30 jours à l'avance. L'octroi d'un horaire comprimé est sujet à une entente préalable avec le centre de services, lequel tient notamment compte des besoins du service.
- 4) Toute entente doit être écrite et comprendre les éléments suivants :
 - a) la ou les personnes salariées visées;
 - b) le nombre de jours travaillés par semaine;
 - c) la durée de la journée de travail;
 - d) l'horaire de travail;
 - e) la durée d'application de l'horaire comprimé.

Étant entendu que l'horaire comprimé doit respecter le nombre d'heures prévues au poste de la ou des personnes salariées visées.
- 5) L'entente est transmise au syndicat dans les 10 jours de sa signature.
- 6) Nonobstant la clause 8-2.01, les heures supplémentaires applicables en vertu de la clause 8-3.01 tiennent compte du nombre d'heures de sa journée de travail tel que prévue à l'entente.
- 7) Les parties signataires de l'entente peuvent convenir par écrit de modifications à l'entente initiale.
- 8) Le centre de services peut mettre fin à l'entente moyennant un préavis de 20 jours ouvrables.

- 9) Sauf pour ce qui précède, la personne salariée qui bénéficie du programme demeure régie par les règles de la convention s'appliquant aux personnes salariées détenant un poste considéré pour la permanence, lesquelles s'appliquent, le cas échéant, en faisant les adaptations nécessaires à son nouvel horaire de travail.
- 10) Il est entendu que le présent programme ne peut avoir pour effet de conférer à la personne salariée un avantage, monétaire ou non monétaire, dont elle n'aurait pas bénéficié sans la compression de son horaire.

ANNEXE 27 FORMATION CONCERNANT LA PRÉVENTION DE LA VIOLENCE ET DE L'INTIMIDATION

À partir de l'année financière 2024-2025 et pour chacune des années financières suivantes, le centre de services offre de la formation à l'ensemble des personnes salariées couvertes par la convention, en tenant compte notamment du Plan de prévention de la violence et de l'intimidation dans les écoles 2023-2028.

En fonction des modalités prévues à l'article 5-7.00, les parties locales favorisent le déploiement de formations dont les sujets suivants peuvent être pris en considération :

- Protocoles et politiques concernant le plan de lutte contre la violence à l'école en vigueur au centre de services et dans l'école, notamment quant à la sensibilisation à l'importance de rapporter les événements;
- Intervention préventive en situation d'agressivité, d'intimidation et de menace;
- Prévention et gestion de crises;
- Civilité au travail.

Ces sujets peuvent être intégrés à des formations existantes et déjà offertes par le centre de services.

Le centre de services peut utiliser les montants prévus à la clause 5-7.10 pour la formation offerte aux personnes œuvrant auprès de la clientèle HDAA pour assumer les frais engagés pour ces formations. Le centre de services assume le traitement, à taux simple, des personnes salariées qui participent à ces formations.

ANNEXE 28 POSTES VOLANTS

Considérant la volonté partagée par les parties négociantes à l'échelle nationale de prévoir et promouvoir des mécanismes permettant notamment de favoriser l'insertion professionnelle, de pallier aux différentes absences, aux surcroûts et aux ajouts d'heures, celles-ci conviennent que les centres de services peuvent créer un ou des postes volants.

Nonobstant la définition de poste prévue à la clause 1-2.24, aux fins de la présente annexe, un poste volant peut être constitué de différentes affectations pour pallier notamment aux fins identifiées au paragraphe précédent.

Lors de l'affichage, le poste doit être identifié comme étant un poste volant et indiquer le groupe d'établissements déterminé par le centre de services où la personne salariée peut se voir affectée.

Le centre de services peut affecter la personne salariée titulaire d'un poste volant lors du comblement de postes temporairement vacants et de surcroûts de travail non prévus aux séquences d'affectation. Malgré les séquences d'affectation prévues aux clauses 7-1.15, 7-1.19 et 7-1.21, le centre de services peut prioriser l'affectation de la personne salariée titulaire d'un poste volant avant de faire appel aux personnes salariées inscrites sur la liste de priorité.

Les parties locales peuvent convenir d'autres modalités particulières applicables.

ANNEXE 29 DÉPLOIEMENT DE 4 000 ÉQUIVALENTS À TEMPS COMPLET (ETC) EN SOUTIEN EN CLASSE AU PRÉSCOLAIRE 5 ANS ET AU PRIMAIRE

GÉNÉRALITÉS

1. Le déploiement visé à la présente annexe fait suite aux projets pilotes d'aide à la classe (200) mis en place dans différentes écoles primaires au cours des années scolaires 2022-2023 et 2023-2024.
2. La présente annexe tient compte des discussions et des échanges entre les parties.
3. La présente annexe énonce différents paramètres ou balises relatifs au déploiement des 4 000 ETC visés dans les écoles primaires et dans les écoles où sont dispensés des cours destinés aux élèves des classes du préscolaire 5 ans.

Elle a pour but de guider les parties locales et les autres intervenants dans la mise en place des services à rendre par les personnes salariées du personnel de soutien appelées à apporter leur soutien en classe, et ce, de la façon la plus harmonieuse, efficace et homogène possible, tout en tenant compte des besoins propres à chaque école, voire à chaque classe.

OBJECTIFS POURSUIVIS

4. Dans une perspective de valorisation du personnel scolaire, le déploiement des 4 000 ETC prévu à cette annexe a pour principaux objectifs :
 - a) de favoriser et améliorer la réussite éducative des élèves;
 - b) à bonifier l'accompagnement des élèves en ajoutant une ressource signifiante dans la classe contribuant ainsi à assurer un climat propice aux apprentissages;
 - c) à permettre ou améliorer l'intégration de certains membres du personnel de soutien à l'équipe-école, notamment les éducatrices ou éducateurs en milieu scolaire;
 - d) à mettre à profit les compétences, l'expertise et la connaissance du milieu du personnel de soutien, optimisant ainsi la force collective de travail;
 - e) à favoriser la création de postes à temps complet, et ce, en fonction des besoins et des ressources disponibles;
 - f) à favoriser des horaires en continu, notamment en dispensant des heures de soutien en classe et des heures au service de garde.

LE DÉPLOIEMENT DES 4 000 ETC EN SOUTIEN EN CLASSE

5. Le Ministère s'engage à déployer progressivement, à compter de l'année scolaire 2024-2025, l'équivalent de 4 000 ETC pouvant être appelés à apporter leur soutien en classe, et ce, au préscolaire 5 ans et au primaire.

6. Ce déploiement de ressources vise l'ensemble des centres de services scolaires et des commissions scolaires.
7. La répartition des sommes entre les centres de services scolaires et les commissions scolaires s'effectue selon les paramètres établis par le Ministère.
8. Les centres de services scolaires ou les commissions scolaires répartissent entre les écoles les ETC consentis par le Ministère, en priorisant les écoles comportant des classes présentant des défis particuliers ou celles comportant des classes où sont affectés des enseignants en début de carrière.

PRINCIPES ET BALISES

9. Le déploiement des 4 000 ETC constitue une mesure d'attraction et de rétention importante pour le personnel de soutien.
10. Les personnes salariées de la classe d'emplois d'éducatrice ou d'éducateur en milieu scolaire doivent être considérées prioritairement pour dispenser des services de soutien en classe.
11. Les services dispensés par les personnes salariées appelées à apporter leur soutien en classe sont complémentaires aux autres services d'appui en adaptation scolaire accessibles aux élèves et aux enseignants.
12. Les services de soutien en classe sont dispensés principalement au groupe d'élèves de la classe, et non à un élève en particulier ou à l'ensemble de l'école.
13. La supervision de la personne appelée à apporter son soutien en classe relève de la direction de l'école.

Dans ce cadre, il appartient à la direction de l'école, en collaboration notamment avec les personnes appelées à apporter leur soutien en classe et les enseignants, de déterminer les modalités de répartition et de fonctionnement des services de soutien en classe.

14. Il appartient à la direction de l'école de confectionner les postes en vertu desquels le titulaire est appelé à apporter son soutien en classe.
15. Dans l'exercice de cette responsabilité, la direction de l'école favorise d'une part la création de postes comportant le plus grand nombre d'heures possible, et d'autre part des horaires en continu, et ce, en fonction des besoins et des ressources disponibles.
16. Le comblement ou l'octroi des postes pour lesquels le titulaire est appelé à apporter son soutien en classe se fait conformément aux dispositions pertinentes de la convention collective applicable.
17. Les dispositions de la convention collective applicables, le cas échéant, pour tenir compte du temps de planification, de préparation et d'organisation d'activités lors de l'établissement de certains postes, s'appliquent également pour les postes en vertu desquels le titulaire peut être appelé à apporter son soutien en classe.

18. Les tâches exercées par la personne salariée appelée à apporter son soutien en classe doivent être compatibles avec la nature du travail et les attributions caractéristiques de sa classe d'emplois tel qu'il est prévu au Plan de classification.
19. Une saine collaboration entre tous les intervenants est essentielle au déploiement efficace des 4 000 ETC appelés à apporter leur soutien à la classe.
20. Seule la partie Principes et balises de la présente annexe peut faire l'objet d'un grief selon la procédure prévue à la convention collective.
21. En cas de divergence interprétative, les dispositions de la convention collective ont préséance aux dispositions de la présente annexe.

GUIDE D'IMPLANTATION DES SERVICES DE SOUTIEN À LA CLASSE

22. Le Comité patronal s'engage, après consultation de la partie syndicale à l'échelle nationale, à élaborer, au bénéfice des parties locales, un guide d'implantation des services de soutien en classe.
23. Tel guide, témoignant de la volonté des parties de partager une compréhension commune quant à la mise en place des services de soutien en classe, a pour but de faciliter le déploiement des 4 000 ETC visés dans les écoles, en tenant compte des besoins propres et des ressources disponibles à chaque milieu, ou chaque école, voire à chaque classe.
24. Seront notamment précisés dans le guide les grands paramètres et orientations relatifs au déploiement des 4 000 ETC. Le guide comprendra, de façon compatible avec le Plan de classification, à titre d'exemples non limitatifs, une liste des tâches pouvant être exercées par les personnes salariées appelées à apporter leur soutien en classe.

SUIVI DU DÉPLOIEMENT

25. À la demande de l'une des parties, les parties négociantes à l'échelle nationale conviennent de se rencontrer pour assurer le suivi du déploiement des 4 000 ETC visés et pour discuter de toute question ou problématique relative aux personnes appelées à apporter leur soutien en classe.

ANNEXE 30**LETTRE D'INTENTION RELATIVE AU RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL EMPLOYÉ DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS (RREGOP) POUR LES PERSONNES VISÉES PAR CE RÉGIME EN VERTU DE LA LOI SUR LE RREGOP****1. Modifications législatives et réglementaires**

Le gouvernement s'engage à adopter les projets de règlement requis ainsi qu'à proposer à l'Assemblée nationale, pour adoption, les dispositions législatives permettant d'apporter au régime de retraite du personnel employé du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) les modifications prévues aux articles 2 et 3.

2. Mise à la retraite de façon progressive

La durée initiale d'une entente de mise à la retraite progressive est maintenue, soit pour une période d'au moins une année et d'au plus 5 années. Toutefois, à compter de la date de présentation du projet de loi à l'Assemblée nationale qui met en œuvre la présente modification ou, au plus tard le 30 juin 2024, une personne employée qui est partie à une telle entente peut convenir avec son employeur, par écrit et plus de 6 mois avant la date de fin de l'entente, de prolonger cette entente. Il est possible de prolonger l'entente plus d'une fois, mais la personne employée doit en convenir avec son employeur à chaque fois, par écrit et plus de 6 mois avant la fin de la prolongation. Toute prolongation à l'entente doit être d'au minimum d'une année et d'au maximum 5 années.

La durée d'application de l'entente ainsi prolongée peut excéder 5 années, mais malgré toute prolongation, la durée totale de l'entente ne doit pas excéder 7 années.

Dans le cas d'une entente de mise à la retraite progressive dont l'échéance est prévue à la date d'entrée en vigueur de la présente modification et dans les 9 mois qui suivent cette date, il n'y aurait pas de délai à respecter pour que la personne salariée convienne avec son employeur de prolonger cette entente.

3. Âge maximal de participation au régime de retraite

À compter du 1^{er} janvier 2025, l'âge maximal de participation au régime est augmenté afin de correspondre au 30 décembre de l'année au cours de laquelle le participant atteint l'âge de 71 ans.

La modification décrite à l'article 3 de la présente lettre d'intention s'applique aussi au Régime de retraite de certains enseignants (RRCE), avec les adaptations nécessaires.

ANNEXE 31 LETTRE D'ENTENTE RELATIVE À LA CRÉATION D'UN COMITÉ DE TRAVAIL SUR LE FINANCEMENT DE LA CAISSE DES PARTICIPANTS DU RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL EMPLOYÉ DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS (RREGOP)

Dans les 90 jours suivant l'entrée en vigueur des conventions collectives, les parties conviennent de former un comité de travail, sous l'égide du Bureau de la négociation gouvernementale du Secrétariat du Conseil du trésor, portant sur le financement de la caisse des participants du RREGOP.

Mandats du comité

Le comité a pour mandats de :

- 1) Examiner et comparer les approches de financement sur les risques liés à la maturité du RREGOP, notamment l'approche par différenciation bonifiée et l'intégration d'une marge pour écarts défavorables dynamique;
- 2) Évaluer la pertinence de modifier la méthode de financement du RREGOP en tenant compte des analyses effectuées;
- 3) Effectuer une révision globale de la politique de financement de la caisse des participants du RREGOP et proposer des modifications à celle-ci, le cas échéant, en vue de sa mise à jour.

Advenant que les représentants du comité de travail conviennent de recommandations conjointes, le cas échéant, ils présenteront un rapport aux parties négociantes.

Les parties négociantes conviennent de réévaluer la pertinence de maintenir le comité de travail lors du renouvellement des conventions collectives.

Composition et fonctionnement du comité

Le comité de travail est composé, d'une part, d'un maximum de 6 représentants du Bureau de la négociation gouvernementale du Secrétariat du Conseil du trésor et, d'autre part, d'un maximum d'un représentant de chacune des organisations syndicales suivantes : la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), la Fédération interprofessionnelle du Québec (FIQ), la Fédération autonome de l'enseignement (FAE), le Syndicat de professionnelles et professionnels du Gouvernement du Québec (SPGQ) et le Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ).

Chacune des organisations peut s'adjoindre les services d'un expert-conseil au besoin.

Les membres du comité peuvent requérir les services des représentants de Retraite Québec afin de les appuyer dans les différents travaux.

ANNEXE 32 MESURES TRANSITOIRES**Section I Entrée en vigueur suivant la révision des statuts d'emplois**

- 1) Les modifications suivant la révision des statuts d'emplois de la convention 2023-2028 s'appliquent à compter du 1^{er} juillet 2024, sauf si autrement prévu dans la présente annexe. Les dispositions de la convention collective 2020-2023 concernant les statuts d'emplois et les bénéfices s'y rattachant continuent de s'appliquer jusqu'au 30 juin 2024.

Personnes salariées en disponibilité

- 2) Au plus tard le 30 octobre 2024, le Comité patronal de négociation pour les centres de services scolaires francophones transmet à la partie syndicale négociante à l'échelle nationale la liste des personnes salariées en disponibilité inscrites au Bureau national de placement (BNP) au 15 octobre 2024.

Tant que ces personnes salariées demeurent sur la liste des personnes salariées en disponibilité inscrites au BNP, le paragraphe a) de la clause 7-3.44 ne s'applique pas à elles et la protection salariale prévue de la convention collective 2020-2023 demeure.

Acquisition de la permanence

- 3) L'acquisition de la permanence s'applique selon les dispositions de la convention collective 2020-2023 uniquement en vue de la sécurité d'emploi concernant l'année financière 2024-2025.

En vue de la sécurité d'emploi de l'année financière 2025-2026 et au plus tard le 1^{er} avril 2025, le centre de services transmet exceptionnellement au syndicat la liste des personnes salariées qui ont obtenu leur permanence dans le cadre des mesures transitoires. Pour ce faire, le centre de services établit le temps déjà effectué constituant du service actif au 30 juin 2024 aux fins du calcul pour l'acquisition de la permanence en fonction des dispositions de la convention collective 2020-2023. S'ajoute le temps permettant d'acquérir la permanence selon les dispositions de la convention 2023-2028 à partir du 1^{er} juillet 2024.

Vacances, congés spéciaux, jours chômés et payés et régime d'assurance vie, maladie et salaire

- 4) Les personnes salariées¹ qui avaient accumulé des jours de vacances au 30 juin 2024 et qui désormais recevront une majoration de traitement pour tenir lieu des vacances à compter du 1^{er} juillet 2024, les prennent comme prévu pendant l'année financière 2024-2025. La rémunération de ces jours de vacances ne comprend pas la majoration de traitement prévue au sous-paragraphe 1) du paragraphe B) de la clause 2-1.01 de la convention 2023-2028 pour tenir lieu des vacances.

Ces personnes salariées continuent de bénéficier des congés spéciaux, des jours chômés et payés et du régime d'assurance vie, maladie et salaire prévus aux articles 5-1.00, 5-2.00 et 5-3.00 de la convention jusqu'à la dernière journée de la paie qui inclut le 3 janvier 2025.

À compter de la première journée de la paie complète suivant le 3 janvier 2025, ces personnes salariées cessent de bénéficier des congés spéciaux, des jours chômés et payés et du régime d'assurance vie, maladie et salaire prévus aux articles 5-1.00, 5-2.00 et 5-3.00 de la convention et voient leur taux de traitement majoré de 12,13 % pour tenir lieu des avantages sociaux prévus aux articles 5-1.00, 5-2.00 et 5-3.00 de la convention. Par exception, cela exclut :

- la personne salariée qui bénéficie des prestations d'assurance salaire conformément à la clause 5-3.31 de la convention à la dernière journée de la paie qui inclut le 3 janvier 2025;
- la personne salariée qui est de retour d'invalidité mais qui est toujours dans la période prévue à la clause 5-3.04.

Les personnes salariées ainsi exclues se verront majorer leur taux de traitement conformément à la convention 2023-2028, et ce, à leur retour au travail pour la durée de leur semaine régulière de travail suivant la fin de leur période d'invalidité.

Section II Intégration des personnes salariées couvertes par le chapitre 10-0.00**Particularités de l'article 10-1.00**

- 5) L'article 10-1.00 s'applique jusqu'au 30 juin 2024.

¹ Les personnes salariées visées sont les personnes salariées régulières qui détenaient un poste à temps partiel de plus de 15 heures mais de moins de 20 heures, les personnes salariées temporaires qui ont été embauchées pour une durée prévue de plus de 6 mois, de plus de 15 heures mais de moins de 20 heures ainsi que les personnes salariées temporaires qui ont travaillé au moins 6 mois depuis leur embauche ou dans le cadre de plusieurs embauches immédiatement continus et de plus de 15 heures.

Un plan d'effectif exceptionnel pour l'année financière 2024-2025 et exclusif pour les personnes salariées concernées par l'article 10-1.00 de la convention collective 2020-2023 sera fait.

- A) Les personnes salariées qui ont complété une durée équivalente à 60 jours effectivement travaillés¹ ou si elles ont été au service du centre de services pour une période de 9 mois consécutifs, soit la moindre de ces 2 périodes avant le 1^{er} juillet 2024 obtiennent le statut de personne salariée régulière.

Si l'emploi occupé par la personne salariée au 30 juin 2024 est reconduit pour l'année scolaire 2024-2025, la personne salariée est considérée au 1^{er} juillet 2024 détenir l'emploi qui devient un poste.

Si l'emploi occupé par la personne salariée a pris fin entre le 1^{er} juillet 2023 et le 30 juin 2024 parce que ce dernier est associé à un besoin périodique ou n'est pas reconduit pour l'année scolaire 2024-2025, les personnes salariées sont considérées comme régulières mises à pied depuis moins de 2 ans, et ce, à compter du 1^{er} juillet 2024;

- B) Les personnes salariées qui n'ont pas complété une durée équivalente à 60 jours effectivement travaillés¹ ni été au service du centre de services pour une période de 9 mois consécutifs, soit la moindre de ces 2 périodes avant le 1^{er} juillet 2024, celles qui ont été embauchées comme tel pour effectuer un remplacement, un surcroît ou dont l'emploi n'est pas reconduit seront mises à pied au plus tard le 30 juin 2024 et elles seront désormais considérées dans les séquences de comblement de poste après les personnes inscrites sur la liste de priorité d'embauche et avant les personnes provenant de l'externe pour l'année scolaire 2024-2025 seulement. Si elles obtiennent un poste définitivement vacant ou nouvellement créé, elles doivent alors débiter la période d'essai conformément à la clause 1-2.15 de la convention;
- C) Lors de l'établissement du plan d'effectif exceptionnel pour l'année financière 2024-2025, le syndicat est informé 15 jours avant le 1^{er} juillet 2024 des emplois reconduits ou non (classe d'emplois concernée, nombre d'heures et lieu de travail), du nom des personnes salariées qui occupent ces emplois et de la complétion ou non de la durée équivalente à 60 jours effectivement travaillés¹ ou si elles ont été au service du centre de services pour une période de 9 mois consécutifs, soit la moindre de ces 2 périodes. Ces informations sont soumises à titre indicatif.

Particularités de l'article 10-2.00

- 6) L'article 10-2.00 s'applique jusqu'au 30 juin 2024.

Les personnes salariées couvertes par l'article 10-2.00 de la convention collective 2020-2023 sont mises à pied tel que prévu à la clause 10-2.05 de la convention collective 2020-2023.

¹ Lire 90 jours effectivement travaillés pour les personnes salariées occupant un des emplois de la sous-catégorie des emplois de soutien technique.

Un plan d'effectif exceptionnel pour l'année financière 2024-2025 et exclusif pour les personnes salariées concernées par l'article 10-2.00 de la convention collective 2020-2023 sera fait.

- A) Pour l'année scolaire 2024-2025, le centre de services procède au rappel de la même manière que celle prévue au paragraphe A) de la clause 10-2.06 de la convention collective 2020-2023 :

« A) Rappel au travail

En cas de rappel, le centre de services procède par classe d'emplois et par ordre de durée d'emploi en offrant les horaires de travail comportant des heures fixes et ayant le plus grand nombre d'heures de la façon suivante :

- a) il fait appel, par lieu physique, aux personnes salariées mises à pied depuis moins de 24 mois, à compter du début de l'année scolaire suivant la dernière mise à pied;
 - b) à défaut, il fait appel aux personnes salariées mises à pied depuis moins de 24 mois, à compter du début de l'année scolaire suivant la dernière mise à pied et qui sont inscrites sur une liste au niveau du centre de services. ».
- B) Les personnes salariées qui ont complété une durée équivalente à 60 jours effectivement travaillés¹ ou si elles ont été au service du centre de services pour une période de 9 mois consécutifs, soit la moindre de ces 2 périodes avant le 1^{er} juillet 2024 sont considérées détenir l'emploi obtenu lors du rappel qui devient un « poste ».
- C) Après le rappel, les personnes salariées qui n'ont pas complété une durée équivalente à 60 jours effectivement travaillés¹ ni été au service du centre de services pour une période de 9 mois consécutifs, soit la moindre de ces 2 périodes avant le 1^{er} juillet 2024 et celles qui ne sont pas rappelées lors de la procédure ci-haut mentionnée, seront considérées dans les séquences de comblement de poste après les personnes inscrites sur la liste de priorité d'embauche et avant les personnes provenant de l'externe. Si elles obtiennent un poste définitivement vacant ou nouvellement créé, elles doivent alors débiter la période d'essai conformément à la clause 1-2.15 de la convention.

¹ Lire 90 jours effectivement travaillés pour les personnes salariées occupant un des emplois de la sous-catégorie des emplois de soutien technique.

- D) Lors de l'établissement du plan d'effectif exceptionnel pour l'année financière 2024-2025, le syndicat est informé 15 jours avant le rappel des emplois reconduits ou non (classe d'emplois concernée, nombre d'heures et lieu de travail), du nom des personnes salariées qui occupent ces emplois et de la complétion ou non de la durée équivalente à 60 jours effectivement travaillés¹ ou si elles ont été au service du centre de services pour une période de 9 mois consécutifs, soit la moindre de ces 2 périodes. Ces informations sont soumises à titre indicatif.
- E) Uniquement pour la planification de l'année financière 2025-2026, l'ensemble des postes détenus par les personnes salariées des classes d'emplois de surveillants d'élèves et de cafétérias qui ont été rappelés selon les paragraphes A) et B) de l'article 6) seront considérés abolis. La sécurité d'emploi se fait conformément à la convention 2023-2028, mais exceptionnellement pour la séance en vue de l'année financière 2025-2026, une personne salariée permanente ne peut être supplantée par une personne salariée non permanente.
- F) Avant le 1^{er} avril 2025, le syndicat local pourra indiquer au centre de services qu'il renonce à l'application du paragraphe E) de l'article 6) de la présente annexe.
- G) Entre le moment où les personnes salariées couvertes par l'article 10-2.00 sont mises à pied et le rappel pour l'année financière 2024-2025 identifié au paragraphe A) de l'article 6), la convention collective 2020-2023 s'applique pour les séquences de comblement où elles peuvent se voir offrir un poste.
- 7) L'intégration des personnes salariées couvertes par le chapitre 10-0.00 au chapitre 7-0.00 de la convention n'a pas pour effet d'octroyer une garantie de poste.
- 8) L'intégration des personnes salariées couvertes par le chapitre 10-0.00 au chapitre 7-0.00 de la convention ne peut pas faire en sorte qu'une personne salariée obtienne un statut de personne salariée permanente au moment de cette intégration.

Qualifications requises

- 9) Les personnes salariées identifiées aux articles 5) et 6) de la présente annexe sont réputées posséder les qualifications requises de leur classe d'emplois.

¹ Lire 90 jours effectivement travaillés pour les personnes salariées occupant un des emplois de la sous-catégorie des emplois de soutien technique.

Détermination de l'échelon

- 10) Le centre de services détermine l'échelon des personnes salariées identifiées à l'article 5) de la présente annexe embauchées en vertu de l'article 10-1.00 selon la plus avantageuse des formules suivantes :
- A) La personne salariée obtient l'échelon correspondant à ses années d'expérience reconnues valables et directement pertinentes pour l'exercice des fonctions. Pour être reconnue, l'expérience doit avoir été acquise dans une classe d'emplois de niveau équivalent ou supérieur à cette classe d'emplois, compte tenu des qualifications requises pour la classe d'emplois détenue.
 - B) La personne salariée obtient l'échelon dont le taux de traitement est immédiatement inférieur à celui qu'elle détient; toutefois, la différence entre le taux de traitement de cet échelon et le taux de traitement qu'elle recevait en fonction de son statut d'emplois lorsqu'elle a été embauchée en vertu de l'article 10-1.00 est comblée par un montant forfaitaire versé sur chaque paie réduit au fur et à mesure que le taux de traitement de la personne salariée progresse, et ce, pour une période maximale de 2 ans à partir du 1^{er} juillet 2025.

Le centre de services reconnaît le taux de traitement correspondant à l'échelon que détenaient les personnes salariées identifiées à l'article 6) de la présente annexe embauchées en vertu de l'article 10-2.00.

Reconnaissance de l'ancienneté

- 11) L'ancienneté des personnes salariées ayant obtenu le statut de personne salariée régulière comme prévu aux articles 5) et 6) de la présente annexe est établie comme suit :

La durée d'emploi des personnes salariées effectuée dans le cadre d'un emploi du chapitre 10-0.00 jusqu'au 30 juin 2024 est convertie en ancienneté au 1^{er} juillet 2024. La conversion est établie en années, en mois et en jours.

Par la suite, est ajoutée à cette ancienneté, toute période travaillée pour le compte du centre de services ou des centres de services ou commissions scolaires auquel, auxquels ou auxquelles celui-ci succède avant le 30 juin 2024 à titre de personne salariée visée aux clauses 1-2.15 (personnes salariées à l'essai) et 1-2.20 (personnes salariées temporaires), et ce, rétroactivement à sa première date d'embauche, à moins d'une interruption du travail de plus de 24 mois, auquel cas le temps travaillé avant cette interruption n'est pas comptabilisé. La période travaillée est calculée au prorata des heures régulières de travail.

Section III Mécanisme de résolution des problématiques

- 12) Le centre de services et le syndicat local peuvent se rencontrer pour tenter de trouver une solution à toutes problématiques liées à la situation particulière d'une ou d'un groupe de personnes salariées visées dans le cadre de l'application de la présente annexe.

- 13) Dans l'optique où le centre de services et le syndicat local n'arrivent pas à trouver de solution concernant toutes problématiques concernant l'application ou l'interprétation de la présente annexe, ils en saisissent les parties négociantes à l'échelle nationale qui conviennent de se rencontrer dans les 15 jours ouvrables suivant la demande d'une des parties afin de tenter de trouver une solution.
- 14) Les parties reconnaissent qu'en aucun cas, la présente annexe ne peut occasionner la reprise des mécanismes réguliers de sécurité d'emploi ayant été tenu en vertu de l'article 7-3.00 et ayant lieu en 2024 pour l'année financière 2024-2025.

S6a

**CONDITIONS DE TRAVAIL PARTICULIÈRES DES PERSONNES SALARIÉES
COUVERTES PAR LE CERTIFICAT D'ACCRÉDITATION DE L'ASSOCIATION
PROFESSIONNELLE DU PERSONNEL ADMINISTRATIF CSN**

**Entente intervenue
entre**

La partie patronale:

Le Centre de services scolaire de Montréal

La partie syndicale:

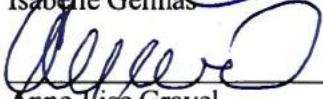
L'Association professionnelle du
personnel administratif (CSN)

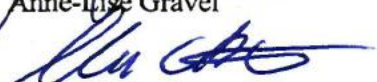
La présente lettre d'entente contient, pour les sujets qui y sont traités, des conditions de travail particulières qui sont appliquées aux personnes salariées du Centre de services scolaire de Montréal couvertes par le certificat d'accréditation de l'Association professionnelle du personnel administratif (CSN). Sous réserve des dispositions de la présente lettre d'entente, toutes les dispositions de la convention collective s'appliquent en y faisant les adaptations nécessaires.

En foi de quoi, les parties ont signé à Montréal, ce 24 ° jour du mois de nov 2024.

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE
MONTREAL



Isabelle Gélinas


Anne-Lise Gravel


Marie Christine Hébert


Marie-Josette Prudent

ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DU
PERSONNEL ADMINISTRATIF (CSN)


Michel Picard


Patrick Bertrand


Chantal Gignac


Richard Ledoux

A-1.00 DÉFINITIONS

A-1.01 Les mots, termes ou expressions utilisés dans la présente entente ont le sens et l'application qui leur sont respectivement assignés par le chapitre 1 (article 1-2.00) de la présente convention.

A-2.00 HEURES SUPPLÉMENTAIRES

Les dispositions prévues au présent article A-2.00 remplacent les dispositions de l'article 8-3.00 de la convention collective.

A-2.01 La répartition des heures supplémentaires telle que prévue à A-2.00 est considérée comme étant équitable aux fins d'application du présent article.

A-2.02 Tout travail expressément requis par le supérieur immédiat et effectué par une personne salariée, en plus du nombre d'heures de sa semaine régulière de travail ou de sa journée régulière de travail ou en dehors des heures prévues par son horaire, est considéré comme des heures supplémentaires.

A-2.03 Les heures supplémentaires sont accordées à la personne salariée qui a commencé le travail. S'il n'est pas commencé, au cours des heures régulières de travail, il est accordé à une personne salariée selon les dispositions de la clause A-2.04.

A-2.04 Lorsque la Commission décide d'offrir des heures supplémentaires à une personne salariée et ceci pour toute classe d'emploi, elle procède de la façon suivante:

a) Travail déjà commencé

1. Pour les heures supplémentaires à exécuter pour un travail déjà commencé durant les heures régulières, ces heures supplémentaires sont offertes à la personne salariée qui a commencé ce travail et ceci est également valable pour tout jour de congé ainsi que pour tout jour de congé chômé et payé;
2. À défaut, les heures supplémentaires sont offertes, à une personne salariée d'un même secteur, bureau, service, réseau ou école, de la même classe d'emploi, par ordre d'ancienneté, avant d'être offert à d'autres personnes salariées de son personnel.

b) Travail non commencé

Pour les heures supplémentaires à exécuter pour un travail non commencé durant les heures régulières, elles sont offertes :

- 1- Aux personnes salariées qui accomplissent normalement ce travail, et ce, par ordre d'ancienneté;
- 2- À défaut, les heures supplémentaires sont offertes, à une personne salariée d'un même secteur, bureau, service, réseau ou école, de la même classe d'emploi, par ordre d'ancienneté, avant d'être offertes à d'autres personnes salariées de son personnel.

c) Rappel

- 1- Les heures supplémentaires à exécuter en rappel sont offertes aux personnes salariées qui accomplissent normalement ce travail, et ce, par ordre d'ancienneté;
- 2- À défaut, les heures supplémentaires sont offertes, à une personne salariée d'un même secteur, bureau, service, réseau ou école, de la même classe d'emploi, par ordre d'ancienneté avant d'être offertes à d'autres personnes salariées de son personnel.

A-2.05 Aux fins d'application du présent article, l'absence de réponse de la part d'une personne salariée, l'absence pour cause de maladie ou autre, prévue ou non par la présente convention, est considérée comme un refus d'effectuer des heures supplémentaires.

A-2.06 Lorsqu'aucune personne salariée n'accepte d'effectuer les heures supplémentaires offertes conformément à la clause A-2.04, la Commission peut assigner une personne salariée de la même classe d'emploi, dans le secteur, bureau, service, réseau ou école, où les heures supplémentaires sont requises, et ce, par ordre inverse d'ancienneté.

Telle personne salariée peut être exemptée d'effectuer un travail supplémentaire lorsqu'elle est requise si la Commission trouve une autre personne salariée de la même classe d'emploi qui accepte de faire ce travail supplémentaire sans qu'il en résulte un inconvénient pour la bonne marche des travaux.

- A-2.07** Lorsqu'une personne salariée est rappelée de son domicile pour effectuer un travail d'urgence, elle a droit à un congé de quatre (4) heures ou à un congé tel que déterminé selon la clause A-2.09, selon le calcul le plus avantageux.
- A-2.08** La Commission fournit les formulaires de réclamation de compensation des heures supplémentaires à être dûment signés par la personne salariée et approuvés par la Commission.
- A-2.09** Pour les heures supplémentaires effectuées, la personne salariée bénéficie d'un congé sans perte de traitement, dont la durée est déterminée comme suit:
- a) pour toute heure de travail effectuée en plus du nombre d'heures de sa journée régulière de travail ou en dehors des heures prévues par son horaire ou au cours d'une journée de congé hebdomadaire; une heure et demie de congé;
 - b) pour toute heure de travail effectuée au cours d'un jour chômé et payé prévu à la présente convention: une heure et demie de congé et ce en plus du maintien du traitement de ce jour férié;
 - c) pour toute heure de travail effectuée le dimanche ou au cours de la deuxième journée de congé hebdomadaire: deux (2) heures de congé.
- A-2.10** Le moment du congé accordé en vertu des clauses A-2.07 ou A-2.09 est déterminé après entente entre la personne salariée et le supérieur immédiat, et ce, dans les trente (30) jours des heures supplémentaires effectuées. Dans le cas où aucune entente ne peut être, de bonne foi, envisagée, les heures supplémentaires sont payées par la Commission dans un délai maximum d'un mois de la présentation de la réclamation dûment signée par la personne salariée. La personne salariée est alors rémunérée selon la clause A-2.11.
- A-2.11** Malgré les clauses qui précèdent, la Commission et la personne salariée peuvent s'entendre pour que les heures supplémentaires soient compensées en argent. Dans ce cas, les heures supplémentaires sont rémunérées aux taux suivants:
- a) à son taux simple majoré d'une demie (150 p.cent) pour toutes les heures de travail effectuées en plus du nombre d'heures de sa journée régulière de travail ou en dehors des heures prévues par son horaire ou au cours d'une journée de congé hebdomadaire;
 - b) à son taux horaire simple majoré d'une demie (150 p.cent) pour toutes les heures de travail effectuées au cours d'un jour chômé et payé prévu à la présente convention, et ce, en plus du maintien du traitement pour ce jour chômé et payé;
 - c) à son taux horaire double (200 p.cent) pour toutes les heures de travail effectuées le dimanche ou au cours de la deuxième journée de congé hebdomadaire.
- Les heures supplémentaires rémunérées sont payées par la Commission dans un délai maximum d'un (1) mois après la présentation de la réclamation dûment signée par la personne salariée et approuvée par la Commission.
- A-2.12** Les dispositions pertinentes du présent article s'appliquent à la personne salariée travaillant dans le secteur des services de garde lorsqu'elle est requise au travail après la fermeture du service de garde en fin de journée, lors de jours chômés et payés et lorsqu'elle effectue plus de 35 heures par semaine¹. De plus, la personne salariée bénéficie du paragraphe c) de la clause A-2.11 pour les heures de travail effectuées le dimanche ou, s'il s'agit d'une personne salariée visée par la clause 8-2.02 de la convention, au cours de la deuxième (2^e) journée de congé hebdomadaire.
- A-2.13** Lorsqu'une personne salariée travaillant dans le secteur des services de garde est requise au travail après les heures régulières pour une rencontre de parents, une (1) heure à taux simple est reconnue même si elle demeure à l'école moins d'une (1) heure. Si la personne demeure plus d'une (1) heure, elle sera payée à taux simple pour le temps travaillé. Après entente avec le gestionnaire, ces heures peuvent être monnayées ou mises en banque pour un congé ultérieur préalablement approuvé par le gestionnaire.

¹ Toutefois, ne peut être considérée à titre d'heure supplémentaire toute heure effectuée par une personne salariée en sus de 35 heures à la suite de l'application de la clause 8-2.03 de la convention ou de toute entente qui en tient lieu.

A-3.00 PRISE DE CONGÉ POUR LE PERSONNEL CYCLIQUE OU SAISONNIER

A-3.01 La personne salariée régulière détenant un poste à caractère cyclique ou saisonnier, devra transformer le solde de ses jours de congé de maladie monnayables en vertu de 5-3.39 de la convention en jours de vacances annuelles pour l'année suivante.

Le solde des jours de vacances de l'année courante sera épuisé de façon à reporter de ce nombre de jours la date de mise à pied de la personne salariée concernée conformément à la clause 5-6.04 de la convention collective.

Cette transformation du solde de jours de congé de maladie monnayables en jours de vacances n'a pas à être autorisée par le supérieur immédiat et se fera systématiquement chaque année pour tout le personnel régulier détenant un poste à caractère cyclique ou saisonnier.

A-4.00 MOUVEMENTS DE PERSONNEL

A-4.01 *Article 7-1.00 – Section I – Dispositions générales est modifié par l'ajout de la clause suivante :*

Avec l'accord du Service des ressources humaines et après consultation du Syndicat, une personne salariée peut changer de poste avec une autre personne salariée de la même classe d'emplois si cette dernière y consent et que les deux gestionnaires sont d'accord. Les deux personnes salariées doivent avoir occupé le poste au moins deux mois avant de faire l'échange et doivent demeurer au moins deux mois dans le nouveau poste.

Lors de cet échange, la personne régulière peut être absente, mais si la personne remplaçante ne veut pas la nouvelle affectation, elle peut refuser celle-ci. La personne remplaçante retourne alors à son poste, si elle est régulière ou sur la liste de priorité d'embauche, si elle est temporaire. La Commission comble l'affectation en vertu de la convention.

Une personne salariée ne peut bénéficier de plus d'un échange par année scolaire.

Une personne salariée ne peut changer de poste avec un poste vacant.

A-4.02 *La clause 7-1.07 est modifiée comme suit :*

En tout temps, pendant la période d'adaptation de cinquante (50) jours de travail effectif qui suit toute promotion ou mutation impliquant un changement de classe d'emplois dans un poste définitivement vacant ou nouvellement créé, si la Commission détermine que la personne salariée ne s'acquitte pas convenablement de ses tâches, elle en avise le Syndicat et retourne la personne salariée à son ancien poste. En cas d'arbitrage, la preuve incombe à la Commission. La personne salariée promue ou mutée avec ou sans un changement de classe d'emplois à sa Commission peut décider de retourner à son ancien poste dans les vingt-cinq (25) jours ouvrables de cette promotion ou de ces mutations.

L'application de l'alinéa précédent, s'il y a lieu, entraîne l'annulation de tout mouvement de personnel découlant de cette promotion ou ces mutations. Une personne salariée peut, dans ce cadre, redevenir disponible et être retournée à sa Commission d'origine, le cas échéant.

Dans le cas où la personne salariée retourne à son ancien poste par application des dispositions de l'alinéa précédent, elle n'a pas droit à la protection salariale accordée lors d'une rétrogradation. Il en est de même des autres personnes salariées retournées à leur ancien poste.

Une personne salariée qui est en période d'adaptation peut obtenir une nouvelle promotion ou une mutation; dès lors, elle doit recommencer une nouvelle période d'adaptation de cinquante (50) jours de travail effectif dans le nouveau poste. L'obtention d'un nouveau poste en promotion ou en mutation constitue une renonciation au précédent mouvement.

A 4.03 *La clause 7-1.11 est modifiée comme suit :*

La Commission n'est tenue de procéder à l'affichage prévu à la clause 7-1.11 que si elle doit procéder selon l'étape décrite au paragraphe c) de ladite clause.

Cependant, dans les cas où un poste doit être comblé conformément aux dispositions des paragraphes a) ou b) de la clause 7-1.11 A) II) de la convention, la Commission en avise les personnes salariées concernées et informe le Syndicat dans les 30 jours du poste ainsi comblé de ses exigences particulières, s'il en est et du nom de son titulaire. Également, dans les 30 jours la Commission fera paraître sur support électronique accessible aux salariés, un avis

comportant, notamment, le nom du titulaire du poste, le numéro du poste, le nom de la classe d'emplois, le statut du poste de travail, le caractère annuel ou saisonnier du poste, le nom du bureau, du service, de l'école ou du centre où la personne est affectée, la date effective du début de l'affectation, ainsi que le poste a été octroyé en vertu de 7-1.11 A) II a) b) ou 7-4.01 de la convention.

A-4.04 *Clause 7-1.11 B) Modalités – est modifiée par l'ajout du paragraphe suivant :*

Lorsque la Commission décide de combler temporairement un poste nouvellement créé ou définitivement vacant, pour la période se situant entre sa création ou sa vacance définitive et son occupation effective par la nouvelle personne titulaire, elle procède conformément à la séquence définie à la clause :

- 7-1.15 A) de la convention pour le secteur régulier;
- 7-1.19 A) de la convention pour le secteur de l'adaptation scolaire en début d'année scolaire, et ce, jusqu'au 1^{er} novembre;

A-4.05 *Application de la clause 7-1.11 B) II e) : le cinquième alinéa de la clause 1-2.15 est modifié comme suit :*

Durant sa période d'essai, la personne salariée peut seulement postuler sur un poste de la même classe d'emplois pour lequel l'affectation constituerait une mutation impliquant un changement de Réseau géographique² (Nord, Sud, Est, Ouest, Centre) ou une mutation impliquant une augmentation d'heures. Elle doit alors recommencer une nouvelle période d'essai dans le nouveau poste. L'obtention d'un nouveau poste en mutation constitue une renonciation au précédent poste.

Dans le cadre de l'application de l'alinéa précédent, le précédent poste redevient définitivement vacant; s'il s'est écoulé moins de 6 mois et que nous sommes dans la même année scolaire, la Commission poursuit le processus de comblement de poste ayant entraîné le comblement précédent.

A-4.06 *Clause 7-1.15 A) et 7-1.19 A) sont modifiées par l'ajout du paragraphe suivant :*

Dans l'éventualité où, suite à l'application de la clause de 7-1.15 A) ou de la clause 7-1.19 A) de la convention, une personne salariée fait la preuve de son inaptitude à accomplir une promotion temporaire, la Commission et le Syndicat s'entendent pour se rencontrer afin de discuter de la situation.

A-4.07 *Article 7-3.00 – Section I – Dispositions générales – est modifié par l'ajout de la clause suivante :*

Dans le cadre de l'exercice du mécanisme de sécurité d'emploi, une personne salariée régulière déplacée peut choisir de déplacer la personne salariée la moins ancienne de sa classe d'emplois travaillant sur le même quart de travail plutôt que de déplacer la personne salariée la moins ancienne de sa classe d'emploi.

L'application de cette clause ne doit pas avoir pour effet de générer plus de coûts pour la Commission que l'application du processus de sécurité d'emploi tel que défini à la convention.

A-5.00 **PERSONNE SALARIÉE PRÉPOSÉE AUX ÉLÈVES HANDICAPÉS À BORD D'UN AUTOBUS SCOLAIRE**

La personne salariée visée par le présent article bénéficie de la convention collective sous réserve de ce qui suit :

A-5.01 La semaine régulière de travail de la personne salariée préposée aux élèves handicapés à bord d'un autobus scolaire à temps complet est de trente-cinq (35) heures, réparties du lundi au vendredi, suivie de deux (2) jours consécutifs de congé. La durée de la journée régulière de travail est de sept (7) heures. La journée régulière de travail se situe entre 6 h 45 et 17 h 30.

A-5.02 La personne salariée préposée aux élèves handicapés à bord d'un autobus scolaire qui accomplit de la surveillance de dîner à l'école Victor-Doré, continuera d'effectuer ladite surveillance pour la durée de la présente convention.

Cependant, en cas de diminution des besoins, la Commission récupérera les heures de surveillance de dîners correspondantes, en procédant par ordre inverse d'ancienneté, parmi ces personnes salariées.

² Un Réseau géographique comprend tout édifice de la Commission scolaire sur ce territoire.

Le temps de surveillance de dîners ne constitue pas des heures supplémentaires.

- A-5.03** La Commission offre prioritairement les heures de surveillance de dîners à la personne salariée, préposée aux élèves handicapés à Joseph-Charbonneau, dont l'horaire de travail est inférieur à 35h/semaine. Cependant pour ce nombre d'heures de surveillance de dîners, la personne salariée est régie par les dispositions de l'article 10-2.00. Ce temps de surveillance de dîners ne constitue pas un ajout à l'horaire régulier des personnes salariées préposées aux élèves handicapés.
- A-5.04** La personne salariée bénéficie d'une période de dîner non rémunérée d'au moins une (1) heure, située vers le milieu de la journée régulière de travail, qui peut être répartie en plusieurs blocs d'une durée minimum de trente (30) minutes.
- A-5.05** L'année de travail de la personne salariée préposée aux élèves handicapés à bord d'autobus scolaire débute au plus tard le premier jour de présence en classe des élèves handicapés et se termine le dernier jour de présence en classe des élèves handicapés ou après, si les besoins de la Commission l'exigent, sans excéder le 30 juin. La présente clause satisfait aux obligations prévues à la clause 7-2.03 de la convention, et ce, pour la durée de la convention. La Commission avise par écrit chaque personne salariée au moins quinze (15) jours ouvrables avant la date de retour au travail ou de sa mise à pied temporaire. Copie de tel avis est transmise simultanément au Syndicat.
- A-5.06** À moins d'entente au contraire, la personne salariée préposée aux élèves handicapés à bord d'un autobus scolaire prend obligatoirement ses vacances pendant la semaine de relâche des élèves; l'excédent, s'il en est, est pris selon les modalités décrites à la clause 5-6.04.

A-6.00 RÉGIME LOCAL D'ASSURANCE-VIE

Les personnes salariées qui étaient admissibles au nouveau contrat d'assurance-vie avec Industrielle/Alliance (re : projet de loi 223 sanctionné le 20 juin 1985) et qui y ont adhéré, peuvent continuer d'y participer selon les dispositions prévues audit contrat conformément à la Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal (L.Q. 1985, c.60).

A-7.00 INTÉGRATION DES EMPLOYÉS DU CENTRE PARTHENAIS (maintenant École des métiers de la construction de Montréal)

A-7.01 Semaine de travail

La semaine régulière de travail de MM. Robert Girardeau, Denis Lacasse, Richard Thibault magasiniers classe I, est de trente-huit heures et quarante-cinq minutes (38 h 45) réparties du lundi au vendredi suivi de deux (2) jours consécutifs de congé. La durée de la journée régulière de travail est de sept heures et quarante-cinq minutes (7 h 45).

A-7.02 Utilisation – congé maladie

Les dispositions décrites à la clause 5-3.43 de la convention en vigueur à la CSDM permettant à une personne salariée d'utiliser des jours de congés-maladie pour ajouter à ses vacances couvrent également la personne salariée transférée ayant cinquante (50) ans d'âge même s'il n'a pas les trente (30) années d'ancienneté requises.

A-8.00 PERSONNES SALARIÉES TRAVAILLANT DANS LE CADRE DES COURS D'ÉDUCATION DES ADULTES OU DE FORMATION PROFESSIONNELLE

A-8.01 La clause 10-1.01 est modifiée comme suit:

Seules les dispositions de l'article 10-1.00 s'appliquent dans le cadre des cours d'éducation des adultes et de formation professionnelle, sous la juridiction de la Commission:

- a) à la personne salariée régulière travaillant en plus ou en dehors des heures prévues par son horaire;
- b) à la personne salariée qui n'étant pas une personne salariée régulière de la Commission est embauchée par la Commission pour y travailler exclusivement.

Cet article ne s'applique pas à la personne salariée de la Commission effectuant un travail relié au fonctionnement régulier d'un centre ou d'un sous-centre d'éducation des adultes ou de formation professionnelle.

Cet article ne s'applique pas à la personne salariée de la Commission effectuant un travail relié à un cours faisant partie d'un programme menant à l'obtention d'un diplôme d'études professionnelles (DEP).

Cet article ne s'applique pas à la personne salariée de la Commission travaillant aux réseaux de la formation générale adultes ou de la formation professionnelle et qui est requis par cette dernière de poursuivre, en plus ou en dehors des heures prévues par son horaire, l'exécution d'un travail commencé au cours de sa période régulière de travail.

De plus, la personne salariée qui détient un statut de personne salariée régulière en date de la signature de la convention conserve ce statut et les droits qui y sont rattachés.

- A-8.02**
- a) Toute personne salariée visée par la clause 10-1.01, depuis plus de 36 mois, obtient le statut de personne salariée régulière;
 - b) à moins d'entente écrite avec le Syndicat, la Commission crée le poste ainsi occupé. Ce poste est à temps complet, si la personne salariée était à temps complet et à temps partiel, si la personne salariée était à temps partiel. Ce poste doit être affiché conformément à 7-1.11.

La personne salariée décrite en a) est automatiquement candidate à ce poste. Sa candidature est considérée à l'étape prévue au sous-paragraphe c) de la clause 7-1.11. Si cette personne salariée n'obtient pas le poste concerné, elle est mise à pied dès qu'il est comblé et est inscrite à la liste de priorité d'embauche dans la mesure où elle répond aux conditions prévues à cette liste.

A-9.00 SUSPENSION DES AFFICHAGES ET DES DÉLAIS DE PRODUCTION DE GRIEF POUR LA PÉRIODE ESTIVALE

Du 24 juin au premier lundi de septembre inclusivement, les délais de production de grief et les affichages³ prévus à la convention sont réputés être suspendus.

A-10.00 APPLICATION DE LA PRÉSENTE LETTRE D'ENTENTE

A-10.01 Les conditions de travail particulières du personnel couvert par le certificat d'accréditation de l'Association professionnelle du personnel administratif (CSN) contenues à la présente entente sont sujettes à l'application du chapitre 9 de la convention.

A-10.02 Les parties reconnaissent que la référence à la convention est en fonction de la convention 2005-2010. À cet effet, les parties devront se revoir pour procéder aux adaptations nécessaires, si besoin en est, en fonction du texte de la présente convention.

A-10.03 Les annexes font partie intégrante des conditions particulières S6a

³ À l'exception des postes prévus dans le cadre du mouvement de personnel en adaptation scolaire.

LETTRE D'ENTENTE

ENTRE : L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DU PERSONNEL ADMINISTRATIF (CSN), ci-après appelée le « Syndicat »

ET : LA COMMISSION SCOLAIRE DE MONTRÉAL, ci-après appelée la « CSDM »

OBJET : 11-2.00 Adaptation locale de la convention;
Modification du mécanisme de sécurité d'emploi dans le secteur des services de garde, prévue par les clauses 7-3.35 à 7-3.42 de la convention S6, 2010-2015

Considérant la spécificité du secteur des services de garde de la CSDM;

Considérant le désir des parties de définir, par entente, des modalités d'application particulières pour le mécanisme de sécurité d'emploi dans le secteur des services de garde de la CSDM;

Considérant le désir des parties d'adapter le mécanisme de sécurité d'emploi de façon à favoriser la stabilité du personnel dans les milieux de travail, tout en préservant les conditions de travail des personnes salariées qui les desservent;

Considérant le désir du Syndicat de prioriser davantage le critère de l'ancienneté pour les droits de mutation des personnes salariées travaillant dans le secteur des services de garde;

Considérant le désir de la CSDM de reconnaître davantage l'ancienneté de ses personnes salariées, sous réserve que cela ne provoque pas d'augmentation de ses coûts de protection salariale.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le genre féminin est utilisé sans aucune discrimination et dans le seul but d'alléger le texte.
2. Les considérants font partie intégrante de la présente entente.
3. La présente entente est une adaptation locale de la convention. Elle remplace les clauses 7-3.35 à 7-3.42 de la convention et elle annule toute autre entente précédente qui porte sur une ou des modifications au mécanisme prévu par les clauses 7-3.35 à 7-3.42 de la convention.
4. Cette entente s'applique uniquement au personnel en service de garde, soit aux postes de technicienne, d'éducatrice classe principale et d'éducatrice.

5. Définitions

Les définitions s'appliquent uniquement dans le contexte de la présente lettre d'entente. Elles ne peuvent pas être utilisées pour définir ou interpréter des termes identiques ou semblables utilisés dans un autre contexte ou dans une autre entente.

- 5.1. Les expressions «technicienne », « éducatrice, classe principale », « éducatrice », autant au singulier qu'au pluriel signifient respectivement

« technicienne en service de garde », « éducatrice, classe principale en service de garde », « éducatrice en service de garde ».

5.2. Convention

La convention collective S6 2010-2015 intervenue entre le Comité patronal de négociation pour les commissions scolaires francophones (CPNCF) et la Fédération des employées et employés de services publics inc. (CSN) pour le compte des syndicats d'employées et d'employés de soutien des commissions scolaires francophones du Québec qu'elle représente.

5.3. Éducatrice rappelée

L'éducatrice régulière pour qui, dans son service de garde, lors du rappel et à son rang d'ancienneté, un poste est disponible.

5.4. Éducatrice non rappelée

L'éducatrice régulière pour qui, dans son service de garde, lors du rappel et à son rang d'ancienneté, aucun poste n'est disponible.

5.5. Personne salariée visée par la sécurité d'emploi

La technicienne permanente ou l'éducatrice, classe principale, permanente, dont le poste n'est pas reconduit au moment de la confirmation des postes de sa classe d'emploi.

La technicienne, l'éducatrice classe principale ou l'éducatrice permanente qui, lors du rappel dans sa classe d'emploi et dans son service de garde, n'a pu être affectée dans un poste comportant une réduction maximale de dix pour cent 10% du nombre d'heures de sa semaine régulière de travail du poste qu'elle détenait avant le rappel.

La technicienne, l'éducatrice classe principale ou l'éducatrice permanente qui, avant le rappel, détenait un poste à temps complet et qui, lors du rappel dans sa classe d'emploi et dans son service de garde, n'a pu être affectée dans un poste à temps complet.

L'éducatrice classe principale permanente dont le poste prévisionnel a été non confirmé au 20 octobre et qui n'a pu être affectée selon la clause 11.1.2. b) i et ii.

La personne salariée permanente qui, dans le cadre de l'application de la présente entente, est tenue d'occuper un poste d'une classe d'emploi inférieure.

La personne salariée qui, avant le rappel, était déjà en protection salariale ou en disponibilité.

5.6. Personne salariée régulière mise à pied

Personne salariée régulière non permanente qui n'a plus de poste. Elle est inscrite sur la liste de priorité d'embauche. Elle conserve son statut et son ancienneté dans le respect des clauses 8-1.04 et 8-1.05 de la convention collective. Cette personne bénéficie d'une priorité lors de l'attribution des postes en vertu de 7-1.11 B) II. Elle doit cependant en faire la demande par écrit à la commission scolaire tel que prévu à la lettre d'entente « *Comblement des postes nouvellement créés et définitivement vacants – Modification de l'article 7-1.11 B) II* » au moins sept (7) jours à l'avance.

5.7. Bassin

Banque de postes qui sont ajoutés à la banque de postes vacants pour réduire le nombre de personnes visées par la sécurité d'emploi. S'il y a une personne salariée visée par la sécurité d'emploi, un bassin est constitué. Ce bassin est composé de tous les postes à temps complet détenus par des personnes salariées non permanentes. Ces personnes salariées sont alors considérées excédentaires. Pour les personnes salariées visées par la sécurité d'emploi, les postes de ce bassin s'ajoutent à la banque de postes vacants.

5.8. Choix personnel

Choix d'une personne salariée de renoncer (explicitement ou implicitement) à un poste qui réduirait ou qui résorberait sa protection salariale. La personne salariée qui fait un choix personnel renonce implicitement à la protection salariale qu'elle a droit.

Étant entendu que si un poste de technicienne ou d'éducatrice classe principale est vacant et que plusieurs personnes sont en sécurité d'emploi, ce poste leur est offert par ancienneté. Advenant le cas où ces personnes le refusent, il sera octroyé par ordre inverse d'ancienneté. Les personnes auraient toujours la possibilité de le refuser, mais cela serait alors considéré comme un choix personnel.

5.9. Postes prévisionnels

Postes créés au moment de l'élaboration des postes tenant compte des prévisions et des besoins anticipés. À une date prédéterminée selon la classe d'emploi, ces postes doivent être confirmés, non confirmés ou modifiés.

Les postes prévisionnels ne constituent pas une renonciation à l'application et ne remplacent pas les clauses 8-2.13 et 8-2.14 de la convention.

5.10. Poste nouvellement créé d'éducatrice classe principale

Un poste est considéré comme nouvellement créé s'il n'existait pas au mécanisme de sécurité d'emploi précédent ou si, bien qu'il existait au mécanisme de sécurité d'emploi précédent, il n'avait pas été confirmé au 20 octobre.

6. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

6.1. Avant l'entrée des élèves, la CSDM peut tenir des séances d'affectation au cours desquelles les postes vacants sont comblés, conformément aux présentes. Les postes libérés au cours des séances étant offerts immédiatement.

Le cas échéant, la CSDM indique la date et le lieu de la séance d'affectation dans l'affichage prévu via la liste de diffusion pour l'ensemble des techniciens réguliers (LDSG).

Lors des séances d'affectation, les postes sont uniquement offerts aux personnes salariées qui se sont effectivement présentées ou qui y sont représentées par procuration.

La CSDM se réserve le droit d'exiger des personnes salariées qu'elles s'inscrivent préalablement à une des séances d'affectation pour pouvoir y participer. Les personnes salariées visées par la sécurité d'emploi sont automatiquement inscrites à la séance de sécurité d'emploi, sauf si elles y renoncent par écrit.

6.2. La personne salariée régulière absente en raison d'un motif prévu à la convention exerce son choix au moment où le mécanisme de sécurité d'emploi s'applique, quel que soit le moment prévu pour son retour au travail.

Cette personne salariée devra être informée par la CSDM de la date de toute séance qui s'applique à sa situation (selon sa classe d'emploi et son statut). Par ailleurs, cette personne est automatiquement inscrite aux séances qui s'appliquent à sa situation, sauf si elle y renonce par écrit.

Cette personne salariée peut manifester son choix par procuration ou par tout autre moyen défini entre les parties.

6.3. Les personnes salariées qui obtiennent un poste, en application de la présente entente, en deviennent titulaires au plus tard à la première journée pédagogique fixe prévue au calendrier des activités scolaires de l'année scolaire suivante, en formation générale jeunes, sous réserve des périodes d'essai (clauses 1-2.15, 1-2.19), des périodes d'adaptation (clauses 7-1.07 de la convention et A-4.02 des conditions particulières S6a) et de la confirmation des postes prévisionnels.

6.4. Dans l'application de la clause 7-2.03 de la convention, la date du 15 septembre est remplacée par la date de la première journée pédagogique fixe prévue au calendrier des activités scolaires de l'année scolaire suivante en formation générale jeunes.

6.5. Une personne salariée régulière non permanente ne peut être contrainte de choisir un poste de quinze (15) heures et moins. Si elle refuse un tel poste, elle est alors considérée comme une personne salariée régulière mise à pied.

6.6. Pour les personnes techniciennes et éducatrices classe principale qui retournent à leur poste d'origine à la suite d'un droit de retour de 25 jours, d'une période d'adaptation ou d'essai non concluante, le poste ainsi libéré est considéré temporairement vacant pour le reste de l'année.

6.7. Une personne salariée qui désire rétrograder doit en faire la demande par écrit à l'intérieur du délai déterminé par la commission.

MÉCANISME DE SÉCURITÉ D'EMPLOI ET MODALITÉ DE RAPPEL

7. ÉLABORATION DES POSTES

7.1. En mai, la CSDM détermine dans chaque service de garde le nombre de postes de technicienne, d'éducatrice classe principale et d'éducatrice pour la prochaine année. Ces postes doivent comporter le plus grand nombre d'heures possible en tenant compte des besoins du service, sans excéder la semaine régulière de travail prévue à la clause 8-2.01 de la convention.

7.2. La CSDM favorise la fusion de postes à temps partiel dans la même classe d'emploi, en fonction des besoins de l'organisation, afin de créer des postes comportant le plus grand nombre d'heures possible. Toutefois, la CSDM n'a pas à favoriser la fusion de postes à temps partiel si celle-ci a pour effet de causer un conflit d'horaire ou d'entraîner un dépassement du nombre d'heures prévu à la semaine régulière de travail à la CSDM. Lorsque la fusion de postes à temps partiel aurait pour effet d'entraîner le paiement de frais de déplacement ou de générer du temps de déplacement, la CSDM, sans être tenue de favoriser de telles fusions, en évalue tout de même la pertinence.

7.3. Les postes doivent inclure du temps de planification, de préparation, de réunion et d'organisation requis pour les services dispensés aux élèves, pour les rencontres de l'équipe-école, pour les suivis auprès des parents ou d'autres intervenants et, s'il y a lieu, aux autres occupations requises par le service. Ce temps est établi sur une base hebdomadaire;

Malgré ce qui précède, les postes d'éducatrices dédiés à l'accueil des élèves et des parents doivent minimalement inclure du temps de réunion d'équipe et de préparation immédiate requis. Ces postes n'incluent pas de temps de planification et d'organisation. De plus, sauf pour les heures effectuées pendant les heures de dîner, n'étant assignées à aucun groupe d'élèves, ces personnes salariées ne doivent pas être considérées dans le calcul du ratio prévu à la clause 7.4 de la présente entente.

7.4. La CSDM cherche à maintenir vingt (20) élèves par personne salariée et doit tenir compte de la présence de la clientèle EHDA qui fréquente le service de garde.

7.5. En plus des postes créés en vertu des clauses précédentes, la CSDM peut décider de créer, dans le cadre du processus de rappel, des postes prévisionnels pour l'année scolaire suivante.

7.6. Les postes des personnes salariées dont la retraite est confirmée et qui ne reviennent pas dans leur poste après le 1^{er} juillet d'une année, sont considérés comme vacants dans l'application du mécanisme de sécurité d'emploi de cette même année. Le fait de considérer ce poste comme vacant dans le mécanisme de sécurité d'emploi ne peut empêcher l'application de la clause 7-3.43 de la convention, ni faire perdre à la personne salariée un autre avantage auquel elle aurait normalement eu droit.

7.7. La CSDM rend disponible ou remet, selon le cas, au syndicat, lors de l'affichage ou une semaine avant les séances d'affectation, les informations suivantes :

- a) le nom des personnes salariées rappelées par service de garde en précisant le nombre d'heures et l'horaire de travail de chacun des postes;
- b) la liste des personnes non rappelées par service de garde;
- c) la liste des personnes en sécurité d'emploi;
- d) la liste des postes vacants et des postes nouvellement créés avec le nombre d'heures, l'horaire de travail et le type de clientèle;
- e) le nombre d'élèves réguliers et sporadiques inscrits à cette date par service de garde;
- f) la liste d'ancienneté officielle prévue aux clauses 8-1.06 à 8-1.09 de la convention.

8. TECHNICIENNES EN SERVICE DE GARDE

8.1. Au plus tard le 30 mai, si son poste est reconduit, la CSDM confirme la personne salariée technicienne dans celui-ci.

8.2. Lorsque, à la suite de l'application de la clause précédente des postes de techniciennes demeurent vacants, la CSDM transmet par courriel, via la liste de diffusion pour l'ensemble des techniciennes régulières (LDSG), la liste des postes nouvellement créés ou définitivement vacants de techniciennes, et ce, au moins cinq (5) jours ouvrables avant de procéder au comblement des postes. Les personnes intéressées à obtenir l'un de ces postes vacants doivent alors s'inscrire sur le site prévu à cet effet. Une copie de cette liste est transmise au syndicat au même moment, selon le même délai. Cette liste indique pour chaque poste le nombre d'heures du poste et l'horaire de travail.

8.3. Le cas échéant, les postes vacants sont offerts par ancienneté, conformément à la séquence suivante, étant entendu qu'une personne salariée peut effectuer son choix plus d'une fois:

- a) Les personnes salariées techniciennes qui sont visées par la sécurité d'emploi;
- b) À défaut, parmi toutes les personnes salariées techniciennes régulières qui ont posé leurs candidatures.

8.4. Les postes demeurés vacants sont affichés pendant cinq (5) jours ouvrables et sont comblés, conformément à la clause 7-1.11 de la convention. Ces postes ne sont pas offerts aux personnes salariées techniciennes régulières qui y ont déjà eu accès.

8.5. La personne salariée permanente qui n'a pu obtenir un poste régulier, est considérée une personne salariée visée par la sécurité d'emploi.

9. ÉDUCATRICES EN SERVICE DE GARDE, CLASSE PRINCIPALE

9.1. Tous les postes d'éducatrice classe principale, sont créés de manière prévisionnelle et doivent être confirmés, non confirmés ou modifiés, le cas échéant, au plus tard le 20 octobre suivant.

Pour qu'un poste prévisionnel soit non confirmé au 20 octobre, il doit y avoir une baisse significative de clientèle ou perte de la subvention.

9.2. Au plus tard le 30 mai de chaque année, s'il est maintenu, la CSDM affecte la personne salariée éducatrice classe principale, dans le poste qu'elle détenait.

9.3. Le poste nouvellement créé d'éducatrice classe principale est offert lors du rappel dans le service de garde concerné et la CSDM en informe le syndicat. Malgré ce qui précède, le poste est offert à une personne technicienne ou éducatrice classe principale visée par la sécurité d'emploi (article 13) lorsqu'aucun poste vacant n'est disponible;

9.4. Lorsque des postes d'éducatrice classe principale demeurent vacants, la CSDM envoie la liste des postes demeurés vacants d'éducatrice classe principale via la liste de diffusion (LDSG-4288) pour l'ensemble des éducatrices classe principale durant au moins cinq (5) jours ouvrables. Cette liste est transmise au syndicat, pour consultation, au même moment, selon le même délai. Cette liste indique pour chaque poste, le nombre d'heures et l'horaire de travail;

9.5. Le cas échéant, ces postes vacants sont offerts par ancienneté, conformément à la séquence suivante, étant entendu qu'une personne salariée peut effectuer son choix plus d'une fois:

- a) Les personnes salariées techniciennes et éducatrices classe principale qui sont visées par la sécurité d'emploi;
- b) À défaut, la CSDM offre ces postes, par ancienneté, parmi toutes les éducatrices classe principale régulières en mutation, éducatrices classe principale dont le poste prévisionnel n'a pas été confirmé et qui n'ont pu exercer un choix en 11.1.2 b) et les techniciennes ayant manifesté le désir de rétrograder;

9.6. Les postes demeurés vacants sont affichés pendant cinq (5) jours ouvrables et sont comblés, conformément à la clause 7-1.11 de la convention. Ces postes ne sont pas offerts aux personnes salariées régulières qui y ont déjà eu accès.

9.7. La personne salariée permanente qui n'a pu obtenir un poste régulier, est considérée être une personne salariée visée par la sécurité d'emploi;

10. ÉDUCATRICES EN SERVICE DE GARDE

10.1. Les postes créés en application de l'article 7 sont affichés, dans le service de garde concerné, au moins quarante-huit (48) heures avant le rappel prévu par la clause 10.2. L'affichage comporte notamment le nombre d'heures du poste, l'horaire de travail et, à titre indicatif seulement, le type de clientèle desservie.

10.2. Chaque année, au plus tard le 30 mai, la CSDM procède au rappel des éducatrices en offrant, par ancienneté et par service de garde, à chacune des personnes salariées régulières et à l'essai, les postes disponibles.

10.3. La personne salariée qui occupe un poste dont la prestation de travail est répartie dans plusieurs écoles (poste jumelé) peut faire son choix, par ancienneté, dans l'une ou l'autre de ces écoles, étant entendu qu'elle ne choisit qu'un seul et unique poste.

10.4. Lorsqu'à la suite de l'application de la clause 10.2 des postes demeurent vacants, les dispositions suivantes s'appliquent :

10.4.1. Advenant qu'après le rappel, il y ait une personne salariée visée par la sécurité d'emploi, la CSDM constitue un bassin de postes conformément à la clause 5.7;

10.4.2. La CSDM affiche durant au moins cinq (5) jours ouvrables, sur ADAGIO, la liste des postes vacants ainsi que des postes constituant le bassin d'éducatrices et fait parvenir un courriel de rappel dans chaque service de garde via la liste de diffusion pour l'ensemble des techniciennes (LDSG) ainsi que les listes de diffusion des éducatrices (LDSG-4284) et des éducatrices classe principale (LDSG-4288). L'affichage comporte notamment le nombre d'heures du poste, l'horaire de travail et, à titre indicatif seulement, le type de clientèle desservie;

10.4.3. Ces postes sont offerts par ancienneté à l'ensemble des personnes salariées éducatrices régulières, aux personnes salariées visées par la sécurité d'emploi et celles ayant manifesté le désir de rétrograder tel que prévu en 6.7;

10.4.4. Tant qu'il demeure des personnes salariées visées par la sécurité d'emploi, une personne salariée qui n'est pas en sécurité d'emploi peut uniquement se choisir un poste vacant (excluant les postes du bassin) comportant un nombre d'heures égal ou inférieur au nombre d'heures du poste qu'elle a obtenu au moment du rappel;

10.4.5. La personne salariée éducatrice régulière, non rappelée et non permanente, peut se choisir un poste seulement lorsqu'il n'y a plus de personne salariée visée par la sécurité d'emploi. Cette personne salariée devra se choisir un poste parmi les postes vacants, à son rang d'ancienneté. Advenant qu'aucun poste de « plus de quinze heures » n'est disponible, cette personne sera considérée comme mise à pied;

10.4.6. La personne visée par la sécurité d'emploi doit se choisir un poste (vacant ou bassin) comportant un nombre d'heures égal ou inférieur au nombre d'heures du poste qu'elle détenait avant le rappel, étant entendu que ce poste doit résorber sa protection salariale:

a) à défaut, la CSDM lui attribuera le poste immédiatement supérieur en nombre d'heures au poste qu'elle détenait avant le rappel;

b) à défaut, la CSDM lui attribuera le poste disponible comportant le plus grand nombre d'heures.

10.4.7. Malgré ce qui précède, si la personne visée par la sécurité d'emploi décide de choisir un poste qui ne résorbe pas sa protection salariale, elle sera alors considérée comme ayant effectué un choix personnel;

10.4.8. La personne salariée déclarée excédentaire, dont le poste n'a pas été choisi par une personne salariée visée par la sécurité d'emploi peut choisir de conserver son poste à son rang d'ancienneté ou décider de muter sur un poste vacant égal ou inférieur en heures à celui qu'elle détenait au rappel. Elle devient alors titulaire de ce nouveau poste et elle n'est plus considérée excédentaire. Le poste qu'elle libère demeurera dans le bassin pour les personnes visées par la sécurité d'emploi;

10.4.9. La personne salariée déclarée excédentaire qui ne peut reprendre son poste, choisit, à son rang d'ancienneté, un poste vacant égal ou inférieur en heures à celui qu'elle détenait au rappel. Elle devient alors titulaire de ce nouveau poste et elle n'est plus considérée excédentaire;

10.4.10. Malgré ce qui précède, lorsque l'ensemble des personnes en sécurité d'emploi a effectué son choix, les postes demeurés vacants sont alors offerts par ancienneté à l'ensemble des personnes présentes pour mutation;

10.4.11. Il est entendu qu'une personne salariée peut exercer son choix plus d'une fois.

10.5. Dans le cadre de l'application du processus de sécurité d'emploi, la CSDM met fin à l'emploi de l'éducatrice à l'essai qui n'obtient pas de poste lors du rappel ou dont le poste a été déclaré excédentaire et qu'elle n'a pu le reprendre. Cette personne salariée est alors inscrite sur la liste de priorité d'embauche.

10.6. Malgré ce qui précède, une personne éducatrice à l'essai qui n'a pu terminer sa période d'essai parce qu'elle est en accident du travail (et/ou maladie professionnelle, article 5-9.00 de la convention) ou en congé relié aux droits parentaux selon l'article 5-4.00 de la convention, à son rang d'ancienneté, pourra choisir un poste vacant en application de 10.4.3 de la présente entente et devra alors recommencer une nouvelle période d'essai dans ce nouveau poste.

Advenant que cette personne salariée n'obtient pas de poste, la CSDM met fin à l'emploi et elle est inscrite sur la liste de priorité d'embauche;

10.7. La personne salariée permanente qui n'a pu obtenir de poste est mise en disponibilité.

10.8. Les postes demeurés vacants sont comblés, conformément à la clause 7-1.11 de la convention. Ces postes ne sont pas offerts aux personnes salariées régulières qui y ont déjà eu accès.

11. POSTES PRÉVISIONNELS

11.1. Éducatrice classe principale

11.1.1. Au 20 octobre, la CSDM doit confirmer, non-confirmer ou modifier un poste prévisionnel d'éducatrice classe principale. Cette modification est effective le 21 octobre. La CSDM en avise le Syndicat et la personne salariée visée 5 jours ouvrables avant la date effective de la modification.

11.1.2. L'éducatrice classe principale, régulière, dont le poste prévisionnel n'est pas confirmé au 20 octobre, est affectée de la façon suivante :

a) La personne n'ayant pas terminé sa période d'adaptation sur le poste d'éducatrice classe principale, retourne sur son poste d'éducatrice;

b) La personne éducatrice classe principale ayant réussi sa période d'adaptation :

i. dans un poste vacant ou comblé temporairement, d'éducatrice classe principale et elle en devient titulaire.

ii. à défaut, déplace une personne éducatrice classe principale à l'essai ou en période d'adaptation la moins ancienne et elle devient titulaire du poste selon la séquence suivante:

- un poste existant l'année précédente ou nouvellement créé et comblé par une personne provenant d'un autre service de garde;

- à défaut, un poste nouvellement créé, comblé par une personne provenant du service de garde.

iii. à défaut, est affectée en priorité sur un poste temporairement vacant d'éducatrice classe principale avec titulaire, mais non comblé et elle n'en devient pas titulaire;

iv. à défaut, est affectée en priorité sur un poste temporairement vacant d'éducatrice classe principale avec titulaire, mais comblé par l'éducatrice en promotion temporaire la moins ancienne et elle ne devient pas titulaire du poste;

v. à défaut, affectée sur des postes temporairement vacants d'éducatrice, avec protection salariale si elle est permanente.

c) Advenant qu'elle refuse un poste ou une affectation à l'une des séquences précédentes, elle perd sa protection salariale ainsi que sa classe d'emploi et retourne sur la liste de priorité d'embauche d'éducatrice pour l'année en cours. Dans le cadre du mécanisme de sécurité d'emploi suivant, au moins sept (7) jours avant la tenue de la séance de mutation d'éducatrices, elle doit faire la demande par écrit à la commission pour se choisir un poste à son rang d'ancienneté si elle est permanente et à la séance de 7-1.11 si elle est non permanente;

11.1.3. L'éducatrice classe principale, permanente, qui n'est pas confirmée sur son poste prévisionnel et qui ne réussit pas à être affectée dans un poste d'éducatrice classe principale en vertu des clauses 11.1.2 i et 11.1.2 ii de la présente entente, est considérée être en sécurité d'emploi. La protection salariale prévue s'applique sur le poste prévisionnel qu'elle détenait avant le 20 octobre. Au mécanisme de sécurité d'emploi suivant, cette personne salariée sera considérée être une personne salariée en disponibilité.

11.1.4. L'éducatrice classe principale, non permanente, qui n'est pas confirmée sur son poste prévisionnel et qui ne réussit pas à être affectée dans un poste

d'éducatrice classe principale en vertu des clauses 11.1.2 i et 11.1.2 ii de la présente entente, est mise à pied et elle est inscrite sur la liste d'éligibilité des éducatrices classe principale et sur la liste de priorité d'embauche d'éducatrices, par ancienneté;

11.1.5. L'éducatrice classe principale permanente qui n'a pas été confirmée sur son poste prévisionnel au 20 octobre est considérée être une personne salariée visée par la sécurité d'emploi;

11.1.6. La personne à l'essai, en période d'adaptation ou en promotion temporaire sur un poste d'éducatrice classe principale déplacée, reprend son poste d'éducatrice.

11.1.7. Dans l'application de la clause 11.1.2 de la présente entente, la personne salariée qui refuse une affectation perd cette priorité et sa protection salariale si elle est permanente. Elle est alors inscrite sur la liste d'éligibilité des éducatrices classe principale et sur la liste de priorité d'embauche d'éducatrice, par ancienneté.

11.2. Éducatrice ou éducateur

11.2.1. Tous les postes prévisionnels d'éducatrice demeurent effectifs jusqu'au 30 septembre, étant entendu que la CSDM n'a pas l'obligation de combler un poste prévisionnel vacant ou temporairement vacant.

11.2.2. Au 30 septembre, la CSDM peut confirmer, réduire ou augmenter le nombre d'heures d'un poste prévisionnel. De même, au 30 septembre, la CSDM peut mettre fin à un poste prévisionnel si les prévisions, sur la base desquelles furent créés ces postes, ne se réalisent pas. Les modifications apportées aux postes prévisionnels prennent effet le 1^{er} octobre.

11.2.3. Au plus tard, 5 jours ouvrables avant le 30 septembre, la CSDM doit informer les personnes salariées détentrices d'un poste prévisionnel ainsi que le syndicat de sa décision de confirmer ou non les personnes salariées dans ce poste.

11.2.4. L'éducatrice régulière, dont le poste prévisionnel est modifié (à la hausse ou à la baisse) a le choix de conserver ce poste ou d'être considérée comme une personne salariée dont on a mis fin au poste prévisionnel. Le cas échéant, son poste est considéré comme temporairement vacant.

11.2.5. L'éducatrice régulière, dont le poste prévisionnel est confirmé ou qui fait le choix de conserver son poste prévisionnel, malgré la modification (à la hausse ou à la baisse), est réputée en être titulaire rétroactivement à la première journée pédagogique fixe prévue au calendrier des activités scolaires, en formation générale jeunes. L'éducatrice qui est en période d'essai doit compléter celle-ci avant d'être réputée titulaire du poste.

11.2.6. L'éducatrice à l'essai, dont on a mis fin au poste prévisionnel ou qui a décidé d'être considérée comme tel, en application de la clause 11.2.4 de la présente entente, la CSDM met fin à son emploi et elle est inscrite sur la liste de priorité d'embauche.

11.2.7. L'éducatrice régulière permanente ou non permanente, dont on a mis fin au poste prévisionnel ou qui a décidé d'être considérée comme tel, en application de la clause 11.2.4 de la présente entente, est affectée dans un poste temporairement vacant d'éducatrice. S'il y a un poste temporairement vacant d'éducatrice qui est libre et qui comporte un nombre d'heures de plus ou moins 10% du nombre d'heures de son poste prévisionnel au 30 septembre (avant la modification effective), l'éducatrice régulière doit choisir ce poste plutôt que de déplacer une personne salariée temporaire. Étant

entendu que cette personne ne peut être contrainte à choisir un remplacement de 15 heures ou moins.

À défaut, la CSDM offre les postes temporairement vacants d'éducatrice déjà comblés comportant un nombre d'heures de plus ou moins 10% du nombre d'heures du poste prévisionnel détenu au 30 septembre, étant entendu qu'une éducatrice régulière peut déplacer une éducatrice temporaire, peu importe l'ancienneté de celle-ci.

11.2.8. Advenant qu'une éducatrice régulière permanente refuse une affectation en vertu de la clause 11.2.7, elle perd sa protection salariale pour l'année en cours et est inscrite sur la liste de priorité d'embauche de cette même année. Au rappel suivant, elle est rappelée dans son service de garde où son poste prévisionnel a été non confirmé.

11.2.9. Advenant qu'une éducatrice régulière non permanente ne réussit pas à être affectée ou refuse une affectation, elle est mise à pied et elle est inscrite sur la liste de priorité d'embauche. Au rappel suivant, la clause 5.6 de la présente entente s'applique.

11.2.10. Les personnes salariées visées par le présent article ont droit aux dispositions définies à la lettre d'entente « *Comblement d'un poste temporairement vacant dans un service de garde* (modification de la clause 7-1.21 de la convention S6 2010-2015) » à leur rang d'ancienneté, dans le service de garde où elles sont affectées.

11.3. Dans le cadre de l'application de l'article 11.2 de la présente entente, la CSDM peut procéder par séance d'affectation.

11.4. Les mouvements créés par l'article 11.2 de la présente entente sont effectifs le 1^{er} octobre.

11.5. Au rappel suivant, la personne salariée régulière, permanente ou non, affectée temporairement en application de l'article 11.2, sera considérée être une éducatrice régulière de l'école où son poste prévisionnel a été modifié ou non-confirmé;

11.6. L'éducatrice régulière, non permanente, qui est affectée dans un poste temporairement vacant, en application de l'article 11.2 de la présente entente, accumule du service actif aux fins d'acquisition de la permanence et conserve les conditions d'emploi d'une personne salariée régulière

11.7. L'éducatrice régulière, permanente, qui, dans le cadre de l'application de l'article 11.2 de la présente entente, ne réussit pas à être affectée, est considérée être en protection salariale et elle voit son salaire protégé sur la base du nombre d'heures de la semaine régulière de travail du poste prévisionnel qu'elle détenait au 30 septembre (avant la modification effective), moins dix pour cent (10%);

12. DROIT DE RETOUR

12.1. La personne salariée régulière non rappelée et celle qui n'a pas été confirmée dans un poste prévisionnel détient un droit de retour à son service de garde d'origine, dans l'éventualité où un poste serait créé pour le reste de l'année scolaire dans ce service de garde. Elle conserve ce droit, jusqu'à ce qu'elle refuse un poste comportant un nombre d'heures au moins égal à celui du poste qu'elle détenait l'année précédente à ce service de garde ou jusqu'à l'application du processus de rappel de l'année scolaire suivante.

12.2. Advenant qu'un droit de retour peut être exercé, la Commission offre le poste concurrentement aux personnes salariées visées par la clause 12.1 des

présentes ainsi qu'aux personnes salariées régulières et à l'essai du service de garde d'origine, et ce, par ordre d'ancienneté.

12.3. La personne salariée qui accepte un poste conformément à la clause 12.1 des présentes est considérée comme titulaire de ce poste et obtient un droit de rappel dans ce service de garde.

12.4. La Commission informe le syndicat lorsqu'un poste supplémentaire est créé dans un service de garde.

13. PROTECTION SALARIALE (CLAUSE 7-3.42)

La personne salariée en disponibilité ou la personne salariée permanente qui n'a pu être affectée dans un poste comportant le même nombre d'heures ou une réduction maximale de dix pour cent (10 %) du nombre d'heures de sa semaine régulière de travail de l'année précédente voit son salaire protégé sur la base du nombre d'heures de sa semaine régulière de travail de l'année précédente moins dix pour cent (10 %). Cette protection s'applique en fonction d'une semaine régulière de travail d'une durée maximale de trente-cinq (35) heures. La CSDM peut utiliser les services de la personne salariée pour la différence entre le nombre d'heures du poste qu'elle détient et celui pour lequel elle voit son salaire protégé pouvant entraîner un changement d'école.

Il en est de même pour la personne salariée permanente tenue d'occuper un poste d'une classe d'emplois inférieure. Cette personne salariée voit son salaire protégé sur la base du nombre d'heures de sa semaine régulière de travail de l'année précédente moins dix pour cent (10 %). Elle conserve sa classe d'emplois pour fins de traitement et pour fins de mouvements de personnel et bénéficie d'un droit de retour à la prochaine séance d'affectation annuelle. Cette protection s'applique en fonction d'une semaine régulière de travail d'une durée maximale de trente-cinq (35) heures. La commission peut utiliser les services de la personne salariée jusqu'à concurrence du salaire protégé sans excéder la semaine régulière de travail.

Malgré ce qui précède, une personne salariée permanente ne peut voir sa semaine régulière de travail réduite de manière à lui faire perdre le statut de personne salariée à temps complet, et ce, même si la diminution du nombre d'heures s'opère sur plusieurs années, à moins qu'elle n'ait fait un choix personnel sur un poste à temps partiel.

Préalablement à l'application de la lettre d'entente « *Comblement d'un poste temporairement vacant dans un service de garde* (modification de la clause 7-1.21 de la convention S6 2010-2015) », la personne salariée permanente qui bénéficie d'une protection salariale peut se voir assigner des tâches afin de compléter sa semaine régulière de travail.

14. ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ENTENTE

14.1. Les parties conviennent d'informer les instances concernées de la présente entente.

14.2. La présente entente entre en vigueur à sa signature et le demeure pour la durée de la convention collective S6 2010-2015. Malgré ce qui précède, la commission ou le syndicat peut donner un avis écrit à l'autre partie de son intention de modifier cette entente. Dans ce cas, s'il n'y a pas de nouvelle entente dans les soixante (60) jours de l'avis écrit, cette entente prend fin et les clauses 7-3.35 à 7-3.42 de la convention s'appliquent, sans modification.

EN FOI DE QUOI, les parties aux présentes ont signé à Montréal, ce 15 jour du mois de Juin 2015.

**LA COMMISSION SCOLAIRE
DE MONTRÉAL**



Hayden Lasage

Mme Genevieve

**L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE
DU PERSONNEL ADMINISTRATIF**



ADDENDA

ENTRE : L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DU PERSONNEL ADMINISTRATIF (CSN), ci-après appelée le « Syndicat »

ET : LA COMMISSION SCOLAIRE DE MONTRÉAL, ci-après appelée la « CSDM »

OBJET : Addenda à la lettre d'entente dans le cadre de 11-2.00 Adaptation locale de la convention - *Modification du mécanisme de sécurité d'emploi dans le secteur des services de garde, prévue par les clauses 7-3.35 à 7-3.42 de la convention S6, 2010-2015;*

CONSIDÉRANT la lettre d'entente dans le cadre de 11-2.00 Adaptation locale de la convention - *Modification du mécanisme de sécurité d'emploi dans le secteur des services de garde, prévue par les clauses 7-3.35 à 7-3.42 de la convention S6, 2010-2015;*

CONSIDÉRANT la volonté des parties de traiter cet addenda en trois volets, soit :

- **Comblement des postes temporairement vacants**

CONSIDÉRANT l'entente sur une partie du comblement des postes temporairement vacants, en remplacement de la clause 7-1.21 de la convention collective S6;

CONSIDÉRANT la volonté des parties de finaliser les textes sur le comblement des postes temporairement vacants en remplacement de la clause 7-1.21 de la convention collective S6 2010-2015 après la signature de la lettre d'entente *Modification du mécanisme de sécurité d'emploi dans le secteur des services de garde, prévue par les clauses 7-3.35 à 7-3.42 de la convention collective S6 2010-2015;*

CONSIDÉRANT que les parties se sont entendues sur les principes énoncés au paragraphe 2 de la présente, en remplacement d'une partie de la clause 7-1.21 de la convention collective S6 2010-2015, à partir de la rentrée scolaire du mois d'août 2015;

- **La définition et de l'application du bassin pour les classes d'emploi de technicienne et d'éducatrice classe principale**

- **La création de postes de service éducatif maternelle 4 ans après le rappel**

Les parties aux présentes conviennent de ce qui suit :

1. Les considérants font partie intégrante du présent Addenda de la lettre d'entente 11-2.00 Adaptation locale de la convention *Modification du mécanisme de sécurité d'emploi dans le secteur des services de garde, prévue par les clauses 7-3.35 à 7-3.42 de la convention S6, 2010-2015;*

2. Comblement des postes temporairement vacants

2.1 Que soit annulée à compter de la rentrée scolaire du mois d'août 2015 la pratique à l'essai appliquée au cours de l'année scolaire 2014-2015, soit l'obligation d'avoir une (1) heure de différence à la hausse avec le poste occupé pour avoir droit à un poste temporairement vacant en effet domino;

2.2 Qu'à partir de la rentrée scolaire 2015-2016 et pour la durée de l'entente *Modification du mécanisme de sécurité d'emploi dans le secteur des services de garde* soient appliqués les principes suivants :

- a) les postes temporairement vacants pour une durée préalablement déterminée de plus de 10 jours (effets domino) sont offerts d'abord à l'ensemble du personnel régulier et à l'essai ensuite au personnel temporaire du service de garde, le tout par ordre d'ancienneté sans aucune contrainte quant au nombre d'heures;
- b) une personne éducatrice doit compléter le remplacement qu'elle détient sur un poste temporairement vacant avant d'avoir droit à un autre remplacement (effet domino).

2.3 Pour le comblement des postes temporairement vacants de 10 jours et moins, le poste est fractionné en périodes de 30 minutes et offert à l'interne;

2.4 Pour le remplacement d'une personne travaillant au bloc éducatif (4 ans) pour une période de 10 jours et moins, l'horaire complet de la personne est offert par ancienneté dans le service de garde. Par la suite, l'horaire de la personne qui remplace est fractionné et offert en cumul à l'interne, par ancienneté.

3. Définition et application du bassin pour les classes d'emploi de technicienne et d'éducatrice classe principale

3.1 Advenant qu'il n'y ait pas suffisamment de postes pour résorber la sécurité d'emploi pour les classes d'emploi de technicienne et d'éducatrice classe principale, les parties conviennent de se rencontrer afin d'arriver à une entente réglant cette situation et permettre la tenue du mouvement de personnel en service de garde. À ce stade, les parties ont les positions suivantes :

- a) Pour le syndicat, les postes nouvellement créés d'éducatrice classe principale doivent d'abord être offerts, tel que prévu à la convention, aux éducatrices en service de garde, régulières, du service de garde où le poste a été créé. Advenant qu'aucun poste vacant n'est disponible pour le personnel en sécurité d'emploi, on offre d'abord un poste nouvellement créé demeuré vacant, à défaut, on déplace la personne la moins ancienne qui vient de choisir un poste nouvellement créé.
- b) Pour l'employeur, les postes nouvellement créés doivent être offerts en premier lieu aux personnes en protection salariale pour les classes d'emploi technicienne et éducatrice classe principale avant de l'offrir aux éducatrices du service de garde concerné lorsqu'il n'y a pas suffisamment de postes vacants.

3.2 Les parties s'entendent pour mettre à l'essai la position syndicale (paragraphe 3.1

- a)) pour une période de un (1) an. Avant la fin de cette période, les parties se rencontreront afin de convenir d'une pratique définitive.

4. Création de postes de service éducatif *maternelle* 4 ans après le rappel

4.1 Advenant le besoin de créer une classe de *maternelle* 4 ans après le mouvement de personnel de juin, les parties conviennent des principes suivants :

- a) Il s'agit d'une situation qui doit demeurer exceptionnelle;
- b) Lors de la création d'un tel poste, le service de garde doit le créer avec le plus grand nombre d'heures et tendre le plus possible vers un poste à temps complet;
- c) Ces ajouts ne devraient pas influencer la maximisation des postes qui ont été confectionnés lors du rappel;
- d) Ce poste est offert en effet domino à l'intérieur du service de garde concerné.

4.2 Ce projet est à l'essai pour une durée d'un (1) an.

5. Entrée en vigueur de l'entente

Le présent Addenda à la *lettre d'entente 11-2.00 Adaptation locale de la convention Modification du mécanisme de sécurité d'emploi dans le secteur des services de garde, prévue par les clauses 7-3.35 à 7-3.42 de la convention S6, 2010-2015* entre en vigueur au moment de sa signature. Malgré ce qui précède, la commission ou le syndicat peut donner un avis écrit à l'autre partie de son intention de modifier cet Addenda. Le cas échéant, à défaut de nouvelle entente dans les soixante (60) jours de l'avis écrit, le présent Addenda prend fin.

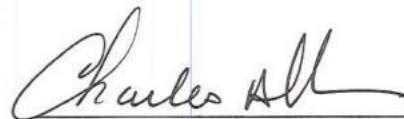
EN FOI DE QUOI, les parties aux présentes ont signé à Montréal, ce 15 jour du mois de juin 2015.

LA COMMISSION SCOLAIRE
PROFESSIONNELLE

DE MONTRÉAL

L'ASSOCIATION

DU PERSONNEL ADMINISTRATIF



LETTRE D'ENTENTE

Intervenue entre

La partie patronale

La Commission scolaire
de Montréal

(ci-après, la CSDM)

La partie syndicale

L'Association professionnelle
du personnel administratif

(ci-après, le Syndicat)

Postes affectés aux instances politiques, au Service du secrétariat général et à la Direction générale

Considérant le désir du Conseil des commissaires d'obtenir des services de personnel relevant de la catégorie du personnel de soutien administratif;

Considérant l'entente signée le 1^{er} novembre 1993 et dont copie est annexée à la présente;

Considérant les modifications signées le 16 juin 2000, le 1^{er} mai 2006 et le 24 août 2009 et dont copies est annexées à la présente;

Considérant la création au 1^{er} juillet 2015 du Service du secrétariat général;

Considérant le désir des parties de modifier cette entente.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT

1. Les considérants font partie intégrante de la présente entente.
2. Trois (3) postes de secrétaires de gestion avec majoration et trois postes d'agent de bureau classe principale avec majoration sont couverts par l'entente et sont répartis, selon les besoins de la Commission, aux instances politiques, au Service du secrétariat général et au Bureau de la direction générale.
3. Les postes mentionnés au paragraphe 2, de la présente entente, sont soumis aux dispositions de la convention collective, à l'exception de ce qui suit :
 - a) ces postes sont comblés par affichage sans égard à l'ancienneté des personnes salariées régulières ou temporaires qui ont posé leur candidature;
 - b) la Commission, dans le cadre de la sélection, peut demander de recevoir en entrevue les personnes qui ont posé leur candidature;
 - c) les personnes salariées titulaires de ces postes ne peuvent être supplantées.
4. Nonobstant le paragraphe 3 de la présente entente, les personnes salariées régulières qui détiennent l'un des postes mentionnés au paragraphe 2 au moment de la signature de la présente entente, continuent d'occuper ledit poste.
5. Les personnes détenant les postes prévus à la présente entente sont réputées détenir le statut de personne salariée régulière et sont titulaires d'un poste, à temps complet, annuel.
6. Les parties reconnaissent que les fonctions de ces postes revêtent un caractère confidentiel et conviennent qu'une mention particulière soit inscrite à cet effet tant dans les descriptions de tâches que dans les affichages requis pour combler ces postes.
7. La Commission accepte, pour deux (2) personnes libérées à temps complet désignées par le Syndicat, en vertu de la clause 3-3.01, de ne pas exiger de remboursement au Syndicat conformément à la clause 3-3.04.

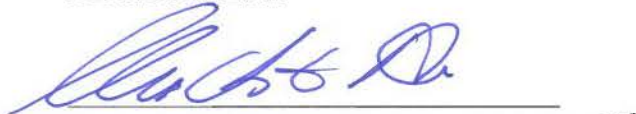

8. La Commission accepte également de n'exiger aucun remboursement pour les libérations syndicales prévues par les clauses 3-3.04 et 3-3.07 dans la mesure où la personne salariée n'est pas remplacée dans ses fonctions, directement ou indirectement. Le « non-remplacement » indirect réfère à la situation où la personne salariée libérée est remplacée par une personne salariée autre qu'une personne salariée temporaire et qui n'est pas, à son tour, elle-même remplacée par une personne salariée temporaire. En cas de remplacement effectif, le Syndicat ne rembourse qu'au taux du salaire payé à la personne salariée remplaçante.
9. Le paragraphe 8 de la présente entente ne s'applique pas lorsque la personne salariée libérée travaille en service de garde, en adaptation scolaire, dans le cadre d'un projet spécifique ou dans le cadre du chapitre 10 de la convention collective.
10. La Commission ajoute deux (2) jours, jusqu'à un maximum de trois (3) jours, chômés et payés supplémentaires à ceux prévus à l'article 5-2.00 et à l'annexe XII de la convention collective. Ces journées sont fixées conformément au deuxième paragraphe de la clause 5-2.03 et doivent être utilisées de façon à procurer aux personnes salariées une période minimale de congé de deux (2) semaines complètes de calendrier composées de ces journées chômées et payées à l'occasion du congé des fêtes de Noël et du Nouvel An.

La Commission accepte que l'horaire de travail lors de la période couverte par la semaine de relâche soit réduit à trente (30) heures et en contrepartie, le Syndicat accepte que la réduction de la semaine de travail durant la période estivale débute le premier jour ouvrable suivant le 1^{er} juillet et se termine dix (10) jours ouvrables avant le premier lundi de septembre le tout selon la clause 8-2.09 de la convention collective.



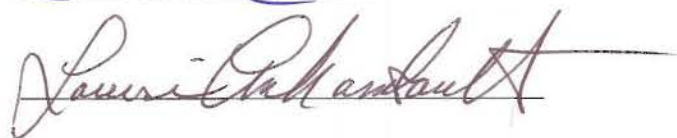
11. La Commission s'engage à favoriser les demandes de perfectionnement formulées par les personnes salariées mises en disponibilité lors du processus de la sécurité d'emploi et à soutenir ces personnes afin qu'elles acquièrent les qualifications requises par les différentes classes d'emplois appartenant à la même catégorie d'emplois que le poste qu'elles détenaient au moment de leur mise en disponibilité.
12. La présente entente remplace la lettre d'entente intervenue entre les parties le 1^{er} novembre 1993.
13. La présente entente entre en vigueur à sa signature et le demeure pour la durée de la convention. Par la suite, cette entente est automatiquement renouvelée à moins d'une entente contraire entre les parties.

EN FOI DE QUOI, les parties aux présentes ont signé à Montréal, ce 8^e jour du mois de juin 2016.

**LA COMMISSION SCOLAIRE
DE MONTRÉAL**

**L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE
DU PERSONNEL ADMINISTRATIF**

ENTENTE
intervenue entre

**LA COMMISSION SCOLAIRE
DE MONTRÉAL**
(ci-après nommée «Commission»)

**ASSOCIATION DES CONCIERGES DES
ÉCOLES DU DISTRICT DE MONTRÉAL
(ACEDM)**

ET

**ASSOCIATION PROFESSIONNELLE
DU PERSONNEL ADMINISTRATIF
(APPA)**

ET

**SYNDICAT NATIONAL DES
EMPLOYÉES ET EMPLOYÉS DE LA
COMMISSION SCOLAIRE DE
MONTRÉAL(SNEE)**

(ci-après nommés collectivement
«Syndicat»)

SUSPENSION DES DÉLAIS PRÉVUS À LA CONVENTION COLLECTIVE

PRÉAMBULE

CONSIDÉRANT la dénonciation de l'ACEDM et du changement de pratique annoncé par l'APPA;

CONSIDÉRANT la clause A-9.00 des conditions particulières prévues à S6a entre la Commission et l'APPA;

CONSIDÉRANT que depuis plusieurs années les parties s'étaient entendues pour suspendre tous les délais prévus à la convention pendant les 2 semaines de la période des fêtes ainsi que du 24 juin au 1^{er} lundi de septembre inclusivement;

CONSIDÉRANT les discussions intervenues et la volonté des parties de convenir d'une lettre d'entente sur la suspension des délais;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente entente;
2. La présente entente annule et remplace toute entente convenue précédemment sur la suspension des délais entre les parties, à l'exception des dispositions de S6a;
3. La Commission et le Syndicat conviennent de la suspension des délais chaque année du 24 juin au premier lundi de septembre inclusivement et pendant la période de fermeture du temps des fêtes pour les délais suivants :
 - a. Dépôt de grief syndical ou patronal;
 - b. Affichage;
 - c. Imposition de mesures disciplinaires.
4. La Commission convient, pour plus de précision, que la suspension des délais indiquée au paragraphe 3 ne s'applique pas dans la computation des délais pour la période d'adaptation et la période d'essai;
5. Les parties conviennent que le délai pour l'imposition de mesures disciplinaires est suspendu lorsque la personne salariée est absente du travail et que cette absence est approuvée par le BSCAT ou toute autre raison pouvant être déterminée en temps

opportun par les parties. De plus, les parties conviennent que le délai pour l'imposition d'une mesure disciplinaire se poursuit lorsque la personne salariée revient à temps complet au travail. De surplus, les parties conviennent d'ajouter 15 jours ouvrables à ce délai (lors de la reprise du délai alors suspendu) à la suite du retour de la personne salariée;

6. Les parties conviennent que le délai pour déposer un grief en lien avec une situation de harcèlement psychologique est suspendu à la suite du dépôt d'une plainte de harcèlement psychologique auprès de la Commission. Ce délai se poursuit à la suite de la décision finale de la Commission sur ladite plainte de harcèlement;
7. Les parties reconnaissent avoir lu et compris tous les paragraphes de la présente entente et s'en déclarent satisfaites;
8. La présente entente prend effet au moment de sa signature et le restera à moins que la Commission ou le Syndicat donne un avis écrit de soixante jours de son intention de se rencontrer à l'intérieur dudit délai afin de la modifier le cas échéant. En l'absence d'accord, cette entente prend fin.

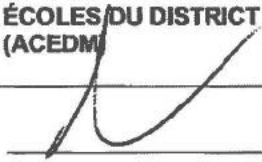
EN FOI DE QUOI, les parties aux présentes ont signé à Montréal, ce 5 e jour du mois de MARS 2018.

LA COMMISSION SCOLAIRE DE MONTRÉAL







ASSOCIATION DES CONCIERGES DES
ÉCOLES DU DISTRICT DE MONTRÉAL
(ACEDM)

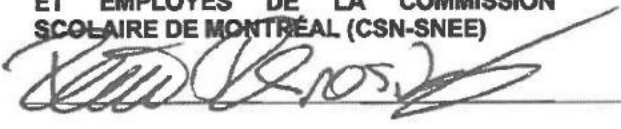


ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DU
PERSONNEL ADMINISTRATIF (CSN-APPA)





LE SYNDICAT NATIONAL DES EMPLOYÉES
ET EMPLOYÉS DE LA COMMISSION
SCOLAIRE DE MONTRÉAL (CSN-SNEE)



ANNEXE I S6A
ENTENTE INTERVENUE

ENTRE : L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DU PERSONNEL ADMINISTRATIF
(CSN), ci-après appelée le « syndicat »

ET : LA COMMISSION SCOLAIRE DE MONTRÉAL, ci-après
appelée la « Commission »

OBJET : LISTE DE PRIORITÉ D'EMBAUCHE

1. BUTS ET DÉFINITIONS

- 1.1 La liste de priorité d'embauche s'adresse exclusivement aux personnes couvertes par le certificat d'accréditation de l'Association professionnelle du personnel administratif (CSN).
- 1.2 Sous réserve des dispositions prévues à la présente entente, cette liste doit être utilisée pour le rappel des personnes dans les cas prévus à la convention ainsi que toutes autres circonstances prévues par entente entre les parties.
- 1.3 L'expression « personne » signifie et comprend les personnes inscrites à la liste de priorité d'embauche.
- 1.4 La liste de priorité d'embauche est constituée des personnes nouvellement embauchées ou ayant travaillé pour la Commission à titre de :
- a) personne salariée temporaire;
 - b) personne salariée ayant occupé un poste particulier;
 - c) personne salariée régulière mise à pied;
 - d) personne salariée régulière qui se désiste de son poste et qui en fait la demande par écrit;
 - e) personne salariée régulière titulaire d'un poste à temps partiel qui en fait la demande par écrit²;
 - f) personne salariée qui ne peut conserver son poste pendant sa période d'essai ou qui ne réussit pas sa période d'essai;
 - g) personne salariée du chapitre 10 qui en fait la demande par écrit³.

2. MODALITÉS D'INSCRIPTIONS

- 2.1 Lors de la mise à jour de liste de priorité d'embauche, la Commission réinscrit toutes les personnes mentionnées à la clause 1.4 qui font toujours partie de la liste de priorité d'embauche et ce, dans toutes les classes d'emplois où elles étaient encore inscrites.

Par la suite, toute personne nouvellement embauchée est automatiquement inscrite sur la liste de priorité d'embauche et ce, pour toutes les classes d'emplois pour lesquelles elle est qualifiée.

- 2.2 Au moment de son inscription sur la liste de priorité d'embauche, la personne doit compléter un formulaire de disponibilité comportant les éléments suivants :
- la ou les classes d'emplois où elle veut travailler et où elle est qualifiée;
 - la période de temps où elle est disponible;
 - le quart de travail et le ou les jours de la semaine où elle veut travailler;

² À la condition que cela n'a pas pour conséquence de lui attribuer plus d'heures que la semaine régulière de travail, telle que définie à l'article 8-2 de la convention.

³ Des modalités particulières concernant le surveillant ou la surveillante d'élèves préposée aux dîners et d'aide aux devoirs dont le poste comporte une semaine régulière de travail de 21 heures ou moins sont prévues à l'annexe A de la présente entente.

- le ou les réseaux dans le territoire de la Commission (définis à l'annexe A) dans lesquels elle veut travailler.

Par la suite, la personne peut modifier les éléments de sa disponibilité conformément à la clause 2.3 de la présente entente.

- 2.3 Une personne peut modifier les éléments de sa disponibilité au moyen d'un avis écrit qu'elle doit faire parvenir à la Commission au moins 14 jours de calendrier avant cette modification. La Commission transmet à la personne concernée un accusé de réception.
- 2.4 Une personne inscrite sur la liste de priorité d'embauche peut aviser par écrit la Commission de son indisponibilité pour une période maximale de 12 mois. Cette période d'indisponibilité ne peut être renouvelée par la Commission qu'une seule fois.

3. DROITS ET OBLIGATIONS

- 3.1 La Commission fait appel aux personnes inscrites sur la liste de priorité d'embauche avant de recourir à une autre personne.
- 3.2 La Commission recourt à la liste de priorité d'embauche dans la mesure où la convention collective le prévoit et fait appel aux personnes inscrites sur la liste de priorité d'embauche en respectant l'ordre d'ancienneté.
- 3.3 La personne inscrite sur la liste de priorité d'embauche détenant plus de 1800 heures travaillées, soit dans les catégories des emplois de soutien administratif et paratechnique, soit dans la catégorie des emplois de soutien technique, peut, en cas de radiation, demander à son Syndicat de soumettre un grief.

Ce grief est cependant possible qu'aux conditions suivantes :

- la procédure applicable est celle de l'arbitrage sans procureur telle que prévue à l'article 9-4.00 de la convention;
- la décision arbitrale ne peut comporter, à quelque titre de réclamation que ce soit, de conclusion monétaire dépassant les 4000 \$.

4. MODALITÉS DE RAPPEL

- 4.1 Sous réserve des clauses 3.1 et 3.2, la Commission fait appel par classe d'emplois aux personnes inscrites sur la liste de priorité d'embauche selon les modalités qui suivent au présent article.
- 4.2 Le rappel se fait par la Commission, par appel téléphonique ou par téléavertisseur (maximum deux numéros), et les renseignements suivants sont donnés :
 - nature du travail (surcroît, remplacement, etc);
 - classe d'emplois;
 - lieu de travail;
 - durée prévue ou prévisible (date de début et de fin si connue);
 - délai de réponse.
- 4.3 La Commission informe le Syndicat, par écrit, à tous les deux mois de toutes les affectations attribuées à une personne inscrite sur la liste de priorité d'embauche en mentionnant les éléments définis à la clause 4.2 de la présente entente.
- 4.4 La personne doit être disponible pour toute la durée de l'affectation pour laquelle elle est requise. Dans les cas de congé parental⁴ ou d'une lésion professionnelle reconnue par la Commission de santé et sécurité au travail (CSST) et survenue à la Commission, la personne est considérée comme étant disponible pour obtenir cette affectation. La considération de la disponibilité dans le cas du congé parental et de la lésion professionnelle ne peut entraîner de coût monétaire pour la Commission.

Au retour de la personne, la Commission lui offre les choix suivants :

- a) occuper l'affectation obtenue lors du rappel ou, le cas échéant;

⁴ Congé parental signifie : les congés de maternité, de paternité ou d'adoption.
CSDM

- b) occuper une affectation comportant le même nombre d'heures hebdomadaires et dont la durée est au moins égale au résiduel de l'affectation définie au paragraphe précédent.
- 4.5 La personne a la responsabilité de signifier, par écrit, au Service des ressources humaines tout changement d'adresse ou de numéro de téléphone.

5. MOTIFS DE RADIATION

- 5.1 La Commission radie en cours d'année, la personne inscrite sur la liste de priorité d'embauche, pour l'un ou l'autre des motifs suivants :
- 5.1.1 L'obtention d'un poste régulier à temps complet ou à temps partiel à la Commission;
 - 5.1.2 Une décision du Service des ressources humaines suite à l'analyse d'au moins deux (2) évaluations négatives émises par deux gestionnaires différents;
 - 5.1.3 Le défaut de se présenter au travail au moment convenu entre la Commission et la personne appelée, sans motif valable sous réserve des motifs d'absence prévus à la présente entente;
 - 5.1.4 Ne pas avoir fourni de prestation de travail à la Commission au cours des vingt-quatre derniers mois;
 - 5.1.5 Une démission;
 - 5.1.6 Un troisième refus lors d'un rappel au travail au cours d'une même année scolaire, sauf dans le cas où la personne invoquerait l'un ou l'autre des motifs d'absence prévus à la présente entente;
 - 5.1.7 Une situation d'inconduite grave.
- 5.2 Lorsque la Commission décide de radier une personne de la liste, celle-ci est avisée par écrit et une copie est remise au Syndicat, en spécifiant le ou les motifs de radiation et la date effective de la radiation.
- 5.3 La personne est radiée de la liste pour toutes les classes d'emplois où son nom apparaît sauf pour le motif prévu à la clause 5.1.2 où la radiation vaut uniquement pour la classe d'emplois concernée.
- 5.4 Les évaluations négatives obtenues suite à une affectation en adaptation scolaire à l'une des écoles suivantes ne sont pas considérées dans l'étude d'un dossier de radiation de la liste de priorité d'embauche :
- de l'Étincelle
 - Charles-Bruneau
 - Espace-Jeunesse
 - Henri-Julien.

Elles peuvent cependant amener la Commission à décider de ne plus offrir d'affectation temporaire pour ces écoles à la personne visée par l'évaluation négative.

En outre, en cas de situation exceptionnelle, une personne affectée à l'une des écoles identifiées au présent article peut faire une demande à l'effet d'y être retirée d'une affectation sans que ce ne soit considéré comme constituant une démission.

- 5.5 Le refus d'un rappel pour une affectation comportant un horaire hebdomadaire de quinze heures (15) et moins n'est pas considéré comme constituant un refus au sens de la clause 5-1.6 pour la personne ayant accumulé au moins deux années d'ancienneté lors de la dernière mise à jour de la liste de priorité d'embauche.
- 5.6 La Commission peut décider de réinscrire une personne radiée de la liste. Celle-ci doit répondre à nouveau aux modalités d'inscription.

6. MOTIFS RECONNUS D'ABSENCE

- 6.1 Une personne peut refuser un rappel au travail fait en vertu des présentes, sans que cela soit considéré comme un motif de refus au sens de la clause 5-1.6, pour les raisons suivantes :
- 6.1.1 Une invalidité pour une durée maximale de 104 semaines, dans la mesure où cette invalidité est établie conformément à la convention;

- 6.1.2 Une lésion professionnelle, pour une durée maximale de 3 ans, reconnue par la Commission de santé et sécurité au travail (CSST) et survenue à la Commission;
- 6.1.3 Les motifs prévus aux clauses 5-1.01, 5-1.02, 5-1-04, 5-1.05, 5-1.07 de la convention et à l'article 5-4 de la convention;
- 6.1.4 Une non-disponibilité exprimée par écrit par la personne concernée conformément à la clause 2.3 de la présente entente.
- 6.1.5 L'affectation est en adaptation scolaire à l'école de l'Étincelle, Charles-Bruneau, Espace-Jeunesse ou Henri-Julien.

7. ANCIENNETÉ

- 7.1 La personne inscrite sur la liste de priorité d'embauche accumule de l'ancienneté lorsqu'elle est en service actif. Son ancienneté s'exprime en année, mois, jours et heures conformément à l'article 8-1.00 de la convention.
- 7.2 La personne conserve et accumule son ancienneté conformément à la convention.

8. MISE À JOUR

- 8.1 La liste de priorité d'embauche est mise à jour une (1) fois par année, soit au 30 juin.
- 8.2 La liste de priorité d'embauche doit être affichée dans les lieux de travail pendant quatorze (14) jours à la date et de la façon prévue aux clauses 8-1.06 et 8-1.07 de la convention. Une copie de cette liste doit être transmise au Syndicat. Durant cette période, des modifications peuvent être apportées par la Commission suite à une demande écrite formulée par la personne salariée ou par le Syndicat.

À l'expiration du délai d'affichage prévu au paragraphe précédent, la liste de priorité d'embauche modifiée, le cas échéant, devient officielle. La Commission doit alors transmettre au syndicat une copie de la liste officielle dans les dix (10) jours suivant l'expiration du délai d'affichage prévu au paragraphe précédent.

Par la suite, toute erreur alléguée sur la liste de priorité d'embauche peut faire l'objet d'un grief pouvant être soumis à l'arbitrage, conformément aux articles 9-1.00 et 9-2.00 de la convention.

Cependant, une révision demandée après que la liste soit devenue officielle ne peut avoir un effet rétroactif antérieur au dépôt du grief sur une action prise en vertu de cette liste.

La décision arbitrale issue d'un tel grief est appliquée dans les dix (10) jours de sa réception par la Commission.

9. MODALITÉS

- 9.1 Les annexes font partie intégrante de la présente entente.

ANNEXE A

Les Réseaux du territoire de la CSDM où une personne inscrite sur la liste de priorité d'embauche peut être disponible :

- Centre administratif et annexe
- Réseau Nord
- Réseau Sud
- Réseau Centre
- Réseau Est
- Réseau Ouest
- Réseau des écoles spécialisées pour EHDAA
- Réseau de la formation générale des adultes
- Réseau de la formation professionnelle

En plus des éléments définis à la clause 2.2 de la présente entente, la personne qui s'inscrit sur la liste de priorité d'embauche dans la classe d'emplois de surveillant de dîner et d'études dirigées dont la semaine régulière de travail est de vingt et une (21) heures ou moins (article 10-2.00 de la convention), indique la ou les écoles où elle veut être considérée disponible.

Par ailleurs, une personne peut demander d'être considérée comme indisponible pour les affectations en adaptation scolaire aux écoles suivantes : de l'Étincelle, Charles-Bruneau, Espace-Jeunesse ou Henri-Julien.

Les parties conviennent de modifier l'annexe A advenant l'ajout ou le retrait d'un réseau.

LETTRE D'ENTENTE

Intervenu entre

La partie patronale

La partie syndicale

La Commission scolaire
de Montréal

L'Association professionnelle
du personnel administratif

ci-après appelée : **La Commission**

ci-après appelée : **Le Syndicat**

Secrétaires d'écoles affectés dans les écoles ciblées

CONSIDÉRANT les diverses revendications des secrétaires d'école à l'effet que leurs tâches étaient similaires à celles exercées par les agents de bureau classe principale;

CONSIDÉRANT qu'après analyse, les tâches effectuées correspondaient bien à celles de secrétaire d'école;

CONSIDÉRANT la volonté de la Commission de reconnaître la diversité de ses établissements; soit dans la clientèle visée, les services à rendre, le type et le nombre de ressources qui y sont affectées et l'étendue des charges de travail qui en résulte;

CONSIDÉRANT la volonté des parties de trouver une solution satisfaisante à cette situation;

CONSIDÉRANT la volonté des parties de mettre fin aux demandes de reclassification des secrétaires d'école;

CONSIDÉRANT la rencontre organisée par le Syndicat, pour ses membres qui sont visés par la présente entente, qui s'est tenue le mardi 7 septembre 2010;

CONSIDÉRANT que la solution trouvée par les parties a été acceptée par la majorité des membres présents à cette rencontre.

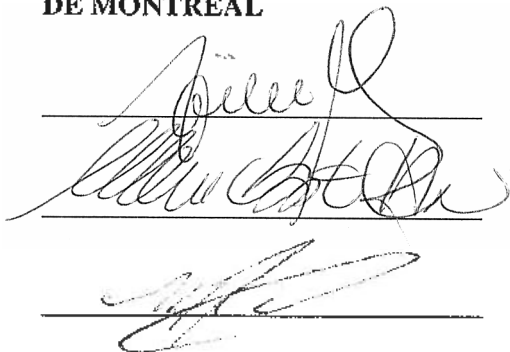
LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

- 1 Le préambule fait partie de la présente entente;
- 2 La Commission accepte de verser une majoration à une secrétaire d'école pour ses heures travaillées dans une école désignée;
- 3 La majoration prévue par le paragraphe 2 de la présente entente est de huit et demi pourcent (8,5%) du taux horaire prévue selon la convention collective pour ladite secrétaire d'école;
- 4 Une école est dite école désignée si elle est définie comme tel en vertu des paragraphes 5 ou 8 de la présente entente;
- 5 Une fois par année, avant le 30 juin, la Commission analyse les données de chaque école et chaque école qui répond à tous les critères suivants est dite école désignée pour l'année scolaire suivante:
 - a) il s'agit d'une école primaire;
 - b) le pourcentage cumulé de l'école, selon la classification de l'indice de défavorisation établi par le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal, est compris entre 0 et 19,99;
 - c) il y a 201 élèves et plus inscrits à l'école et la secrétaire d'école est la seule secrétaire affectée à cette école (en incluant ses annexes) ou, s'il y a 351 élèves et plus inscrits à l'école, un maximum de 0,5 secrétaire (en sus de la secrétaire d'école) est affectée à cette école (en incluant ses annexes);
- 6 Au moment de faire l'analyse prévue au paragraphe 5 de la présente entente, le nombre d'élèves prévus à l'école pour la prochaine année scolaire, selon les prévisions de clientèle de la Commission, est réputé être le nombre d'élèves inscrits à l'école;

- 7 Au moment de faire l'analyse prévue au paragraphe 5 de la présente entente, les postes de secrétaires prévus au plan d'effectif de l'année scolaire suivante pour chaque école (en incluant les secrétaires fournies à l'école par son Réseau) sont réputés être le nombre de secrétaires affectées à l'école;
- 8 Une fois par année, avant le 30 juin, après consultation du syndicat, la Commission décide d'autres écoles qui peuvent, pour tenir compte de leur vocation particulière, être dites école désignée pour l'année scolaire suivante;
- 9 En application du paragraphe 8 de la présente entente, après consultation du syndicat, la Commission décide, pour tenir compte de leur vocation particulière, que les écoles suivantes seront dites école désignée pour l'année scolaire 2010-2011 :
 - a) Irénée-Lussier;
 - b) Saint-Pierre-Apôtre;
 - c) De L'Étincelle;
 - d) Internationale de Montréal (secondaire);
- 10 Dans le cadre des mouvements de personnel et de la sécurité d'emploi, les postes de secrétaire d'école qui, au moment du mouvement (ou du comblement), sont (ou seront) situés dans une école qui est dite désignée sont soumis à la convention collective, à l'exception de ce qui suit :
 - a) ces postes comportent une exigence sur les aptitudes relationnelles et une exigence sur la maîtrise des logiciels corporatifs, exigences qui seront validées par un test;
 - b) aucune formation ne sera offerte ou remboursée par la Commission;
- 11 Nonobstant le paragraphe 10 de la présente entente, une personne salariée régulière qui détient un poste dans une école dite désignée, au moment de la signature de la présente entente, continue d'occuper ledit poste et elle est réputée répondre aux exigences pour ce poste;
- 12 Dans les trente (30) jours de la signature de la présente entente, un montant de vingt-trois mille neuf-cent quatre-vingt-dix-neuf dollars et quatre-vingt-dix-neuf sous (23 999,99\$) sera partagé entre les personnes salariées qui ont travaillé sur des postes dans des écoles qui auraient été dites école désignée pour la période comprise entre le 1^{er} janvier 2010 et la date de la signature de la présente entente;
- 13 Le syndicat et les personnes qui occupent ou qui occuperont un poste de secrétaire d'école (dans une école désignée ou non) reconnaissent que la classification de secrétaire d'école est la bonne et s'engagent à ne pas revendiquer ou déposer de grief de classification dans le but d'obtenir une reclassification supérieure à celle de secrétaire d'école, à moins d'une modification substantielle de leurs tâches;
- 14 Les parties conviennent que la présente entente ne peut être utilisée à titre de précédent, cette entente est faite sans préjudice et sans admission;
- 15 La présente entente entre en vigueur à sa signature et le restera, à moins que la Commission ou le Syndicat donne un avis écrit, de soixante (60) jours, de son intention de se rencontrer à l'intérieur dudit délai afin de la modifier s'il y a lieu. Dans ce cas, s'il n'y a pas accord, l'entente prend fin.

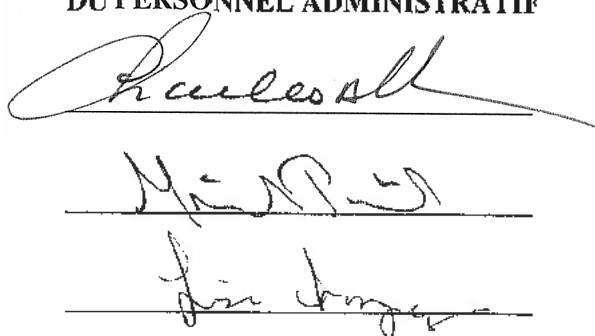
EN FOI DE QUOI, les parties aux présentes ont signé à Montréal, ce 3^e jour du mois de novembre 2010.

**LA COMMISSION SCOLAIRE
DE MONTRÉAL**



Three handwritten signatures are written over three horizontal lines. The signatures are in dark ink and appear to be cursive or semi-cursive.

**L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE
DU PERSONNEL ADMINISTRATIF**



Three handwritten signatures are written over three horizontal lines. The signatures are in dark ink and appear to be cursive or semi-cursive.

ÉCOLES « DÉSIGNÉES » POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2010-2011 :

A) Écoles qui répondent aux critères pour l'année 2010-2011 :

- Saint-Clément
- Saint-Nom-de-Jésus
- Baril
- Hochelaga
- Bienville
- Montcalm
- Saint-Bernardin
- Sainte-Lucie
- Louisbourg
- Victor-Rousselot
- Saint-Anselme
- Garneau

B) Écoles qui, pour tenir compte de leur vocation particulière, sont considérées écoles « désignées » pour l'année scolaire 2010-2011 :

- Irénée-Lussier
- Saint-Pierre-Apôtre
de l'Étincelle
- Internationale de Montréal (secondaire)

Copies envoyés
- Carole Haberge
- Pascale Marseille
- Jean OUI MET

LETTRE D'ENTENTE

Intervenue entre

La partie patronale :

Commission scolaire de Montréal

(ci-après « Commission »)

La partie syndicale :

Association professionnelle du personnel administratif

(ci-après « Syndicat »)

Opérateurs en informatique affectés au soutien aux établissements

CONSIDÉRANT les diverses revendications des opérateurs en informatique classe I affectés au soutien aux établissements à l'effet que leurs tâches étaient similaires à celles exercées par les techniciens en informatique affectés aux établissements;

CONSIDÉRANT qu'après analyse, les tâches effectuées correspondaient bien à celles d'opérateurs en informatique classe I;

CONSIDÉRANT la volonté de la Commission de reconnaître leur rôle conseil auprès des divers utilisateurs des établissements scolaires;

CONSIDÉRANT la volonté des parties de trouver une solution satisfaisante à cette situation;

CONSIDÉRANT la rencontre organisée par le Syndicat, pour ses membres qui sont visés par la présente entente, qui s'est tenue le 17 juin 2010;

CONSIDÉRANT que la solution trouvée par les parties a été acceptée par la majorité des membres présents à cette rencontre;

LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

- 1- Le préambule fait partie intégrante de la présente entente;
- 2- La Commission reclasse quatre (4) postes d'opérateur en informatique classe I affectés au BDTP comme opérateurs en informatique classe principale. Les tâches principales associées à ces postes seront les mêmes que celles des opérateurs du BDTP qui sont affectés aux établissements scolaires tout en y ajoutant la responsabilité de dossiers d'activités d'opération liées à l'informatique. Dans le cadre de ces activités d'opération, il assumera une responsabilité fonctionnelle sur ses collègues;
- 3- Les parties conviennent que l'attribution des activités d'opération liée à l'informatique s'effectuera par la Commission et que sur les futurs affichages de postes, aucune mention spécifique quant au dossier ne sera faite, en conséquence, on y retrouvera une mention plus générale concernant l'attribution d'une telle activité;
- 4- Les parties conviennent que dans le cadre du processus d'affectation du 22 juin 2010, les personnes qui obtiendront ces quatre (4) postes d'opérateur en informatique classe principale seront soumises aux conditions suivantes :
 - elles seront soumises à une période d'adaptation de cinquante (50) jours de travail effectif conformément aux modalités prévues à la clause 7-1.07 de la convention;
 - elles se verront attribuées l'échelon 4 de l'échelle de traitement d'opérateur en informatique classe principale;

- 5- La Commission octroie également, pour les postes d'opérateur classe I affectés au soutien informatique dans les établissements scolaires et pour ceux du BDTP qui sont affectés au soutien informatique aux établissements scolaires, une prime de chef d'équipe afin de reconnaître leur rôle conseil auprès des divers utilisateurs dans ces établissements;
- 6 - Les parties conviennent, qu'exceptionnellement, cette prime de chef d'équipe sera également versée dans le cadre d'absences pour maladie, de récupération de temps supplémentaire ou de vacances;
- 7- Les parties conviennent que ces reclassifications et l'octroi de la prime de chef d'équipe seront effectifs le 2 juillet 2010;
- 8- Le syndicat et les personnes qui occupent ou qui occuperont un poste d'opérateur en informatique classe I reconnaissent que la classification d'opérateur en informatique classe I est la bonne et s'engagent à ne pas revendiquer ou déposer de grief de classification dans le but d'obtenir une reclassification supérieure à celle d'opérateur en informatique classe I, à moins d'une modification substantielle de leurs tâches;
- 9- Le syndicat et les personnes qui occupent ou qui occuperont un poste d'opérateur en informatique classe principale reconnaissent que la classification d'opérateur en informatique classe principale est la bonne et s'engagent à ne pas revendiquer ou déposer de grief de classification dans le but d'obtenir une reclassification supérieure à celle d'opérateur en informatique classe principale à moins d'une modification substantielle de leurs tâches;
- 10- Les parties conviennent que cette entente ne constitue pas un plancher d'emploi pour la Commission et qu'elle pourra annuellement réévaluer ses besoins comme le prévoient les articles 7-3.07 à 7-3.11 de la convention;
- 11- Les parties conviennent que cette entente ne peut-être utilisée à titre de précédent;
- 12- La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature.

EN FOI DE QUOI, les parties aux présentes ont signé à Montréal, ce 22° jour du mois de juin 2010

Commission scolaire de Montréal



Association professionnelle du personnel administratif

